

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Seizième session de la Commission - Septième réunion de la Conférence des ministres  
chargés du développement et de la planification économiques**

**Freetown (Sierra Leone), 6 - 11 avril 1981**

---

**Deuxième réunion du Comité technique préparatoire plénier**

**Freetown (Sierra Leone), 24 mars - 2 avril 1981**

**ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE**

**1979-1980 PREMIERE PARTIE**

**Cinquième évaluation biennale des résultats économiques et sociaux dans**

**la région de la CEA dans le cadre de la deuxième Décennie**

**des Nations Unies pour le développement**



**NATIONS UNIES**

Distr. : GENERALE

E/CN.14/802

E/CN.14/TPCW.II/19

E/CN.14/LDCs.I/2/Part I

10 mars 1981

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion du Comité technique  
préparatoire plénierFreetown (Sierra Leone),  
24 mars - 2 avril 1981

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Seizième session de la Commission/Septième  
réunion de la Conférence des ministresFreetown (Sierra Leone),  
6 - 11 avril 1981

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des ministres des pays africains

~~les moins avancés~~

Addis-Abeba, Ethiopie, 27 - 31 juillet 1981

ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE

1979-1980 - PREMIERE PARTIE

Cinquième évaluation biennale des résultats économiques et sociaux dans  
la région de la CEA dans le cadre de la deuxième Décennie  
des Nations Unies pour le développement.



### Note explicative

1. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones mentionnés, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou de leurs limites.
2. La cote des documents de l'Organisation des Nations Unies se compose de lettres majuscules et de chiffres. La mention d'une telle cote indique qu'il est fait référence à un document de l'Organisation. Les documents de l'Organisation des Nations Unies dont la cote commence par E/CN.14/... correspondent à des documents publiés sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique.
3. Les signes ci-après ont été employés dans la présente Etude :  
... = chiffre non disponible;      - = zéro ou quantité négligeable.
4. Sauf indication contraire, le mot "tonne" désigne une tonne métrique.

### Note liminaire

Cette étude intitulée Etude de la situation économique et sociale en Afrique, 1979-1980, passe en revue les tendances dans la région africaine dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement au cours des années 70, en mettant l'accent sur la situation au cours de l'année 1979.

L'Etude est divisée en deux parties, la première portant sur l'analyse de la situation en Afrique au niveau régional tandis que la seconde est au niveau des pays. La première partie est de plus subdivisée en deux sections, la première sur les tendances économiques et sociales au niveau régional, la deuxième consacrée à une étude spéciale sur l'incidence du pétrole sur les économies africaines.

E/CN.14/802  
E/CN.14/TPCW.II/19  
E/CN.14/LDCs.I/2/Part I.

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Note explicative, note liminaire - - - - -	ii
Avant-propos - - - - -	v
SECTION I	
LA SITUATION ECONOMIQUE, 1970-1980	
<u>Chapitre</u>	
I. INTRODUCTION ET EXPOSE GENERAL - - - - -	1
II. LA SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE PENDANT LES ANNEES 70 - - - - -	29
III. EVALUATION DES PROGRES REALISES VERS L'INSTAURATION DU NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL - - - - -	36
IV. SITUATION ECONOMIQUE DANS LA REGION DE LA CEA - - - - -	44
A. Croissance, épargne intérieure et formation de capital fixe - - - - -	44
B. Agriculture - - - - -	54
C. Le développement des industries manufacturières en Afrique - - - - -	69
D. Evolution monétaire et fiscale et évolution des prix - - - - -	76
E. Apports de ressources et dette extérieure - - - - -	83
F. Commerce extérieur et balance des paiements - - - - -	94
G. Tendances et structures du développement social en Afrique - - - - -	110
H. Tendances et politiques démographiques - - - - -	121
I. Infrastructure des transports et des communications - - - - -	131
- iii -	



# TABLE DES MATIERES (suite)

## SECTION II

### LA SITUATION ENERGETIQUE MONDIALE DANS UNE PERSPECTIVE AFRICAINE

Chapitre	Page
I. INTRODUCTION - - - - -	139
II. LE PROBLEME DU PETROLE DANS LE CADRE INTERNATIONAL - - - - -	143
A. Le prix nominal du pétrole brut et le prix réel - - - - -	143
B. L'incidence de la hausse des prix du pétrole sur l'économie mondiale -	144
C. L'avenir de l'énergie commerciale dans le monde - - - - -	147
III. LE PROBLEME DU PETROLE ET L'AFRIQUE - - - - -	151
A. L'incidence des prix pétroliers sur les pays africains non exportateurs de pétrole - - - - -	151
B. Les ressources énergétiques, l'utilisation de l'énergie et les perspectives d'avenir dans les pays africains en développement -	157
1. Les ressources d'énergie naturelle - - - - -	157
2. L'énergie primaire disponible et son utilisation - - - - -	158
3. Les perspectives dans le domaine de l'énergie et les investissements préliminaires indispensables - - - - -	161
IV. SOLUTIONS ET PROPOSITIONS EN COURS D'EXAMEN - - - - -	163
A. Introduction - - - - -	163
B. La conception du FMI - - - - -	164
1. Le mécanisme pétrolier - - - - -	165
2. Le Compte de subvention - - - - -	166
3. Le Fonds fiduciaire - - - - -	166
C. La solution de la Banque mondiale - - - - -	166
D. Quelques solutions proposées par M. Mohammed Yeganeh - - - - -	167
1. La coopération financière plus ample - - - - -	167
2. La coopération commerciale - - - - -	168
3. La coopération dans le domaine de l'énergie - - - - -	168
4. La coopération en matière de développement économique et d'investissements - - - - -	168
V. RESUME - - - - -	170

## AVANT-PROPOS

### L'Afrique : Aggravation des conditions économiques en 1980 et incertitude quant aux perspectives de 1981

L'économie mondiale a pris une mauvaise tournure en 1980 face à des prévisions économiques qui n'ont cessé de s'aggraver et à des perspectives de croissance plutôt sombres. Aucun autre continent n'a souffert davantage que la région d'Afrique. Dans les pays africains les plus pauvres ou les moins avancés, par exemple, la situation des populations est en moyenne aussi mauvaise en 1980 qu'au début de la décennie. Outre la stagnation, voire le fléchissement de la croissance économique, l'inflation galopante et le chômage grandissant ainsi que la pauvreté généralisée, le continent africain s'est encore trouvé aux prises en 1980 avec quatre autres problèmes générateurs de destruction et d'affaiblissement : déficits vivriers permanents; sécheresse pernicieuse; incidence du renchérissement, apparemment inexorable, des produits énergétiques importés; dégradation des termes de l'échange et de la balance des paiements et augmentation de l'endettement.

Le fléchissement à long terme de la part des produits primaires dans le commerce mondial total a persisté en 1980, le groupe des pays africains en développement ayant vu s'accroître sa part des importations mondiales de produits primaires, en particulier des produits alimentaires. On estime que pour nourrir leurs populations, les pays africains non exportateurs de pétrole ont contracté au titre des importations de produits alimentaires une dette qui pourrait porter un coup fatal à leur économie et dont le montant a atteint 6 milliards de dollars des Etats-Unis pour la seule année de 1980. Face à la sécheresse que connaissent les pays sahéliens, et qui est loin de s'atténuer, et en raison des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes dont sont victimes l'Afrique centrale et l'Afrique orientale, de nombreux pays africains risquent de voir bientôt leur économie s'effondrer, compte tenu en particulier de l'aggravation du problème alimentaire. Pis encore, selon le système de prévision météorologique avancée de la FAO, les déficits vivriers et des conditions climatiques généralement défavorables à l'agriculture africaine persisteront en 1981, et cette situation ne pourra qu'être aggravée par la présence d'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées.

La facture pétrolière des pays africains non exportateurs de pétrole est évaluée à 7,4 milliards de dollars en 1980, soit près de 30 p. 100 des recettes totales d'exportation alors que leur part correspondante des importations totales s'est inscrite pour 25,5 p. 100. Si l'on ajoute le montant des importations de produits alimentaires au montant des importations de pétrole pour 1980, on obtient au total une somme de 13,4 milliards de dollars représentant approximativement 53 p. 100 des recettes totales d'exportation, ce qui met en relief la précarité de la balance des paiements en 1980. Et cette proportion atteindrait même jusqu'à 61 p. 100 des recettes d'exportation si l'on prenait en considération le service de la dette (estimé à 2 milliards de dollars) au titre de la dette publique extérieure des pays africains en développement non exportateurs de pétrole.

Outre l'augmentation croissante des importations centrée sur les produits alimentaires et les combustibles, on a constaté un ralentissement général du développement des exportations en 1980 qui s'est accompagné de mouvements défavorables des termes de l'échange imputables au renchérissement accéléré des produits manufacturés et autres produits de base importés. L'accroissement relatif du coût des importations par rapport aux recettes



d'exportation a sérieusement entravé le développement de la capacité d'importation des pays africains non exportateurs de pétrole et les a obligés dans le même temps à contracter des emprunts à court terme à taux d'intérêts élevés et aucunement préférentiels sur les marchés extérieurs afin de résorber les déficits massifs de la balance des paiements. Ces déficits, qui s'alourdiront probablement beaucoup au cours de la décennie à venir si rien n'est entrepris pour les redresser, agiront comme de puissants freins entravant toute croissance économique et empêcheront la formation de capital fixe sur le continent.

La situation en matière de croissance et de balance des paiements concernant les principaux pays africains exportateurs de pétrole a certes été beaucoup plus satisfaisante. Pourtant, il faut reconnaître d'une part que le séisme dévastateur qui a frappé l'Algérie a constitué un énorme handicap et une source de perturbation dont l'économie algérienne ne s'est pas encore relevée; et, d'autre part, que la solution du problème de la productivité des investissements nationaux en particulier et de la gestion efficace de l'économie en général demeure une tâche toujours aussi importante et urgente pour nombre de pays africains exportateurs de pétrole.

A l'actif, s'inscrivent quelques faits nouveaux qui se sont produits sur le continent en 1980 et engendrent l'optimisme et l'espoir d'un avenir moins sombre, le plus remarquable d'entre eux étant la découverte de gisements pétrolifères et autres d'importance commerciale dans plusieurs pays africains. La Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Ghana ont déjà commencé à produire du pétrole et en Tanzanie et au Tchad des gisements de pétrole et de gaz exploitables ont été découverts. En outre, on a découvert de l'or en grande quantité commerciale en Sierra Leone et au Ghana. Malgré cela, les pays africains se voient néanmoins tenus plus que jamais auparavant de relever un défi essentiel du fait des besoins pressants d'adaptation à court terme à la situation énergétique et alimentaire et à celle concernant la balance des paiements, et il est certain que dans l'immédiat les perspectives de survie puis de reprise de l'économie africaine reposent sur les politiques qui seront poursuivies dans ces domaines.

A l'actif, il convient d'inscrire également le Sommet économique africain réuni à Lagos en avril 1980. Ce Sommet constituait le point culminant d'une série d'efforts entrepris en 1976 par les Etats membres sous les auspices de la CEA en vue de procéder à une révision déchirante de l'exécution des tâches dans le domaine économique depuis 1960, de décider d'un commun accord des changements fondamentaux à apporter aux politiques et programmes économiques compte tenu de ladite révision et face à la situation économique internationale en constante évolution, et enfin de mettre au point des mesures propres à accroître l'autosuffisance collective et nationale. L'adoption à l'unanimité et dans l'enthousiasme du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos a constitué l'un des événements les plus brillants de la vie économique en Afrique en 1980. Mais, ainsi que la Conférence des ministres de la CEA l'a indiqué succinctement dans son avant-propos du Projet de Plan d'action qu'elle a présenté au Sommet, la mise en oeuvre intégrale du Plan est "le seul moyen permettant de prévenir la crise annoncée pour l'an 2 000". Après avoir rappelé que la population de l'Afrique s'accroîtra probablement pour passer de 400 millions d'âmes en 1975 à 827 millions d'âmes en l'an 2 000, la Conférence des ministres de la CEA, aux termes de cet avant-propos, a souligné le fait que "même pour maintenir la pauvreté généralisée et le chômage à leurs niveaux actuels - ce qui est d'amélioration quelconque - il faudra déployer des efforts concrets et héroïques tendant à asseoir l'économie de la région sur de nouvelles bases".

Le défi que doivent donc relever en 1981 tous les pays d'Afrique, qu'ils soient exportateurs ou importateurs de pétrole, comporte trois aspects.

Premièrement, il est indispensable d'entreprendre d'urgence des mesures d'exception tendant à mettre un terme à la dégradation accélérée des conditions économiques, en particulier dans les domaines énergétique, alimentaire, de la sécheresse et de la balance des paiements, faute de quoi nombre de pays africains risquent fort de voir leur économie s'effondrer en 1981. Deuxièmement, il devient impératif d'assurer une gestion plus satisfaisante et plus efficace des économies africaines en réduisant les dépenses publiques non indispensables, en améliorant la productivité des investissements et en créant un environnement socio-politique qui permette, sinon de juguler complètement, du moins de diminuer notablement l'hémorragie actuelle des ressources (en particulier la main-d'oeuvre) de l'Afrique au profit de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. Troisièmement, il faut traduire le Plan d'action de Lagos en politiques, programmes et projets concrets s'inscrivant dans des plans de développement nationaux, prévoir dans les budgets annuels les ressources nécessaires et prendre toutes autres mesures pratiques en vue de la mise en oeuvre. Chaque Etat membre se doit d'entreprendre avec sérieux la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos.

Si en 1981 les gouvernements africains ne parviennent pas à faire preuve du sens de l'urgence indispensable en l'état actuel des choses, s'ils ne mobilisent pas toutes leurs ressources pour relever les défis que pose la dégradation rapide des conditions économiques et sociales, alors les perspectives extrêmement moroses qu'annoncent pour l'Afrique toutes les projections économiques globales deviendront réalité. Il est certain, pour reprendre de nouveau les termes de l'avant-propos du projet de Plan d'action présenté à Lagos par la Conférence des ministres de la CEA, que l'Afrique "devra une nouvelle fois faire appel à ses ressources profondes - courage, esprit de sacrifice et volonté politique qui lui ont permis d'affronter puis de vaincre les formes de colonialisme politique sur lesquelles a fleuri le colonialisme économique pendant des siècles" si elle tient à ce que l'économie dépasse le cap de la première moitié des années 80.

En conclusion, nombre de pays africains sont aujourd'hui au bord de la faillite économique et quelques autres ne font que progresser pas à pas. Si les pays africains n'élaborent pas immédiatement un certain nombre de plans spéciaux, une nouvelle série de hausses des prix du pétrole en 1981, un fléchissement des prix des principaux produits d'exportation africains aboutissant à une nouvelle dégradation des termes de l'échange et, surtout, l'absence de chutes de pluie annoncée pour 1981 conduiront alors au désastre et à la ruine économique en 1981.

L'effondrement économique pour imminent qu'il puisse être dans nombre de pays n'est cependant pas inévitable. Les gouvernements africains peuvent certes y faire obstacle à condition qu'ils se ressaisissent énergétiquement en s'appuyant sur leurs propres forces face à un environnement économique international qui vraisemblablement continuera d'influencer d'une manière défavorable la situation économique de l'Afrique. Etant donné les immenses potentiels agricoles et industriels de l'Afrique et du fait que celle-ci est l'une des régions les moins explorées du point de vue géologique, les perspectives à long terme de développement économique sont pratiquement illimitées, à condition que l'on parvienne à écarter le danger imminent d'effondrement économique non seulement en élaborant immédiatement des plans spéciaux d'intervention couvrant la période à venir de 12-24 mois mais en veillant aussi à les mettre en oeuvre avec détermination et sans réserve.



Il est permis de se demander pourquoi l'Afrique a dû faire face au cours des années 60 et 70 et doit continuer de faire face dans les années 80 à une crise de plus en plus aiguë. A cela on répondra que l'Afrique manque de connaissances et de savoir-faire (plus que de capitaux) pour mettre en valeur ses vastes ressources en vue de satisfaire ses besoins nationaux et aussi d'accroître les exportations africaines et qu'elle a en réalité accordé trop peu d'attention à cette lacune au cours des deux décennies qui ont suivi l'indépendance. Pour éviter d'avoir à se réfugier dans le colonialisme économique qui la menace, la région d'Afrique se doit de prendre des mesures audacieuses et novatrices permettant de développer, aux niveaux national et multinational, sa capacité de mettre en valeur et d'exploiter elle-même ces ressources. Faire en sorte que l'Afrique échappe à cette menace est la tâche qui attend tous les gouvernements et peuples africains, en premier lieu, et aussi l'ensemble de la communauté internationale. Et ce n'est qu'en s'attaquant de front à cette tâche que l'Afrique pourra réaliser ses perspectives économiques à long terme.

Adebayo Adedeji  
Secrétaire exécutif

## SECTION I

### LA SITUATION ECONOMIQUE, 1970-1980

#### I. INTRODUCTION ET EXPOSE GENERAL

##### A. Introduction

L'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1979-1980, est publiée en deux parties. La première partie comporte deux sections. La première section comprend l'introduction et l'exposé général, suivis des chapitres consacrés à la situation économique internationale pendant les années 70, aux progrès accomplis dans la mise en oeuvre du nouvel ordre économique international et du développement économique dans la région de la CEA, notamment en ce qui concerne la croissance, l'épargne intérieure et la formation de capital fixe dans les pays en développement d'Afrique; à l'agriculture; aux industries manufacturières; au commerce extérieur et à la balance des paiements; aux flux des ressources et à la dette extérieure ainsi qu'à l'inflation et à l'évolution de la situation monétaire. La deuxième section contient une étude particulière de la situation énergétique mondiale dans la perspective africaine; cette étude souligne l'évolution des prix du pétrole au cours des trois dernières décennies, analyse en profondeur l'incidence de la hausse des prix du pétrole sur l'économie mondiale et sur les pays en développement de l'Afrique non exportateurs de pétrole, en particulier, et évalue la situation énergétique présente et future dans le contexte international et dans le contexte africain. Elle passe en revue les solutions appliquées ou préconisées à l'heure actuelle.

La deuxième partie de l'Etude porte sur les faits nouveaux actuels du domaine économique et sur les options politiques des différents pays de la région de la CEA et met l'accent principalement sur la décennie des années 70 et sur les années 1979 et 1980.

##### B. La situation économique internationale pendant les années 70

Les années 70 ont été marquées par un ralentissement des taux de croissance de la production réelle dans les pays industrialisés qui a influencé défavorablement les exportations africaines, par des taux élevés d'inflation et de chômage, par des hausses de prix du pétrole brut et des biens d'équipement ou de consommation importés et notamment des denrées alimentaires, par une détérioration sensible des termes de l'échange, par une croissance lente de la production agricole et de la production de denrées alimentaires, par d'importantes fluctuations des prix des produits de base à l'exportation, et enfin, et surtout, par un accroissement massif des liquidités, aussi bien intérieures qu'internationales, qui a engendré une instabilité sur les marchés de capitaux mondiaux et intérieurs. Les pays en développement d'Afrique non exportateurs de pétrole ont été les plus touchés par cette évolution défavorable de l'économie mondiale. Non seulement, la perte supportée par l'économie pour s'adapter au ralentissement du rythme du développement a été considérable, mais l'augmentation du nombre de personnes vivant dans un état de pauvreté absolue par suite de cette situation a provoqué une nette intensification de la tension sociale.



Les pays industrialisés ont été en mesure de s'adapter aux conséquences défavorables que cette situation a entraînées pour eux en prenant les mesures nécessaires pour accroître l'efficacité, intensifier les exportations et augmenter les prix à l'exportation, tout en réduisant le volume des importations et, surtout, en attirant chez eux la plus grosse partie des fonds excédentaires des pays en développement exportateurs de pétrole. Par contre, les pays en développement et, en particulier, les pays d'Afrique non exportateurs de pétrole, ont dû recourir à des emprunts à court terme et à des taux d'intérêt élevés sur les marchés extérieurs pour faire face aux déficits massifs de leur balance des paiements. Ces déficits, qui continueront vraisemblablement à s'accroître, entravent maintenant, de façon grave, la croissance économique et freinent la formation de capital fixe, ce qui amorce une spirale décroissante du processus de développement économique et social. Tous les indices montrent que d'importantes ressources sont indispensables, non seulement dans l'immédiat, mais encore pour résoudre les problèmes à long terme d'ajustement aux exigences de la situation nouvelle.

Dans les pays de l'OCDE, le taux de croissance du PIB est tombé d'un niveau moyen annuel voisin de 5 p. 100 dans les années 60 à 2,6 p. 100 seulement dans les années 70. Le secteur économique le plus touché a été le secteur de la production industrielle, dont le taux de croissance annuel a fléchi de 5,7 p. 100 pendant les années 60 à 3,4 p. 100 seulement pendant les années 70. Ce fléchissement a été provoqué par un ensemble complexe de forces, et notamment par l'augmentation du coût de l'énergie, par le déclin des taux d'investissement, par une spirale inflationniste marquée par une vive poussée des salaires et par un ralentissement de la croissance de la productivité de certains pays.

A l'alignement progressif des prix du pétrole de l'URSS sur les niveaux mondiaux et à l'hiver extrêmement rude des années 1978-1979, ont fait suite des pénuries de main-d'oeuvre et de capitaux et le taux de croissance des économies planifiées est tombé en 1979 à un minimum record de 2,7 p. 100.

Dans les pays en développement, la croissance s'est faite à un taux annuel moyen de 5,6 p. 100 entre 1971 et 1980 contre 5,1 p. 100 entre 1961 et 1970. On a constaté cependant de fortes disparités dans les résultats obtenus : tandis que le taux de croissance annuel moyen des pays exportateurs de pétrole s'établissait à 7,5 p. 100, celui des pays en développement non exportateurs de pétrole n'était que de 5,3 p. 100. Dans les pays en développement d'Afrique, le taux de croissance pour ce dernier groupe était inférieur à 4 p. 100. La croissance des pays les moins développés stagnait à un taux de 3,1 p. 100 et pour beaucoup d'entre eux, en particulier en Afrique, ce taux a entraîné un fléchissement du PIB par habitant.

Les prix dans les pays industrialisés ont augmenté de 8,6 p. 100 par an en moyenne entre 1971 et 1979, mais cette augmentation a atteint un taux de 10 p. 100 au début de 1980. Pour combattre cette inflation, les gouvernements de ces pays se sont vus dans l'obligation de renoncer à leur politique traditionnelle de gestion selon la demande, conçue pour stimuler la croissance, et d'appliquer une politique stricte de resserrement fiscal et monétaire qui a eu pour effet d'affaiblir leurs économies, au moins temporairement.

Le rythme de la hausse des prix dans les pays en développement a été très prononcé et s'est établi en moyenne à 15,6 p. 100 par an entre 1973 et 1979, contre 9,3 p. 100 entre 1967 et 1972. A cet égard, la performance des pays en développement d'Afrique non exportateurs de pétrole a été préoccupante. Tandis que le taux moyen d'augmentation des prix à la consommation atteignait 4,5 p. 100 par an entre 1967 et 1972, il est passé à 13,4 p. 100 par an entre 1973 et 1976, et à 15,9 p. 100 par an entre 1977 et 1978 et a accusé une nouvelle montée en flèche qui l'a porté à 20 p. 100 par an en 1979 et en 1980. L'importance de ces hausses de prix à la consommation est la conséquence du prix élevé des importations et des déficits budgétaires persistants et croissants, associés le plus souvent à un recours excessif à des emprunts bancaires, tandis que la croissance médiocre de la production de denrées alimentaires joue aussi un grand rôle du fait qu'elle entraîne un ralentissement de la croissance pour les produits manufacturés. Dans les pays d'Afrique exportateurs de pétrole, le taux de croissance des prix à la consommation, qui s'établissait en moyenne à 8 p. 100 par an de 1967 à 1972, a brusquement atteint 17 p. 100 environ par an entre 1974 et 1977. Cependant, grâce aux mesures de stabilisation qui ont été prises, les taux annuels moyens d'inflation ont fléchi sensiblement et sont tombés à 11 p. 100 entre 1978 et 1980.

Le volume du commerce mondial a accusé pendant les années 70 un taux annuel moyen de croissance de 6 p. 100 contre 8 p. 100 pendant la décennie précédente. Dans les économies de marché développées, les exportations ont augmenté à un taux de 6,5 p. 100 pendant les années 70, contre 8,4 p. 100 pendant les années 60. En revanche, le volume des importations a crû plus lentement, de 5,5 p. 100 pendant les années 70, contre 6,5 p. 100 pendant les années 60. Cette situation a influencé défavorablement les exportations des pays en développement, qui ont augmenté en volume de 2,8 p. 100 seulement pendant les années 70 contre 6,5 p. 100 pendant les années 60, le fléchissement s'expliquant principalement par une moindre demande en ce qui concerne le pétrole. Pour l'ensemble des pays d'Afrique en développement, le volume des exportations a augmenté d'environ 2 p. 100 en 1979 et en moyenne de 3 p. 100 seulement pendant les années 70 contre 11 p. 100 pendant les années 60.

Le volume total des importations des pays en développement a augmenté au contraire de 8 p. 100 pendant les années 70 contre 5,6 p. 100 pendant les années 60. Cela est dû à l'accroissement considérable des importations des pays exportateurs de pétrole, le volume de ces importations ayant augmenté de 13,1 p. 100 par an; les importations des pays non exportateurs de pétrole ont augmenté d'environ 5,9 p. 100 par an pendant les années 70, c'est-à-dire un peu plus lentement que pendant la décennie précédente. Pour l'ensemble des pays en développement d'Afrique, le volume des importations a diminué de 15 p. 100 en 1979 et de 8,1 p. 100 par an pendant la décennie des années 70 contre 2,8 p. 100 pendant les années 60.



La part qui revient aux économies de marché développées dans le commerce international est tombée de 77 p. 100 en 1970 à 72 p. 100 en 1979. L'accroissement des échanges commerciaux réciproques entre pays en développement s'est fait plus rapidement que l'accroissement de l'ensemble de leurs échanges commerciaux et a atteint 25 p. 100 du total en 1979 contre 19,3 p. 100 en 1970. En ce qui concerne les marchandises, la part des exportations mondiales qui revient au pétrolé est passée de 9,1 p. 100 en 1970 à 22 p. 100 environ en 1979, tandis que les parts des produits primaires autres que le pétrole et des produits manufacturés ont fléchi.

Le déficit du compte d'opérations courantes des pays en développement non exportateurs de pétrole de l'ensemble du monde avait augmenté en 1975 d'environ 44 p. 100 de leurs exportations, contre 7 p. 100 pour les économies de marché développées. Ces pays se sont donc efforcés de réduire ce déficit en imposant des mesures de restriction aux importations et en favorisant les exportations. Ces orientations politiques ont été couronnées de succès dans une large mesure et en 1978, le déficit du compte d'opérations courantes ne représentait plus que 28 p. 100 des exportations, mais aux dépens d'un ralentissement de la croissance économique qui aurait été possible dans d'autres conditions. En outre, en 1979-1980, la nouvelle hausse du prix du pétrole s'est traduite une fois de plus par une augmentation du déficit, et les pays non exportateurs se sont de nouveau heurtés à des problèmes financiers difficiles.

Les pays d'Afrique non exportateurs de pétrole ont subi un déficit de 10,7 milliards de dollars des Etats-Unis au titre des biens et services en 1979 contre 10,2 milliards de dollars en 1978 et 8,7 milliards de dollars en 1975; on prévoit que ce déficit sera plus important encore en 1980 et en 1981. Qui plus est, la facture des importations de pétrole des pays d'Afrique importateurs, qui est passée de 800 millions de dollars en 1973 à 4,5 milliards de dollars en 1979 (20,7 p. 100 des exportations), devrait atteindre 7,4 milliards de dollars des Etats-Unis en 1980, soit près de 30 p. 100 des exportations et 5 p. 100 du PIB. Les importations de denrées alimentaires et les importations de pétrole représentent au total 13,4 milliards de dollars des Etats-Unis, soit environ 53 p. 100 de l'ensemble des revenus provenant des exportations, ce qui met en évidence le caractère précaire de la balance des paiements de l'Afrique en 1980.

La situation exige donc que les mesures nécessaires soient prises d'urgence si les pays d'Afrique importateurs de pétrole veulent éviter une détérioration grave des conditions de vie de leurs populations. On s'attend déjà à ce que leur PIB accuse un ralentissement marqué en 1980, le taux de croissance tombant à 2 p. 100 seulement après n'avoir augmenté que de 3,8 p. 100 en 1979. A court terme, un accroissement des apports au titre de l'assistance et une augmentation des prêts à des conditions favorables sont indispensables pour aider ces pays à s'adapter aux nouvelles conditions économiques, tandis que des mesures immédiates s'imposent à l'échelon national pour ajuster le coût de l'énergie aux niveaux du marché, pour restreindre les importations et pour favoriser les exportations.

C. Evaluation des progrès accomplis dans l'application du nouvel ordre économique international

Le mécontentement suscité par le fonctionnement de l'ordre économique international actuel a abouti, grâce à la pression résolue exercée par le Groupe des 77, à l'adoption par l'Assemblée générale, lors de sa sixième session extraordinaire, d'une Déclaration et d'un Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le nouvel ordre prévoit une répartition plus équitable des richesses et des possibilités entre pays industrialisés et pays en développement, des relations équitables concernant les prix des produits de base, une coopération plus importante entre pays en développement pour parvenir à un état d'autosuffisance ainsi que des dispositions précises dans les domaines de l'énergie, du commerce, des finances, de la technologie, des transports maritimes, des sociétés transnationales et des problèmes propres aux pays en développement les moins avancés.

Depuis que la Déclaration a été adoptée, en mai 1974, les progrès accomplis en ce qui concerne son application ont été limités et on reste loin encore d'avoir réalisé les réformes structurelles qui s'imposent. Parmi les obstacles les plus importants qui doivent être surmontés, figurent les difficultés économiques actuelles que connaissent les pays industrialisés, le peu d'empressement dont témoignent ces pays pour accéder aux principales exigences des pays en développement, l'insuffisance des moyens de pression que peuvent exercer ces derniers et les divergences de vues qui les séparent sur certaines questions fondamentales.

Lors de la Conférence sur la coopération économique entre les pays en développement (qui s'est tenue à Mexico en 1976) et ultérieurement, lors du Programme d'Arusha pour l'autonomie collective (Arusha, 1979) des résolutions d'une grande portée ont été adoptées et des directives d'ordre pratique ont été élaborées pour promouvoir la coopération et l'autonomie économiques. Ces mesures ont préparé l'adoption par la CNUCED, à sa cinquième session, d'une résolution invitant les pays industrialisés et les organisations internationales à contribuer à l'application du programme de coopération économique entre les pays en développement. Malgré la dissolution de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est, la progression dans la voie de l'instauration d'une autonomie collective en Afrique s'est poursuivie de façon sensible grâce à la création de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et d'autres institutions collectives.

En ce qui concerne la coopération économique entre les pays industrialisés, les pays en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est, un groupe d'experts de la CNUCED qui s'est réuni en 1977 a noté en particulier qu'il convenait, pour accélérer ce processus, d'établir et d'appuyer les contacts directs entre experts de ces pays en matière de paiements.



S'agissant du commerce international et du prix des produits de base, la CNUCED a adopté à sa quatrième session (Nairobi, mai 1976) le Programme intégré pour les produits de base qui fait obligation aux pays industrialisés et aux pays en développement, de procéder à des négociations multilatérales sur les produits de base et sur les prix et prévoit la création d'un fonds commun pour faciliter la stabilisation des recettes des pays en développement provenant des exportations. Les statuts du fonds ont été adoptés en mai 1980 et l'on estime que sa création accélérera les négociations sur les différents produits de base. Jusqu'ici, les négociations n'ont porté que sur le thé, le café, le cacao et le sucre; l'accord sur le caoutchouc conclu en octobre 1979 n'est pas encore ratifié.

Les négociations du Tokyo Round sur les négociations commerciales multilatérales, qui ont pris fin en avril 1979, ont abouti à une série d'accords qui constituera pendant des années le nouveau cadre du commerce international, notamment en ce qui concerne le traitement préférentiel. Des progrès ont aussi été réalisés sur l'avenir du Système généralisé de préférences et sur les pratiques restrictives. On a constaté aussi un accroissement notable des investissements et de l'aide à la production de denrées alimentaires dans les pays en développement, mais les négociations relatives à la constitution de réserves de céréales alimentaires se poursuivent encore.

La plupart des objectifs définis dans le nouvel ordre économique international en ce qui concerne les facilités monétaires et financières n'ont pas encore été atteints. Cependant, quelques progrès ont été réalisés concernant les facilités de financement du FMI, et plus particulièrement la révision des restrictions conditionnelles applicables aux accords stand-by, l'assouplissement des conditions de paiement dans le cadre des facilités accordées par le Fonds et la création d'un fonds d'affectation spéciale, qui doit permettre d'accorder aux pays en développement des conditions libérales d'assistance en matière de balance des paiements.

Pour ce qui est du problème de la dette, les pays industrialisés ont accepté en 1978 d'améliorer les conditions de la dette publique en faveur des pays les moins avancés. Cette attitude a permis l'annulation ou la révision, dans des conditions extrêmement libérales, du financement de la dette publique contractée au titre de l'aide au développement et dont le montant dépasse 5 milliards de dollars des Etats-Unis. Cependant, l'apport de ressources aux pays en développement reste bien en-deçà de l'objectif fixé qui s'établit à 0,7 p. 100 du PNB des pays donateurs, et de ce fait, les pays en développement ont dû s'adresser de plus en plus fréquemment au marché monétaire international sur lequel ils contractent des prêts assortis de conditions rigoureuses.

A sa cinquième session, la CNUCED a adopté la résolution 122.(V) relative à un nouveau programme d'action générale et qui doit permettre de résoudre en deux phases les problèmes qui se posent aux pays en développement les moins avancés : un programme d'action

immédiate pour la période 1979-1981 et un nouveau programme d'action substantiel pour les années 80. Une conférence des Nations Unies sur les pays en développement les moins avancés se tiendra en septembre 1981 à Paris pour mettre au point et adopter ce dernier programme et lui apporter son soutien. Toutefois, jusqu'ici, les réactions des pays donateurs ne traitent de façon claire ni de l'application du programme d'action immédiate ni de l'élaboration du programme d'action substantiel des années 80. Le Comité préparatoire de la CNUCED pour la Conférence sur les pays en développement les moins avancés a déploré la lenteur apportée à l'application de ces programmes et a instamment demandé que d'ici à la fin de l'année 1981 l'aide libérale accordée à ces pays soit doublée. Le Comité a prié aussi les gouvernements des pays les moins avancés de préparer leurs programmes pour les années 80. Il a fixé provisoirement au 1er mars 1981 la date de soumission de ces programmes au secrétariat de la conférence. Des réunions consacrées à l'examen de ces programmes se tiendront vers le milieu de l'année 1981.

Parmi les autres questions qui intéressent l'Afrique, dans le cadre de l'ordre nouveau, il faut citer l'énergie, les transports maritimes, le transfert de la technologie et l'élaboration d'un code de conduite des sociétés transnationales. Les progrès réalisés sur ces questions sont minimes. La Banque mondiale a été priée de créer une filiale chargée des questions d'énergie pour contribuer au développement et à la diversification des ressources énergétiques des pays en développement et l'on s'efforce, par ailleurs, de mettre au point des projets de code de conduite en matière de transports maritimes, de transfert de la technologie, ainsi que sur le comportement des sociétés transnationales et le traitement que leur accordent leurs propres gouvernements et les gouvernements qui les reçoivent. L'accueil fait à ces démarches a été encourageant et les négociations se poursuivent sur les autres questions en cours.

#### D. Développement économique dans la région de la CEA

##### 1. Croissance, épargne intérieure et formation de capital fixe

Les statistiques de la CEA montrent que dans les pays en développement d'Afrique considérés dans leur ensemble, le PIB a augmenté d'environ 5 p. 100 en prix constants en 1979 contre 5,4 p. 100 et 4,8 p. 100 en 1977 et 1978 respectivement. Pendant les années 70, le PIB a augmenté de 5,2 p. 100 par an, soit 0,5 p. 100 par an de plus que pendant les années 60. Toutefois, les moyennes indiquées ci-dessus cachent des différences considérables entre les résultats obtenus d'une part dans les principaux pays africains exportateurs de pétrole et d'autre part dans les pays africains en développement non exportateurs de pétrole. Dans le premier groupe, la croissance s'est faite en moyenne à 8,1 p. 100 entre 1970 et 1979 contre 6,9 p. 100 pendant les années 60, tandis que dans le deuxième groupe, la croissance est restée stagnante à un taux de 3,8 p. 100 pendant les deux dernières décennies. Du fait de l'accélération de la croissance démographique, le revenu par habitant dans le deuxième groupe n'a augmenté que de 1 p. 100 ou même moins dans les pays les moins avancés. Si l'on tient compte de l'effet des



termes de l'échange, les différences entre les principaux pays africains exportateurs de pétrole et les pays africains non exportateurs de pétrole apparaissent plus accentuées encore; chez les premiers, la croissance se ferait alors à un taux majoré de 2,7 p. 100, tandis que chez les autres, elle accuserait un ralentissement de 0,5 p. 100 pour l'ensemble des années 70. Pour ce qui est de l'ensemble des pays en développement de l'Afrique, le gain de croissance s'établirait à 0,8 p. 100 pendant la même période.

La croissance, bien que capricieuse, semble varier directement comme le niveau du revenu par habitant en 1970. Les pays en développement de l'Afrique où le revenu par habitant est compris entre 300 et 400 dollars, groupe qui comprend notamment les principaux pays exportateurs de pétrole, ont connu la croissance la plus forte, soit 5,8 p. 100, entre 1970 et 1979. En revanche, dans les pays où le revenu par habitant était inférieur à 100 dollars en 1970, groupe qui comprend la majorité des pays nettement les plus pauvres, la croissance n'a été que de 2,7 p. 100 pendant la même période. En fait, pendant six années sur neuf, les taux de croissance ont été inférieurs aux différents taux de croissance démographique. La situation délicate que connaissent les 20 pays les moins avancés est manifeste, en particulier si l'on en juge par le déplorable demi-point de croissance enregistré pour leur revenu par habitant pendant les années 70.

Certains indices montrent clairement que ces disparités des taux de croissance entre les différents groupes de revenu s'accroissent en dépit de la légère amélioration qui s'est produite en 1976 en faveur des groupes disposant de revenus moyens.

Au niveau sous-régional, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest ont connu la croissance la plus rapide avec des taux s'établissant respectivement à 6,8 p. 100 et 5,9 p. 100 au cours des années 70, les résultats obtenus étant meilleurs pendant la deuxième moitié de la décennie que pendant la première. En revanche, de longues périodes de sécheresse et de mauvaises conditions climatiques ont influencé défavorablement la croissance des sous-régions du Centre et de l'Est de l'Afrique; dans ces régions, les taux de croissance sont restés inférieurs à la moitié des taux obtenus pendant la même période par les deux sous-régions mentionnées plus haut et les taux de croissance actuels accusent une tendance au fléchissement.

Le fait que les secteurs producteurs de produits primaires (agriculture et industrie manufacturière), qui correspondent à une proportion importante de la consommation, en particulier parmi les groupes disposant de faibles revenus, ne soient intervenus que pour moins d'un quart dans le taux de croissance de 5,2 p. 100 du PIB pendant les années 70, fait peser de graves menaces sur la croissance future et sur le bien-être des populations du continent.

Il faut noter parmi les événements encourageants des années 70 que la part représentée par l'épargne intérieure dans le PIB s'est accrue passant de 18,8 p. 100 en 1970 à 19,8 p. 100 en 1979. Encore qu'il ne s'agisse là que d'un accroissement marginal, le pourcentage

global pour la décennie, qui s'établit à 17,8 p. 100, doit incontestablement être considéré comme un résultat impressionnant si on le compare à la moyenne de 11,9 p. 100 enregistrée pour les années 60. Les principaux pays exportateurs de pétrole, aussi bien que les pays non exportateurs, ont réussi à améliorer leur propension à épargner par rapport au niveau de 1960. Toutefois, pour ce qui est des pays non exportateurs, la stagnation des pourcentages autour de 0,21 p. 100 depuis les premières années de la décennie fait sérieusement obstacle à leur campagne de croissance autoentretenu, en particulier lorsque le revenu par habitant est inférieur à 100 dollars. L'accroissement de la propension à épargner dans le groupe des pays exportateurs de pétrole reste dans une large mesure une question de gestion économique plus que de pauvreté.

La formation brute de capital a augmenté sensiblement dans l'ensemble de l'Afrique, et aussi bien dans les groupes de revenu que dans les groupes de pays. La proportion dans laquelle elle intervient dans le PIB des principaux pays exportateurs de pétrole est passée de 22,5 p. 100 à 39,3 p. 100 et pour les pays non exportateurs, de 16,7 p. 100 à 19,5 p. 100 pendant la période 1970-1979. La proportion de la formation de capital fixe financée à l'aide de l'épargne intérieure augmente progressivement, les principaux pays exportateurs de pétrole et les pays disposant des revenus les plus élevés se détachant du lot. Au cours des cinq dernières années, les principaux pays exportateurs de pétrole ont financé 42 p. 100 environ de leur formation de capital fixe à l'aide d'épargnes intérieures contre 19 p. 100 seulement dans le cas des pays non exportateurs de pétrole. Le déficit, bien qu'il se résorbe, reste trop fort et l'Afrique doit donc compter sur une importante aide extérieure pour stimuler son développement.

Il convient de se féliciter du fléchissement du coefficient de capital qui, dans les pays non exportateurs de pétrole, passe de 5,1 pendant la première moitié de la décennie de 1970 à 4,6 pendant la deuxième moitié, ce qui révèle une meilleure utilisation des ressources. Ce résultat s'oppose cependant aux résultats obtenus par les principaux pays exportateurs de pétrole pendant la deuxième moitié de la décennie et dus sans doute à la durée notablement longue de préparation des investissements qu'ils ont engagés à cette époque.

Parmi les faits significatifs, il faut encore mentionner l'amélioration de l'élasticité des importations par rapport au PIB dans les principaux pays exportateurs de pétrole. Bien que le groupe des pays non exportateurs n'ait pas réussi à réduire l'élasticité de ses importations à partir du niveau presque constant auquel elles s'établissaient au cours des années 70, il faut continuer à y voir un aspect favorable si l'on tient compte de l'intensification du rythme de la formation de capital dans un grand nombre de pays de ce groupe.

On a constaté une certaine expansion des exportations mais leur croissance reste plus lente que la croissance des importations, ce qui laisse présager de plus grandes difficultés de balance des paiements à l'avenir, en particulier pour les pays non exportateurs de pétrole.



Pendant les années 80, l'Afrique devra s'attaquer à des tâches particulièrement ardues, notamment en ce qui concerne l'énergie, les denrées alimentaires, la sécheresse, la balance des paiements et la gestion économique intérieure qui, si l'on ne s'y attaque pas rapidement et correctement, pourraient en fin de compte mettre fin à la croissance économique du continent et aboutir à l'effondrement économique (et peut-être aussi social) d'un grand nombre des pays les plus pauvres. On prévoit déjà une croissance négative du revenu par habitant pendant la période 1980-1985 dans les pays d'Afrique à faible revenu.

## 2. Agriculture

Le taux de croissance annuel moyen de l'agriculture en Afrique n'a été que de 1,7 p. 100 pendant les années 1970-1979, d'après les estimations de la CEA, et de 1,4 p. 100 seulement d'après les indices de production de la FAO. L'un et l'autre chiffre sont nettement inférieurs au taux de 2,4 p. 100 des années 60. En outre, aussi bien la CEA que la FAO prévoient pour 1979 un taux de croissance sensiblement inférieur à celui de 1978.

L'augmentation annuelle moyenne de la production de denrées alimentaires pendant la période 1970-1979 s'est établie à 1,5 p. 100 contre 2,7 p. 100 pendant les années 60. Le taux de croissance pendant les années 70 a été considérablement plus faible que le taux de croissance démographique qui a fluctué entre 2,5 et 2,8 p. 100. Les taux de croissance de la production de denrées alimentaires en Afrique ont fléchi considérablement et sont passés de 3,7 p. 100 en 1978 à 1,8 p. 100 en 1979.

Les prévisions de croissance de la demande pour les principaux produits alimentaires de base sont estimées entre 2 et 6 p. 100 par an entre 1972-1974 et 1985 et entre 2 et 7 p. 100 entre 1985 et 1990. L'écart toujours plus important qui existe entre les besoins et les disponibilités de denrées alimentaires aura pour effet un accroissement des importations qui se traduira par une ponction sur les ressources en devises étrangères déjà rares et indispensables pour acquérir les biens d'investissement nécessaires à la mise en place de la capacité de production des différentes économies nationales.

On constate aussi des disparités importantes et préoccupantes entre les résultats obtenus dans les différentes sous-régions. En 1979, la valeur ajoutée du secteur agricole en Afrique du Nord ne s'est accrue, en prix constants, que de 0,1 p. 100, tandis que cet accroissement en Afrique de l'Ouest s'établissait à 5,1 p. 100. L'Afrique de l'Est a atteint un taux de croissance de 0,8 p. 100 seulement en 1979, contre 2 p. 100 pour l'Afrique du Centre. Pour l'ensemble des années 70, le taux de croissance annuel moyen de la production agricole a été de 3,4 p. 100 pour l'Afrique du Nord et de 1,4 p. 100 pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest, tandis que l'Afrique du Centre enregistrait un taux de croissance négatif de 0,5 p. 100.

En Afrique de l'Est, la production agricole, notamment en ce qui concerne les cultures vivrières et les cultures marchandes, a diminué presque partout pendant presque toute la décennie, ce qui a contraint un certain nombre de pays de la région à importer des quantités de denrées alimentaires non négligeables. On a attribué le rendement médiocre de l'agriculture au cours de la décennie écoulée à l'insuffisance des services de vulgarisation, à un manque d'efficacité dans l'utilisation des moyens de production agricole et à un défaut d'équilibre raisonnable entre les prix que paient les agriculteurs pour l'acquisition des moyens de production et les prix auxquels on leur achète leurs récoltes. La tendance qui incite à maintenir à un niveau modique, en faveur des populations urbaines, les prix des produits agricoles, d'une part, et d'autre part les droits d'exportation élevés prélevés sur ces produits, ainsi que les sécheresses, les inondations et les parasites, expliquent aussi, en partie, le ralentissement de la production agricole.

En Afrique de l'Ouest, il faut citer parmi les causes les plus évidentes du mauvais comportement de l'agriculture, les pénuries de main-d'oeuvre et le vieillissement des populations rurales dû à la migration des jeunes vers les villes, la faible superficie des terres facilement cultivables, le coût de plus en plus élevé de l'irrigation et l'absence de politiques de production et de commercialisation judicieusement conçues.

L'agriculture africaine pâtit de l'utilisation d'un outillage agricole inefficace. Dans un grand nombre de pays de la région, la mécanisation est gênée par la nature du sol et les conditions climatiques aggravées par les problèmes que pose l'insuffisance des travaux de recherche et des ressources en devises étrangères. Les méthodes de culture faisant appel aux animaux de trait, indépendamment du fait que ces derniers fournissent du lait, de la viande et des engrais, rendant aussi moins pénible l'effort physique des exploitants et augmentant la productivité, se sont récemment développées dans certaines régions d'Afrique, mais seulement de façon sporadique et inégale. La diffusion rapide de ces méthodes en Afrique tropicale est limitée par la trypanosomiase. Une intensification des recherches sur les causes de cette maladie et les moyens de la combattre, ainsi que la création de races de bétail résistant aux trypanosomes présentent donc un caractère d'urgence.

Le potentiel de la région n'a pas non plus été pleinement exploité en ce qui concerne le développement des pêcheries. Leur dispersion et fréquemment l'isolement géographique dans lequel elles se trouvent font que les pêcheries des rivières aussi bien que les pêcheries des lacs sont peu développées, et, comme un grand nombre d'entre elles sont exploitées en commun par plusieurs pays, il conviendrait de mettre au point des plans sous-régionaux d'exploitation et de gestion rationnelles des gîtes de pêche. Il convient aussi de s'efforcer d'améliorer le traitement, le mareyage, le stockage et le transport des produits de la pêche et de prévoir un personnel plus qualifié pour les postes d'exploitation et de gestion, de développer les infrastructures et d'introduire des techniques de pêche plus modernes.



Le gros des efforts entrepris dans un grand nombre de pays de la région était orienté vers l'application de la résolution et du plan d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural. Le problème de l'alimentation reste l'une des préoccupations fondamentales des différents gouvernements nationaux, et ces gouvernements redoublent d'efforts pour assurer l'autosuffisance alimentaire du pays, aussi bien quantitativement que qualitativement. Un grand nombre de pays ont pris des mesures tendant à normaliser leur régime foncier : au Lesotho, par exemple, la loi foncière de 1979 prévoit une plus grande sécurité de jouissance et ses dispositions touchant les baux offrent la possibilité d'améliorer sensiblement l'efficacité de l'utilisation des sols. Le Gouvernement de la Zambie a lancé en 1979 un programme de vulgarisation qui a essentiellement pour objet d'accroître la productivité des petits exploitants et il a renforcé ce programme par l'octroi de crédits agricoles en espèces, sans contrepartie, aux agriculteurs des villages. A Maurice, où le manque de pâturage constitue un obstacle majeur à l'élevage, on s'efforce d'obtenir un fourrage de substitution à partir des sous-produits de la fabrication du sucre. Au Nigéria, le Gouvernement poursuit les efforts qu'il a entrepris pour mettre à la portée des petits pêcheurs les techniques modernes, aussi bien en ce qui concerne la pêche elle-même que la conservation et le mareyage du poisson, et développe la pêche industrielle en construisant des terminaux appropriés. L'industrie de la pêche fait aussi l'objet d'une campagne de promotion vigoureuse aux Seychelles pour limiter la situation de dépendance de l'économie à l'égard du tourisme. En Sierra Leone, les taxes à l'exportation des produits agricoles ont été sensiblement diminuées en 1978 pour décourager la contrebande, augmenter les prix à la production et inciter davantage les exploitants agricoles à accroître la production. Le programme actuel de production agricole met l'accent non seulement sur le développement des cultures traditionnelles, mais aussi des cultures nouvelles, en particulier des cultures à rendement rapide. Un plan d'assurance et de garantie de crédit à l'exportation a été mis en place pour faciliter l'obtention de ressources financières suffisantes et assurer la protection des exportateurs.

A l'échelon régional, le Plan alimentaire régional pour l'Afrique, conçu pour permettre aux Etats membres de l'OUA d'accéder à l'autosuffisance alimentaire en 1990, prévoit des investissements qui atteindront au total 27 milliards de dollars des Etats-Unis (aux prix de 1970) pendant la période sur laquelle porte le Plan. Récemment, l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA qui s'est tenue à Lagos a adopté des recommandations semblables en vue d'accroître la production de denrées alimentaires en Afrique, et l'on s'attend à des réactions concrètes dans le proche avenir. L'objectif immédiat est de réduire de 50 p. 100, d'ici à 1985, les importations de denrées alimentaires de l'Afrique. Pour atteindre cet objectif, il convient de réduire la dépendance de la région à l'égard des autres continents en ce qui concerne ses besoins alimentaires et d'accroître le flux des échanges commerciaux agricoles entre pays membres de la région, ce qui ne sera possible que si l'Afrique réussit à atteindre pendant les années 80 des taux de croissance plus élevés dans le secteur agricole. Un grand nombre d'options politiques formulées à cet effet sont exposées dans la Stratégie du développement pour

l'Afrique de la troisième Décennie du développement des Nations Unies et plus concrètement dans le Plan d'action de Lagos dont une des caractéristiques essentielles est l'expansion du commerce intra-africain des produits agricoles, et notamment la réduction ou l'élimination de tous les droits de douane prélevés par les Etats sur les échanges commerciaux intra-africains de denrées alimentaires de base. Le Service africain de renseignements sur les produits de base de la FAO est aussi organisé en vue de renforcer les aptitudes de la région à assurer des échanges commerciaux intra-africains plus importants en ce qui concerne les denrées alimentaires et les produits agricoles.

### 3. Industries manufacturières

Pour l'ensemble des pays en développement d'Afrique, les industries manufacturières ont été marquées par un taux de croissance faible de 6,7 p. 100 en 1979 contre 7,5 p. 100, 7,2 p. 100 et 8,9 p. 100 en 1978, 1977 et 1976 respectivement. Le taux annuel moyen de croissance s'est accéléré pendant la deuxième partie de la décennie et est passé d'une moyenne de 5,7 p. 100 pendant les années 1970-1975 à une moyenne de 7,5 p. 100 de 1975 à 1979, ce qui donne une moyenne annuelle de 6,5 p. 100 pour l'ensemble de la décennie, mais reste inférieur à l'objectif de croissance de 8 p. 100 fixé pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Toutefois, ces moyennes masquent d'importantes disparités entre les résultats obtenus par les pays en développement d'Afrique si l'on distingue entre principaux pays exportateurs et pays non exportateurs de pétrole, d'une part, ou si on les classe sur une base sous-régionale, d'autre part. Si la croissance de la production d'articles manufacturés dans les principaux pays exportateurs de pétrole a connu une grave dégradation en 1979, année où elle n'a atteint que 6,1 p. 100 contre 9 p. 100 en 1978, 11 p. 100 en 1977 et 23,3 p. 100 en 1976, sur l'ensemble de la décennie cependant, les principaux pays exportateurs de pétrole ont réussi à maintenir un taux de croissance annuel moyen de 11,1 p. 100 contre 5,4 p. 100 pour les pays non exportateurs. La croissance de la production des pays non exportateurs de pétrole s'est accélérée quelque peu pendant la deuxième moitié de la décennie et a atteint 12,2 p. 100 contre 10,4 p. 100 pendant la première moitié. Ce n'est qu'en 1979 que les pays non exportateurs de pétrole ont réussi à atteindre un taux de croissance supérieur à celui des pays exportateurs soit à 7,5 p. 100 contre 6,1 p. 100 pour ces derniers pays.

A l'échelon sous-régional c'est l'Afrique de l'Ouest qui a atteint le taux le plus élevé de croissance d'articles manufacturés, soit 8,7 p. 100 par an sur l'ensemble de la décennie, suivie par l'Afrique du Nord, avec 7,1 p. 100. Les taux annuels moyens pour l'Afrique de l'Est et pour l'Afrique du Centre ont été de 4,3 p. 100 et 2 p. 100 respectivement pendant la même période. En 1979, les taux de croissance ont été de 9,6 p. 100 pour l'Afrique du Nord, de 4,1 p. 100 pour l'Afrique de l'Ouest, de 4,4 p. 100 pour l'Afrique de l'Est et de 3,8 p. 100 pour l'Afrique du Centre.



Dans les 20 pays d'Afrique les moins avancés et où le revenu par habitant reste inférieur à 100 dollars des Etats-Unis par an, la croissance de la production d'articles manufacturés n'a été que de 2,9 p. 100 pendant les années 70. Pour ce qui est des pays où le PIB par habitant s'établit entre 100 et 200 dollars des Etats-Unis, ce taux a été de 4,9 p. 100. Le taux de croissance a donc bien été des plus décourageants et les perspectives d'avenir sont sinistres étant donné les graves problèmes de balance des paiements que connaissent ces pays.

Le comportement médiocre du secteur agricole, l'étroitesse du marché intérieur, le manque de capitaux, les pénuries de matières premières et de main-d'oeuvre qualifiée importées, l'inefficacité de la gestion, l'inefficacité des institutions nationales de développement industriel et des institutions spécialisées ancillaires, l'insuffisance des prix fixés pour les produits de l'industrie, les coûts de production excessifs, l'absence d'installations de réparation et d'entretien, le caractère médiocre des opérations de traitement et de fabrication, la faible importance des unités de production, la capacité d'absorption réduite et le sous-développement de l'infrastructure sont autant de contraintes importantes qui s'opposent à la croissance industrielle des pays d'Afrique en développement qu'aggravent encore les techniques de fabrication des produits synthétiques et les pratiques protectionnistes des pays industrialisés.

Pour remédier à la lenteur du rythme de l'industrialisation, les pays en développement d'Afrique ont recouru pendant les années 70 à différentes stratégies et options politiques. L'industrialisation des productions locales de substitution, qui vise à atténuer les pressions s'exerçant sur la balance des paiements et à créer des emplois, s'est poursuivie dans presque toute l'Afrique. Certains pays ont réussi à créer un secteur de biens de consommation important, mais dans d'autres, les efforts accomplis se sont traduits par un échec relatif et ont abouti à la création d'entreprises à coût de production élevé. Dans la plupart des pays d'Afrique, la substitution n'a pas produit l'effet escompté du fait que les marchés nationaux sont généralement étroits et que la demande effective n'atteint qu'un niveau faible. La plupart des industries de substitution disposent donc d'une capacité excédentaire en raison du manque d'efficacité de la gestion et des pénuries de matières premières, de pièces de rechange et d'installations d'entretien, d'importation, et ne sont pas capables d'absorber une proportion suffisante de l'expansion des effectifs de la main-d'oeuvre. En outre, le système de fixation des prix de certains pays n'a pas offert aux producteurs locaux de matières premières des stimulants suffisants pour qu'ils commercialisent leurs produits.

Les importations de biens d'équipement dans la plupart des pays se sont élevées à un rythme supérieur au rythme de croissance du PIB en termes réels du fait des généreuses libéralités accordées en faveur des programmes de substitution. Toutefois, les taxes à l'importation créent une tension sur la balance des paiements du fait des exonérations de droits accordées en faveur des importations de matières premières. Cette situation

a encouragé certains pays à accorder trop de poids aux techniques à forte intensité de capital, sans tenir compte du fait qu'ils pouvaient adapter leurs techniques et de l'avantage relatif que leur confère une abondance de main-d'oeuvre. Il en est résulté une nouvelle aggravation du chômage et un effet de dissuasion qui a nuit à l'expansion d'une industrie nationale de construction de machines-outils.

Le développement des industries orientées vers l'exportation, encouragé par divers stimulants et des primes à l'exportation, a permis à certains pays d'Afrique d'augmenter leurs revenus et leurs entrées de devises étrangères et dans certains cas, de pénétrer les marchés européens. Toutefois, le succès de cette politique s'est trouvé entravé par le développement des techniques de fabrication des produits synthétiques et par la pénurie de connaissances spécialisées dont souffre l'Afrique en matière de production et de commercialisation. La très forte protection et le contingentement qu'imposent les pays industrialisés, en particulier en ce qui concerne les produits à forte intensité de main-d'oeuvre des pays en développement, ont aussi gêné considérablement la croissance des industries orientées vers l'exportation. Le problème se pose avec plus de gravité encore dans les pays enclavés dont l'infrastructure et les capacités d'exploitation sont extrêmement faibles.

Pendant les années 70, certains pays ont accordé une grande attention aux questions touchant la politique de régionalisation et d'africanisation dans l'espoir d'égaliser le terme des échanges ruraux et urbains et pour contribuer à l'indigénisation de l'industrie.

Cependant, malgré ces multiples tentatives, les résultats obtenus dans le secteur des industries manufacturières des pays non exportateurs de pétrole et des pays en développement d'Afrique les moins avancés restent loin d'être satisfaisants. Aucune modification structurelle significative ne s'est produite dans le secteur industriel qui, dans une large mesure, reste peu diversifié et dominé par les industries légères tandis que le secteur des industries manufacturières repose encore largement sur l'agriculture. En outre, il subsiste de fortes concentrations d'industries dans certaines sous-régions et dans certains pays. L'Afrique reste donc de loin la moins industrialisée des régions du monde.

#### 4. Questions monétaires, finances publiques et prix

Le taux annuel moyen de l'augmentation de la masse monétaire est passé de 13,6 p. 100 pendant la période 1967-1972 à 25,8 p. 100 annuellement de 1972 à 1976, puis a ralenti pour s'établir à 18,7 p. 100 pendant la période 1976-1979.

Sur les 35 pays pour lesquels on dispose de renseignements sur les questions monétaires, 33 ont connu pendant la période 1967-1972 une expansion monétaire dont le taux annuel moyen a varié de 1 à 20 p. 100, tandis que dans les deux autres pays, la marge



de variation était de 20,1 à 50 p. 100. Au contraire, pendant la période 1972-1976, huit seulement des 35 pays se trouvaient dans la tranche 1 à 20 p. 100, tandis que 25 se trouvaient dans la tranche supérieure. Pendant la période 1976-1979, 18 pays se trouvaient dans la tranche 1 à 20 p. 100 et les 17 autres dans la tranche 20,1 à 50 p. 100.

La cause principale de l'expansion de la masse monétaire pendant la période 1967-1972 est l'augmentation des avoirs étrangers nets détenus par les banques. La situation s'est modifiée à partir de 1972 et a reflété la grave dégradation de la balance des paiements des pays en développement d'Afrique non exportateurs de pétrole. Les avoirs étrangers nets ont augmenté à un taux annuel moyen négligeable de 3,3 p. 100 pendant la période 1972-1976 et ont enregistré un fléchissement brutal de 22,6 p. 100 par an pendant la période 1976-1979. Il est évident que ce fléchissement a produit un effet déflationniste sur la masse monétaire. Par contre, le déficit budgétaire a augmenté considérablement entre 1972 et 1977. Les créances nettes sur l'Etat ont augmenté à un taux annuel moyen de 60,4 p. 100 pendant la période 1972-1976, et de 65 p. 100 pendant la période 1976-1979, tandis que le crédit bancaire accordé au secteur privé est passé d'un taux annuel moyen de 62,1 p. 100 en 1967-1972 à 65,6 p. 100 en 1972-1976 et à 80 p. 100 en 1976-1979.

La croissance annuelle moyenne des prix à la consommation des pays en développement d'Afrique non exportateurs de pétrole a été modeste de 1967 à 1972 et s'est établie en moyenne entre 4 et 5 p. 100 par an, mais a augmenté à un taux annuel moyen de 17 p. 100 entre 1972 et 1976 par suite de l'accélération de l'expansion monétaire. Le PIB, en termes réels, a augmenté pendant ces années à un taux annuel moyen de 5 p. 100 contre 5,6 p. 100 de 1967 à 1972. De 1976 à 1979, l'action entreprise pour freiner l'inflation a eu pour effet de ramener les taux d'expansion monétaire autour de 18,7 p. 100, mais les prix à la consommation ont augmenté et dépassé 18 p. 100 en raison de la lenteur de la croissance de la production réelle (4,8 p. 100 par an), des résultats médiocres obtenus dans le secteur agricole et de la hausse importante des prix à l'importation.

Les prix à la consommation ayant augmenté pendant les années 70 à un taux annuel moyen d'environ 8,7 p. 100 dans les pays industrialisés, contre 15,6 p. 100 environ dans les pays en développement d'Afrique, la position concurrentielle des exportations africaines à l'égard des pays industrialisés s'est dégradée, ce qui a encouragé les importations, découragé les exportations et accentué les déficits de balance des paiements de l'Afrique. Poussés par l'aggravation de l'inflation, les gouvernements des pays industrialisés ont dû renoncer à leurs politiques traditionnelles de gestion de la demande orientées vers une stimulation de la croissance et recourir à des politiques fiscales et monétaires strictes qui ont influencé défavorablement les exportations africaines à destination de ces pays. Qui plus est, les prix à la consommation très élevés pratiqués dans les pays en développement d'Afrique non seulement rendront extrêmement difficile toute formation d'épargne intérieure, mais pourraient aussi provoquer un ralentissement

de la croissance, en termes réels, de formation de capital fixe. La dégradation des termes de l'échange et les augmentations brutales des factures d'importation de pétrole et de denrées alimentaires des pays en développement d'Afrique non exportateurs de pétrole signifient que des ressources réelles beaucoup moins importantes sont maintenant affectées par l'importation de biens d'équipement. Ce détournement de l'utilisation des ressources entraînera une diminution des disponibilités en ressources réelles nécessaires au maintien du rythme actuel et futur de développement.

L'augmentation des traitements dans les secteurs publics d'un certain nombre de pays provoque des déséquilibres dans les finances publiques. Dans certains pays, il est indispensable que l'effort d'ajustement consenti sur le plan national bénéficie de l'appoint d'une dépréciation des taux de change pour améliorer la situation de la balance des paiements. Dans l'état actuel des choses cependant, un grand nombre de pays africains ne sont pas encore convaincus du bien-fondé d'une dépréciation monétaire et craignent que des mesures de ce genre puissent contribuer à une accélération des tendances inflationnistes et à une dégradation des termes de l'échange. Au contraire, certains d'entre eux s'efforcent d'appliquer une série cohérente d'options politiques concernant les traitements, les finances publiques, la monnaie et la dette extérieure dans l'espoir d'accroître l'épargne intérieure, de réorienter la structure de la demande et de freiner l'inflation. Ce dernier objectif présente une importance particulière, étant donné que le redressement de l'épargne intérieure, la stimulation des investissements, le rétablissement de gains satisfaisants de productivité et une répartition efficace des ressources exigent tous une diminution nette des taux d'inflation. Pour atteindre ces objectifs, il faut modifier en conséquence les politiques suivies en matière de finances publiques et de monnaie et les efforts déployés pour améliorer la gestion de l'économie.

##### 5. Flux de ressources et dette extérieure

Pendant les années 70, le flux total net des ressources des pays en développement s'est accru à un taux moyen annuel de 17,1 p. 100 en prix courants et est passé de 19,7 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 81,7 milliards de dollars en 1979. Toutefois, en termes réels, la croissance annuelle s'est établie en moyenne à 7 p. 100 seulement, ce qui est un pourcentage modeste si l'on tient compte de l'accroissement considérable des besoins en devises étrangères de ces pays du fait de la dégradation grave de la situation internationale pendant la décennie.

Cependant, le durcissement des conditions imposées à l'aide extérieure, comme le montre l'évolution de la composition de cette aide, constitue une cause de préoccupation plus grande encore. En 1970, l'aide publique au développement (APD), qui est largement consentie à des conditions libérales, atteignait 44,7 p. 100, tandis que l'aide ne comportant pas d'élément de libéralité représentait 55,3 p. 100, tandis qu'en 1979, ces proportions s'établissaient à 36,1 et 63,9 p. 100 respectivement. Cette tendance a été particulièrement marquée dans le cas de l'aide fournie par les membres du Comité d'aide.



au développement de l'OCDE (CAD). L'aide provenant de ce groupe de pays a certes augmenté à un taux annuel moyen de 18,7 p. 100 et est passé de 15,6 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 73,2 milliards de dollars des Etats-Unis en 1979, tandis que sa part dans le flux total net des ressources fournies aux pays en développement augmentait, mais en 1979 30,6 p. 100 seulement de cette aide étaient consentis à des conditions libérales contre 36,5 p. 100 en 1970. Collectivement, les pays membres de l'OCDE ont légèrement dépassé l'objectif de l'aide au développement fixé à 1 p. 100 du PNB, mais n'ont pas atteint l'objectif de 0,7 p. 100 de ce PNB au titre de l'aide publique (APD).

Le flux total net des ressources mises par les pays de l'OPEP à la disposition du monde en développement est passé de 0,6 milliard de dollars des Etats-Unis en 1970 à 9,8 milliards en 1975, puis est tombé à 6 milliards de dollars en 1979. Evaluée en pourcentage du flux net total des ressources fournies aux pays en développement, cette aide représentait 3 p. 100 en 1970, 17,2 p. 100 en 1975 et 7,3 p. 100 en 1979. La proportion de l'aide de l'OPEP fournie à des conditions de faveur, qui s'établissait à 66,7 p. 100 en 1970 et à 83,7 p. 100 en 1975, est tombée à 71,7 p. 100 en 1979 et, en outre, comme dans le cas des pays de l'OCDE, les pays de l'OPEP ont tendance à durcir les termes et les conditions de l'aide qu'ils accordent. Calculée en proportion de leur PNB, cette aide s'établissait en moyenne à 1,28 p. 100 en 1979, mais dans le cas des pays dont le revenu se situait aux niveaux les plus élevés (Koweït, Qatar, Arabie Saoudite et Emirats arabes unis), ce chiffre s'établissait à 3,8 p. 100.

Le flux net des ressources comptabilisées mises à la disposition de l'ensemble de l'Afrique est passé de 3,1 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 19 milliards en 1978 (les chiffres de 1979 ne sont pas encore connus) et la part de l'Afrique dans le total des flux nets de ressources destinées à l'ensemble des pays en développement est passée de 15,7 p. 100 en 1970 à 23,2 p. 100 en 1978. Comme la population d'Afrique représente 14 p. 100 environ de l'ensemble de la population du monde en développement, sa part dans le flux total net de ressources pourrait paraître disproportionnée. Cependant, c'est en Afrique que se trouve le plus grand nombre des pays les moins avancés et que le revenu moyen par habitant est le plus faible. En outre, les trois quarts environ des flux de ressources nettes fournies aux pays en développement d'Afrique étaient destinés aux pays non exportateurs de pétrole. L'aide accordée à ces pays est passée de 2,2 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 14,2 milliards de dollars en 1978, soit un taux de croissance annuel moyen de 26,2 p. 100 en prix courants ou encore 15 p. 100 environ en prix constants. Toutefois, la part de l'aide publique au développement (APD) bilatérale et multilatérale, a fléchi, tandis que la part qui correspond aux autres sources d'aide, généralement assortie de conditions rigoureuses, est passée de 26 p. 100 à plus de 36 p. 100 pendant la même période.

La durée moyenne des prêts a été sensiblement réduite de 25,2 ans en 1970 à 17,3 ans en 1978 et la période de franchise est passée de 6,6 à 4,9 ans, pendant que les taux d'intérêt augmentaient de 3,7 p. 100 à 6,4 p. 100. De même, le pourcentage de l'élément subvention est tombé de 46 p. 100 en 1970 à 25 p. 100 en 1978 et le pourcentage de l'élément subvention des prêts y compris les subventions est tombé de 54 à 38 p. 100.

L'Afrique, à l'exclusion de l'Afrique du Nord, était débitrice de 21,1 milliards de dollars en 1978 contre 7,1 milliards de dollars en 1970, ce qui correspond à un accroissement annuel moyen de 14,6 p. 100, mais sa part dans l'endettement total du monde en développement est tombée de 14 p. 100 en 1970 à 8,3 p. 100 en 1978.

L'aide publique au développement, bilatérale et multilatérale, est passée de 6,2 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 17,8 milliards en 1976, soit un accroissement annuel moyen de 19,2 p. 100. Le chiffre de 1970 représente 68,4 p. 100 environ de l'endettement extérieur total de l'Afrique en développement mais en 1976, ce pourcentage est retombé à 59,2 p. 100. Le pourcentage de la dette contractée auprès d'institutions multilatérales a augmenté en fait de 11,1 p. 100 en 1970 à 13,7 p. 100 en 1976, de sorte que la totalité de la diminution de la proportion de la dette publique s'explique par la dette publique bilatérale dont la part est tombée de 57,3 p. 100 en 1970 à 45,5 p. 100 en 1976.

Pour l'ensemble des pays d'Afrique en développement, les sommes dues au titre du service de la dette publique extérieure, exprimées en pourcentage de l'ensemble des exportations de biens et de services non facteurs sont passées de 6,3 p. 100 en 1970 à 9,5 p. 100 en 1978, ce qui signifie que 9,5 p. 100 environ des recettes provenant de l'ensemble des exportations des pays d'Afrique en développement ont dû être prélevés par préemption en 1978 pour assurer le service de la dette. Du fait de la tendance à l'accroissement des flux de ressources extérieures privées à des conditions rigoureuses et de la lenteur de l'expansion des exportations, le service de la dette totale des pays d'Afrique en développement correspond nécessairement à une proportion importante des exportations et accentue l'écart entre les apports bruts et les apports nets de capital.

#### 6. Commerce extérieur et balance des paiements

Le commerce mondial en prix courants a augmenté à un taux annuel moyen de 20,3 p. 100 entre 1970 et 1979. En termes de volume, cependant, le taux annuel d'expansion n'a été que de 5,9 p. 100. En 1979, le commerce mondial a augmenté de 5,3 p. 100 et de 25,6 p. 100 en termes de quantum et de valeur, respectivement.

Les valeurs annuelles moyennes des exportations et des importations de l'Afrique en développement ont augmenté respectivement de plus de 20 p. 100 et de 20,5 p. 100 par an entre 1970 et 1979. Tandis que les exportations en provenance des pays en développement d'Afrique sont passées de 47,3 milliards de dollars des Etats-Unis en 1978 à 66,6 milliards en 1979, les importations sont passées de 58,6 milliards à 59,2 milliards (en prix courants) pendant la même période. La balance commerciale a accusé un excédent de 7,4 milliards de dollars des Etats-Unis en 1979 contre un déficit de 11,2 milliards l'année précédente. Cette augmentation en 1979 des recettes provenant des exportations peut être attribuée principalement à l'augmentation des prix du pétrole.



Pour ce qui est des pays d'Afrique non exportateurs de pétrole, les recettes d'exportation sont passées de 19,8 milliards de dollars des Etats-Unis en 1978 à 23,6 milliards en 1979. En revanche, les importations, soumises aux puissantes contraintes imposées par les pénuries de devises étrangères, ont atteint 31,4 milliards de dollars en 1979, soit un peu moins que le chiffre de 1978. Le déficit commercial est tombé du niveau maximal de 11,8 milliards de dollars des Etats-Unis en 1978 à 7,8 milliards en 1979.

En ce qui concerne les principaux pays d'Afrique exportateurs de pétrole, la valeur des exportations est passée de 27,5 milliards de dollars des Etats-Unis en 1978 à 42,9 milliards en 1979, tandis que la valeur des importations passait de 26,9 milliards à 27,7 milliards. L'augmentation importante des factures d'importation de pétrole et de denrées alimentaires a provoqué un fléchissement des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires, ce qui se traduira vraisemblablement par une rupture du rythme de croissance. Cette tendance, s'il n'y est pas remédié, fera peser une contrainte grave sur le développement économique et social.

La composition des échanges commerciaux de la région africaine continue à être caractérisée par diverses concentrations. En premier lieu, plus de 83,5 p. 100 du total des exportations de 1979 proviennent de 12 pays de la région, dont quatre étaient exportateurs de pétrole. En second lieu, le commerce d'exportation se concentre sur un éventail relativement fermé de produits primaires et, en troisième lieu, la plupart des échanges commerciaux se font avec les économies de marché industrialisées qui, en 1979, figuraient dans une proportion de 75,4 p. 100 dans les importations de la région.

Comme on l'a fait observer dans la section D.1 ci-dessus, le déficit sur les biens et services des pays d'Afrique non exportateurs de pétrole est non seulement important, en valeur absolue, mais représente un pourcentage élevé aussi bien du total des exportations que du total du PNB et a augmenté de façon sensible en 1979 par rapport à 1978 et aux années précédentes. Inversement, les principaux exportateurs de pétrole ont disposé d'un excédent de biens et de services atteignant 7,4 milliards de dollars des Etats-Unis en 1979 contre un déficit de 4,8 milliards de dollars en 1978 et de 1,5 milliard en 1975.

A l'échelon mondial, les échanges commerciaux entre pays en développement ont connu une expansion plus rapide que celle de l'ensemble des échanges commerciaux de ces pays, mais le commerce intra-africain est resté très peu important par rapport au commerce total de la région et, en fait, se trouve en déclin et est passé de 5,6 p. 100 de la valeur totale des exportations de l'Afrique en 1975 à 3,8 p. 100 en 1979.

On s'est efforcé de différentes manières pendant la période considérée de renverser cette tendance. En Afrique centrale, la Banque centrale du Zaïre et la Banque centrale des Etats de l'Afrique centrale ont signé au début de 1979 un accord portant création d'une chambre de compensation de l'Afrique centrale. Dans l'Afrique de l'Est et en Afrique australe, le Groupe des négociations intergouvernemental qui s'occupe du projet

de traité relatif à la création d'une zone d'échanges commerciaux préférentiels pour les Etats de la sous-région, a adopté, pour le soumettre aux gouvernements, un projet de traité dans lequel figurent un protocole sur des accords de compensation et de paiement, ainsi que 11 autres protocoles. On s'efforce aussi de créer pour la sous-région une banque de développement, comme le prévoit le traité.

Le Plan d'action de Lagos met tout particulièrement l'accent sur l'expansion du commerce intra-africain grâce à un programme de coopération économique entre pays d'Afrique, portant sur les denrées alimentaires et les matières premières d'origine agricole, les minéraux, l'industrie, les transports et communications, la science et la technique, l'expansion de la main-d'oeuvre, etc.. Le Plan préconise aussi la création de zones d'échanges commerciaux préférentiels et la suppression d'ici à la fin de 1984 des barrières non tarifaires.

## 7. Tendances et structures du développement social en Afrique

On peut évaluer la situation sociale des pays d'Afrique dans les années 70 et analyser les perspectives pour les années 80 à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs importants, tels que la santé, le développement des ressources humaines, le paupérisme et le logement urbain, la condition de la femme, le chômage des jeunes et les problèmes que posent les réfugiés et les handicapés.

Le rapport général du nombre de médecins au nombre d'habitants dans les pays en développement d'Afrique, s'établissait à 1 p. 6500 en 1978 contre 1 p. 10 000 en 1970, mais il existe de très importantes différences entre les sous-régions et entre les différents pays pris individuellement et les systèmes sanitaires d'Afrique s'adressent à une élite peu nombreuse, mettent l'accent sur la médecine curative plutôt que sur la médecine préventive et favorisent les techniques à forte intensité de capital et exigeant un petit nombre de médecins hautement qualifiés plutôt que de simples dispensaires dotés d'un petit nombre de médecins et d'auxiliaires médicaux nombreux. On s'efforce cependant de remédier à cette situation. De récentes déclarations officielles ont mis l'accent sur des services de santé préventifs plutôt que sur des services de santé curatifs et les programmes formulés, en plus de l'approvisionnement en eau salubre, portent sur la construction de réseaux d'égout, sur les campagnes de vaccination, sur l'éducation en matière de santé et sur les campagnes ayant pour objet de rendre les populations plus conscientes de l'intérêt que présente une nutrition satisfaisante. La formation du personnel infirmier et du personnel para-médical de niveau moyen est maintenant assurée à grande échelle, de façon à atteindre les populations rurales. On accorde aussi une importance plus grande au contrôle des naissances et on assure aux nourrissons et à leurs mères des soins de plus en plus importants.

Les taux de progression annuels de la scolarisation depuis 1970 se sont établis à 7,2 p. 100 pour l'enseignement primaire, à 9,8 p. 100 pour l'enseignement secondaire et à 11,1 p. 100 pour l'enseignement supérieur. En 1978, d'après des estimations très



approximatives, il y avait dans les pays d'Afrique en développement, 50 millions environ d'élèves inscrits dans l'enseignement primaire, et 9,5 millions d'étudiants dans les écoles secondaires. A ces chiffres, s'ajoutent 900 000 étudiants dans l'enseignement supérieur. Toutefois, ces statistiques masquent la situation réelle. En moyenne, près de 70 p. 100 de la population africaine adulte est analphabète contre une moyenne de 5 p. 100 dans les régions les plus développées. Plus de 50 p. 100 de l'ensemble des dépenses consacrées à l'enseignement en Afrique et près de 10 p. 100 des dépenses renouvelables de l'Etat sont allouées à l'enseignement primaire. Cependant, l'enseignement n'est souvent pas en harmonie avec les besoins réels de la société. Les écoles primaires ne consacrent que très peu de temps pour donner aux élèves les connaissances, les aptitudes et les idées neuves qui leur seraient indispensables pour travailler avec efficacité dans le milieu rural qui est le leur et la formation qui leur est impartie repose sur des procédés de récitation et de répétition, au lieu de les habituer à réfléchir et à résoudre les problèmes qui se posent, ce qui répondrait mieux à leur activité post-scolaire. Les programmes d'enseignement, aussi bien au niveau primaire qu'au niveau secondaire, sont fortement orientés vers les arts et dépourvus des composantes professionnelles et techniques, ce qui fait que les enfants quittent l'école après n'avoir acquis que des aptitudes pratiques médiocres ou nulles et les diplômés de l'enseignement secondaire viennent grossir les rangs de la main-d'oeuvre rurale ou urbaine en chômage ou sous-employée. Enfin, la plupart des universités africaines ont été conçues, dans leur structure et leur enseignement, selon le modèle d'institutions plus anciennes des sociétés industrialisées et "l'excellence" continue à être définie par comparaison avec les normes académiques internationales plutôt que d'après la contribution apportée au développement national.

Les problèmes que posent le paupérisme et le logement en milieu urbain ont pris des proportions alarmantes. La rapidité de l'urbanisation, de l'industrialisation et du relèvement des normes de vie en Afrique ont provoqué l'apparition d'un certain nombre de problèmes aigus, tels que le surpeuplement urbain, les difficultés de circulation, l'insuffisance des conditions de logement, une répartition défectueuse de l'infrastructure et des installations d'enseignement, des menaces à la santé telles que la malnutrition et la contamination de l'approvisionnement en eau, ainsi que l'impossibilité d'accéder aux services sociaux. Des apports massifs de fonds d'origine nationale, aussi bien que d'origine internationale, sont indispensables pour atténuer la situation misérable des colonies de squatters et assurer dans des conditions satisfaisantes des logements, une infrastructure et des possibilités d'emploi, et pour élaborer des programmes de planification de la redistribution de la population au-delà des zones urbaines elles-mêmes.

Parmi les autres mesures urgentes qu'exige l'édifice social, il faut citer une participation active des femmes aux grandes activités de la vie économique, la formation des jeunes chômeurs pour qu'ils acquièrent les aptitudes qui leur permettraient d'exercer des activités productives et la mise en place de moyens de réhabilitation chirurgicale ou ergothérapique pour donner aux handicapés, aux personnes déplacées et aux réfugiés la possibilité de jouer un rôle à leur mesure en tant que membres productifs de la société capables de survenir à leurs propres besoins.

## 8. Tendances et politiques démographiques

La population de l'Afrique est passée de 275 millions d'habitants en 1960 à 470 millions en 1980 et pourrait atteindre 828 millions en l'an 2000. Exprimés en pourcentages de la population mondiale, ces chiffres correspondent à 9,1 p. 100 en 1960, 10,6 p. 100 en 1980 et 13,4 p. 100 en l'an 2000. La population de l'Afrique a connu une croissance plus rapide que celle de l'ensemble du monde en développement de 1955 à 1960 et de 1975 à 1980 et, par extrapolation, il devrait continuer à en être ainsi entre 1995 et l'an 2000. En revanche, le rythme d'urbanisation de l'Afrique a été le plus faible de l'ensemble du monde en développement. Cependant, il existe des écarts considérables dans l'importance de la population, dans les taux de croissance correspondants et dans les niveaux d'urbanisation selon les différentes sous-régions.

Vers 1960, le continent africain avait les taux bruts de natalité, de mortalité et de mortalité infantile les plus élevés du monde, et la plus courte espérance de vie à la naissance. On constatait d'importantes différences entre les composants de la croissance démographique selon les sous-régions considérées. Ces différences étaient dues, en ce qui concerne la fertilité, aux différences traditionnelles d'attitudes à l'égard du mariage et des naissances, ainsi qu'aux facteurs liés à la culture et à l'environnement qui influencent l'incidence de la stérilité; à une fertilité insuffisante et aux fausses couches; à la pénibilité du travail; au déclin de la polygamie; au recul de la mortalité; au nomadisme; aux effets de l'instabilité conjugale et aux périodes d'absence des conjoints, etc. et, en ce qui concerne la mortalité, essentiellement à la grande dispersion des centres de peuplements et au manque de moyens de transport et de communication qui entrave le développement des services de santé.

Du fait de l'interaction de la fécondité et de la mortalité, la base démographique de l'Afrique et de ses sous-régions est restée jeune pendant les deux décennies 1960-1980 et il en sera ainsi jusqu'en l'an 2000. En 1960, pour l'ensemble de l'Afrique la proportion des groupes d'âges compris entre 0 et 14 ans ou de plus de 65 ans représentait conjointement 46 p. 100 de la population; cette proportion a atteint 48 p. 100 en 1980 et en l'an 2000, elle aura fléchi de nouveau mais jusqu'au niveau de 1960 seulement. Les estimations correspondantes en ce qui concerne l'ensemble du monde sont de 42 p. 100, 41 p. 100 et 38 p. 100 respectivement, et pour les pays les moins avancés, 45 p. 100, 43 p. 100 et 39 p. 100 respectivement.

La persistance de ce caractère extrêmement jeune de la population africaine s'accompagne d'un lourd fardeau de personnes à charge qui, pour l'ensemble de l'Afrique, pour les années 60, 80 et 2000, a été estimé à 87, 92 et 84 respectivement, contre 73, 69 et 61 pour l'ensemble du monde, et 81, 76 et 64 pour les pays en développement. Jusqu'à la fin du siècle, l'Afrique devra donc nourrir un nombre de plus en plus important de personnes par rapport aux effectifs qui participent à la production.



Les options politiques des pays d'Afrique considèrent comme objectif le plus important la réduction des taux de mortalité et de morbidité en partant de l'hypothèse que les modifications socio-économiques qui interviendront pendant le développement auront pour effet, en fin de compte, de réduire les taux de fécondité. Ces options politiques prévoient aussi des programmes de développement rural et urbain intégré pour endiguer l'exode rural vers les régions urbaines, qui est toujours de plus en plus important. Une étude récente a mis en évidence qu'on assistera à un fléchissement du taux de mortalité en raison du nombre de plus en plus important de personnes qui occupent des emplois dans l'industrie en zone urbaine. Une répartition plus égalitaire des revenus et une alphabétisation plus grande contribueront aussi à un fléchissement marqué des taux de mortalité bruts. La mortalité infantile étant liée de façon positive et significative aux taux de mortalité bruts, l'un des principaux moyens d'obtenir de nouveaux reculs de ces taux dans ces pays est de mener des politiques socio-économiques entraînant des réductions draconiennes des taux de mortalité infantile.

#### 9. Infrastructure des transports et des communications

La Décennie des transports et des communications en Afrique, qui porte sur les années 1978-1988, a pour objectifs d'assurer l'indépendance, l'autonomie et la coopération internationale entre les pays d'Afrique pour tous les modes de transport et de communication. Les principaux objectifs de la politique de la Décennie sont d'accroître les échanges commerciaux intra-africains, de renforcer et d'améliorer la coordination entre les divers systèmes de transport, de désenclaver les pays sans littoral et les régions isolées d'Afrique, d'harmoniser les différentes réglementations nationales de manière à aplanir les obstacles matériels et autres qui s'opposent au mouvement des personnes et des marchandises et de promouvoir l'industrie africaine dans le domaine des transports et des communications et en ce qui concerne l'équipement et le matériel.

Le programme de la CEA dans le cadre de cette stratégie de base englobe a) les transports routiers, b) les transports maritimes, c) les transports aériens, d) les transports ferroviaires, e) les transports multimodaux, f) les transports par pipeline, et g) les communications, y compris les télécommunications, la radio, la télévision et les services postaux.

Il existe très peu de routes carrossables en toute saison qui permettraient de circuler d'un bout de l'année à l'autre entre tous les pays africains. L'infrastructure est insuffisante et l'état général du réseau routier à revêtement aussi bien que des autres routes n'est pas satisfaisant dans la plupart des pays, en partie par manque de personnel qualifié et en partie, parce que les moyens financiers dont on dispose sont limités. Le programme relatif à l'infrastructure routière est donc conçu de manière à faciliter le transit sur les liaisons internationales qui existent déjà grâce à une simplification des formalités de frontière, à l'adoption d'arrangements réciproques bilatéraux sur les mouvements de véhicules, à un entretien satisfaisant de l'infrastructure et à la création de moyens de formation nationaux et multinationaux appropriés.

Environ 95 p. 100 du commerce international de l'Afrique se fait par voie maritime et sur ce pourcentage, 97,5 p. 100 sont transportés par des navires étrangers. L'Afrique possède 0,7 p. 100 seulement du tonnage mondial total de la flotte marchande, alors que sa participation au trafic commercial maritime de l'ensemble du monde s'établissait à 13,7 p. 100 en 1975. Les conférences maritimes non africaines se sont partagées le continent, exercent des pouvoirs de quasi-monopole dans la fixation des tarifs applicables au fret pour différents produits et définissent les conditions de transport unilatéralement sans consulter les chargeurs ou les pays africains comme il conviendrait qu'elles le fassent. En outre, étant donné leur faible importance et les moyens financiers limités dont les compagnies de navigation disposent, la direction de la plupart d'entre elles n'a pas les connaissances spécialisées nécessaires. Pendant la Décennie des transports et des communications, les activités prévues porteront sur les questions suivantes : développement et amélioration des ports africains et de leur gestion; surveillance attentive des besoins des pays les moins avancés et des pays privés de littoral en ce qui concerne les transports maritimes; création de centres régionaux et sous-régionaux de formation en matière de transports maritimes; création de compagnies de navigation régionale et sous-régionale pour tirer profit des économies d'échelle, etc.; encouragement au développement de lignes maritimes nationales et régionales et action dissuasive contre les pratiques d'immatriculation libre; adoption de conventions maritimes internationales négociées sous les auspices de la CNUCED et de l'OMCI; et contrôle et prévention de la pollution des mers.

En 1977 les transports aériens africains ne représentaient que 5 p. 100 et 3,3 p. 100 seulement du trafic international passagers et fret, respectivement. A l'heure actuelle, le déploiement des lignes qui desservent l'Afrique est extrêmement médiocre : alors que la plupart des pays d'Afrique sont reliés quotidiennement à l'Europe, à l'Asie, au Moyen-Orient et à l'Amérique du Nord, il n'existe que quelques liaisons hebdomadaires irrégulières entre la plupart des pays africains. Les pays sans littoral qui n'ont pas de lignes aériennes nationales propres, pâtissent le plus du caractère erratique des correspondances aériennes. Les activités prévues pendant la Décennie des transports et des communications visent à encourager une utilisation plus rationnelle par les pays d'Afrique des installations et des moyens de transports aériens par regroupement du trafic et de l'équipement, et notamment grâce à la création de centres de formation et d'installations de révision et d'entretien communs, la normalisation des critères de formation et d'octroi de brevets professionnels, la libéralisation des droits de trafic entre Etats africains ainsi que la mise en place et l'exploitation conjointe d'installations de navigation aérienne. Parmi les autres objectifs principaux, il faut citer la création de compagnies aériennes multinationales, l'harmonisation des services aériens nationaux intra-africains et internationaux et le développement des services de fret et des services postaux aériens intra-africains.

La densité du réseau ferroviaire africain est extrêmement faible : pour une superficie totale d'environ 29 millions de km<sup>2</sup>, il n'existe que 80 706 km de voie ferrée. Le réseau ferroviaire est composé de plusieurs réseaux nationaux indépendants courts, à écartements



de voies différents et de spécifications techniques diverses, ce qui fait que peu d'entre eux sont raccordés les uns aux autres. Qui plus est, sur les 80 706 km qui constituent le réseau ferroviaire africain, 6 500 seulement sont électrifiés. Les activités prévues pour améliorer les transports ferroviaires pendant la Décennie des transports et des communications sont les suivantes : rénover les voies ferrées, modifier le tracé des voies de façon à éviter les courbes brusques et les déclivités accentuées, moderniser les systèmes de signalisation; assurer le perfectionnement du personnel de gestion et de planification grâce à l'élaboration de programmes et à la création de centres de formation appropriés; normaliser l'équipement et harmoniser les réglementations et les pratiques; créer des points d'échange du trafic entre réseaux ferroviaires voisins et des points de contact avec d'autres modes de transport; prolonger les lignes existantes pour desservir les pays sans littoral ou d'autres régions éloignées et pour assurer les raccordements avec d'autres réseaux ferrés; et construire un réseau ferroviaire transafricain.

Parmi les autres moyens de transport et communication qu'il convienne d'améliorer, il faut mentionner les transports fluviaux et lacustres, les transports par pipeline, les télécommunications, la radio-diffusion et les services postaux.

#### 10. La situation énergétique mondiale dans la perspective africaine

La hausse des prix du pétrole est intervenue à un moment où le contexte économique international se trouve en cours de dégradation rapide. L'inflation s'accélère, les restrictions imposées aux échanges commerciaux sont plus sévères, les conditions mises à l'octroi d'une aide sont plus dures et en 1973 le système monétaire de Bretton Woods, déjà affaibli, se trouvait presque totalement désorganisé. Il s'agit là d'une période pendant laquelle l'Afrique, après avoir connu un taux de croissance modéré dans les années 60, poursuivait activement sa campagne de croissance autonome et de transformation économique. Le déséquilibre de la structure du commerce international entre les pays membres de l'OPEP et les pays industrialisés importateurs de pétrole, d'une part, et entre les pays membres de l'OPEP et les pays en développement non exportateurs de pétrole, d'autre part, ainsi qu'entre ces derniers pays et les pays industrialisés importateurs de pétrole, s'est trouvé aggravé encore par la nouvelle évolution des prix relatifs des produits de base provoquée par la hausse des prix du pétrole.

Cette situation a eu pour conséquence immédiate l'accumulation au sein du groupe de l'OPEP d'excédents énormes qui atteignaient 231 milliards de dollars en 1979 et dont on prévoit qu'ils atteindront 345 milliards de dollars à la fin de 1980, excédents que les pays de ce groupe ne peuvent pas facilement réinvestir chez eux en raison de la capacité d'absorption limitée de leurs propres économies. Inversement, les pays industrialisés importateurs de pétrole et les pays en développement non exportateurs de pétrole, notamment les pays en développement de la région africaine, se sont trouvés en présence de déficits massifs de leur balance des paiements. La perte en revenu réel qui en est résultée pour eux est estimée à près de 4 p. 100 du PIB.

Les pays industrialisés se sont adaptés assez rapidement à la situation en appliquant diverses méthodes, telles que la pratique de politiques axées sur la demande, les économies d'énergie, les restrictions sur les importations, les emprunts lancés sur les marchés monétaires internationaux et, étant donné les ressources financières considérables et l'équipement technique dont ils disposent ainsi que la possibilité qu'ils ont de reporter sur leurs exportations l'augmentation du coût de leurs importations de pétrole ces pays ne semblent pas se heurter à des problèmes d'adaptation à long terme. En fait, les augmentations de prix de l'énergie ont encouragé dans ces pays l'étude et la mise au point de nouvelles sources d'énergie et de techniques d'économie d'énergie. Cependant, les pays non exportateurs de pétrole ne se sont pas trouvés dans une situation aussi privilégiée. La conséquence directe des hausses du prix du pétrole sur les pays en développement d'Afrique non exportateurs a été importante. Leur facture d'importation de pétrole est passée de 0,8 milliard de dollars en 1973 à un montant estimé à 7,4 milliards de dollars en 1980, soit encore, exprimée en proportion des recettes provenant des exportations, de 8,2 p. 100 à 29,2 p. 100. Si l'on ajoute à ces chiffres la facture des denrées alimentaires, cette proportion passe à 53 p. 100 du produit des exportations et à plus de 60 p. 100 si l'on tient compte du service de la dette (à savoir 6,0 milliards de dollars en 1980). En conséquence, on prévoit que la balance des paiements accusera un déficit massif de 10,1 milliards de dollars à la fin de 1980. Si ces pays ont bénéficié au cours des dernières années d'un apport important d'aide étrangère, cette aide reste insuffisante pour couvrir le déficit des paiements et elle est fournie à des conditions plus strictes. Les pays d'Afrique se sont donc vus dans l'obligation de faire appel de plus en plus à leurs réserves de devises déjà faibles pour faire face au coût de leurs importations de pétrole.

La phase d'adaptation des pays en développement non exportateurs de pétrole, contrairement à ce qui s'est produit dans le cas des pays industrialisés, correspondra probablement à un processus long, plus complexe et plus difficile, car il les contraindra à recourir à la substitution, à l'expansion des exportations dans un contexte commercial de plus en plus restrictif, ainsi qu'à la mise au point de sources d'énergie de remplacement. Les coûts mis en jeu sont prohibitifs.

Des estimations préliminaires calculées d'après les tendances historiques (1960-1976), d'après les tendances à court terme (1970-1976) ou d'après un objectif de croissance du PIB fixé à 6 p. 100 par an montrent que les besoins en pétrole des pays d'Afrique en développement, pour chacune de ces bases de calcul, atteindront 4,7, 5,3 ou 5,4 millions de barils d'équivalent-pétrole par jour, respectivement, en 1990. Les estimations de coût préliminaires indiquent que les besoins en capitaux d'investissement pour installer une capacité supplémentaire permettant à tous les pays en développement d'Afrique d'atteindre un niveau d'autosuffisance sur l'ensemble des années 80 seraient compris entre 18 milliards 750 millions et 24 milliards de dollars des Etats-Unis en prix constants de 1977, soit entre 700 millions et 1,2 milliard de dollars annuellement en prix constants de 1980 pour l'ensemble des pays non exportateurs de pétrole.



Pour que ces pays parviennent à l'autosuffisance en matière de pétrole et de denrées alimentaires et atteignent une croissance autonome régulière, des ressources considérables devront être réunies non seulement pour créer la capacité énergétique nécessaire et financer la formation de capital et les produits de substitution des importations, mais encore pour promouvoir les exportations. Il est incontestable que leurs différentes économies nationales ne le leur permettent pas. Il est essentiel pour qu'ils réussissent, sinon pour leur survie, qu'ils obtiennent pendant cette période un appui important et prolongé de leur balance des paiements à long terme. La communauté internationale est tout particulièrement invitée à se montrer plus activement compréhensive et les gouvernements de ces pays sont instamment priés de prendre les mesures de politique intérieure qui leur permettront de faire face à la situation.

## II. LA SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE PENDANT LES ANNEES 1970

### Introduction

Pendant les années 1970, plusieurs changements survenus dans l'économie mondiale ont eu de graves répercussions sur les pays africains non-exportateurs de pétrole. Parmi ces faits, les principaux ont été le ralentissement du taux réel de croissance de la production des pays développés, qui a défavorisé les exportations africaines; les taux élevés de l'inflation et du chômage; l'augmentation importante des prix du pétrole brut et des biens d'équipement et de consommation importés, y compris les denrées alimentaires; la détérioration sensible des termes de l'échange, en particulier dans les pays en développement africains non exportateurs de pétrole; la lenteur de la croissance de la production des denrées agricoles et alimentaires; les amplitudes fluctuations des prix des produits d'exportation; et le dernier changement mais non le moindre, c'est-à-dire les augmentations massives des liquidités intérieures et internationales, qui ont entraîné l'instabilité des marchés de capitaux mondiaux et nationaux. La multiplication des cas d'indigence totale, à la suite de ces événements, a sensiblement aggravé les tensions sociales.

Les pays industrialisés ont pu s'adapter aux effets néfastes de cette conjoncture, qu'ils devaient affronter, et notamment aux déficits énormes de leurs paiements ordinaires : ils ont pris des mesures pour accroître la productivité, ils ont développé leurs exportations et augmenté les prix des produits exportés, ils ont réduit les importations et, surtout, ils ont attiré la plus grande partie des réserves de devises étrangères des pays exportateurs de pétrole. D'autre part, les pays en développement et en particulier les pays africains non exportateurs de pétrole ont continué à affronter des déficits graves et croissants de leurs balances des paiements et de leurs approvisionnements en denrées alimentaires, qui ont absorbé la plus grande partie des devises étrangères acquises par eux comme exportateurs; ils ont donc été contraints de recourir à des emprunts à court terme à des taux d'intérêt élevés sur les marchés extérieurs. Ces déficits, qui persisteront probablement pendant longtemps, compromettent maintenant de façon grave la croissance économique et font obstacle à la formation du capital, ce qui engage le processus du développement économique et social dans une spirale descendante.

Les pays en développement africains non-exportateurs de pétrole supportent de ce fait un coût économique incontestablement élevé en termes de déperdition d'énergie dans le développement et d'alourdissement des dettes extérieures. Des ressources considérables sont nécessaires non seulement pour faire face à la période de transition, mais aussi compte tenu des problèmes à long terme qu'il faut résoudre pour s'adapter aux exigences de la nouvelle situation. Finalement cette adaptation doit prendre la forme d'une politique d'exportation qui permettra de compenser les pertes de devises étrangères causées par l'augmentation des prix d'importation des biens d'équipement et de consommation, y compris le pétrole et le remplacement des importations : à ce titre il s'agit notamment d'accroître la production nationale des denrées alimentaires et de réduire ainsi au minimum les dépenses d'importation dans ce domaine. Tout cela nécessite un niveau de formation du capital fixe très supérieur à celui que l'on avait atteint jusque là et des efforts pour ren-



dre plus productifs les investissements d'équipement. Les difficultés que doivent affronter les pays les moins développés sont restées particulièrement graves pendant toutes les années 1970. Alors que s'ouvre une nouvelle décennie, la tâche redoutable de s'adapter au nouvel environnement économique reste le plus grand défi qu'aient à relever les pays africains en développement non-exportateurs de pétrole et la communauté internationale dans son ensemble.

### La croissance économique dans les principales régions du monde

Le taux de croissance du PIB des pays de l'OCDE est tombé de près de 5 p. 100 par an dans les années 60 à seulement 2,6 p. 100 dans les années 70. Les économies de marché développées ont continué à croître à un taux élevé jusqu'en 1973, mais elles ont alors connu une récession de deux ans, suivie d'une période d'adaptation, qui a fait place à un nouveau marasme en 1980. La production industrielle a été le secteur le plus atteint de l'économie, avec un taux de croissance qui est tombé de 5,7 p. 100 par an dans les années 60 à seulement 3,4 p. 100 dans les années 70. Outre l'incidence du coût accru de l'énergie sur les économies fortement industrialisées, des facteurs tels que l'inflation et le chômage, dont il fallait déjà tenir compte, se sont aggravés quand les augmentations du prix du pétrole ont rendu les balances des paiements lourdement déficitaires. D'autres facteurs, par exemple les taux d'investissement plus faibles accompagnés d'une croissance moindre des dépenses affectées aux recherches et de la productivité, ainsi que le coût plus élevé des salaires qui entraînait une inflation accrue, ont aussi joué un rôle dans le déclin relatif du rendement des économies.

Table II-1: Croissance du PNB dans les principales régions du monde

	1961-1970	1971-1980
Economies de marché développées	5.0	4.0
OCDE	4.8	2.6
Pays en développement	5.1	5.6
Exportateurs de pétrole	7.2	7.5
Non-exportateurs de pétrole <sup>1/</sup>	5.3	5.3
Pays les moins développés	3.1	3.1
Europe de l'Est	6.7	5.4

Source : Secrétariat de l'ONU (Etudes sur l'économie mondiale)  
OCDE Perspectives, CNUCED.

<sup>1/</sup> Y compris les pays les moins développés.

Les économies à planification centrale de l'Europe de l'est ont eu un taux de croissance sensiblement plus faible dans les années 70 que lors des dix

années précédentes. On s'en est aperçu de la façon la plus évidente en 1979, quand leur taux de croissance a connu une chute sans précédent pour se chiffrer à 2,7 p. 100. Parmi les causes de ce ralentissement, figuraient l'adaptation progressive des prix du pétrole soviétique aux cours mondiaux, le manque de main d'oeuvre et de capitaux et divers autres goulots d'étranglement ainsi que des phénomènes fortuits comme le temps tout à fait mauvais de 1978/1979, qui s'est gravement répercuté sur l'agriculture, et aussi les effets de la conjoncture économique défavorable dans d'autres régions du monde.

Les pays en développement dans leur ensemble, y compris les pays exportateurs de pétrole, ont légèrement amélioré leur rendement par comparaison avec la décennie précédente et leur taux de croissance annuel est passé à 5,6 p. 100 en 1971-1980 contre 5,1 p. 100 en 1961-1970, mais les écarts entre groupes de pays ont été considérables. Les exportateurs de pétrole ont obtenu des résultats particulièrement satisfaisants, avec un taux de croissance moyen de 7,5 p. 100 dans les années 70, car ils ont pu accroître les investissements en prélevant sur leurs excédents courants devenus beaucoup plus considérables. Pour les pays en développement non exportateurs de pétrole, le taux de croissance général est demeuré inchangé à 5,3 p. 100 pour ceux d'Afrique, le taux de croissance a été inférieur à 4 p. 100 mais certains pays d'Asie orientale et d'Amérique latine ont réussi à améliorer les résultats des années 60 et même à atteindre un niveau d'industrialisation appréciable. Les pays les moins développés ont stagné au taux de 3,1 p. 100 et, pour beaucoup d'entre eux, surtout en Afrique, cela s'est traduit par un taux négatif en termes de croissance par habitant. Sous réserve d'exceptions importantes en Asie et en Amérique latine, les industries manufacturières ont accusé un taux de croissance réduit. En Afrique, où la croissance de la production des denrées alimentaires n'est pas allée de pair avec l'accroissement de la population, l'évolution de la production agricole inspire beaucoup d'inquiétude. Compte tenu des coûts plus élevés de l'énergie et de la diminution de la demande dans les pays développés, la plupart des pays en développement ont dû recourir sans cesse davantage à l'aide étrangère pour ne pas perdre l'élan de leur développement et ils se sont ainsi endettés davantage.

Dans les pays à économie de marché développée, l'inflation s'est sensiblement accrue au cours des années 1970. Sur la base des prix de consommation, le taux de l'inflation pendant la décennie précédente s'était situé au chiffre relativement modeste de 3,4 p. 100 par an. Entre 1971 et 1979, il est passé à une moyenne de 8,6 p. 100 pour atteindre 10 p. 100 au début de 1980. Pour combattre l'inflation, les gouvernements de ces pays ont dû renoncer aux méthodes traditionnelles de gestion de la demande, conçues comme des stimulants de la croissance, et recourir à des politiques fiscales et monétaires rigoureuses qui ont eu l'inconvénient d'entraîner pour un temps au moins, une dépression économique.

Dans les pays en développement, l'inflation a atteint des niveaux encore plus élevés dans les années 70 et elle est passée en moyenne de 9,3 p. 100 par an en 1967-1972 à 25,7 p. 100 en 1973-1979. Outre l'aggravation des tensions sociales à l'intérieur des pays, ces taux d'inflation ont entraîné des conséquences défavorables pour ceux des pays en développement qui exportent des produits sujets à d'amples fluctuations de prix.



## Les flux commerciaux

Les économies de marché développées tiennent une place importante dans les exportations et importations mondiales et la diminution de leur croissance économique s'est donc répercutée directement sur le commerce mondial. Alors que la croissance annuelle du commerce mondial en volume s'était chiffrée à près de 8 p. 100 pendant les années 60, elle n'a été que de 6 p. 100 dans les années 70. Le ralentissement a été particulièrement accentué pour les économies de marché développées, dont les exportations se sont accrues de 6,5 p. 100 dans les années 70 contre 8,4 p. 100 dans les années 60, tandis que le volume de leurs importations s'est accru de 5,5 p. 100 dans les années 70 contre 9,1 p. 100 dans les années 60. La croissance ralentie des importations dans les économies de marché développées a défavorisé les exportations des pays en développement, dont le volume s'est accru de 2,8 p. 100 seulement dans les années 70 contre 6,5 p. 100 dans les années 60, déclin qui s'explique surtout par la diminution de la demande sur le marché du pétrole. Quelques pays d'Amérique latine et d'Extrême Orient ont réussi à porter leurs exportations de produits manufacturés à un taux élevé et même à affronter la concurrence sur les marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Cependant, ce fait a malheureusement déclenché des réactions protectionnistes : les pays développés ont pris diverses mesures pour restreindre les importations de produits manufacturés en provenance de régions où le coût de la main d'œuvre est moindre.

D'autre part, le volume total des importations des pays en développement s'est accru de 8 p. 100 dans les années 70 contre 5,6 p. 100 dans les années 60. Cela tient aux importations beaucoup plus considérables des pays exportateurs de pétrole, dont le volume s'est accru de 13,1 p. 100 par an, tandis que le volume des importations des pays en développement non exportateurs de pétrole s'est accru d'environ 5,9 p. 100 par an dans les années 70, soit un peu plus lentement que pendant la décennie précédente.

Les valeurs unitaires se sont accrues à des taux moyens annuels supérieurs à 13 p. 100 pendant les années 70 contre seulement 1 p. 100 dans les années 60. Cependant ces augmentations de prix n'ont pas été uniformes. Le prix du pétrole a été plusieurs fois augmenté, pour atteindre, à la fin de la décennie, un chiffre à peu près 16 fois, ou en termes réels à peu près cinq fois supérieur à celui de 1970. Les pays industrialisés ont augmenté le prix de leurs exportations de produits manufacturés à un taux d'environ 12 p. 100 par an. En revanche, les résultats obtenus par les produits primaires autres que le pétrole ont été moins favorables et ont subi des fluctuations très amples. Il en est finalement résulté, d'un côté, pour les exportateurs de pétrole, des profits liés aux termes de l'échange d'un taux moyen de 18 p. 100 par an pendant les années 70 et, de l'autre, des pertes nettes qui se sont chiffrées en moyenne à 2,1 p. 100 par an pour les pays en développement non exportateurs de pétrole et à 1,6 p. 100 pour les économies de marché développées.

La structure du commerce s'est sensiblement modifiée. La part des économies de marché développées dans le commerce mondial est tombée de 77 p. 100

en 1970 à 72 p. 100 en 1979, tandis que les exportateurs de pétrole ont doublé leur part, en la portant de 5 à 10 p. 100 et que celle des pays en développement non exportateurs de pétrole est restée stable à 18 p. 100. Les pays en développement ont accru leur commerce mutuel plus rapidement que leur commerce total : le premier s'est chiffré à 25 p. 100 du second en 1979 contre 19,3 p. 100 en 1970, mais la part des pays en développement dans le commerce des produits primaires non pétroliers a baissé. En termes de produits, la part du pétrole est passée de 9,1 p. 100 des exportations mondiales en 1970 à près de 22 p. 100 en 1979, tandis que la part des produits primaires non pétroliers et des produits manufacturés a diminué.

#### Evolution de la situation financière

L'augmentation des prix du pétrole en 1973-1974 a entraîné d'importants déficits dans les comptes d'opérations courantes des pays importateurs de pétrole, surtout des pays en développement de cette catégorie, qui ont dû affronter de surcroît la hausse des prix des produits manufacturés. Un fait permet mieux que tout autre d'apprécier la gravité du problème : le déficit des opérations courantes des pays en développement non exportateurs de pétrole a atteint en 1975 à peu près 44 p. 100 de leurs exportations, alors que le déficit des économies de marché développées se chiffrait à 7 p. 100. Comme les pays dont il s'agit ne pouvaient pas supporter de tels déficits à long terme, ils ont poursuivi une politique qui tendait pour l'essentiel à réduire le déficit en restreignant les importations et en encourageant les exportations. Cette politique a réussi dans une large mesure, car en 1978 le déficit du compte d'opérations courantes des pays en développement importateurs de pétrole s'est chiffré à 28 p. 100 seulement de leurs exportations, mais en contrepartie d'une croissance économique inférieure à celle qu'ils auraient pu réaliser par ailleurs. De plus, en 1979-1980, les nouvelles hausses des prix du pétrole ont aggravé une fois encore le déficit et posé des problèmes financiers difficiles aux pays en développement importateurs de pétrole.

Les pays en développement ont pu emprunter pendant les années 70 parce que certains pays exportateurs de pétrole ne se trouvaient pas immédiatement en mesure de dépenser leurs revenus immenses sur place. A défaut, ils en ont déposé une partie dans des banques internationales; les revenus pétroliers ont ainsi pu être "recyclés" et utilisés en partie pour financer les déficits des pays importateurs de pétrole. D'autre part les fonds de l'APD, bien qu'ils aient augmenté en termes réels de 3 p. 100 par an, ne se sont pas accrus suffisamment pour subvenir aux besoins financiers plus considérables des pays en développement. Par suite, le pourcentage des flux aux conditions du marché dans les ressources mises à la disposition des pays en développement a fortement augmenté. Les pays du CAD ont maintenu les fonds de l'APD à un niveau représentant de 0,33 à 0,35 p. 100 de leur PIB, tandis que les pays de l'OPEP ont réduit leurs flux de l'APD du niveau maximum de 4 p. 100 de leur PIB, atteint en 1975, à 1,28 p. 100 en 1979. L'aide au développement fournie par l'URSS et les autres pays socialistes d'Europe de l'est est restée inférieure à 0,5 pour cent de leur PIB.

L'endettement, tant public que privé, des pays en développement a quintuplé de 1971 à 1978 pour atteindre 318,4 milliards de dollars des Etats-Unis, et il s'est encore accru jusqu'à 376 millions de dollars à la fin de 1979. Le servi-



ce de la dette a lui aussi augmenté rapidement, mais compte tenu de la croissance du PNB et des exportations des pays en développement, ainsi que du taux élevé de l'inflation, la charge de la dette est restée modérée pour ces pays considérés comme un groupe. En réalité, la dette est très concentrée: 55 p. 100 de son montant total concernait 10 pays seulement en 1978. La plus grande partie de la dette est due par des pays à revenu moyen: les pays les moins développés n'ont pas pu s'endetter davantage, dans une large mesure parce qu'on ne leur fait pas volontiers crédit, et c'est là l'une des raisons des résultats médiocres de leur croissance pendant les années 1970. L'appel lancé en 1979 par la cinquième session de la CNUCED pour que l'on révisé rétroactivement les conditions de remboursement des dettes des pays les plus pauvres a eu pour effet des ajustements d'un montant total de 5 milliards de dollars des Etats-Unis, dont 3,5 milliards représentent une réduction directe de la dette totale.

#### Perspectives pour les années 1980

A partir de 1978-1979 les économies de marché développées ont connu un nouveau marasme, avec des prévisions de croissance de seulement 1,5 p. 100 en 1980. On compte que les pays en développement non exportateurs de pétrole atteindront un taux de croissance global de 5 p. 100 en 1980, mais au prix de déficits beaucoup plus lourds dans leurs comptes d'opérations courantes. Les projections établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, la CNUCED et d'autres organisations internationales indiquent que l'économie mondiale peut connaître une relance en 1981-1982, mais toutes les projections ont pour condition la possibilité de financer les déficits importants des comptes d'opérations courantes des pays en développement non exportateurs de pétrole qui, selon les prévisions, passeront de 69 milliards de dollars des Etats-Unis en 1980 à 90 milliards en 1982. Cela va nécessiter à la fois des flux plus importants de l'APD et un nouveau "recyclage" des revenus pétroliers. A l'heure actuelle, il semble peu probable que les pays du CAD augmentent le pourcentage des flux de l'APD par rapport à leur PNB au delà du chiffre actuel d'à peine plus de 0,3 p. 100 et, comme on l'a indiqué plus haut, les pays de l'OPEP ont réduit les flux d'assistance évalués en pourcentage de leur PNB. En outre, les pays en développement non exportateurs de pétrole ont déjà atteint un niveau d'endettement élevé et les banques privées paraissent modifier actuellement leurs politiques de prêt à cause des problèmes de remboursement qui ont surgi dans certains pays en développement. Les perspectives immédiates ne sont donc pas favorables pour les pays en développement non-exportateurs de pétrole et la situation de ceux d'entre eux qui sont situés en Afrique semble critique. Comme il est indiqué à la Section B de la présente étude, on prévoit que le coût des importations pétrolières des pays africains importateurs de pétrole, après être passé de 800 millions de dollars des Etats-Unis en 1973 à 4,5 milliards de dollars en 1979, soit 20,7 p. 100 des exportations, atteindra 7,4 milliards de dollars en 1980, c'est-à-dire près de 30 p. 100 des exportations et 5 p. 100 du PIB. Si l'on ajoute les importations indispensables de produits alimentaires, la note que ces pays devront payer pour le pétrole et les aliments risque d'atteindre à peu près 50 p. 100 des revenus de leurs exportations. Cette situation exige donc que l'on prenne des mesures urgentes pour éviter une aggravation considérable des conditions de vie des populations des pays africains importateurs de pétrole. On prévoit déjà que leur PNB accusera un ralentissement grave en 1980, le taux de croissance tombant à seulement 2 p. 100 après s'être accru de 3,8 p. 100

Tableau II-2: Projections économiques pour le début des années 1980

	Moyenne pour les années 1970	1980	1981	1982
<b>Taux de croissance du PNB</b>				
Economies de marché développées	4.0	1.5	2.5	3.5
Pays en développement	5.6	5.0	5.6	4.1
Importateurs de pétrole	5.3	4.7	5.0	4.7
Afrique	3.8	2.2	3.7	3.2
<b>Balance des paiements courants</b> (en milliards de dollars des Etats-Unis)				
Economies de marché développées	-11.8 <sup>a/</sup>	-33	-45	-55
Pays en développement				
Exportateurs de pétrole	69 <sup>a/</sup>	101	125	145
Importateurs de pétrole	-51 <sup>a/</sup>	-69	-80	-90

Source: Etude sur l'économie mondiale, 1979-1980, Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales.

<sup>a/</sup> 1979.

seulement en 1979. A court terme, des flux d'assistance accrus et des prêts plus importants consentis à des conditions favorables sont une nécessité vitale pour permettre à ces pays de s'adapter à la nouvelle conjoncture économique, tandis que de nouvelles mesures s'imposent au niveau des pays pour adapter les prix de l'énergie aux cours du marché, réduire les importations et encourager les exportations. Dans une perspective à plus long terme, il faudra porter les investissements et l'épargne à des taux plus élevés et, à titre prioritaire, développer des sources énergétiques de remplacement et accroître la production des denrées alimentaires. A cet égard, l'Afrique dispose d'importantes possibilités non encore exploitées de production pétrolière ou hydroélectrique et d'autres ressources énergétiques telles que le gaz de houille et même dans certains cas la tourbe, sans parler des formes d'énergie non conventionnelles.



### III. EVALUATION DES PROGRES REALISES VERS L'INSTAURATION DU NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL 1/

#### A. Objectifs généraux du Nouvel ordre économique international (NOEI)

Les pays en développement, qui constituent le groupe des 77, n'ont cessé de témoigner de leur mécontentement devant la situation actuelle des relations économiques internationales, qui se caractérise par une disparité considérable en fait de richesses et de possibilités entre les deux groupes de pays. On estime également que l'action des institutions internationales a eu pour effet de maintenir l'existence de ces disparités. La Déclaration et le Programme d'action relatifs à l'instauration du NOEI adoptés par la sixième session spéciale de l'Assemblée générale reflètent la volonté de plus en plus ferme des pays en développement d'agir en vue d'éliminer ces conditions défavorables.

Cette Déclaration envisageait l'instauration d'un nouvel ordre économique fondé sur la souveraineté des pays sur leurs ressources nationales, sur des rapports équitables entre les prix des articles manufacturés des pays développés et les produits primaires exportés par les pays en développement, ainsi que sur un traitement préférentiel pour l'accès aux marchés et le transfert des techniques. Elle demandait aussi qu'une coopération soit instaurée entre les pays en développement en vue d'assurer leur autonomie collective. Elle prévoyait d'autre part une nouvelle stratégie internationale pour le développement afin d'accélérer l'évolution vers une plus grande égalité entre les pays développés et les pays en développement.

Enfin, la Déclaration souhaitait avoir se réaliser des arrangements et des mesures spécifiques dans les domaines du commerce entre les pays en développement, les pays développés et les pays socialistes de l'Europe de l'Est; des échanges internationaux et des prix des produits de base; des institutions monétaires internationales; des problèmes des pays les moins développés; de l'énergie; des transports maritimes; du transfert des technologies et des sociétés transnationales.

On trouvera ci-après une description des progrès réalisés vers l'instauration du NOEI dans ces domaines.

#### 1/ Source

- a) CNUCED, document TD/B/757 du 25 septembre 1979 intitulé "Evaluation des progrès réalisés vers l'instauration du Nouvel ordre économique international".
- b) CNUCED, document TD/B/757/Add.1 du 11 février 1980 intitulé "Evaluation des progrès réalisés vers l'instauration du Nouvel ordre économique international", Add.
- c) Assemblée générale des Nations Unies, document A/S-11/5 du 7 août 1980 intitulé "Evaluation du Nouvel ordre économique international et mesures à prendre pour la promotion et le développement des pays en développement et de la coopération économique internationale".

B. Etude des progrès effectivement réalisés vers la mise en oeuvre du NOEI en général

Les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du NOEI depuis la Déclaration de mai 1974 ont été lents et limités dans la plupart des secteurs, malgré toutes les réunions qui ont été tenues et les résolutions qui ont été adoptées. Les changements acquis jusqu'ici ne répondent pas aux réformes structurelles requises en fait de restructuration des marchés des produits de base, de réformes institutionnelles dans les différents secteurs commerciaux, de division internationale du travail et de réformes monétaires et financières internationales. Les obstacles qui ont retardé les progrès tiennent en partie aux difficultés qu'éprouvent actuellement les pays industrialisés, à leur manque de volonté politique et à leur réticence à accepter certaines des dispositions majeures envisagées par les pays en développement, et en partie à la faiblesse des moyens d'action économiques et politiques dont disposent les pays en développement et à la diversité de leurs opinions sur certains problèmes fondamentaux.

Echanges entre les pays en développement, les pays développés et les pays socialistes de l'Europe de l'Est

La promotion de la coopération économique et technique entre les pays en développement en vue d'accélérer leur croissance et de renforcer leur position, en tant que groupe, dans les négociations avec les pays développés est considérée comme un des principaux objectifs du NOEI. La promotion de l'autonomie collective des pays en développement peut être envisagée comme constituant à cet effet l'instrument principal. Elle nécessitera la conclusion d'arrangements de coopération mutuelle dans les domaines économique, commercial, financier et technique entre ces pays sur une base essentiellement préférentielle. Au fil des années, les mesures, instruments et programmes concrets à appliquer ont fait l'objet de discussions et de recherches approfondies. La première étape importante vers la réalisation de cet objectif a été la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement (CEPD), organisée en 1976 à Mexico par le Groupe des 77, qui a approuvé un vaste programme de mesures pour la promotion de la coopération économique entre les pays en développement aux niveaux sous-régional, régional et interrégional, a préconisé la création d'un conseil des associations de producteurs et a décidé qu'il convenait d'établir un système mondial de préférences commerciales comprenant exclusivement les pays en développement en vue d'encourager le développement de leur production nationale et de leurs échanges réciproques. Le problème de la coopération technique entre pays en développement a fait l'objet d'une autre grande conférence internationale, tenue en 1976 à Buenos Aires, laquelle a adopté un Plan d'action.

Le Programme d'Arusha pour l'autonomie collective (1979) a marqué une autre étape majeure en précisant les objectifs et les principes directeurs à suivre pour assurer la coopération économique entre pays en développement au cours des années à venir. Ces deux grandes conférences (Mexico 1976 et Arusha 1979) ont abouti à l'adoption par la cinquième session de la CNUCED d'une résolution invitant les pays développés et les organisations internationales à aider à la mise en



oeuvre de la CEPD. Elle a également décidé de convoquer une session spéciale de la Commission de la CNUCED consacrée à la CEPD au début de 1980 afin de définir les secteurs prioritaires.

Mais dans l'ensemble, les mesures concrètes vers l'autonomie collective ont été assez limitées à l'échelle mondiale. En Afrique, malgré le revers qu'a constitué la dissolution de la Communauté est-africaine, on a enregistré des progrès significatifs vers la coopération régionale, comme en témoigne la création de la CEDEAO et d'autres institutions communes.

Pour ce qui est de la coopération économique entre pays en développement et les pays socialistes de l'Europe de l'Est, les deux parties se sont soucies de la nécessité de mettre au point de nouveaux arrangements d'ordre institutionnel pour développer leurs échanges mutuels et instaurer de nouveaux modes de coopération économique qui remplaceraient les actuels accords de troc. Ces arrangements prévoient notamment une coopération tripartite entre les entreprises des pays en développement, des pays socialistes et des pays développés à économie de marché.

Dans ce contexte, un groupe d'experts constitué en application de la résolution 95(IV) de la quatrième session de la CNUCED pour étudier tout spécialement la question de l'établissement d'un système multilatéral de paiements entre les pays socialistes de l'Europe de l'Est et les pays en développement s'est réuni en novembre 1977; il a noté dans son rapport les résultats positifs obtenus ces dernières années vers la multilatéralisation des accords de paiements entre ces deux groupes de pays et a recommandé entre autres, afin d'accélérer cette évolution, que des contacts directs s'établissent entre les organismes et experts respectifs dans le domaine des paiements.

#### Commerce international et prix des produits de base

Dans ce domaine, le NOEI préconisait des modifications institutionnelles de la structure du marché mondial des produits de base ainsi qu'une politique plus favorable pour la détermination des prix des exportations des pays en développement. Considérant ces objectifs, la quatrième session de la CNUCED, qui s'est tenue à Nairobi en mai 1976, a adopté un Programme intégré pour les produits de base (PIPB), qui constitue un engagement politique de la part des pays développés et des pays en développement d'entamer des négociations pour la mise au point d'arrangements internationaux concernant toute une série de produits susceptibles d'être exportés par les pays en développement et prévoit la création d'un Fonds commun pouvant servir d'organe de financement d'appoint pour la stabilisation des recettes d'exportation.

Pour ce qui est de la stabilisation des marchés et des prix des produits de base, les progrès réalisés à ce jour ont été assez limités. Mais après plus de quatre ans de négociations sérieuses, les articles d'accord relatifs au Fonds commun ont été adoptés en juin 1980. Le programme prévoit le financement en commun de stocks régulateurs par les consommateurs aussi bien que par les producteurs, ainsi qu'un système de participation aux prises de décisions. On

espère que la création du Fonds permettra de relancer les négociations générales, depuis si longtemps remises, sur des produits de base spécifiques. Mais jusqu'à ce jour, mis à part les accords sur l'étain, le café et le cacao, seul l'accord concernant le sucre a fait l'objet de négociations nouvelles; les négociations relatives au caoutchouc ont été menées à bien en octobre 1979, mais l'accord envisagé n'a pas encore été entièrement ratifié.

La session de Tokyo des négociations sur le commerce multilatéral qui a pris fin en avril 1979 a abouti à la conclusion d'un ensemble d'accords proposant pour les années à venir un cadre nouveau pour les échanges internationaux. Ces négociations ont également conduit à l'adoption de la décision dite "clause d'habilitation", dont les dispositions essentielles permettent aux Etats membres de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) d'accorder un traitement différentiel et favorable à d'autres pays, nonobstant la clause de la nation la plus favorisée prévue à l'article premier du GATT. L'on se préoccupe aussi de déterminer quel sera l'avenir du Système généralisé de préférences (SGP), qui doit être renouvelé en 1981. D'autre part, la Conférence des Nations Unies sur les pratiques commerciales restrictives, qui a achevé ses travaux en avril 1980, a approuvé le texte de la série de règles et principes équitables multilatéralement convenus pour réglementer les pratiques commerciales restrictives, dont on prévoit l'adoption par l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session. Ce texte contient des dispositions visant le traitement préférentiel et différentiel à accorder aux pays en développement en vue d'en assurer l'application équitable.

En ce qui concerne la sécurité et le commerce en matière de denrées alimentaires, les progrès réalisés depuis la Conférence alimentaire mondiale sur la politique mondiale en matière d'alimentation ont été inégaux. On a constaté un accroissement notable de l'aide de sources multilatérales à la production alimentaire des pays en développement, mais les négociations sur la création de réserves de céréales alimentaires sont toujours en cours.

#### Institutions monétaires internationales

La plupart des objectifs monétaires internationaux du NOEI ne sont pas encore atteints. Parmi ces objectifs, on peut citer le rôle des monnaies nationales et de l'or en tant que réserves internationales; le rôle des RSD comme principal élément d'actif de réserve destiné à assurer un meilleur contrôle international de la formation et de la distribution équitable des liquidités, notamment eu égard aux besoins des pays en développement; l'établissement rapide d'un lien entre les RSD et le financement supplémentaire du développement; les mesures destinées à éliminer l'instabilité du système monétaire international, et notamment les fluctuations des taux de change; et les mesures à prendre pour éviter que l'inflation qui sévit dans les pays développés ne se répercute sur les pays en développement.

Certains progrès ont toutefois été réalisés en ce qui concerne les services de financement du FMI avec l'adoption en mars et août 1979 de principes directeurs révisés concernant les conditions applicables aux accords de confirmation.



De plus, en décembre 1979 le Fonds a assoupli les conditions de remboursement au titre de ses services élargis. Pour ce qui est de l'établissement d'un nouvel organisme de financement des denrées alimentaires, les progrès accomplis ont été médiocres.

L'atténuation du problème de la dette qui pèse sur les pays en développement a été un sujet majeur de préoccupation de la part du NOEI, qui a recommandé l'allégement immédiat du problème de la dette, grâce à l'annulation des dettes, du moins en ce qui concerne les pays les moins développés, ainsi que la réglementation des opérations débitrices des pays en développement dans un cadre multilatéral afin d'assurer la justice et l'équité. Les pays développés n'ont pas admis la notion d'annulation générale des dettes, mais ils ont accepté en 1978 d'améliorer les modalités de la dette officielle en faveur des pays les moins développés. Il en est résulté l'annulation ou le refinancement à des conditions très favorables des dettes contractées au titre de l'aide publique au développement (APD), portant sur un montant de plus de 5 milliards de dollars des Etats-Unis. Toutefois, la notion de la mise au point d'un cadre international pour les dettes des pays en développement n'a pas encore été acceptée par les pays développés, qui soutiennent que les institutions existantes, telles que le Club de Paris et la BIRD, moyennant des modifications appropriées telles que la participation de la CNUCED, sont parfaitement suffisantes. La question demeure ouverte.

Concernant les apports d'aide, la CNUCED et d'autres organismes internationaux sont convenus pour l'APD (Aide publique au développement) d'un objectif représentant 0,7 p. 100 du PNB des pays développés. En 1980, il est manifeste que cette cible n'a pas été atteinte, car les apports d'APD ont diminué en pourcentage du PNB des pays donateurs ainsi qu'en pourcentage des apports totaux de ressources fournies aux pays en développement lesquels, dans ces conditions, ont été contraints de s'adresser de plus en plus au marché monétaire international pour obtenir des prêts à des conditions rigoureuses. En ce qui concerne la stabilité et la prévisibilité des apports de ressources, aucune mesure n'a été prise si ce n'est la création en 1976 par le FMI d'un Fonds de dépôt destiné à fournir à des conditions de faveur une assistance pour équilibrer la balance de paiements des pays en développement.

#### Problèmes des pays les moins développés

Les pays les moins développés ont fait l'objet d'une considération spéciale dans la Stratégie des Nations Unies pour la deuxième Décennie pour le développement et il a été généralement reconnu qu'il convenait en principe de leur accorder un traitement spécial afin de leur permettre d'accroître leurs investissements et de surmonter les contraintes structurelles qui s'opposent à leur développement. Le groupe des pays de l'OCDE a promis de fournir 80 p. 100 de son APD aux pays les moins développés à des conditions de faveur. On a également recommandé d'autres mesures, telles que le financement des frais locaux de l'assistance. Mais malgré ces mesures, l'aide reçue par les pays les moins développés a été insuffisante et a produit des résultats décevants. Une mesure positive importante pour accroître l'aide accordée à ces pays a été prise par la

cinquième session de la CNUCED. Par sa résolution 122 (V), cette session a approuvé et préconisé la mise en oeuvre d'un nouveau Programme général d'action comprenant deux phases, à savoir : un "Programme d'action intérimaire pour 1979-1981" et le "nouveau Programme d'action fondamental pour les années 80". Considérant cette résolution, l'Assemblée générale a décidé de convoquer en 1981 une Conférence des Nations Unies sur les pays les moins développés, qui sera chargée de mettre au point, d'adopter et d'appuyer le nouveau Programme d'action fondamental pour les années 80.

Comme suite à la résolution 122 (V) l'Assemblée générale a adopté à sa septième session la résolution S-11/4 invitant les pays donateurs à prendre des mesures urgentes pour répondre aux engagements souscrits dans le cadre du Programme d'action immédiate. Les réponses reçues jusqu'ici des donateurs en général n'envisagent pas de façon évidente de fournir un stimulant immédiat aux économies des pays les moins développés, comme le prévoit le Programme d'action immédiate, et ne précisent pas non plus l'aide financière additionnelle qui sera fournie à ces pays pour les aider à mettre en oeuvre le Programme d'action fondamental pour les années 80.

La Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins développés a déploré, lors de sa seconde session (tenue à Genève du 9 au 17 octobre 1980) la lenteur des progrès réalisés à ce jour pour l'exécution de ces programmes. A cet égard, le Groupe des 77 a invité instamment les donateurs à doubler dès que possible et en tout cas pour décembre 1981 au plus tard, l'apport d'APD à des conditions de faveur aux pays les moins développés.

La Commission a aussi suivi les progrès réalisés à ce jour pour la préparation des exposés et programmes nationaux pour les années 80 prévue par les dispositions de la résolution 7 (III) adoptée par la Commission à sa première session, par laquelle elle invitait les gouvernements de chacun des pays les moins développés à préparer leur programme pour les années 80, pour examen avec leurs partenaires donneurs d'aide. Des missions techniques ont été envoyées dans presque tous les pays les moins développés pour discuter et faciliter ces préparatifs et nombre d'institutions des Nations Unies s'occupent actuellement de fournir des éléments spécifiques propres à assister les pays les moins développés à mener à bien cette tâche. Prenant note de ces préparatifs et en étroite consultation avec les pays les moins développés, la Commission a fixé le 1er mars 1981 comme date limite pour la présentation des exposés nationaux de ces pays au secrétariat de la Commission. La Commission a également décidé d'organiser des réunions d'étude, qui doivent avoir lieu entre le 1er mars et le milieu de juin 1981. Il est prévu que la Conférence se tiendra à Paris du 1er au 14 septembre 1981, éventuellement après deux jours de consultations.

#### Autres questions intéressant l'Afrique

##### (a) Energie

Parmi tous les pays en développement, ce sont les pays africains qui ont le plus souffert de la hausse des prix des produits importés, et notamment de



l'énergie. La triste situation dans laquelle se trouvent les pays africains non producteurs de pétrole se reflète dans le montant de leurs factures de pétrole et d'importations de denrées alimentaires, qui représentent dans certains cas plus de la moitié de leurs recettes d'exportation. (Voir l'étude spéciale qui figure à la Partie B de la présente Etude). L'appel de la Déclaration visant l'utilisation rationnelle des ressources naturelles est donc tout à fait opportun. Ce principe suppose aussi la recherche de nouveaux modes d'utilisation et de gestion des ressources impliquant une moindre dépense de ressources clefs telles que l'énergie. On peut pressentir certains progrès vers la mise en oeuvre d'une des recommandations contenues dans la Déclaration, à savoir, l'invitation adressée à la Banque mondiale à participer plus activement à la diversification et au développement des sources d'énergie dans les pays en développement, et notamment dans les pays en développement qui importent de l'énergie.

b) Transports maritimes

En matière de transports maritimes, le NOEI préconisait l'application du code de conduite des conférences maritimes, ainsi que d'autres mesures visant à assurer une participation accrue des pays en développement aux transports maritimes mondiaux. Jusqu'ici, on n'a pas accompli grand-chose pour accroître leur participation aux transports maritimes mondiaux. Les négociations concernant l'expansion des marines marchandes nationales et internationales des pays en développement ont été relancées comme suite aux résolutions 120 (V) et 121 (V) de la cinquième session de la CNUCED, en date du 3 juin 1979. Ces résolutions recommandaient entre autres des arrangements en vue d'assurer aux pays en développement un meilleur accès au transport en vrac de marchandises provenant de leur propre commerce, l'amélioration du financement disponible pour l'achat de navires et des négociations sur la question de la réduction progressive de l'immatriculation libre. Un groupe de travail a été convoqué en janvier 1980 et bien qu'il n'ait pas réussi à s'entendre sur ces questions il a néanmoins reconnu les inconvénients que présente l'immatriculation libre et la nécessité d'y porter remède. Les discussions à ce sujet se poursuivront à la Commission des transports maritimes de la CNUCED.

c) Transfert des techniques

Les résolutions du NOEI considèrent le problème du transfert des techniques sous trois angles différents : tout d'abord, l'élaboration d'un code de conduite international pour réglementer les transferts de technologie vers les pays en développement; en second lieu, la révision des conventions internationales sur les brevets et les marques de fabrique en vue de tenir compte des besoins particuliers des pays en développement; et enfin, la mise au point de politiques visant à éviter ou à inverser la fuite des cerveaux des pays en développement à destination des pays développés, envisagée comme un "transfert inverse de technologie". Pour ce qui est du code international de conduite, la CNUCED procède actuellement à des négociations à ce sujet et des progrès considérables ont été réalisés vers la rédaction d'un projet de code, qu'on espérait adopter en 1979, mais les négociations n'ont pas encore abouti jusqu'ici.

en raison des divergences d'opinion entre les pays développés et les pays en développement sur la question des pratiques restrictives.

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle est en train de réviser le système de la propriété industrielle et un premier projet a été soumis à une conférence internationale au début de 1980. On est arrivé à un accord sur le texte proposé, mais les négociations se poursuivent et on compte les mener à bien d'ici la fin de l'année. Sur la question de la fuite des cerveaux, de nombreuses résolutions ont été adoptées, notamment à la cinquième session de la CNUCED, et des études sont toujours en cours sur ce problème.

#### d) Sociétés transnationales

Des progrès ont été enregistrés pour la rédaction du code de conduite des sociétés transnationales, par lequel on espère définir des normes très complètes et universellement acceptables concernant le comportement des sociétés transnationales et le traitement que leur accordent les gouvernements des pays d'origine et des pays hôtes. Pour ce qui est du transfert des techniques, le code prévoit l'instauration d'un cadre juridique général et universel pour le transfert et le développement adéquats des techniques en vue de renforcer les capacités scientifiques et technologiques de tous les pays en développement, et notamment des pays d'Afrique.

#### Conditions et institutions nécessaires pour assurer la mise en oeuvre du NOEI pour l'Afrique et obstacles aux progrès dans ce sens

Comme il a été noté au début du présent chapitre, les activités visant la réalisation des résultats envisagés par le NOEI ont été très limitées, encore que les perspectives puissent paraître plus favorables dans certains secteurs que dans d'autres. On s'est heurté à de nombreux obstacles, dont le principal a été le défaut de volonté politique de la part des pays développés quant à la réalisation des objectifs visés. De plus, ni le concept même du NOEI ni les procédures à prévoir pour le mettre en oeuvre n'ont été clairement définis dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et dans une certaine mesure les résolutions relatives au NOEI reflètent l'incertitude qui règne quant aux priorités, aux procédures et aux engagements à souscrire par les gouvernements.

A l'heure actuelle, il paraît encore plus urgent d'élaborer de nouveaux arrangements internationaux en faveur des pays en développement que ce n'était le cas au début des années 70, et c'est pourquoi il convient de déployer des efforts redoublés afin de progresser effectivement vers l'instauration du NOEI. Toutefois, pour que ces efforts puissent aboutir à des résultats concrets, il faudra clairement définir les objectifs, les engagements et les calendriers de travail. D'autre part, les pays en développement devraient tout d'abord s'efforcer de modifier leur propre ordre économique interne afin qu'on puisse changer l'ordre économique international à l'échelle du monde entier.



#### IV. SITUATION ECONOMIQUE DANS LA REGION DE LA CEA

##### A. Croissance, épargne intérieure et formation de capital fixe

Le PIB à prix constants des pays africains en développement considérés dans leur ensemble a augmenté de 5 p. 100 en 1979, alors qu'il s'était accru respectivement de 5,4 et de 4,8 p. 100 en 1977 et en 1978. Il se fait que cette croissance correspond de près au taux de croissance moyen prévu pour les années 70, soit 5,2 p. 100, et est légèrement supérieur à la moyenne de 4,7 p. 100 enregistrée pendant les années 60. Sauf pendant deux années exceptionnelles, à savoir 1975 et 1976, durant lesquelles le PIB a augmenté respectivement de 2,7 et de 7,2 p. 100, la croissance s'est établie d'une façon assez régulière aux environs de 5 p. 100 par an. Si le taux de croissance inférieur constaté pendant la première de ces années - qui implique une croissance nulle par habitant étant donné que la croissance démographique du continent est de 2,7 p. 100 par an - résulte dans une large mesure d'une année médiocre pour les sous-régions non exportatrices de pétrole de l'Afrique orientale et centrale, l'accroissement marqué qui a été enregistré pendant la seconde de ces années est dû essentiellement à l'augmentation des recettes pétrolières des pays exportateurs de pétrole.

Toutefois, cette description ne révèle pas les vastes différences de réalisations qui apparaissent quand on classe les pays africains en pays exportateurs et non exportateurs de pétrole et selon le revenu par habitant en 1970 <sup>1/</sup>.

Comme l'indique le tableau IV.A.1, pendant toute cette période, c'est dans les principaux pays exportateurs de pétrole qu'on a enregistré la croissance la plus rapide. Leurs taux de croissance moyens s'établissant à 6,9 p. 100 pendant

<sup>1/</sup> Sauf indication contraire, tous les tableaux qui figurent dans le présent chapitre fournissent des données se rapportant à 48 pays africains en développement, classés comme suit :

Les principaux pays exportateurs de pétrole, qui sont les suivants : Algérie, Gabon, Jamahiriya arabe libyenne et Nigéria.

Les pays non exportateurs de pétrole, ayant respectivement un PIB par habitant :

a) de moins de 100 dollars des Etats-Unis : Bénin, Burundi, Ethiopie, Guinée, Haute-Volta, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie, Tchad et Zaïre.

b) de 100 à moins de 200 dollars des Etats-Unis : Botswana, Comores, Gambie, Kenya, Madagascar, Mauritanie, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie du Cameroun, Sierra Leone, Soudan et Togo.

c) de 200 à moins de 300 dollars des Etats-Unis : Angola, Cap Vert, Egypte, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Maurice, Maroc, Mozambique, Sénégal et Swaziland.

d) de 300 à moins de 400 dollars des Etats-Unis : Congo, Côte d'Ivoire, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Tunisie et Zambie.

Tableau IV.A.1. Croissance du PIB réel des pays africains en développement (en pourcentage par an)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1970-75	1975-79	1970-79
Afrique du Nord	5,3	5,9	4,8	6,2	8,0	10,2	7,7	6,8	6,2	6,0	7,7	6,8
Afrique de l'Ouest	8,0	4,9	4,9	8,2	1,8	7,9	6,4	4,8	6,2	5,5	6,2	5,9
Afrique centrale	3,7	1,9	7,9	5,7	-7,9	3,2	-0,7	-0,4	1,6	2,2	0,9	1,6
Afrique de l'Est	4,8	4,5	2,9	0,8	-0,5	3,0	3,2	3,0	2,2	2,5	2,0	2,7
Ensemble des pays africains en développement	5,9	5,1	4,7	5,7	2,7	7,2	5,4	4,8	5,0	4,8	5,6	5,2
Principaux pays exportateurs de pétrole	7,2	6,5	7,4	11,4	6,6	13,1	7,9	5,5	7,1	7,8	8,3	8,1
Pays non exportateurs de pétrole	5,4	4,5	3,6	3,3	0,9	4,5	4,1	4,4	3,8	3,5	4,2	3,8
Pays ayant un PIB par habitant inférieur à 100 (\$ E.-U.)	4,9	3,0	2,1	4,0	0,6	2,4	2,6	2,3	2,3	2,9	2,4	2,7
Pays ayant un PIB par habitant de 100 à moins de 200 (\$ E.-U.)	5,4	1,4	2,2	3,4	1,3	3,3	4,8	4,3	2,9	2,7	3,8	3,2
Pays ayant un PIB par habitant de 200 à moins de 300 (\$ E.-U.)	5,2	4,2	5,1	1,0	-0,5	5,1	5,9	5,1	5,0	3,0	5,3	4,0
Pays ayant un PIB par habitant de 300 à moins de 400 (\$ E.-U.)	4,6	10,5	2,4	7,4	5,6	8,4	3,0	6,3	4,4	6,1	5,5	5,8

Source : Division des statistiques de la CEA.



les années 60 et à 8,1 p. 100 pendant la période 1970-1979, les résultats qu'ils ont obtenus se situent bien au-dessus des objectifs prévus pour la première et pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Toutefois, en 1979 leur taux de croissance a été inférieur à la moyenne, à savoir de 7,1 p. 100, en raison de la pléthore relative du marché mondial du pétrole. Mais les résultats obtenus par les pays non exportateurs de pétrole ont été bien moins favorables : le net fléchissement de leur croissance depuis le début des années 70, qui tomba jusqu'à un minimum absolu de 0,9 p. 100 en 1975, s'est interrompu, mais leur croissance est demeurée irrégulière. Dans l'ensemble, leur taux de croissance moyen a été pratiquement analogue à celui des années 60 (soit 3,9 p. 100). En conséquence, la majeure partie de la croissance a été le fait du groupe des principaux exportateurs de pétrole et des autres pays relativement riches ayant un revenu par habitant de 200 dollars des Etats-Unis ou plus. Par contre, la croissance des 26 pays dont le PIB par habitant est inférieur à 200 dollars des Etats-Unis a à peine dépassé leur taux de croissance démographique. En particulier, dans les pays où le revenu par habitant est inférieur à 100 dollars des Etats-Unis, c'est-à-dire dans la plupart des pays africains les moins développés, l'accroissement des revenus a été extrêmement décevant; pendant six années sur neuf, leurs taux de croissance à prix constants ont été inférieurs au taux du croît démographique. En fait, à la fin de la décennie, leurs populations sont aussi mal loties qu'au début de celle-ci.

Tout indique que ces disparités entre les pays appartenant aux différents groupes et catégories de revenu tendent à s'élargir de plus en plus malgré la légère amélioration enregistrée depuis 1976 dans les résultats obtenus par les pays ayant un revenu par habitant de 100 à 200 dollars des Etats-Unis.

Si l'on tient compte des conséquences qu'ont les termes de l'échange, l'écart entre les pays gros exportateurs de pétrole et les pays non-exportateurs de pétrole se creuse davantage encore. Le premier groupe voit son taux de croissance s'accroître de 2,7 points de pourcentage alors que le dernier perd un demi-point pendant les années 70.

Par ailleurs, sur le plan régional, les sous-régions de l'Afrique du Nord et de l'Ouest continuent à se développer systématiquement à des taux moyens raisonnables, alors que les sous-régions de l'Afrique de l'Est et du Centre ne voient guère leur sort s'améliorer. Abstraction faite du secteur pétrolier, la structure des économies des deux régions serait très semblables, étant donnée que l'une et l'autre dépendent beaucoup de l'agriculture pour assurer les revenus, l'emploi et le commerce extérieur. Dans les deux cas, il s'agit d'économies très ouvertes. Les résultats particulièrement médiocres obtenus par ces dernières sous-régions résultent des prix défavorables offerts pour leur gamme restreinte d'exportations et des conditions climatiques défavorables qui ont sévi récemment sur une grande partie de la région.

Un facteur vraiment préoccupant est la nette disparité entre le développement des secteurs productifs de produits de base et des secteurs des services, y compris le secteur public. Comme nous l'avons déjà noté, on a enregistré dans l'ensemble pendant les années 70 un accroissement annuel moyen de 5,2 p. 100 du PIB réel des pays africains en développement. En admettant que la production agricole effective augmente seulement de 1,7 p. 100 par an et celle des industries manufacturières de 6,5 p. 100 par an, et considérant la part respective pour laquelle elles interviennent dans le PIB (soit 31,3 p. 100 pour l'agriculture et 10,4 p. 100 pour le secteur manufacturier), il est remarquable que les secteurs productifs de produits de base n'aient pas fourni plus de 1,12 p. 100 de l'accroissement total du PIB, c'est-à-dire

moins d'un quart de la croissance globale. Or, comme les produits agricoles et industriels constituent un pourcentage beaucoup plus élevé de la consommation, il est évident que la structure de la croissance est très déséquilibrée en fonction des besoins de consommation de la population. La situation paraît plus désespérée encore dans les pays africains en développement non exportateurs de pétrole, où le secteur des produits de base a fourni moins d'un tiers de l'accroissement du PIB; il convient évidemment de noter que dans ces pays les groupes à faibles revenus interviennent pour une plus grande part dans le secteur des produits de base.

Si les résultats globaux réalisés par les économies des pays africains en développement considérées dans leur ensemble ont été généralement satisfaisants pendant la période 1970-1979, même en négligeant la composition et les disparités de la production, les perspectives pour les années 80 <sup>1/</sup> ne sont guère rassurantes. D'après les estimations de la Banque mondiale, la croissance par habitant des économies des pays africains à faibles revenus (en excluant évidemment les principaux pays exportateurs de pétrole) serait en moyenne négative pendant la période 1980-1985, et n'aurait atteint que 1,6 et 0,2 p. 100 pendant les années 60 et 70 respectivement. Etant donné la structure des économies africaines, beaucoup dépendra des résultats produits à l'avenir par le secteur agricole, qui affecteront aussi de façon directe les industries manufacturières fondées essentiellement sur l'agriculture. Mais si les réalisations passées de ce secteur fournissent une indication quelconque quant à l'avenir, les perspectives sont peut-être plus sombres encore. Il suffira de rappeler que pendant les années 70 le taux de croissance de ce secteur n'a pas dépassé 1,7 p. 100, contre 2,7 p. 100 pendant les années 60, les résultats obtenus dans les pays africains à faibles revenus étant bien plus médiocres encore. On trouvera d'autres détails concernant ce secteur dans le chapitre spécial consacré à l'agriculture.

Le tableau IV.A-2 montre que pour l'ensemble des pays africains en développement la part de l'épargne intérieure dans le PIB est passée de 18,8 p. 100 en 1970 à 19,2 p. 100 en 1979. Quoiqu'il s'agisse là d'un accroissement marginal, le taux général moyen pour les années 70, soit 17,8 p. 100, est certainement bien plus élevé que la moyenne enregistrée pour les années 60 (11,9 p. 100). Ici encore, on constate de fortes disparités entre les réalisations des principaux pays exportateurs de pétrole et celles des pays non exportateurs de pétrole. Alors que les taux d'épargne des pays qui n'exportent pas de pétrole se sont maintenus à un niveau à peine supérieur à 15 p. 100 pendant les années 70, ceux des principaux exportateurs de pétrole sont abruptement tombés de 28,4 p. 100 en 1970 à 15,5 p. 100 en 1975, avec une reprise sensible jusqu'à 25,4 p. 100

---

<sup>1/</sup> a) BIRD, Rapport sur le développement dans le monde, 1980, p. 11.

b) BIRD, Allocution prononcée devant le Conseil d'administration par M. Robert S. McNamara, Président de la Banque mondiale, le 30 septembre 1980.



Tableau IV.A.2. Epargne intérieure brute par rapport au PIB (en pourcentage)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Principaux pays exportateurs de pétrole	28,4	25,9	26,8	26,9	17,7	15,5	20,1	21,4	23,0	25,4
Pays non exportateurs de pétrole	15,05	14,5	16,1	15,4	14,5	15,9	16,5	16,0	15,7	16,8
Pays ayant un PIB par habitant inférieur à 100 \$ E.-U.	13,9	13,3	15,3	14,4	12,1	13,1	14,4	12,7	11,2	12,7
Pays ayant un PIB par habitant de 100 à moins de 200 \$ E.-U.	14,4	12,6	15,0	15,8	14,6	14,3	12,9	13,1	13,1	14,5
Pays ayant un PIB par habitant de 200 à moins de 300 \$ E.-U.	12,0	22,0	12,3	11,4	10,7	14,3	14,0	14,7	15,3	15,0
Pays ayant un PIB par habitant de 300 à moins de 400 \$ E.-U.	28,9	27,5	29,9	27,5	27,2	27,3	28,7	27,8	27,4	27,2
ENSEMBLE DES PAYS AFRICAINS EN DEVELOPPEMENT	18,8	17,7	19,2	18,8	15,5	15,8	17,7	17,9	18,2	19,8

Source : Division des statistiques de la CEA.

Tableau IV.A.3. Formation brute de capital fixe par rapport au PIB (en pourcentage)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Principaux pays exportateurs de pétrole	22,5	24,1	28,7	30,0	37,9	42,5	41,6	43,6	43,2	39,3
Pays non exportateurs de pétrole	16,7	16,9	15,7	15,6	18,0	19,2	18,8	19,7	19,3	19,5
Pays ayant un PIB par habitant inférieur à 100 \$ E.-U.	16,5	18,0	16,8	16,5	18,0	15,7	15,1	14,6	14,8	14,6
Pays ayant un PIB par habitant de 100 à moins de 200 \$ E.-U.	16,2	16,7	15,5	15,3	17,8	16,1	16,5	17,9	18,4	18,7
Pays ayant un PIB par habitant de 200 à moins de 300 \$ E.-U.	14,5	13,7	11,8	11,8	14,3	19,1	19,6	20,6	19,9	19,9
Pays ayant un PIB par habitant de 300 à moins de 400 \$ E.-U.	23,5	24,7	24,0	23,5	25,5	25,3	23,0	25,5	25,3	26,1
ENSEMBLE DES PAYS AFRICAINS EN DEVELOPPEMENT	18,3	18,9	19,4	19,8	24,1	26,7	26,5	28,0	27,7	26,6

Source : Division des statistiques de la CEA.

en 1979. Le fléchissement des résultats enregistrés pendant la première moitié des années 70 a été dû à la très forte expansion de la consommation, tant publique que privée, dans ces pays au cours de cette période, tandis que l'inversion bénéfique de cette tendance reflète la volonté de ces pays de maîtriser la surchauffe de leurs économies. Cela a nécessité l'adoption de diverses séries de mesures de stabilisation dans la plupart de ces pays. En conséquence, la propension marginale à l'épargne est passée de façon spectaculaire d'un taux négatif de -0,13 pendant la première moitié des années 70 à un chiffre record de 0,52 pendant la période 1975-1979. Tandis que les taux correspondants pour les pays non exportateurs de pétrole se maintenaient à 0,21 pendant ces deux périodes, l'accroissement total (de 0,05 à 0,37) de la propension marginale à l'épargne de l'ensemble des pays africains en développement est attribuable aux principaux pays exportateurs de pétrole. Si cela témoigne des succès remportés par les exportateurs de pétrole, l'immobilisme des taux des pays non exportateurs de pétrole (qui n'ont été que très légèrement supérieurs au chiffre de 0,18 enregistré pendant les années 60) est préoccupant quant aux possibilités d'accéder à l'autonomie et à l'autosuffisance. Parmi les pays de ce dernier groupe, le taux de l'épargne des pays ayant un revenu par habitant inférieur à 100 dollars des Etats-Unis a marqué un fléchissement qui risque de s'accroître à l'avenir, les propensions marginales à l'épargne ne s'élevant qu'à 0,08, chiffre bien inférieur au taux d'épargne moyen effectif. En revanche, les pays à revenus plus élevés poursuivent leurs efforts énergiques vers un taux d'épargne élevé, encore qu'au cours des dernières années les taux d'épargne marginaux aient été presque égaux à la moyenne, ce qui indique que les taux d'épargne moyens se maintiendront au même niveau que par le passé.

La formation brute de capital fixe a sensiblement augmenté dans toute l'Afrique en développement, pour toutes les catégories de pays ou de revenus. Voir les tableaux IV.A-3 et IV.A-5. La part de la formation de capital fixe dans le PIB des principaux pays exportateurs de pétrole est passée de 22,5 p. 100 en 1970 à 42,5 p. 100 en 1975 et à 39,3 p. 100 en 1979. Alors que la première de ces hausses était liée au boom pétrolier de 1973-1975 et au renforcement des efforts visant l'accroissement de la capacité de production de ces économies, le fléchissement de ce taux vers la fin des années 70 s'explique par une adaptation progressive aux besoins réels de leurs économies surchargées.

Parallèlement, la formation de capital fixe dans le groupe des pays non exportateurs de pétrole est passée de 16,7 p. 100 en 1970 à 19,2 p. 100 et 19,5 p. 100 en 1975 et en 1979 respectivement. Une évolution analogue se constate dans les pays de toutes catégories de revenus par habitant, à ceci près, que les pays ayant un revenu par habitant inférieur à 100 dollars des Etats-Unis dépendaient dans une plus grande mesure de l'aide étrangère.

Le tableau IV.A-4 montre comment l'épargne et les investissements se répartissent en Afrique par catégories de pays et de revenus. Les situations sont diverses, mais deux facteurs ressortent clairement. On constate qu'il y a eu de façon constante un déficit de l'épargne dans les pays à revenu par habitant inférieur à 200 dollars, tandis que pendant toute la période on a enregistré des excédents étonnamment faibles dans les pays où le revenu par



Tableau IV.A.4. Déficit de l'investissement/épargne exprimé en pourcentage du PIB

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Principaux pays exportateurs de pétrole	-5,9	-1,8	1,8	3,1	20,2	26,9	21,5	22,2	20,3	13,9
Pays non exportateurs de pétrole	1,6	2,4	-0,4	0,2	3,4	3,3	2,3	3,7	3,6	2,7
Pays ayant un PIB par habitant inférieur à 100 \$ E.-U.	2,6	4,8	1,6	2,1	5,9	2,6	0,7	1,9	3,5	1,9
Pays ayant un PIB par habitant de 100 à moins de 200 \$ E.-U.	1,7	4,1	0,5	-0,5	3,1	1,8	3,6	4,8	5,3	4,2
Pays ayant un PIB par habitant de 200 à moins de 300 \$ E.-U.	2,4	-8,3	-0,5	0,4	3,6	4,8	5,5	5,9	4,6	5,0
Pays ayant un PIB par habitant de 300 à moins de 400 \$ E.-U.	-5,3	-2,9	-6,0	-4,0	-1,7	-2,0	-5,6	-2,3	-2,1	-1,1
ENSEMBLE DES PAYS AFRICAINS EN DEVELOPPEMENT	-0,5	1,2	0,2	1,0	8,6	10,9	8,8	10,1	9,4	6,7

Source : Division des statistiques de la CEA.

Note : Les chiffres négatifs signifient que l'épargne a été supérieure aux investissements.

habitant est de 300 à moins de 400 dollars par an. Tous les autres groupes et catégories ont présenté des déficits de divers ordres de grandeur, surtout avant 1974. Il convient également de noter que les déficits de l'épargne constatés dans les principaux pays exportateurs de pétrole, de même que dans l'ensemble des pays africains en développement, se sont accrus à un taux accéléré qui atteint son maximum en 1975, pour diminuer régulièrement par la suite. Les pays exportateurs de pétrole ont les moyens de faire face à cette situation, mais les incidences à prévoir pour les pays africains non exportateurs de pétrole sont sérieuses, surtout pour les pays les plus défavorisés, où les déficits de l'épargne ont largement dépassé le taux de croissance de l'économie pendant la majeure partie de la période. Les ressources locales étant déjà sollicitées au maximum dans le cadre institutionnel actuel, la seule façon d'accélérer le développement consiste à injecter des doses de plus en plus massives d'aide étrangère à des conditions extrêmement favorables. En fait, cela ne s'avérera possible qu'à condition d'accorder la plus haute priorité à la réorganisation des économies nationales, à la réforme des institutions et à la promotion de normes d'efficacité.

Un autre facteur favorable est la chute du rapport capital-produit (RCP) dans les pays non exportateurs de pétrole, qui est tombé de 5,1 pendant la première moitié des années 70 à 4,6 pendant la seconde moitié. Cette évolution témoigne du succès remporté par ce groupe de pays pour utiliser les capacités de production existantes et tirer le meilleur rendement possible de leurs nouveaux investissements. Malheureusement, faute de données suffisantes sur la répartition sectorielle de la formation de capital et la période de gestation, il est difficile de retracer cette évolution pour chaque secteur. Par contre, dans les principaux pays exportateurs de pétrole on a enregistré des accroissements du RCP, surtout après 1975, de même que dans les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 100 dollars. La hausse continue du RCP dans les pays du premier groupe est vraisemblablement due à la tendance récente de ces pays à entreprendre d'importants et coûteux programmes utilisant un minimum de main-d'oeuvre et à l'attention accrue qu'ils accordent aux programmes d'éducation, de santé et d'hygiène, dont la période de gestation est généralement assez longue. Mais l'orientation défavorable constatée dans le second groupe tient en grande partie aux très longs délais d'exécution de leurs projets ainsi qu'à d'autres facteurs liés à la faiblesse structurelle de leurs économies.

Une autre évolution satisfaisante a été le déclin sensationnel de l'élasticité des importations par rapport au PIB des principaux pays exportateurs de pétrole, qui est tombée de 2,65 pendant la première moitié des années 70 à -0,0002 pendant la période 1975-1979, grâce à la rationalisation de la politique des importations et aux mesures de stabilisation efficacement mises en oeuvre dans ces pays. A cet égard, le Nigéria est un cas d'espèce. Les autres pays, qui n'exportent pas de pétrole, ont maintenu l'élasticité des importations aux environs de 1,17 pendant toutes les années 70, malgré l'accélération de la cadence de l'accumulation de capital dans nombre de pays de ce groupe, dont la teneur en produits importés est généralement supérieure au total du PIB. De nombreux pays de ce groupe n'ont pu soutenir l'accroissement des importations qu'en faisant appel à leurs réserves, en empruntant à l'étranger et en accumulant les arriérés de paiements.



On a également enregistré une expansion régulière mais lente du volume des exportations pendant toute la décennie pour tous les groupes de pays, sauf les principaux pays exportateurs de pétrole durant la première moitié des années 70; cette expansion a été plus que compensée pendant la seconde moitié de la décennie. Les résultats obtenus par l'ensemble des pays africains non exportateurs de pétrole et par les pays ayant un PIB par habitant de 200 à moins de 300 dollars des Etats-Unis ont été influencés par la forte expansion des exportations de l'Egypte (19,4 p. 100) et de Maurice (12,6 p. 100) pendant la période 1975-1979. Si l'on exclut cet élément, ni la moyenne des pays africains non exportateurs de pétrole, ni celle de chacun des groupes de pays classés selon leur PIB par habitant ne dépasse 3,7 p. 100 par an. Le fait est que pendant cette période le taux de croissance global des exportations est demeuré inférieur au taux de croissance des importations dans un grand nombre de pays divers. Si les exportateurs de pétrole parviendront à faire face à la situation, à la rigueur en utilisant les réserves qu'ils ont accumulées, les pays qui n'exportent pas de pétrole continueront à avoir de sérieux problèmes de balance de paiements. L'évolution du secteur du commerce extérieur est considérée en détail à la Section F.

Tout compte fait, la croissance future des économies des pays africains en développement dépendra essentiellement du renforcement des efforts en matière d'épargne et d'investissement, de l'utilisation efficace des ressources, de l'amélioration du rendement agricole, de l'expansion des exportations et de la rationalisation des importations, de l'instauration de réformes institutionnelles et d'une meilleure gestion économique.

paramètres économiques, par groupes de pays africains en développement,  
fix constants (exprimés en pourcentage sauf indication contraire.)

Taux de croissance agricole	Taux de croissance industrielle	Rapport capital / produit industriel	Epargne relative par rapport au PIB	Proportion marginale à l'épargne	Taux de croissance des importations	Taux de croissance des exportations	Investissements en pourcentage du PIB	Elasticité des importations en fonction du PIB
1,7	5,7	4,7	18,8	0,05	9,7	0,7	18,3	2,02
1,6	7,5	4,8	15,8	0,37	2,8	6,6	26,7	0,50
1,7	6,5	4,6	19,8	0,22	6,6	3,3	26,6	1,27
1,1	10,3	4,2	28,4	-0,13	20,7	-0,04	22,5	2,55
3,2	12,2	4,9	15,5	0,52	-0,002	9,5	42,5	-0,0002
2,0	11,2	4,3	25,4	0,22	11,0	1,5	39,3	1,36
2,0	4,9	5,1	15,1	0,21	4,1	2,8	16,7	1,17
1,2	6,0	4,6	15,9	0,21	4,9	5,5	19,2	1,17
1,6	5,2	4,9	16,8	0,21	4,5	4,0	19,5	1,18
0,7	3,7	5,6	13,9	0,08	3,1	3,2	16,5	1,07
2,3	2,1	6,3	13,1	0,09	2,8	3,7	15,7	1,17
1,4	3,0	5,8	12,7	0,08	3,0	3,4	14,6	1,11
1,8	3,4	6,0	14,4	0,13	2,0	1,9	16,2	0,74
1,6	6,8	4,6	14,3	0,16	5,9	1,2	15,1	1,55
1,9	4,9	5,3	14,5	0,15	3,7	1,6	18,7	1,16
1,7	3,9	5,6	12,0	0,28	6,2	3,3	14,5	2,07
0,5	7,6	3,7	14,3	0,18	5,9	10,1	19,1	1,11
1,1	5,5	4,5	15,0	0,22	6,1	6,3	19,9	1,53
5,1	7,0	4,0	28,9	0,23	4,1	2,5	23,5	0,67
2,1	6,3	4,7	27,3	0,27	4,7	3,5	25,3	0,85
3,8	6,7	4,3	27,2	0,25	4,4	2,9	26,1	0,76

la CEA.

0, 1975 et 1979.



## B. Agriculture

### Tendances de la production en 1970-1979

Selon les indices de production de la FAO, le taux de croissance annuel de la production agricole en Afrique a été de 1,4 p. 100 pendant la période 1970-1979. Par ailleurs, les chiffres de la CEA indiquent une croissance annuelle de 1,7 p. 100 pendant la même période (tableau IV.B.1) 1/. Pour la croissance par rapport à l'année précédente, la première source indique 1,8 p. 100 en 1979 contre 2,8 p. 100 en 1978, la deuxième source donne les chiffres de 2,1 et 2,5 p. 100 respectivement. Dans les deux cas, le taux de croissance a donc été sensiblement moindre en 1979 qu'en 1978.

Les écarts considérables entre les résultats obtenus dans les différentes parties de la région africaine sont encore plus inquiétants. En 1979 par comparaison avec 1978 la valeur ajoutée de l'agriculture en Afrique du Nord s'est accrue seulement de 0,1 p. 100 à prix constants, tandis que le taux était de 5,1 p. 100 en Afrique occidentale, l'Afrique orientale n'a atteint qu'un taux de croissance de 0,8 p. 100 contre 2 p. 100 en Afrique centrale. Pour l'ensemble des années 1970, le taux de croissance annuel moyen de la production agricole a été de 3,4 p. 100 en Afrique du Nord et de 1,4 p. 100 en Afrique orientale et occidentale, tandis que l'on constatait un taux de croissance négatif de 0,5 p. 100 en Afrique centrale.

Il est certes difficile de formuler des généralisations quant aux raisons de ces résultats médiocres, car ils proviennent en grande partie de la nature des terres cultivables et du genre des mesures prises pour améliorer la productivité. La sécheresse et les facteurs socio-politiques sont souvent cités parmi les causes profondes. Cependant, à côté de ces facteurs exogènes, la situation s'explique certainement aussi en partie par d'autres facteurs plus étroitement liés à la politique agricole, par exemple la nature des programmes d'investissements agricoles et des encouragements dont bénéficient les agriculteurs, ainsi que le régime foncier, qui rend difficile l'agriculture à forte intensité de main-d'oeuvre.

Comme il ressort de l'examen des taux de croissance des différents pays indiqués au tableau IV.B.2, il y a de grands écarts dans les résultats obtenus. En 1978, la valeur ajoutée agricole a été négative dans 12 pays de l'Afrique en développement. Sur les 38 autres pays, trois ont accusé des taux de croissance inférieurs à 1 p. 100, neuf des taux de 1 à 2 p. 100, quatre des taux de 2 à 3 p. 100 et six des taux de 3 à 5 p. 100, tandis que 16 ont accru leur production de 5 p. 100 ou plus. La situation a été sensiblement différente en 1979 : huit pays ont eu des taux de croissance négatifs et sept ont eu des taux de 1 à 2 p. 100. Quinze pays ont eu des taux de 1 à 2 p. 100, cinq des

1/ L'indice de la FAO se fonde sur la production brute, y compris la production des cultures, des légumes, du caoutchouc, de la viande et ainsi de suite, mais à l'exclusion des cuirs et peaux, des pêcheries et des produits de la chasse et des forêts. En revanche les évaluations de la CEA sont établies par référence à la valeur ajoutée et calculées sur la base de facteurs à prix constants avec des coefficients déflateurs généraux et uniques et non pas sectoriels. Les différences résultent donc de la diversité des méthodes, des éléments constitutifs et des coefficients déflateurs.

taux de 2 à 3 p. 100 et neuf des taux de 3 à 5 p. 100, tandis que six pays accusaient des taux de croissance de 5 p. 100 ou plus.

Tableau IV.B.1 Croissance de la production agricole réelle (pourcentage annuel)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1970-1975	1975-1979	1970-1979
Afrique du Nord	7,0	6,5	1,0	9,0	3,8	0,76	-2,1	-4,7	0,1	5,5	0,8	3,4
Afrique occidentale	1,9	-2,3	-1,3	4,7	-3,9	2,9	2,4	4,1	5,1	-0,3	3,6	1,4
Afrique orientale	2,0	0,9	0,5	1,9	-6,6	-5,7	1,7	-0,2	2,0	-0,3	-0,6	-0,5
Afrique centrale	0,9	4,2	2,2	-1,3	-0,1	2,2	2,9	0,9	0,8	1,1	1,7	1,4
Total pour l'Afrique en développement	3,2	2,2	0,2	4,5	-1,4	1,3	1,0	2,5	2,1	1,7	1,6	1,7
Principaux pays exportateurs de pétrole	4,8	-3,8	-2,4	4,4	2,5	1,6	3,1	3,6	4,7	1,1	3,2	2,0
Pays non exportateurs de pétrole	2,7	4,2	1,0	4,5	-2,6	1,2	0,4	2,1	1,2	2,0	1,2	1,6
PIB par habitant en centaines de dollars des E.-U.	1,3	0,8	1,6	1,0	2,1	5,2	1,1	1,5	1,6	0,7	2,3	1,4
100-200	3,2	1,2	0,8	5,2	-1,0	-0,3	5,0	1,7	0,3	1,8	1,6	1,9
200-300	0,7	6,4	4,9	4,2	-7,2	-1,9	-0,8	3,4	1,4	1,7	0,5	1,1
300-400	8,6	10,1	-4,0	4,5	7,1	4,0	-4,6	6,5	3,0	5,1	2,1	3,8

Source : CEA, Division de la statistique.

#### Production alimentaire

Pour la période de 1970 à 1979, les indices de la production agricole ont atteint, en moyenne, un taux de croissance annuel de 1,5 p. 100, chiffre sensiblement inférieur aux taux de croissance de la population de 2,5 à 2,8 p. 100. Les taux de croissance de la production alimentaire en Afrique ont diminué considérablement de 1978 à 1979 et sont tombés de 3,7 à 1,8 p. 100.

Depuis les années 1960, la production des denrées alimentaires n'a pas réussi à répondre à l'augmentation de la demande. Les céréales (blé, orge, riz), le lait et la viande ont toujours été en déficit. Le taux d'autosuffisance de la région <sup>1/</sup> pour les denrées alimentaires s'est affaibli en tombant de 98 p. 100 en 1962-1964 à 90 p. 100 en 1972-1974. Si cette évolution continue, l'autosuffisance alimentaire de la région tombera à 81 p. 100 en 1985. L'augmentation de la demande annuelle des principales denrées alimentaires est évaluée à un chiffre qui va de 2 à 5 p. 100 entre 1972-1974 et

<sup>1/</sup> Taux d'autosuffisance = Production intérieure/Utilisation x 100.



1985 et de 2 à 7 p. 100 entre 1985 et 1990.<sup>1/</sup> Cet écart sans cesse grandissant entre les besoins alimentaires et les disponibilités accroît les besoins d'importations et détourne les réserves en devises étrangères déjà rares dont on a besoin pour acquérir des biens d'équipement et accroître ainsi la capacité de production des économies nationales. Pour faire face à cette escalade de la demande de produits alimentaires, la production doit doubler ou tripler son taux de croissance antérieur, mais dans de nombreux pays on met l'accent sur les récoltes industrielles (ou d'exportation) et non sur les récoltes alimentaires.

Tableau IV.B.2 Répartition par fréquence des pays africains selon les taux de croissance de leur production agricole mesurée par la valeur ajoutée au PIB en 1978 et 1979

	Taux négatif	De zéro à 1 exclus	De 1 à 2 exclus	De 2 à 3 exclus	De 3 à 5 exclus	5 et plus
<b>1978</b>						
Afrique du Nord	1		2			3
Afrique occidentale	3		1	1	3	8
Afrique centrale	5		2	1	1	2
Afrique orientale	3	3	4	2	2	3
Total pour l'Afrique en développement	12	3	9	4	6	16
<b>1979</b>						
Afrique du Nord	2		2	1		1
Afrique occidentale		1	5	2	4	4
Afrique centrale	2	2	3	1	3	
Afrique orientale	4	4	5	1	2	1
Total pour l'Afrique en développement	8	7	15	5	9	6

Source : Division de la statistique de la CEA.

Les principaux aliments de base en Afrique tropicale (maïs, riz, sorgho, millet, racines et tubercules), s'ils suffisent de justesse pendant les périodes productives normales, souffrent de fluctuations chroniques dues à la rigueur des conditions météorologiques, à la sécheresse, aux fléaux naturels et à la désorganisation de la production qui résulte de problèmes socio-politiques. Pendant les années 1970-1979, la production de la plupart des récoltes alimentaires s'est accrue de moins de 2 p. 100 par an et, en 1979, elle a été le plus souvent inférieure à celle de 1978.

<sup>1/</sup> FAO, The State of Food and Agriculture, 1978, Rome, 1979, p.2-4.

Tableau IV.B.3 Production alimentaire en Afrique

Récolte	1970	1977	1978	1979	Taux de croissance	
					1978-1979	1970-1979 (Moyenne annuelle)
(en milliers de tonnes métriques)					(en pourcentage)	
Blé	6 504	5 900	6 920	7 363	6,4	1,5
Riz paddy	7 373	7 851	8 030	8 145	1,4	1,2
Millet	9 427	9 444	10 373	10 155	-2,1	0,9
Sorgho	8 895	9 583	10 148	9 679	-4,6	1,0
Maïs	14 824	16 654	18 253	16 209	-11,2	1,0
Céréales (total)	52 099	53 668	59 122	56 735	-4,0	0,9
Racines et tubercules	68 262	77 615	79 094	80 859	2,2	1,9
Légumineuses	4 895	4 768	4 953	5 004	1,0	0,3
Arachides en coques	4 903	4 604	4 709	5 138	9,1	0,8
Sucre (centrifugé, brut)	3 125	3 771	4 003	3 997	-0,2	2,7
Total pour la viande	4 374	4 843	4 960	5 094	2,7	1,7
Lait de vache (entier, frais)	6 468	7 204	7 453	7 612	2,1	1,8

Source : FAO, Rome, Division de la statistique, renseignements donnés par ordinateur, 27 novembre 1979.

#### Production des cultures industrielles

Le tableau IV.B.4 indique que la production du cacao, du café, du sisal, du coton en graines et des noix de palme - importantes cultures d'exportation dont dépend en grande partie l'avoir des pays africains en devises étrangères - a été moindre en 1979 qu'en 1970. Dans le cas du sisal le prix mondial défavorable qui s'est établi sous l'effet de la concurrence des fibres synthétiques à partir du début des années 60 a été la principale raison de la baisse de la production. La diffusion de la maladie des graines de café et les problèmes politiques dans les pays producteurs comptent parmi les raisons principales de la baisse des quantités de café produites pour l'exportation pendant les années 70. Cependant, en 1979, seules les graines de coton, l'huile de palme et les olives ont eu des taux de croissance négatifs par rapport à 1978, tandis que le sisal accusait un accroissement marginal.

#### Production du bétail

Le nombre des animaux en Afrique s'est accru de 1970 à 1979, bien qu'en Afrique occidentale le cheptel ait été de fait moins nombreux en 1979 qu'en 1970, à cause de la lenteur de la reprise après la sécheresse dévastatrice de 1973-1974. En 1979 l'augmentation par rapport à 1978 a été marginale pour de nombreuses catégories d'animaux.



Tableau IV.B.4 Production des récoltes industrielles en Afrique

Récolte	1970	1972	1978	1979	Taux de croissance	
					1978-1979	1970-1979
					(Moyenne annuelle)	
(en milliers de tonnes métriques)					(en pourcentage)	
Graines de cacao	1 115	943	872	952	9,2	-1,8
Café vert	1 212	1 158	1 123	1 140	1,5	-1,6
Thé	120	194	198	202	2,0	6,0
Sisal	365	205	188	189	0,53	-7,1
Graines de coton	3 810	3 050	3 145	3 101	-1,4	-2,2
Tabac (feuilles)	166	230	201	213	6,0	2,8
Caoutchouc	215	194	209	218	4,3	0,2
Huile de palme	1 130	1 290	1 274	1 257	-1,3	1,2
Agrumes	3 164	3 399	3 349	3 441	2,6	0,9
Olives	738	1 157	1 075	1 020	-5,1	3,7
Ananas	572	835	945	983	4,0	6,2
Coeurs de palmiers	725	670	579	709	22,3	-0,3

Source : FAO, Rome, Division de la statistique, renseignements donnés par ordinateur, 27 novembre 1979.

Bien que le cheptel soit très nombreux en Afrique, les carences restent chroniques pour la viande et le lait. Comme il est indiqué dans une étude qui a été faite par le Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA), <sup>1/</sup> la production totale, par habitant, de la viande des espèces bovines, des moutons et des chèvres s'est échelonnée entre un kg et presque 50 kg par an. La moyenne par habitant pour l'Afrique a été de 8,79 kg par an. La moyenne annuelle de la production de viande de boeuf et de veau par tête de bétail s'est échelonnée, selon les estimations, entre 40 kg et sensiblement moins de 10 kg, la moyenne se situant à 15,99 kg. La production du lait par habitant en Afrique varie de moins d'un litre par an (Ghana) à 110,76 litres (Botswana). Le rendement annuel dans la majorité des pays africains s'échelonne entre 100 et 400 litres de lait par vache. Ces chiffres indiquent la faible productivité du bétail africain et sa faible contribution à la production alimentaire.

#### Production du poisson

La production du poisson sur le continent africain a atteint un chiffre de pointe en 1975 avec des prises totales de 4,4 millions de tonnes. La production a ensuite diminué et elle s'est chiffrée à 4,3 (-2,32 p. 100), 4,1 et 4,2 millions de tonnes en 1976, 1977 et 1978 respectivement.

<sup>1/</sup> Jahorke, Hans E., "The Livestock Economy of Africa", Occasional Economics Paper, N° 5, ILCA, Addis Abeba, mars 1977.

Tableau IV.B.5 Le cheptel en Afrique

					Taux de croissance	
	1970	1977	1978	1979	1970-1979 (Moyenne annuelle)	1978-1979
	(en milliers de têtes)				(en pourcentage)	
Bétail	141 151	151 197	154 393	158 312	2,5	1,3
Moutons	125 854	133 332	137 781	139 812	1,5	1,2
Chèvres	128 471	134 875	137 700	139 925	1,6	0,9
Chevaux	3 506	3 492	3 548	3 598	1,4	0,3
Anes	10 754	11 103	11 335	11 496	1,4	0,7
Mulets	2 068	2 090	2 098	2 125	1,3	0,3
Chameaux	11 248	12 179	12 269	12 562	2,4	1,2
Porcs	5 562	6 884	7 198	7 476	3,9	3,5
Volailles	400 122	489 077	500 506	518 698	3,3	2,9

Source : FAO, Rome, Division de la statistique, renseignements donnés par ordinateur, 27 novembre 1979.

Les eaux intérieures de l'Afrique, d'une superficie d'environ 250 000 km<sup>2</sup>, sont toutes des réserves de pêche, quelquefois de façon intermittente en fonction du niveau des eaux, et elles fournissent près de 40 p. 100 de la production du poisson sur le continent. Sur ce pourcentage, les pêcheries fluviales représentent à peu près 340 000 tonnes (estimations de 1978) mais ce chiffre serait beaucoup plus élevé si l'on y ajoutait les prises effectuées dans les cours d'eau de moindre importance. La plupart des prises fluviales viennent des plaines alluviales : les dix principales plaines alluviales d'Afrique fournissent environ 280 000 tonnes par an.

Les possibilités des pêcheries dans la région africaine, bien que considérables, n'ont pas été entièrement évaluées. Comme elles sont dispersées et souvent isolées géographiquement, les pêcheries tant des rivières que des lacs sont peu développées. De plus, les rivières et les lacs sont souvent partagés entre plusieurs pays, si bien qu'il faut établir des projets conjoints pour une sous-région si l'on veut assurer une exploitation et une gestion rationnelles des bancs de pêche.

Les principales difficultés qui font obstacle au développement des pêcheries concernent notamment le traitement, la mise en vente, le magasinage et le transport. A cela s'ajoutent les effectifs insuffisants du personnel qualifié pour occuper les emplois opérationnels et les postes de direction, le manque de développement de l'infrastructure connexe et la médiocrité de la technologie traditionnelle. Les pertes de poissons avariés, surtout par suite du pullulement des insectes, sont considérables. Il conviendrait de se préoccuper davantage d'améliorer le traitement, qu'il s'agisse des méthodes traditionnelles ou modernes, la manutention et la commercialisation. L'amélioration des réseaux routiers contribuerait pour une part appréciable au développement des pêcheries lointaines, du point de vue tant de la distribution des produits que de la fourniture de l'équipement et des produits nécessaires au traitement de ceux-ci.



## Production forestière

Les principaux produits forestiers de la région comprennent les bois de chauffage, les grumes, les sciages, le contre-plaqué, la pulpe, le papier et le carton. Le volume total des grumes abattus dans la région en 1978 a été évalué à 373,4 millions de mètres cubes, soit 14 p. 100 du total mondial, mais seulement 2 p. 100 de plus qu'en 1977.

Dans chacun des 10 pays suivants les abattages de bois ont dépassé 10 millions de mètres cube en 1978 : Ghana (13 millions de m<sup>3</sup>), Côte d'Ivoire (10,4 millions de m<sup>3</sup>) et Nigéria (8,5 millions de m<sup>3</sup>) en Afrique occidentale; Ethiopie (25 millions de m<sup>3</sup>), Kenya (16 millions de m<sup>3</sup>), Mozambique (11 millions de m<sup>3</sup>), Ouganda (20 millions de m<sup>3</sup>), et République-Unie de Tanzanie (40 millions de m<sup>3</sup>) en Afrique orientale et australe; Soudan (29 millions de m<sup>3</sup>) en Afrique du Nord et Zaïre (21 millions de m<sup>3</sup>) en Afrique centrale. Ce sont là des pays très peuplés et bien pourvus de ressources forestières, ou les deux. Dans la majorité des pays africains, le volume total des abattages de grume en 1978 est resté inchangé ou ne s'est élevé que de peu au dessus du niveau de 1977. Le Gabon (8 p. 100), la Côte d'Ivoire (5 p. 100) et le Libéria (5 p. 100) ont enregistré une diminution du volume total de leur production en 1978, par suite de l'effet combiné de l'état déprimé du marché du bois de grume en 1977 et des mesures qui ont été prises par les pays producteurs afin de conserver leurs ressources de bois de charpente en restreignant les exportations de bois non traité.

**Tableau IV.B.6 Production africaine en 1977 et 1978 concernant les principales ressources forestières**

Année	Bois de chauffage (en millions de m <sup>3</sup> )	Billes et tronçons de bois de planche (en millions de m <sup>3</sup> )	Autres bois en tronçons (en millions de m <sup>3</sup> )	Planches (en milliers de m <sup>3</sup> )	Contre-plaqué (en milliers de m <sup>3</sup> )	Pulpe, papier et carton (en milliers de m <sup>3</sup> )
1977	328,6	18,5	18,3	4 408	771	664
1978	336,6	17,5	19,2	4 284	760	680

Source : FAO, Rome, 1980, Annuaire des produits forestiers, 1978.

Le tableau IV.B.6 montre que la production totale du bois de chauffage, du bois en tronçons, ainsi que de la pulpe, du papier et du carton en 1978 s'est accrue de 2,4 de 2,1 et de 2,4 p. 100 respectivement par rapport à 1977. Dans le cas des billes, des planches et du contre-plaqué, il y a eu des diminutions de 5,5 de 2,8 et de 1,4 p. 100 respectivement. La baisse de la production des planches et du contre-plaqué est résultée de la diminution de la production des billes, qui s'est répercutée défavorablement sur les fournitures de matières premières aux scieries.

Dans l'ensemble, l'évolution de la production des forêts africaines en 1977-1978 n'a pas été très encourageante. Il est certainement nécessaire que les pays d'Afrique améliorent le rendement du sous-secteur des forêts, notamment en ce qui concerne la production des différents produits du bois qui présentent une importance si essentielle pour permettre aux populations de la région d'accéder à un niveau de vie plus élevé. Cependant,

les efforts déployés pour atteindre cet objectif doivent tenir dûment compte du rôle utile que jouent les forêts dans la protection des sols, l'accroissement de la productivité agricole et l'amélioration générale de la qualité de l'environnement.

### Fournitures d'ingrédients

L'utilisation d'ingrédients tels que des semences et espèces améliorées, des produits chimiques, des engrais, etc. est très limitée. De façon générale, la plupart de ces produits sont importés de pays d'autres continents et de nombreux paysans surtout ceux des pays africains sans littoral et des pays les moins développés, n'ont pas les moyens de les acheter. En raison de leur coût élevé, ces produits, en particulier les engrais, sont souvent réservés avant tout aux cultures de rapport (d'exportation), comme le café le coton, le cacao, le tabac, etc. et les cultures alimentaires n'en profitent que peu. Le rendement des cultures alimentaires est donc très faible, et, comme l'usage des pesticides et autres produits chimiques est inconnu dans certaines régions, les pertes après récolte sont élevées.

Pour accroître l'utilisation des engrais et des pesticides et porter ainsi la production agricole à un niveau suffisant pour satisfaire, au moins en partie, la demande croissante de denrées alimentaires, les pays africains devraient envisager de produire en commun engrais et pesticides au moyen d'accords conclus au niveau d'une région du continent. L'aménagement de grands ensembles de production des engrais chimiques au niveau national, comme dans les principaux pays industrialisés, est en général exclu pour l'Afrique, maintenant et dans un proche avenir, à cause du coût de l'opération.

Les tableaux IV.B.7, IV.B.8. et IV.B.9 indiquent le niveau de la consommation des engrais et des pesticides par sous-région. Cependant, la demande réelle de ces produits chimiques est encourageante et, comme le montre le tableau IV.B.9 l'Afrique a de bonnes réserves de matières premières.

Tableau IV.B.7 Consommation des engrais phosphatés en Afrique

Région	1976/77	1977/78
Afrique occidentale	85 564	76 333
Afrique centrale	9 835	18 785
Afrique orientale	71 535	77 132

Source : FAO, Rome, Annuaire des engrais, 1978

Tableau IV.B.8 Importations de pesticides et d'engrais en Afrique

Région	Pesticides (en milliers de dollars des E.-U.) a/		Engrais azotés (en tonnes métriques) b/	
	1976	1977	1976/77	1977/78
Afrique occidentale	52 505	54 903	74 700	78 122
Afrique centrale	21 628	24 338	21 550	38 575
Afrique orientale	44 301	55 522	103 843	95 874

Source : a/ FAO, Rome, Trade Yearbook 1978.

b/ FAO, Rome, Fertilizer Yearbook 1978.



Tableau IV.B.9 Phosphate et potasse, répartition en Afrique

Pays	Quantités (en millions de tonnes métriques)	Concentration ( $P_2O_5$ )
<b>1. Phosphate</b>		
Algérie	286	(32,3 % $P_2O_5$ )
Angola	600	(32 % $P_2O_5$ )
Egypte	810	(29 % $P_2O_5$ )
Haute-Volta	10 000	(32 % $P_2O_5$ )
Madagascar	290	(médiocre)
Malawi	1 500	(32 % $P_2O_5$ )
Mali	2 500	(32 % $P_2O_5$ )
Maroc	25 200	(33 % $P_2O_5$ )
Mauritanie	4 000	(34 % $P_2O_5$ )
Mozambique	500	(médiocre)
Nigéria	(médiocre)	
Ouganda	20 000	(42 % $P_2O_5$ )
République-Unie de Tanzanie	4 000	(32 % $P_2O_5$ )
Sahara occidental	1 225	(36 % $P_2O_5$ )
Sénégal	206	(34-37,3 % $P_2O_5$ )
Seychelles	250	(25,3 % $P_2O_5$ )
Togo	65	(36 % $P_2O_5$ )
Tunisie	485	(30 % $P_2O_5$ )
Zimbabwe	4 000	(35 % $P_2O_5$ )
<b>2. Potasses</b>		
Ethiopie	40-50 ( $K_2O$ )	
Jamahiriya arabe libyenne	1 ( $K_2O$ )	
Maroc	240 (carnalite sylvinite)	
République centrafricaine	10 ( $K_2O$ )	

Source : Evaluation provisoire du groupe des ressources minérales de la CEA, 1979.

L'une des caractéristiques défavorables de l'agriculture africaine est l'emploi d'instruments inefficaces au lieu d'un outillage agricole moderne. La nature des sols et du climat, ainsi que le problème d'une recherche peu développée et l'insuffisance des devises étrangères, constituent les principaux obstacles qui empêchent une mécanisation rapide de la production agricole dans de nombreux pays de la région. L'utilisation de la traction animale pour la culture s'est récemment développée dans certaines parties de l'Afrique, mais seulement de façon sporadique et irrégulière. De telles méthodes

présentent un intérêt considérable, car en les utilisant l'agriculteur réduit son travail physiquement pénible et augmente la productivité, tout en se procurant une source de lait, de viande et de fumier. Cependant, la diffusion rapide de la traction animale en Afrique tropicale est limitée par la trypanosomiase, maladie mortelle, et il y a donc un besoin urgent d'intensifier les recherches sur les causes et la thérapeutique du mal, ainsi que d'élever des espèces immunisées contre les trypanosomes.

Tableau IV.B.10 Pétrole et gaz naturel, répartition en Afrique

Pays	Pétrole (millions de barils)	Gaz naturel (millions d'onces)
<b>3. Pétrole et gaz naturel</b>		
Algérie	47 000	105 000
Angola	1 200	100
Congo	5 000	-
Egypte	5 200	7 500
Gabon	11 000	7 000
Ghana	1	-
Jamahiriya arabe libyenne	30 400	27 500
Maroc	-	15
Nigéria	15 000	40 000
Rwanda	-	1 750
Sénégal	700	-
Zaire	500	-

Source : Evaluation provisoire du service des minéraux de la CEA, 1979.

#### Commerce agricole

La composition des échanges indiquée au tableau IV.B.11 reste dominée par un petit nombre de produits primaires tels que le café, le coton, le cacao, le thé, l'huile de palme, le sisal et le caoutchouc. Les céréales et les tubercules sont surtout cultivées pour la consommation intérieure. C'est surtout avec les économies de marché développées que l'Afrique fait le commerce des exportations agricoles, tant des céréales que des produits traditionnels. Il n'y a que peu de commerce interafricain et celui-ci se développe très lentement. La région oscille souvent entre une position commerciale forte et une position faible, selon que les prix des produits montent ou baissent sur les marchés extérieurs dont dépend le continent.

Jusque vers le milieu des années 1960, le commerce d'exportation africain a été dominé par les produits agricoles et les minéraux. Dix années plus tard, pour un petit nombre de pays, le pétrole a pris une place plus importante dans les exportations totales. Cependant, les exportations africaines ont eu tendance à perpétuer leur composition traditionnelle, bien que pendant les deux dernières décennies les importations de denrées alimentaires, c'est-à-dire surtout de céréales et en particulier de blé, n'aient cessé de croître dans des proportions alarmantes. Alors que, dans les années 60, les pays africains importaient près de 3,5 millions de tonnes de blé par an, le chiffre s'est régulièrement accru jusqu'en 1978-1979 pour atteindre 12,5 millions de tonnes et l'on prévoit qu'il va s'accroître encore.



et atteindre 12,9 millions de tonnes pendant la campagne agricole 1979-1980.<sup>1/</sup> En 1979, le blé, qui est la principale céréale importée, a coûté à l'Afrique environ 2 milliards de dollars des Etats-Unis, chiffre qui le situe à la première place des denrées alimentaires importées. Six pays (Egypte, Algérie, Maroc, Nigéria, Tunisie et Zaïre) ont à leur charge environ 85 p. 100 de ces importations. Le tableau IV.B.11 indique les importations agricoles africaines et les taux d'autosuffisance pour 1972-1974 moyennes et les prévisions vont jusqu'en 1985.

Tableau IV.B.11 Indices du commerce agricole pour l'Afrique, 1973 et 1979 (période de base 1969-1971 = 100)

Année	Indices de l'importation			Indices de l'exportation		
	Quantités	Prix	Valeurs	Quantités	Prix	Valeurs
<b>1. Total des produits agricoles</b>						
1973	99,0	154,2	153,0	134,9	148,6	199,8
1979	292,1	273,5	797,5	77,4	256,9	215,4
<b>2. Denrées alimentaires sauf le poisson</b>						
1973	119,6	156,4	187,1	103,3	131,2	134,6
1979	217,2	257,6	537,1	71,7	321,2	229,3
<b>3. Cultures</b>						
1973	120,2	154,2	185,5	106,8	134,6	142,4
1979	208,4	252,1	513,7	79,9	313,1	248,8
<b>4. Céréales et leurs transformations</b>						
1973	133,2	152,4	203,6	69,2	157,5	105,9
1979	249,6	245,2	608,7	42,6	239,8	95,9
<b>5. Boissons sauf le cacao</b>						
1973	84,9	136,4	115,8	121,2	131,4	158,5
1979	127,0	283,3	378,5	96,4	376,5	358,2
<b>6. Bétail et produits</b>						
1973	100,2	149,2	148,6	120,6	129,1	157,3
1979	200,0	277,8	520,8	79,8	248,6	206,4
<b>7. Viande et ses transformations</b>						
1973	99,0	154,2	153,0	134,9	148,6	199,8
1979	292,1	273,5	797,5	77,4	256,9	215,4
<b>8. Matières premières, sauf le poisson et les produits forestiers</b>						
1973	117,3	139,7	157,9	105,2	139,5	144,8
1979	208,6	232,6	486,0	81,2	227,4	179,8

Source : FAO, Division de la statistique, Rome.

1/ Prévision du Conseil du blé, dont le siège est à Londres.

**Tableau.IV.B.12 Volume des importations agricoles africaines et taux d'autosuffisance (SSR)**  
(en milliers de tonnes métriques)

Moyenne 1972-1974						Prévision 1985		
Produit	Production	Importations nettes	Fourniture	Taux d'autosuffisance (SSR) %	Production	Balance des importations a/	Demande	Taux d'autosuffisance (SSR)
<b>Céréales</b>	42 084	6 552	49 250	85	54 930	17 144	72 074	76
Blé	5 080	4 260	9 268	55	6 577	7 497	14 074	47
Riz	4 652	1 269	5 913	79	6 857	2 224	9 081	76
Maïs	11 895	217	12 189	98	15 983	3 034	19 017	84
Millet/ Sorgho	14 732	258	15 454	95	18 658	2 746	21 404	87
<b>Légumineuses</b>	4 248	-342	3 923	108	5 222	146	5 368	97
<b>Sucres</b>	2 893	-40	2 798	103	4 525	-100	4 425	102
<b>Agrumes</b>	2 226	-869	1 386	161	3 110	1 047	2 063	151
<b>Bananes</b>	3 585	-387	3 198	112	-	-	-	-
<b>Viande</b>	2 992	-185	2 807	107	4 291	108	4 399	98
Bœuf et veau	1 704	-188	1 517	112	2 273	29	2 302	99
Mouton/ agneau	676	-16	660	102	836	42	878	95
<b>Poisson</b>	3 278	-535	2 741	120	4 086	540	4 626	88
<b>Lait</b>	6 238	1 603	7 853	79	8 468	3 553	12 021	70
<b>Graisses et huiles</b>	2 913	-591	2 267	129	4 209	53	4 262	99
<b>Café</b>	1 278	-1 115	165	775	1 423	-1 130	293	486
<b>Cacao</b>	1 050	-1 052	8	...	1 225	-1 216	9	...
<b>Thé</b>	151	-100	51	296	272	-190	82	332
<b>Coton</b>	512	-148	382	156	587	-125	462	127

Source : FAO, ECDC Report on Agriculture, Rome, juin 1979.

a/ Les importations sont également à la demande moins la production; si la production dépasse la demande, le chiffre est précédé du signe moins (-), qui indique un potentiel d'exportation; un chiffre positif indique les besoins d'importation.

#### Institutions rurales et réforme agraire

L'objectif principal assigné aux efforts que de nombreux pays ont entrepris dans la région est d'appliquer la résolution et le Plan d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural. Le problème de l'alimentation reste l'une des préoccupations principales des gouvernements nationaux et l'on intensifie les efforts pour garantir l'autosuffisance alimentaire à la fois quantitative et qualitative. De



nombreux pays, considérant la terre comme une ressource fondamentale, ont pris des mesures pour rationaliser le régime foncier. Cependant, il reste encore beaucoup à faire.

Pour améliorer les structures agraires et les institutions rurales, certains gouvernements ont notamment proposé et pris les mesures suivantes : a) collectiviser la production agricole; b) renforcer les services de l'infrastructure par exemple le crédit agricole et la culture mécanisée ; c) mobiliser l'épargne dans les zones rurales; d) organiser et administrer des fermes d'Etat ou des fermes commerciales abandonnées par de gros exploitants qui se sont expatriés; e) organiser des ensembles agro-industriels. Des mesures supplémentaires ont été conçues pour accroître la participation de la population - hommes, femmes et jeunesse - aux activités du développement. On s'efforce aussi d'améliorer les conditions de vie dans les régions rurales en y établissant l'infrastructure sociale essentielle. Certains programmes comportent des mesures destinées à mettre un terme à l'exode rural et à favoriser une répartition plus équitable du revenu national.

Les mesures suivantes, entre autres, ont également été prises : a) développement des réserves en eaux souterraines et construction de digues et de barrages pour lutter contre la sécheresse; b) amélioration des semences et du bétail par la recherche et l'élevage; c) amélioration des réseaux de distribution des ingrédients de l'agriculture; d) formation des agriculteurs et du personnel technique. En outre, de plus en plus, les populations rurales participent avec une activité accrue à l'exercice du pouvoir de décision en matière de développement, surtout par l'intermédiaire de coopératives agricoles et d'associations de paysans ou autres. Cependant, le développement rural reste entravé par le niveau technique insuffisant des agriculteurs, l'inefficacité des services extérieurs, l'absence d'un réseau de routes desservant le pays, ainsi que d'installations de distribution des eaux et de transport, le coût élevé des ingrédients de l'agriculture et le taux élevé des intérêts du crédit agricole.

#### Perspectives immédiates et à long terme

Le système d'alerte rapide de la FAO indique que la carence des denrées alimentaires et la situation généralement défavorable de l'agriculture vont continuer en 1980-1981. Les perspectives à long terme de l'agriculture africaine peuvent être évaluées de deux points de vue : l'hypothèse des tendances <sup>1/</sup> et l'hypothèse normative <sup>2/</sup>.

D'après les perspectives des tendances, pendant les deux prochaines décennies de 1980 à 2 000, la croissance de la production de 27 cultures et produits d'élevage va s'accroître et se chiffrer à 2,8 p. 100 par an <sup>3/</sup>, dans une large mesure grâce à la reprise qui a suivi la dépression dont l'agriculture a souffert au milieu des années 70. Cependant, comme la population s'accroîtra de 3 p. 100 par an et la demande de denrées alimentaires de 3,7 p. 100 pendant la même période, la production par habitant va diminuer et, notamment pour les céréales, les déficits vont augmenter, avec des taux d'autosuffisance (SSR) qui tomberont de 86 p. 100 en 1975 à 70 p. 100 en 1990 et à 61 p. 100 en 2 000. L'autosuffisance diminuera aussi pour la viande et le lait.

<sup>1/</sup> Les taux de croissance que l'on constaterait à l'avenir si les tendances des catégories de production persistaient avec une demande fondée sur la croissance actuelle et les projections démographiques moyennes de l'ONU.

<sup>2/</sup> Fondée sur les hypothèses réalisables les plus optimistes.

<sup>3/</sup> Contre 2,0 p. 100 en 1963-1975.

De nombreuses autres précisions, toutes pessimistes, pourraient être données sur les effets de la persistance des tendances actuelles. Si toutefois on prend des mesures pour appliquer le plan alimentaire régional et le Plan d'action de Lagos qui ont été adoptés par les pays africains en 1978 et 1980 respectivement, un développement accéléré de l'alimentation et de l'agriculture est réalisable. Il est donc souhaitable d'examiner les taux de croissance fondés sur la méthode normative, c'est-à-dire sur les résultats de la croissance maximum possible. Les taux de croissance de la production agricole selon le modèle normatif seraient de 4,1 p. 100 par an en 1980-2000 contre 2,8 p. 100 selon le modèle fondé sur les tendances et contre 2 p. 100 effectivement obtenus en 1963-1975. Les taux de croissance établis selon le modèle normatif sont indiqués par groupes de produits au tableau IV.B.12.

Tableau IV.B.12 Taux de croissance de la production : modèle normatif (production brute)

	1963-1975	1980-2 000
	(en pourcentage)	
Céréales	2,0	4,2
Autres cultures alimentaires	2,0	3,7
Cultures non-alimentaires	1,8	4,0
Bétail	2,0	5,2

Source : FAO, Rome.

Pour permettre d'atteindre les résultats indiqués ci-dessus, il faudrait que la valeur des investissements évaluée par rapport à celle de la production brute soit portée de 11 p. 100 en 1980 à 13 p. 100 en 1990 et à 15 p. 100 en 2000. Cependant, les taux d'autosuffisance de tous les groupes de produits indiqués ci-dessus, sauf les "autres cultures alimentaires", ainsi que le taux "toutes cultures et élevage" diminueraient. Il faudrait donc accroître les importations de céréales et de produits de l'élevage pour satisfaire une demande accrue. De même, pour les cultures non alimentaires, les surplus exportables diminueraient.

Tableau IV.B.14 Taux d'autosuffisance selon le modèle normatif

	1973-1977	1990	2000
	(en pourcentage)		
Toutes cultures et élevage	108	105	102
Céréales	84	82	78
Autres cultures alimentaires	104	104	104
Cultures non-alimentaires	403	304	293
Produits de l'élevage	93	89	87

Source : FAO, Rome.

Surtout depuis la sécheresse dévastatrice du début des années 70, on se rend pleinement compte de la gravité du problème alimentaire africain à tous les niveaux du gouvernement dans la région. Tous les gouvernements d'Afrique situent maintenant l'agriculture, et en particulier la production des denrées alimentaires, au premier rang des priorités.



Sur le plan international, les Ministres africains de l'agriculture, par la déclaration de Freetown de 1976, ont réaffirmé leur intention de lutter contre la faim et la malnutrition et ont demandé à la FAO, à la CEA et aux autres organisations intéressées d'élaborer un Plan alimentaire régional pour l'Afrique (AFPLAN), dont la mise en oeuvre permettrait aux Etats membres de l'OUA d'atteindre à l'autosuffisance alimentaire en 1990. Ce plan, qui a été approuvé par la dixième Conférence des Ministres de l'agriculture de la FAO (Arusha, septembre 1978), demande des investissements d'un montant total d'environ 27 milliards de dollars des Etats-Unis, aux prix de 1970, pendant la période du plan. Récemment, l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA, réunie à Lagos, a adopté des recommandations semblables en vue d'accroître la production des denrées alimentaires en Afrique. On attend des réponses concrètes dans un proche avenir. Si elle a la volonté politique de chercher avec assez de vigueur à appliquer les recommandations et à atteindre les objectifs définis pour les investissements dans ces deux documents, l'Afrique peut encore atteindre à une autosuffisance alimentaire beaucoup plus grande avant la fin du siècle.

Le but immédiat devrait être de réduire les importations alimentaires de l'Afrique de 50 p. 100 en 1985. Pour atteindre ce but, il faudra mettre en oeuvre un certain nombre de politiques permettant aux pays africains non seulement de rendre la région moins dépendante des autres continents, mais aussi d'accroître le flux du commerce agricole parmi les pays membres de la région, et cela ne sera possible que si l'Afrique peut atteindre des taux de croissance plus élevés dans l'agriculture pendant les années 80. Un grand nombre des politiques dont il s'agit sont esquissées dans la Stratégie du développement pour l'Afrique de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et de façon plus concrète dans le Plan d'action de Lagos. L'expansion du commerce interafricain des produits tant agricoles que non-agricoles, y compris la réduction ou l'élimination de tous les droits de douane perçus par les Etats sur le commerce interafricain des denrées alimentaires de base produites en Afrique (céréales, café, légumineuses, sucre, viande, maïs, poisson, graines oléagineuses, riz, blé, sorgho et millet, thé, huiles végétales, etc.) constitue l'élément essentiel de cette stratégie. Le service d'informations sur les produits africains de la FAO est aussi destiné à rendre la région plus capable de gérer un commerce interafricain accru des produits agricoles et des denrées alimentaires.

## C. Le développement des industries manufacturières en Afrique

### Introduction

Dans les pays africains en développement, le secteur manufacturier consiste essentiellement en industries légères, lesquelles représentent environ 68 p. 100 de la valeur ajoutée totale de la production industrielle. La production manufacturière par habitant est la plus faible de toutes parmi l'ensemble des pays en développement : elle ne s'élève qu'à 15,1 dollars des Etats-Unis par an. La part relative de l'Afrique dans la production manufacturière mondiale totale est inférieure à 0,8 p. 100, alors que dans leur ensemble, les pays du monde en développement représentent 9 p. 100 de cette production. Un tiers seulement des pays africains produisent 85 p. 100 de la valeur ajoutée de la production manufacturière du continent, trois pays, à savoir la Côte d'Ivoire, l'Egypte et le Nigéria, fournissant plus du tiers du total.

Dans le commerce africain des produits manufacturés les importations jouent un rôle dominant, les exportations de produits manufacturés ayant augmenté à une cadence de 11,5 p. 100 pendant la période 1970/75, contre 28,5 p. 100 pour les importations au cours de la même période. Les termes de l'échange défavorables résultant de la structure traditionnelle du commerce avec le monde extérieur ont fait de l'Afrique un importateur net de produits manufacturés. Les échanges intra-africains de produits manufacturés représentent moins de 25 p. 100 des exportations totales de produits manufacturés de l'Afrique et 7 p. 100 seulement du commerce mondial des produits manufacturés.

La Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement prenait comme objectif un taux moyen de croissance d'au moins 8 p. 100 pour la production industrielle dans l'ensemble des pays en développement au cours des années 70. D'autres objectifs étaient : a) la promotion de l'industrie de façon à assurer l'expansion rapide, la modernisation et la diversification des économies des pays en développement, b) l'expansion des industries qui utilisent les matières premières locales, fournissent les produits essentiels pour l'agriculture et les autres industries et contribuent à accroître les recettes d'exportation, et c) empêcher qu'une partie de la capacité de production des industries soit inutilisée, en particulier en constituant des groupements régionaux partout où cela sera possible.

### Tendances et objectifs de croissance

Pour toute l'Afrique, le taux de croissance de la production manufacturière a été faible en 1979, soit 6,7 p. 100 contre 7,5 p. 100, 7,2 p. 100 et 8,9 p. 100 en 1978, 1977 et 1976 respectivement. Le taux annuel moyen de croissance s'est néanmoins accéléré pendant la seconde moitié de la décennie, pour passer d'une moyenne de 5,7 p. 100 en 1970/75 à une moyenne de 7,5 p. 100 en 1975/79, la moyenne annuelle pour toute la décennie s'établissant donc à 6,5 p. 100, ce qui demeure inférieur de 1,5 p. 100 à l'objectif de croissance prévu dans la stratégie. Pendant toute la décennie, c'est seulement le taux de croissance annuel moyen de 7,9 p. 100 enregistré en 1976-1978 qui s'est approché du taux de croissance visé. Mais à l'échelon national, il est très inquiétant de constater que seuls onze pays, soit environ un cinquième des pays



africains, ont réussi à atteindre l'objectif de croissance de 8 p. 100 pendant toute la décennie, à savoir les pays suivants : Côte d'Ivoire, Gabon, Jamahiriya arabe, libyenne, Kenya, Malawi, Maurice, Nigéria, Rwanda, Seychelles, Swaziland et Tunisie. Les résultats décevants obtenus en 1979 se traduisent par le fait que seuls 8 pays sont parvenus à réaliser un accroissement de 8 p. 100 ou plus, alors que 14 pays avaient réussi à le faire pendant chacune des deux années précédentes. Les causes de cette incapacité à atteindre l'objectif de croissance varient selon les pays, mais on peut dire d'une façon générale que les résultats médiocres obtenus par le continent dans le secteur agricole ont eu une incidence directe sur l'expansion décevante des industries manufacturières. Toutefois, ces moyennes recèlent de fortes disparités entre les résultats accomplis par les différents pays classés sur la base de leur revenu par habitant et de la répartition géographique, surtout si l'on compare les pays producteurs et les pays non producteurs de pétrole.

Si le taux de croissance de la production industrielle des principaux pays exportateurs de pétrole a sérieusement fléchi en 1979, année pendant laquelle il n'a été que de 6,1 p. 100, contre 9 p. 100 en 1978, 11 p. 100 en 1977 et 23,3 p. 100 en 1976, au cours de l'ensemble de la décennie, les principaux pays exportateurs de pétrole ont néanmoins réussi à réaliser un taux de croissance annuel moyen de 11,1 p. 100, alors que les pays non exportateurs de pétrole n'atteignaient que 5,4 p. 100. La croissance de la production des pays exportateurs de pétrole s'est un peu accélérée pendant la seconde moitié de la décennie, pour atteindre 12,2 p. 100 contre 10,4 p. 100 pendant la première moitié. C'est seulement en 1979 que les pays non exportateurs de pétrole sont arrivés à atteindre un taux de croissance supérieur à celui des pays exportateurs de pétrole, soit 7,5 p. 100 contre 6,1 p. 100.

Si l'on classe les pays non exportateurs de pétrole d'après leur revenu par habitant en 1970, on constate que les pays à faibles revenus, où le revenu par habitant est inférieur à 100 dollars des Etats-Unis, ont atteint des résultats plus médiocres pendant la seconde moitié de la décennie que pendant la première, à savoir un taux moyen de croissance annuelle de 0,9 p. 100 seulement, contre 4,5 p. 100 pendant la première moitié de la décennie. En revanche, dans les pays à revenus moyens, où le revenu par habitant se situe entre 100 et 300 dollars des Etats-Unis, le taux de croissance a presque doublé pendant la seconde moitié de la décennie. A l'exception des pays à revenus moyens, s'élevant à 200-300 dollars des Etats-Unis, la plupart des pays appartenant aux autres catégories de revenus ont réalisé des résultats moins satisfaisants en 1979.

Si l'on classe les pays africains par sous-régions, on constate que l'Afrique du Nord a réussi à accroître sa production manufacturière d'une façon marginale et l'Afrique centrale d'une façon sensible, alors qu'en Afrique de l'Ouest et de l'Est les taux de croissance ont fortement fléchi de 1978 à 1979. Quant aux résultats globaux pour la décennie, l'Afrique de l'Ouest est la seule sous-région qui ait réussi à atteindre le taux de croissance visé, l'Afrique du Nord n'ayant manqué de peu cette cible avec des résultats meilleurs pendant la seconde moitié de la décennie que pendant la première. Par contre, en Afrique centrale les résultats ont été décevants, soit 2 p. 100 seulement, tandis que l'Afrique de l'Est atteignait 4,3 p. 100.

Tableau IV.C.1. Croissance de la production industrielle (en pourcentages annuels)

	Taux de croissance annuels					Taux de croissance annuels moyens		
	1975	1976	1977	1978	1979	1970-1975	1975-1979	1970-1979
Afrique du Nord	6,1	10,3	9,5	9,2	9,6	5,0	9,7	7,1
Afrique de l'Est	12,3	16,9	7,6	7,4	4,1	8,6	8,9	8,7
Afrique centrale	-13,9	-1,7	5,2	0,6	3,8	2,1	2,0	2,0
Afrique de l'Est	-3,9	-0,04	2,6	5,8	4,4	5,2	3,2	4,3
Ensemble des pays africains en développement	3,5	8,9	7,2	7,5	6,7	5,7	7,5	6,5
Principaux pays exportateurs de pétrole	7,6	23,3	11,0	9,0	6,1	10,4	12,2	11,1
Pays non exportateurs de pétrole	2,4	4,7	6,4	7,4	7,5	4,6	6,5	5,4
Pays ayant un PIB par habitant inférieur à 100 \$ E.-U.	0,1	0,5	3,3	3,4	-3,4	4,5	0,9	2,9
Pays ayant un PIB par habitant de 100 à moins de 200 \$ E.-U.	1,2	7,5	6,7	8,3	4,5	3,4	6,8	4,9
Pays ayant un PIB par habitant de 200 à moins de 300 \$ E.-U.	4,9	5,5	8,7	7,1	9,2	3,9	7,6	5,5
Pays ayant un PIB par habitant de 300 à moins de 400 \$ E.-U.	-2,5	7,1	1,9	13,5	3,2	7,0	6,3	6,7

Source : Division des statistiques de la CEA.

#### Stratégies et politiques

Ces résultats décevants obtenus par l'industrie manufacturière en Afrique pendant les années 70 peuvent être imputés à maints facteurs dont les plus importants sont le rendement médiocre du secteur agricole, l'exigüité du marché interne due aux faibles



niveaux du pouvoir d'achat, le manque de capitaux, la pénurie de matières premières importées et de main-d'oeuvre qualifiée, l'inefficacité de la gestion ainsi que du développement industriel national et des organismes spécialisés ancillaires, l'insuffisance des prix des produits industriels, les coûts de production excessifs, le manque de services de réparation et d'entretien, l'insuffisance et le caractère primitif des installations de transformation et de fabrication, la faible dimension des unités de production qui ne permet guère de réaliser des économies d'échelle, la difficulté d'adapter les techniques due à une faible capacité d'absorption et à une infrastructure peu développée, les progrès de la technologie des matières synthétiques et les pratiques protectionnistes des pays développés.

Pour remédier à cette situation peu satisfaisante, les pays africains ont pendant les années 70 eu recours à diverses stratégies et politiques d'industrialisation qui tout au long de la décennie ont fait l'objet de divers changements en fait d'objectifs et d'orientation. Si certains pays ont adopté d'ambitieux programmes de remplacement des importations, d'autres se sont efforcés de promouvoir les secteurs de transformation de produits d'exportation et le développement d'industries axées sur l'exportation. Certains pays, sous la pression de niveaux élevés de chômage, ont cherché plutôt à créer des industries productrices d'emplois, tandis que d'autres, tels que l'Algérie, la Côte d'Ivoire et la Tunisie, qui avaient affaire à la hausse des coûts de la main-d'oeuvre, ont favorisé le développement d'industries lourdes. Des pays tels que le Congo, le Ghana, la Guinée et le Mali, où prédominent les entreprises d'Etat, ont poursuivi de façon constante des politiques de modernisation visant à assurer la rentabilité du secteur public. Certains autres pays tels que le Maroc, le Swaziland, le Togo et la Tunisie, vu la concurrence de plus en plus forte à laquelle sont exposés leurs produits industriels, se sont tournés vers une politique de diversification croissante. La plupart des pays de la région ont mené des politiques énergiques de modernisation et de promotion pour le développement industriel, en créant des commissions de promotion, des institutions spécialisées ancillaires et des centres de formation.

Des politiques de remplacement des importations ont été menées par la presque totalité des pays du continent sous la forme de mesures généralisées visant à réduire les pressions s'exerçant sur la balance des paiements et à créer des offres d'emploi. Mais si de telles tentatives ont permis de créer dans certains pays un important secteur de biens de consommation, dans d'autres pays cela s'est soldé par un échec car on a abouti à la fondation d'entreprises à prix de revient élevés. Etant donné que la politique de remplacement des importations est dictée essentiellement par la situation de la demande interne et est influencée dans une large mesure par des technologies et des modes de gestion étrangers, dans la plupart des pays africains elle n'a pas produit les effets escomptés, vu que le marché national de ces pays est généralement exigu et correspond à un faible niveau de demande effective. C'est pourquoi la plupart des industries de remplacement des importations ont une capacité de production excessive et ne sont pas capables d'absorber une part suffisante de la main-d'oeuvre croissante, en raison des inefficacités de gestion, de la pénurie de matières premières importées, de pièces de rechange et de moyens d'entretien. De plus, les imperfections du marché, combinées avec le système des prix pratiqué dans certains pays africains n'ont guère incité les producteurs locaux de matières premières à assurer la commercialisation de leurs produits à destination des centres de transformation.

Grâce aux conditions généreuses consenties pour les programmes de remplacement des importations, dans la plupart des pays les importations de biens d'équipement ont augmenté plus rapidement que le PIB en valeur réelle. Toutefois, la suppression des droits d'importation sur les matières premières importées a pesé sur la balance des paiements, ce qui encourage certains pays à recourir d'une façon excessive à des techniques à forte composante-capital, sans tenir compte des possibilités d'adaptation de leurs technologies, ni de l'avantage relatif que représente leur abondance de main-d'oeuvre par rapport aux capitaux dont ils disposent. L'importance accordée à ces technologies a encore aggravé le problème du chômage et a découragé le développement d'industries nationales de construction de machines. En Mauritanie, la production de sucre est revenue plus cher en termes de devises que l'importation de sucre raffiné. Néanmoins, certains pays semblent avoir mieux réussi dans le domaine des industries à forte composante-capital. La République-Unie du Cameroun réussit fort bien à importer de l'alumine de Guinée et à exporter des produits manufacturés d'aluminium au Tchad et dans les pays voisins.

Le remplacement des importations combiné avec des tarifs de protection élevés a défavorablement affecté la composition des coûts, qui est aggravée encore par la dimension peu économique des unités de production. Les prix industriels élevés protégés par des tarifs douaniers élevés ont eu pour effet de relever les coûts agricoles, ce qui a accentué la disparité entre les revenus ruraux et les revenus urbains. Les épargnes réalisées grâce aux programmes de remplacement des importations ont d'ailleurs été partiellement éliminées par les ponctions pratiquées sur les maigres ressources en devises de ces pays. Avec son programme pour 1978, le Malawi s'est rendu compte des limites des programmes de remplacement des importations et s'est efforcé d'élargir ses capacités d'exportation.

La promotion des exportations ou la création d'industries axées sur l'exportation a été l'une des principales stratégies d'industrialisation de l'Afrique pendant les années 70 et a permis à certains pays africains de tirer un supplément de revenus et de devises de l'exploitation de leur main-d'oeuvre et de leurs ressources naturelles abondantes aux fins de l'intensification des activités de transformation et de fabrication. C'est pourquoi dans la plupart des pays africains la tendance actuelle est d'adopter des programmes d'industrialisation orientés vers l'extérieur et fortement axés sur le secteur de la transformation de produits d'exportation et l'octroi de facilités et de primes à l'exportation pour encourager le développement des industries de transformation. Grâce à cette politique, quelques pays, à savoir l'Algérie, le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Tunisie ont pu pénétrer sur certains marchés européens. Toutefois, cette heureuse politique a été gênée par le développement de l'industrie des matières synthétiques et, en général, par le manque de compétences techniques en matière de production et de commercialisation en Afrique. Le taux élevé de la protection effective, qui s'applique notamment à la production des pays en développement fondée sur une utilisation intensive de la main-d'oeuvre, ainsi que le contingentement restrictif imposé par les pays développés ont suscité de l'instabilité sur les marchés mondiaux et ont beaucoup entravé l'expansion des industries d'exportation. Au Maroc, par exemple, la croissance industrielle est tombée de 7,1 p. 100 en 1977 à 4,1 p. 100 en valeur réelle en 1978, principalement en raison du contingentement restrictif appliqué par la Communauté européenne aux textiles importés et le problème est devenu plus difficile encore dans les pays enclavés ayant une infrastructure extrêmement médiocre et une faible capacité de production.



C'est pourquoi la plupart des politiques adoptées pendant les années 70 visaient essentiellement à remédier aux problèmes résultant des vastes programmes de remplacement des importations et de la léthargie des marchés d'exportation pour les principaux produits des pays africains. De nombreux pays ont souligné la nécessité d'une industrialisation indigène pour encourager l'expansion des industries de petite et de moyenne dimensions à faible rapport capital/main-d'oeuvre et utilisant moins d'énergie et pour encourager une plus grande utilisation des compétences et des ressources de base locales. Dans son nouveau code de l'investissement qui prévoit l'octroi de plus grandes facilités de crédit et des exemptions fiscales, la Mauritanie s'efforce de stimuler les investissements privés dans les manufactures de petite et de moyenne dimensions. Certains pays où les entreprises sous contrôle étranger prédominent, tels que la République-Unie du Cameroun, ont adopté des politiques destinées à encourager la propriété locale des industries de petite et de moyenne dimensions.

La politique d'indigénisation a été accélérée par les programmes de régionalisation et d'implantation locale des industries. Pendant les années 70, les pays africains ont accordé une attention considérable à ces politiques en vue d'assurer le contrôle des ressources et le développement régional afin d'arriver à une égalité dans les échanges entre les zones rurales et les zones urbaines. Par son nouveau code d'investissement de 1978, la Côte d'Ivoire a fixé des primes différentielles pour les entreprises établies en dehors de la capitale. La Haute-Volta a encouragé l'indigénisation par un décret de 1975 requérant toutes les entreprises étrangères de permettre une participation publique à leur capital allant jusqu'à 51 p. 100 dans les secteurs prioritaires et 35 p. 100 dans les autres.

La plupart des politiques nationales adoptées pendant les années 70 envisageait également l'offre de conditions de faveur pour attirer les capitaux étrangers en vue de renforcer la capacité nationale d'industrialisation et de croissance technologique futures. Etant donné que les décisions relatives aux investissements étrangers sont déterminées essentiellement par l'estimation des bénéfices potentiels dérivés de la sélection, dans le monde entier, des lieux de production et de la situation effective de l'offre et de la demande, il en est résulté une guerre des stimulants qui ne saurait manquer de peser sur la balance des paiements des pays africains. Toutefois, l'expérience a montré que l'investissement de capitaux étrangers est un processus lent et il est donc nécessaire d'instaurer d'urgence le libre échange entre marchés africains, de libéraliser les règlements et les autres dispositions régissant l'utilisation des capitaux privés nationaux et étrangers et d'instaurer divers modes de coopération industrielle à long terme. En ce qui concerne ce dernier domaine, des projets ont déjà été lancés; par exemple, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo ont créé en coopération une usine de granulés de ciment, tandis que le Libéria et la Sierra Leone s'occupent de promouvoir le développement industriel par l'entremise de l'Union du fleuve Mano.

Conscients des incidences de la hausse du prix du pétrole sur leur développement industriel, les pays africains ont eu recours à diverses politiques permettant d'économiser l'énergie et d'en développer la production. La production d'énergie hydro-électrique a été encouragée dans nombre de pays : la République-Unie du Cameroun, par exemple, qui possède une énorme usine d'aluminium, s'est beaucoup intéressée à la production d'énergie hydro-électrique et envisage de doubler la capacité installée en 1980. D'autres pays ont réussi à produire assez d'énergie électrique pour répondre aux besoins de pays voisins : le Ghana, par exemple, fournit 92 p. 100 des besoins en énergie électrique du Bénin et du Togo.

Il y a également eu des modifications constantes dans le rôle de l'Etat en ce qui concerne la création et la gestion d'organismes et de sociétés parastatales dans de nombreux pays africains. Tant en République-Unie de Tanzanie qu'en Zambie, le rôle de l'Etat a été renforcé pendant les années 60, dans le premier de ces pays conformément aux principes directeurs énoncés dans la Déclaration d'Arusha (1967) et dans le second en application de la Réforme de Mulungushi de 1968. Des changements analogues sont intervenus au début des années 70 en Ethiopie, à Madagascar, en Somalie et au Soudan. Outre les aspects institutionnels, les changements visaient à rationaliser le processus de prise de décisions et les politiques des prix et de l'emploi des sociétés semi-publiques nationales.

### Conclusion

Les résultats globaux obtenus dans le secteur industriel en Afrique, comparés aux objectifs généraux de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, sont vraiment loin d'être satisfaisants, malgré les efforts accomplis. Tout d'abord, aucune modification structurelle significative n'a été introduite dans ce secteur. Si le secteur industriel en est encore à ses débuts, il demeure insuffisamment diversifié et dominé par les industries légères produisant par exemple des denrées alimentaires, des boissons, des textiles, des chaussures, etc., les industries manufacturières étant encore fondées dans une large mesure sur le secteur agricole. En second lieu, on constate qu'il existe toujours de fortes concentrations d'industries dans certaines sous-régions (Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest) ou pays (Algérie, Egypte, Maroc, Nigéria, Zaïre). Sur les 53 pays africains mentionnés dans le manuel de la CNUCED (supplément de 1977), 22 (comprenant 80 p. 100 de la population du continent et 90 p. 100 de son PIB) fournissaient 97 p. 100 de la production manufacturière au milieu des années 70.

Avec 15 p. 100 du PIB total et environ 9 p. 100 de la production manufacturière totale des pays en développement et seulement 2,3 p. 100 du PIB et 0,8 p. 100 de la production manufacturière mondiale, l'Afrique demeure la région du monde la moins industrialisée et la moins développée.



D. Evolution monétaire et fiscale et évolution des prix

Comme l'indique le tableau IV.D-1, la masse monétaire a augmenté au taux annuel moyen (moyenne simple pour l'ensemble des pays africains en développement) de 13,6 p. 100 pendant la période 1967-1972. Ce taux a atteint 25,8 p. 100 par an pendant la période 1972-1976, pour retomber à 18,7 p. 100 par an de 1976 à 1979.

Dans 33 des 35 pays pour lesquels des données sont fournies dans le tableau IV.D-1, le taux annuel moyen de croissance de la masse monétaire a été de 1 à 20 p. 100 au cours des années 1967 à 1972, alors que dans les deux pays restants ce taux se situait dans la fourchette de 20,1 à 50 p. 100 (voir tableau IV.D-2). En revanche, pendant la période 1972-1976, ce taux figurait dans la tranche de 1 à 20 p. 100 pour seulement 8 de ces 35 pays, et dans une tranche plus élevée pour 25 pays au lieu de deux. En 1976-1979, l'éventail s'étendait de 1 à 20 p. 100 dans 18 des 35 pays, et de 20,1 à 50 p. 100 dans les 17 autres.

Le tableau IV.D-1 montre que la cause principale de l'expansion de la masse monétaire de 1967 à 1972 a été l'accroissement des avoirs extérieurs nets du système bancaire. La situation a changé à partir de 1972, en raison de la sérieuse détérioration de la balance des paiements des pays africains en développement non exportateurs de pétrole. Les avoirs extérieurs nets ont augmenté au taux annuel moyen négligeable de 3,3 p. 100 au cours de la période 1972-1976 et ont accusé un fléchissement marqué de 22,6 p. 100 par an de 1976 à 1979. Ce fléchissement a manifestement exercé un effet déflationniste sur la masse monétaire. Au cours des périodes 1972-1976 et 1976-1979, le recours au financement par le déficit budgétaire s'est développé d'une façon spectaculaire. Les créances nettes sur l'Etat ont augmenté à la cadence annuelle moyenne de 60,4 p. 100 en 1972-1976 et de 65,0 p. 100 en 1976-1979. De même, le crédit bancaire accordé au secteur privé a sensiblement augmenté, au taux annuel moyen de 62,1 p. 100 en 1967-1972, de 65,6 p. 100 en 1972-1976 et de 80,0 p. 100 en 1976-1979.

L'expansion du crédit bancaire intérieur au secteur privé et au secteur public a donc été la cause principale de la dilatation de la masse monétaire depuis 1972, tandis que l'amenuisement des avoirs extérieurs nets exerçait un effet de contraction.

Notamment en raison de la croissance annuelle moyenne relativement faible de la masse monétaire pendant les années 1967-1972, conjuguée avec un accroissement du PIB réel de l'ordre de 5,6 p. 100 par an, la hausse annuelle moyenne des prix de la consommation dans les pays africains en développement non producteurs de pétrole a été modérée, se situant en moyenne entre 4 et 5 p. 100 par an. Mais avec l'accélération de l'expansion monétaire pendant la période 1972-1976, les prix à la consommation ont augmenté à un taux annuel moyen de 17 p. 100 au cours de cette période. Pendant ces années, le PIB en valeur réelle a augmenté en moyenne de 5,0 p. 100 par an.

Au cours de la période 1976-1979, malgré les efforts déployés par un grand nombre de pays africains en développement pour juguler l'inflation au moyen de diverses mesures de stabilisation qui ont permis de réduire le taux d'expansion de la masse monétaire à quelque 18,7 p. 100, la hausse des prix à la consommation a atteint plus de 18 p. 100 par suite de la faible expansion de la production réelle (4,8 p. 100 par an), des résultats médiocres enregistrés dans le secteur agricole et de la forte hausse du prix des importations, notamment du pétrole.

Les prix à la consommation ayant augmenté pendant les années 70 au taux annuel moyen d'environ 8,7 p. 100 dans les pays industrialisés, contre 15,6 p. 100 environ au cours de la même période dans les pays africains en développement, la position concurrentielle des

exportations africaines vis-à-vis des pays industrialisés s'est détériorée, ce qui, si l'on y ajoute la surévaluation des devises, a eu pour effet d'accroître les déficits de la balance des paiements en Afrique. Pousés par l'aggravation de l'inflation, les gouvernements des pays industrialisés ont dû abandonner leurs politiques traditionnelles de gestion de la demande visant à stimuler la croissance et ont dû recourir à des politiques fiscales et monétaires rigoureuses qui ont défavorablement affecté les exportations africaines à destination de ces pays. Qui plus est, le niveau très élevé des prix à la consommation dans les pays africains en développement constitue non seulement un sérieux obstacle à l'accumulation de l'épargne intérieure, mais risque aussi de ralentir la croissance, en valeur réelle, de la formation de capital fixe. La détérioration de la balance commerciale des pays africains en développement qui n'exportent pas de pétrole les obligera à utiliser une part plus importante de leur production intérieure pour assurer un niveau déterminé d'apports réels de biens et services importés. Cette ponction réduira les ressources disponibles pour maintenir l'allure de leur développement.

La vague d'inflation qui a déferlé sur les pays africains en développement se caractérise aussi bien par sa violence que par son ampleur. Le nombre de pays où les prix à la consommation ont accusé des accroissements supérieurs à 15 p. 100 s'élevait à 21 en 1975, à 10 en 1976, à 12 en 1977 et à 10 en 1978. En 1979 encore, on a enregistré une hausse de plus de 15 p. 100 des prix à la consommation dans les neuf pays suivants : Burundi, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Zaïre. Dans certains pays, l'accélération des taux d'inflation a été particulièrement forte, notamment au Zaïre, où les taux élevés d'expansion de la masse monétaire ont exercé une pression considérable sur les prix. Le marché parallèle de la monnaie zaïroise pose un problème persistant, malgré une série d'importantes dévaluations, dont les plus récentes ont été de 33 et de 25 p. 100 respectivement en janvier et en août 1979. Le taux d'inflation au Zaïre a commencé à s'accélérer en 1972, et dès 1974 les prix intérieurs augmentaient de quelque 30 p. 100 par an. La situation de l'offre devenant de plus en plus critique, l'indice le plus complet des prix à la consommation à Kinshasa, établi sur la base d'un "panier de provisions" comprenant 143 articles, a augmenté de 42 p. 100 en 1975 et à une allure correspondant à près de deux fois ce chiffre pendant chacune des années suivantes. En 1979, année pendant laquelle l'indice des prix à la consommation a fait un bond de 97,4 p. 100, la hausse la plus forte a concerné le logement, suivi par l'habillement et les denrées alimentaires.

En Sierra Leone, les importantes augmentations de traitements et de salaires intervenus en 1978 ont nécessité des versements budgétaires au titre des émoluments, pensions et traitements bien supérieurs aux allocations prévues dans les prévisions pour 1978-1979. Les augmentations de salaire des fonctionnaires se sont situées entre 10 p. 100 pour les échelons les plus élevés et 25 p. 100 pour les échelons inférieurs, pendant que les salaires journaliers augmentaient en moyenne de 46 p. 100. L'accroissement global des dépenses au titre des rémunérations personnelles par suite de ces augmentations s'élève à 17 p. 100.

Au Burundi, les prix à la consommation ont augmenté d'environ 7,2 p. 100 par an entre 1970 et 1976. En 1977, la hausse a été de 6,8 p. 100. Mais en 1978 et en 1979 elle s'est brusquement accélérée pour atteindre respectivement 23,4 p. 100 et 25,5 p. 100, en raison de pénuries dans l'approvisionnement en denrées alimentaires et en produits d'importation.

L'augmentation substantielle des salaires du secteur privé et du secteur public dans un certain nombre de pays suscite des problèmes financiers pour l'Etat. Dans certains pays, il faudrait compléter les mesures intérieures d'ajustement par une dévaluation des



devises afin d'améliorer la situation de la balance des paiements. Mais à l'heure actuelle, de nombreux pays africains hésitent encore à recourir à la dévaluation monétaire, craignant qu'une telle mesure ne contribue à renforcer les tendances inflationnistes.

Nombre de pays africains ont énergiquement entrepris la mise en oeuvre d'un ensemble rationnel de politiques portant sur les salaires, la fiscalité, la monnaie et la dette extérieure en vue de renforcer l'épargne intérieure, de réorienter la structure de la demande et de contenir l'inflation. C'est ainsi qu'au Maroc la politique fiscale vise à réduire le taux de croissance des dépenses ordinaires et à accroître les recettes de l'Etat grâce à une réforme fiscale et au resserrement des mesures de contrôle, tandis que la politique monétaire consiste à ajuster périodiquement le niveau et la structure des taux d'intérêt en fonction de la situation des marchés financiers. Au Libéria, un élément important du programme financier du gouvernement prévoit une augmentation sélective des impôts, le renforcement de la discipline fiscale et un contrôle plus rigoureux des dépenses budgétaires ordinaires et d'équipement, notamment grâce à la restructuration des sociétés publiques, afin d'améliorer l'efficacité de l'exploitation et de la gestion et les rendements financiers. Au Sénégal, le gouvernement a l'intention d'appliquer une politique budgétaire d'austérité, d'adopter des mesures tarifaires plus réalistes, de réformer et d'améliorer la situation financière des entreprises publiques et de mettre en oeuvre un programme restrictif et sélectif en matière de crédit. En Guinée équatoriale, le gouvernement a adopté une série très complète de mesures dans les domaines de la fiscalité, de la monnaie et des changes, ainsi que du commerce, en vue de fournir des incitations adéquates à la production, de rétablir la stabilité financière et de permettre la libéralisation du système de commerce et de paiements.

S'il est difficile de formuler des généralisations, il est maintenant de plus en plus manifeste que les difficultés financières et les contraintes externes auxquelles se heurtent la plupart des pays africains non exportateurs de pétrole ont pris des proportions graves. Nombre de programmes financiers ont été élaborés avec l'aide du Fonds monétaire international. De janvier à novembre 1980, le Fonds a approuvé des arrangements de financement compensatoire et de prompt assistance (y compris des services de financement prorogés) concernant quatorze pays africains - Gabon, Guinée équatoriale, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie et Sénégal - alors que de tels accords ne concernaient que sept pays en 1978. Dans la plupart de ces pays les programmes de stabilisation visent à maîtriser les tendances inflationnistes et à réduire les découverts budgétaires afin de combler les déficits essentiels de la balance des paiements.

En résumé, le rétablissement de l'épargne intérieure et des incitations à investir, le retour de gains de rendement adéquats et la répartition efficace des ressources nécessitent un abaissement sensible des taux d'inflation. Pour atteindre ces objectifs, il faudra convenablement réviser les politiques fiscales et monétaires.

Tableau IV.D.1. Distribution de fréquences indiquant les changements de divers agrégats monétaires dans les pays africains en développement, de 1970 à 1979

Nombre de pays où les pourcentages d'accroissement ont été les suivants :					
Négatif					
	1 à 20	20,1 à 50	50,1 à 100	100,1 et au-dessus	
Taux d'accroissement annuel de la masse monétaire					
1967-1972 (35 pays)	33	2	1		
1972-1976 (35 pays)	8	26			
1976-1979 (35 pays)	18	15			
1970-1979 (35 pays)	18	17			
Influence sur la masse monétaire des					
a) Avoirs extérieurs nets					
1967-1972 (35 pays)	10	5	8	5	7
1972-1976 (35 pays)	17	8	3	7	2
1976-1979 (35 pays)	21	8	3	1	1
1970-1979 (35 pays)	19	9	4	2	
b) Créances nettes sur l'Etat					
1967-1972 (33 pays)	10	4	9	4	6
1972-1976 (35 pays)	7	5	8	7	8
1976-1979 (35 pays)	6	1	9	10	9
1970-1979 (35 pays)	6	2	10	8	9
c) Créances sur le secteur privé					
1967-1972 (35 pays)	2	2	10	15	6
1972-1976 (35 pays)	2	2	8	15	8
1976-1979 (35 pays)	1	2	12	9	11
1970-1979 (35 pays)		3	8	15	9

Source : Compilé d'après les données sur les pays du FMI, dans International Financial Statistics, vol. XXVIII, No. 2, février 1975; No. 11, novembre 1975; et vol. XXXIII, No. 10, octobre 1980.



Tableau IV.D.2. Taux annuels moyens d'expansion de la masse monétaire et des facteurs affectant la masse monétaire en pourcentage des changements totaux de la masse monétaire, de 1967 à 1979 a/

Pays	Pourcentage d'augmentation de la masse monétaire due aux									
	Taux annuel de croissance de la phase monétaire b/					Créances nettes sur				
	1967-1972	1972-1976	1976-1979	1967-1972	1972-1976	1976-1979	l'Etat	1967-1972	1972-1976	1976-1979
Algérie	19,3	23,5	22,1	1,5	20,1	10,1	25,8	14,9	48,4	101,8
Bénin	17,0	21,8	13,5	56,2	7,4	-87,9	-11,9	-10,7	-35,4	73,7
Burundi	9,1	19,2	30,2	118,6	93,7	33,4	22,1	12,8	48,7	60,1
Congo	7,8	21,1	9,5	26,9	33,2	14,1	27,9	70,9	59,3	67,2
Côte d'Ivoire	16,0	30,1	21,5	-0,9	-7,2	-15,5	-5,4	-4,2	-10,5	121,0
Egypte	6,4	22,2	30,8	-32,3	-39,5	-32,2	121,6	95,2	113,2	29,4
Ethiopie	9,5	15,1	13,9	15,4	86,6	50,0	17,3	59,5	90,1	86,8
Gabon	14,6	62,5	-2,6	-2,5	19,4	385,1	-28,1	21,3	-105,5	151,6
Gambie	12,8	26,8	4,9	107,8	61,1	-705,9	-	77,9	349,9	9,9
Ghana	16,0	29,8	46,0	52,3	-7,6	7,0	26,6	130,5	114,1	73,0
Haute-Volta	9,8	31,4	15,4	159,4	12,3	-65,2	-120,1	-8,6	40,5	90,6
Jamahiriya arabe libyenne	30,8	30,2	11,9	192,0	12,7	61,0	-	24,6	81,1	22,3
Kenya	15,5	18,4	24,7	34,6	2,3	23,1	23,9	37,9	22,4	54,2
Madagascar c/	10,0	11,5	12,3	18,5	-3,6	-0,9	15,8	65,0	66,9	96,6
Malawi	12,5	17,5	12,0	44,3	-85,8	-119,7	23,4	13,1	69,0	56,2
Mali	6,5	20,6	18,8	-111,3	-177,4	-0,2	247,1	251,5	65,8	-23,0
Moroc	11,9	21,0	17,1	25,0	5,6	-0,8	48,7	46,8	71,2	35,2
Maurice	18,1	32,4	14,3	76,0	15,5	-83,1	-0,2	39,4	148,5	42,1
Mauritanie	15,6	29,8	9,8	-8,9	-15,5	-162,3	-11,5	29,7	113,9	162,8
Niger	10,3	22,7	30,1	198,0	74,6	-2,5	-61,4	-26,8	-17,1	30,9
Nigéria	21,4	47,5	19,8	25,2	69,6	-4,1	48,5	00,03	66,7	63,4
Ouganda c/	14,0	30,4	-20,7	-14,6	-0,7	4,8	125,9	79,8	46,9	32,9
République centrafricaine	8,5	19,3	11,9	-69,5	28,7	30,2	74,8	84,7	26,8	103,1
République-Unie du Cameroun	13,3	24,0	25,2	6,3	-7,8	8,7	13,2	-0,1	-28,4	97,5
										108,4
										140,4
										35,6
										27,8
										64,3
										49,5
										192,5
										54,9
										32,1
										62,2
										160,9
										133,9
										68,7
										37,6

Tableau IV.D.12: Taux annuels moyens d'expansion de la masse monétaire et des facteurs affectant la masse monétaire en pourcentage des changements totaux de la masse monétaire, de 1957 à 1979 a/ (suite)

Pourcentage d'augmentation de la masse monétaire due aux											
Taux annuel de croissance de la masse monétaire b/				Créances nettes sur l'Etat				Créances sur le secteur privé			
				Avoirs extérieurs nets							
Pays	1967-1972	1972-1976	1976-1979	1967-1972	1972-1976	1976-1979	1967-1972	1972-1976	1976-1979	1967-1972	1972-1976
République-Unie de Tanzanie	17,7	22,0	25,2	44,9	-21,4	-16,5	64,0	136,1	106,7	12,4	-8,5
Rwanda	11,8	32,2	24,4	34,1	78,2	121,0	105,3	-2,1	-24,8	27,5	34,3
Sénégal	10,5	27,7	14,1	-24,6	-17,7	-96,8	20,7	19,8	23,7	120,3	106,9
Sierra Leone	12,7	18,9	24,2	125,1	-73,0	-21,1	-9,9	176,5	144,8	26,9	39,5
Somalie	14,6	23,4	32,8	114,8	31,4	-12,2	-27,0	31,8	72,9	50,8	82,9
Soudan	12,9	27,1	33,4	-66,0	-65,4	-15,6	144,7	141,3	87,8	45,2	51,0
Tchad c/	7,8	20,9	18,8	67,1	-7,4	-48,4	81,1	45,5	12,4	-6,2	88,5
Togo	14,8	31,2	21,1	30,9	57,5	-10,9	3,7	-16,4	29,5	84,8	73,3
Tunisie	13,1	21,4	16,4	69,2	9,1	7,8	-10,0	15,2	20,1	81,5	103,1
Zaire	17,3	32,0	42,5	9,7	-24,0	0,5	55,7	129,0	107,5	51,6	51,3
Zambie	15,1	16,2	10,1	-33,2	-59,0	-77,2	126,5	161,8	268,4	39,9	83,5
Moyenne simple pour les pays africains en développement	13,6	25,8	18,7	37,1	3,3	-22,6	33,9	60,4	65,9	62,1	65,6
											80,9

Source : Calculé d'après les données sur les pays du FMI, dans International Financial Statistics, vol. XXVIII, No. 2, février 1975; No. 11, novembre 1975; vol. XXXIII, No. 10, octobre 1980.

a/ La somme des chiffres ne totalise pas exactement cent par suite de l'exclusion de certains postes.

b/ Monnaie plus quasi-monnaie.

c/ Période 1967-1978.



Tableau-IV.D.3: Distribution des pays africains en développement selon le taux annuel d'augmentation des prix à la consommation, de 1967 à 1972 et de 1973 à 1979

Taux d'augmentation des prix à la consommation, en pourcentage	Augmentation annuelle moyenne, de 1967 à 1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Jusqu'à 5	24	3	3	-	4	2	2	-
5,0 à moins de 10	11	23	9	9	14	6	11	11
10,0 à moins de 15	-	6	5	6	8	16	10	11
15,0 à moins de 20	1	3	13	11	3	3	4	3
20 et au-dessus	-	1	6	10	7	9	6	6
Total	36	36	36	36	36	36	33	31

## E Apports de ressources et dette extérieure

### Apports de ressources aux pays en développement dans leur ensemble

Les apports totaux nets de ressources aux pays en développement dans leur ensemble sont passés de 19,7 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 81,7 milliards de dollars en 1979, ce qui correspond à un taux moyen de croissance annuelle de 17,1 p. 100 aux prix courants. Si l'on tient compte de la hausse des prix constatée dans le produit national brut (PNB) global des pays membres du CAD, l'accroissement en valeur réelle de ces apports n'a pas dépassé 7 p. 100 environ (voir tableau IV.E-1). Cet accroissement des apports nets de ressources aux pays développés, pour important qu'il puisse paraître, est à vrai dire modeste compte tenu de la détérioration sérieuse de la situation internationale au cours des années 70, une évolution qui a énormément accru les besoins en devises des pays en développement. Plus inquiétant encore est l'amenuisement de la part de l'aide publique au développement (fournie dans une large mesure à des conditions de faveur), qui est tombée de 44,7 p. 100 en 1970 à 36,1 p. 100 en 1979. Par ailleurs, la part des apports aux conditions du marché est passée de 55,3 p. 100 à 63,9 p. 100 pendant les mêmes années, ce qui reflète le durcissement des conditions de l'assistance extérieure fournie au monde en développement. Cette tendance au durcissement est spécialement marquée en ce qui concerne l'assistance fournie par les pays membres du CAD (membres du Comité de l'aide au développement de l'OCDE).

L'assistance du CAD est d'ailleurs passée de 15,6 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 73,2 milliards de dollars en 1979, ce qui représente un taux moyen de croissance annuelle de 18,7 p. 100, et sa part dans les apports nets de ressources aux pays en développement est passée de 79,2 p. 100 en 1970 à 89,4 p. 100 en 1979. Par ailleurs, la part de l'aide à des conditions de faveur (aide publique au développement) dans l'assistance totale fournie par ce groupe de pays est tombée de 36,5 p. 100 en 1970 à 30,6 p. 100 en 1979, alors que la part des apports aux conditions du marché est passée pendant la même période de 60,5 p. 100 à 69,4 p. 100. Une proportion assez importante de l'assistance fournie par le CAD revêt aujourd'hui la forme de prêts bancaires, de crédits privés à l'exportation et d'investissements directs, ce qui a pour effet de sensiblement alourdir le service de la dette extérieure.

Les apports totaux nets de ressources des pays de l'OPEP au monde en développement sont passés de 0,6 milliards de dollars seulement en 1970 à 9,8 milliards en 1975, pour retomber brusquement à 6 milliards en 1979. La part des pays de l'OPEP dans les apports totaux nets de ressources fournis aux pays en développement, qui était passée de 3 p. 100 en 1970 à 17,2 p. 100 en 1975 a accusé un fléchissement sensible en 1979, année pour laquelle ces apports ont représenté 7,3 p. 100. De même, parmi ces ressources la part de l'aide à des conditions de faveur, qui s'élevait à 66,7 p. 100 en 1970 et à 83,7 p. 100 en 1975 est retombée à 71,7 p. 100 en 1979. Là encore, comme dans le cas des pays de l'OCDE, on constate une tendance au durcissement des termes et conditions de l'aide fournie par les pays de l'OPEP.



Tableau IV.F.1. Apports totaux nets de ressources aux pays en développement en 1970, 1975 et 1979 (Déboursements nets)

Sources et types de ressources	Valeurs (en milliards de dollars des Etats-Unis)			Taux moyen de croissance annuelle (en pourcentage) 1970 - 1979	Part dans les apports totaux (en pourcentage)		
	1970	1975	1979		1970	1975	1979
Apports totaux de ressources	19,7	57,1	81,9	17,1	100	100	100
Aide publique au développement (APD)	8,8	24,0	29,6	14,4	44,7	42,1	36,1
- Aide bilatérale du CAD	5,7	9,8	22,3	16,4	28,9	17,2	27,3
- Aide bilatérale de l'OPEP	0,4	8,2	4,7	31,5	2,0	9,1	5,7
- Aide des pays à économie planifiée	0,8	0,9	0,7	1,5	4,1	1,6	0,9
- Aide des institutions multilatérales	1,1	3,8	1,9	6,2	5,6	6,7	2,3
- Divers a/	0,8	0,3	-	-	4,1	0,5	-
Apports aux conditions du marché	10,9	33,1	52,3	19,0	55,3	57,9	63,9
Pays du CAD	9,9	28,3	50,9 b/	19,9	50,3	49,5	62,2
- Investissements directs	3,9	10,5	12,9	14,2	19,8	18,4	15,8
- Prêts bancaires	3,0	12,0	19,6	23,2	15,2	21,0	23,9
- Prêts sur caution	0,3	0,3	...	-	1,5	0,5	...
- Crédits privés à l'exportation	2,1	4,1	8,5	16,8	10,7	7,2	10,4
- Crédits officiels à l'exportation	0,6	1,4	1,5	20,4	3,0	2,5	3,9

Tableau IV.E-1. Apports totaux nets de ressources aux pays en développement en 1970, 1975 et 1979 (Déboursements nets) (suite)

Sources et types de ressources	Valeurs (en milliards de dollars des Etats-Unis)			Taux moyen de croissance annuelle (en pourcentage)		Part dans les apports totaux (en pourcentage)		
	1970	1975	1979	1970	1979	1970	1975	1979
Apports bilatéraux de l'OPEP	0,2	1,6	1,3	23,2		1,0	2,8	1,6
Pays à économie planifiée	0,1	0,1	0,1	0,1		0,5	0,2	0,1
Institutions multilatérales	0,7	2,5	2,2	13,6		3,5	4,3	...
Divers a/	-	0,6	-	-		-	1,0	-

Sources : OCDE, Comité de l'aide au développement, la coopération pour le développement; examen de l'exercice 1979, Paris, Annexe statistique de 1979; FMI, Etude du FMI, juillet 1980.

a/ Elément de contrepartie.

b/ Y compris les prêts bancaires offshore.

Quant aux pays à économie planifiée, leur assistance au tiers monde est demeurée inchangée, à un niveau inférieur à 1 milliard de dollars des Etats-Unis aux prix courants, et a diminué de façon sensible à prix constants; la part de cette assistance dans les apports nets totaux de ressources est tombée de 4,6 p. 100 en 1970 à 1,8 p. 100 en 1975 et à 1 p. 100 seulement en 1979. Les apports nets de ressources des pays à économie planifiée, pour faibles qu'ils soient en termes absolus et relatifs, sont toutefois accordés à des conditions très favorables.

Les apports nets de ressources des institutions multilatérales sont passés de 1,8 milliard de dollars des Etats-Unis en 1970 à 6,3 milliards de dollars en 1975, pour retomber brusquement à 4,1 milliards de dollars en 1979, et la part de ce type d'aide dans les apports nets totaux de ressources, qui était de 9,1 p. 100 en 1970 et avait atteint 11 p. 100 en 1975, a diminué de façon marquée et n'a représenté que 5 p. 100 en 1979.

On se rappellera à cet égard que la Stratégie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement invitait chaque pays développé à transférer chaque année l'équivalent en valeur réelle de 1 p. 100 de son PIB aux pays en développement, l'objectif étant fixé à 0,7 p. 100 pour l'APD. Les données disponibles sur l'APD décaissée en pourcentage du PNB montrent que seuls le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède ont atteint ou dépassé l'objectif de 0,7 p. 100 fixé pour l'APD. De nombreux autres pays, notamment les Etats-Unis, n'ont pas atteint cette cible. En fait, pour les Etats-Unis, les décaissements nets d'APD en pourcentage du PNB, qui avaient été de 0,3 p. 100 en 1970, ont accusé un fléchissement marqué et étaient tombés à 0,19 p. 100 en 1979. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, si l'objectif de 1 p. 100 du PNB a été légèrement dépassé, l'objectif de 0,7 p. 100 sous forme d'aide publique au développement n'a pas été atteint. En fait, en 1979 les décaissements nets d'APD en pourcentage du PNB s'élevaient à 0,34 p. 100.



En ce qui concerne les pays de l'OPEP, il semble que la part du PNB de l'assistance fournie par les pays de l'OPEP donneurs d'aide ait été d'environ 1,28 p. 100 en 1979. Pour les pays de l'OPEP ayant les revenus les plus élevés (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Koweït et Qatar), l'APD a été bien plus considérable en pourcentage du PNB, soit 3,8 p. 100 en 1979.

#### Apports de ressources aux pays africains en développement

L'apport net comptabilisé de ressources aux pays africains en développement dans leur ensemble est passé de 3,1 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 19 milliards de dollars des Etats-Unis en 1978 (les chiffres de 1979 ne sont pas encore disponibles) et sa part dans les apports nets totaux de ressources à l'ensemble des pays en développement, qui était de 15,7 p. 100 en 1970 a atteint 23,2 p. 100 en 1978 (voir tableau IV.E.2). Etant donné que la population de l'Afrique représente environ 14 p. 100 de la population totale du monde en développement, il semble que la part de l'Afrique dans le montant total des apports nets comptabilisés de ressources soit supérieure à la proportion de sa population par rapport à l'ensemble du monde en développement. Mais inversement, il convient de noter que c'est en Afrique que se trouvent le plus grand nombre de pays les moins développés et que c'est dans ce continent que les revenus par habitant sont les plus bas parmi tous ceux des pays du monde en développement.

Il convient également de noter toutefois que les pays africains non producteurs de pétrole ont bénéficié d'environ des trois quarts de l'assistance totale aux pays africains en développement. L'aide accordée à ce groupe de pays est passée de 2,2 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à 14,2 milliards de dollars en 1978, ce qui correspond à un taux moyen de croissance annuelle de 26,2 p. 100 aux prix courants ou environ 15 p. 100 à prix constants. Toutefois, sur ce montant, la part de l'aide publique au développement (APD) bilatérale ou multilatérale a décliné, tandis que la part provenant d'autres sources, qui est généralement fournie à des conditions rigoureuses, passait de 26 p. 100 à plus de 36 p. 100 au cours de la même période.

Comme l'indique le tableau IV.E.3, la période moyenne d'échéance a été sensiblement réduite, passant de 25,2 ans en 1970 à 17,3 ans en 1978, pendant que le délai de grâce diminuait de 6,6 à 4,9 ans et que les taux d'intérêt passaient de 3,7 à 6,4 p. 100 respectivement. De même, le pourcentage des subventions est tombé de 46 p. 100 en 1970 à 25 p. 100 en 1978, le pourcentage des subventions dans l'ensemble des prêts et subventions déclinant de 54 à 38 p. 100.

Tableau IV.E.2. Montant total net comptabilisé des ressources fournies aux pays africains en développement pendant la période 1970-1978 (en millions de dollars des Etats-Unis)

Ressources provenant des pays membres du CAD, des institutions multilatérales et d'autres sources	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
<u>Sommes nettes reçues</u>									
<u>Principaux pays exportateurs de pétrole</u>									
APD bilatérale des pays du CAD	254	252	228	228	189	213	212	170	178
APD des institutions multilatérales	...	...	...	...	45	45	25	38	49
Divers	...	...	...	...	711	1896	2108	2830	4632
Total des apports nets comptabilisés	856	882	713	792	945	2154	2345	3038	4859
<u>Autres pays en développement</u>									
APD bilatérale des pays du CAD	1428	1709	1974	2168	2051	2717	2925	3516	4652
APD des institutions multilatérales	-	-	-	-	824	1186	1411	2279	2590
Divers	794	1169	961	1112	3058	6970	5342	6461	6926
Total des apports nets comptabilisés	2222	2878	2935	3280	5933	10873	9678	12256	14168
<u>Pays africains en développement</u>									
APD bilatérale des pays du CAD	1682	1962	2102	2396	2241	2930	3137	3686	4830
APD des institutions multilatérales	-	-	-	-	869	1234	1436	2317	2639
Divers	1396	1798	1445	1677	3769	8863	7450	9281	11558
Total des apports nets comptabilisés, dont montant total provenant des pays de l'OPEP	3078	3760	3547	4073	6879	13027	12023	15284	19027
Total provenant des pays du CAD et des institutions multilatérales	3078	3760	3547	4073	5061	9327	9970	13702	17909

Source : OCDE, op. cit.



Tableau IV.E.3. Termes moyens des obligations contractées au titre des prêts et de l'élément de subvention des prêts et subventions pour les pays africains en développement a/, en 1970-1978

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Nombre d'années d'échéance	25,2	21,5	21,4	20,4	19,5	20,7	19,4	19,0	17,3
Nombre d'années de grâce	6,6	6,1	5,7	5,7	5,8	5,3	5,0	4,7	4,9
Taux d'intérêt	3,7	4,4	4,4	5,4	5,5	5,6	5,4	5,6	6,4
Pourcentage de l'élément de subvention des prêts	46,0	39,0	38,0	32,0	32,0	31,0	31,0	30,0	25,0
Pourcentage des subventions par rapport aux prêts plus subventions	54,0	52,0	53,0	40,0	43,0	43,0	41,0	40,0	38,0

Source : Banque mondiale, rapports annuels, 1978, 1980.

a/ A l'exclusion des pays d'Afrique du Nord.

#### Dettes publiques extérieures

La dette extérieure décaissée des 96 pays en développement est passée de 151 milliards de dollars en 1970 à un montant estimatif de 252 milliards en 1978, ce qui correspond à un taux moyen de croissance annuelle de 22,2 p. 100. Comme l'indique le tableau IV.E.4, les six régions du monde en développement présentaient des divergences significatives dans l'importance de leur dette publique extérieure respective, les principales régions en développement débitrices étant l'Amérique latine et la zone des Caraïbes, qui devaient 84,8 milliards de dollars en 1978 (soit 33,7 p. 100 de la dette totale de tous les pays en développement), les pays avancés de la Méditerranée devant 32,5 milliards de dollars des Etats-Unis (13 p. 100) et l'Asie du Sud 28,8 milliards de dollars. L'Afrique, à l'exclusion de l'Afrique du Nord, devait 21,1 milliards de dollars des Etats-Unis en 1978, contre 7,1 milliards en 1970, ce qui correspond à un accroissement annuel moyen de 14,6 p. 100, mais sa part dans la dette totale du monde en développement est tombée de 14 p. 100 en 1970 à 8,3 p. 100 en 1978.

Le tableau IV.E.5 indique le genre de dette contractée par les pays africains en développement dans leur ensemble au cours de la période 1970-1976 (d'après les renseignements les plus récents). L'aide publique au développement (APD) bilatérale et multilatérale est passée de 6,2 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970 à

17,8 milliards de dollars en 1976 (soit un accroissement annuel moyen de 19,2 p. 100), ce qui représente quelque 68,4 p. 100 de la dette extérieure totale des pays africains en développement en 1970, mais ce chiffre est tombé à 59,2 p. 100 en 1976. En pourcentage, la part de la dette due aux institutions multilatérales a d'ailleurs augmenté au cours de cette période, passant de 11,1 p. 100 en 1970 à 13,7 p. 100 en 1976, de sorte que la diminution totale de la part de la dette au titre de l'aide publique provient de la dette publique bilatérale, dont la part est tombée de 57,3 p. 100 en 1970 à 45,5 p. 100 en 1976.

Tableau IV.E.4. Dette extérieure active au titre de l'aide publique, décaissée par les pays en développement de la région en 1970 et en 1975-1978 (en millions de dollars des Etats-Unis)

Régions et groupes de pays	1970	1975	1976	1977	1978	Part en 1978 (pourcentage)	Taux de croissance annuelle 1970-1978 (pourcentage)
<u>87 pays non exportateurs de pétrole</u>							
Afrique, sauf Afrique du Nord	7067	11965	14461	17411	21077	8,3	14,6
Asie de l'Est et Pacifique	3803	11268	14502	16588	25339	10,1	26,8
Amérique latine et Caraïbes	14453	41018	52211	62558	84792	33,7	24,8
Afrique du Nord et Moyen-Orient	2341	9256	11649	18946	21323	8,5	31,8
Asie du Sud	11848	20675	23190	26010	28826	11,4	11,8
Pays méditerranéens plus avancés	5166	18231	21497	25022	32537	12,9	25,8
Total pour les pays non exportateurs de pétrole	44677	112413	137510	166535	213894	84,9	21,6
Pourcentage d'accroissement		21,7	22,3	21,1	26,9		
<u>9 pays exportateurs de pétrole</u>	5941	20515	26058	34548	38091	15,1	26,1
Pourcentage d'accroissement		15,3	27,0	32,6	10,3		
<u>96 pays en développement</u>	50618	132928	163568	201083	251985	100,0	22,2
Pourcentage d'accroissement		20,7	23,7	22,9	25,3		
Pourcentage d'accroissement des exportations		-4,1	20,8	13,2	6,1		

Source : Banque mondiale, Rapports annuels, 1972, 1977 à 1980.



**Tableau IV.F.5. Dette totale active (décaissée) des pays africains en développement à la fin de l'année et paiements au titre du service de la dette, par type de dettes, 1970 et 1973-1976 (en milliards de dollars des Etats-Unis)**

	1970	1973	1974	1975	1976	Part en 1976 %	Taux de croissance annuelle 1970-1973
<b>Dette active</b>	<b>9,02</b>	<b>15,69</b>	<b>18,88</b>	<b>24,44</b>	<b>30,02</b>	<b>100,0</b>	<b>22,2</b>
- Aide publique bilatérale	5,17	7,54	8,92	11,65	13,66	45,5	17,6
- Aide publique multilatérale	1,00	1,98	2,45	3,25	4,12	13,7	26,6
- Aide privée (totale)	2,85	6,17	7,51	9,54	12,24	40,8	27,5
- créances des fournisseurs	2,07	2,92	3,46	4,09	4,55	15,2	14,1
- institutions financières	0,41	2,68	3,38	4,91	6,93	23,1	49,5
- autres créances privées	0,37	0,57	0,67	0,54	0,76	2,5	12,8
<b>Service total de la dette</b>	<b>0,85</b>	<b>1,79</b>	<b>2,34</b>	<b>2,39</b>	<b>2,82</b>	<b>100,0</b>	<b>22,2</b>
- Aide publique bilatérale	0,36	0,66	0,64	0,70	0,73	25,9	12,5
- Aide publique multilatérale	0,08	0,15	0,19	0,29	0,26	9,2	21,7
- Aide privée (totale)	0,41	0,98	1,51	1,40	1,83	64,9	28,3
- créances des fournisseurs	0,30	0,59	0,68	0,82	1,10	39,0	24,1
- institutions financières	0,06	0,23	0,70	0,49	0,63	22,3	48,0
- autres créances privées	0,05	0,16	0,13	0,09	0,10	3,5	12,3
dont :							
<b>Amortissement (total)</b>	<b>0,64</b>	<b>1,35</b>	<b>1,64</b>	<b>1,50</b>	<b>1,81</b>	<b>100,0</b>	<b>18,9</b>
- Aide publique bilatérale	0,26	0,50	0,46	0,47	0,48	26,2	10,7
- Aide publique multilatérale	0,04	0,07	0,08	0,09	0,09	5,0	14,5
- Aide privée (totale)	0,34	0,78	1,10	0,97	1,24	68,5	24,1
- créances des fournisseurs	0,25	0,50	0,58	0,70	0,94	51,9	25,7
- institutions financières	0,04	0,16	0,43	0,18	0,24	13,2	34,9
- autres créances privées	0,05	0,12	0,09	0,06	0,06	3,3	3,1
<b>Intérêt (total)</b>	<b>0,25</b>	<b>0,51</b>	<b>0,69</b>	<b>0,90</b>	<b>1,01</b>	<b>100,0</b>	<b>3,1</b>
- Aide publique bilatérale	0,19	0,16	0,17	0,23	0,25	24,8	13,0
- Aide publique multilatérale	0,04	0,08	0,11	0,20	0,17	16,8	23,0
- Aide privée (totale)	0,08	0,20	0,42	0,46	0,59	58,4	39,5
- créances des fournisseurs	0,04	0,09	0,10	0,12	0,18	15,8	22,0
- institutions financières	0,02	0,07	0,28	0,31	0,38	37,6	64,5
- autres créances privées	0,02	0,04	0,04	0,03	0,03	3,0	7,0

Source : Banque mondiale, Tableaux de la dette mondiale, 1977, 1978, 1979 supplément; Tableaux mondiaux, divers numéros.

La diminution de la part de la dette au titre de l'aide publique par rapport à la dette totale s'est naturellement traduite par un accroissement de la part de la dette privée, qui est passée de 31,6 p. 100 en 1970 à 40,8 p. 100 en 1976, ce qui correspond à un taux moyen de croissance annuelle de 27,5 p. 100 au cours de la période considérée. Cette augmentation est attribuable à l'accroissement marqué des dettes à l'égard des institutions financières privées, qui sont passées de 0,4 milliard de dollars des Etats-Unis en 1970 à 6,9 milliards de dollars en 1976, ce qui représente un taux moyen de croissance annuelle de 49,5 p. 100. La part de chacune des autres sources de dettes résultant de prêts du secteur privé - crédits des fournisseurs et autres créances privées - par rapport à la dette totale a toutefois diminué pendant cette période.

La modification de la composition de la dette, dans laquelle les prêts consentis par le secteur privé ont eu tendance à remplacer l'aide publique, a influencé à son tour la structure et la composition des paiements au titre du service de la dette. La part des paiements d'intérêts sur les dettes privées est passée de 32 p. 100 en 1970 à 58,4 p. 100 en 1976, tandis que celle des dettes au titre de l'aide publique tombait de 64 à 41,6 p. 100 au cours de la même période, parce que les taux d'intérêt sur les dettes privées sont généralement plus élevés que sur des dettes publiques. Le montant total des intérêts versés est passé de 0,3 milliard de dollars des Etats-Unis en 1970 à 1 milliard de dollars en 1976, tandis que les versements pour l'amortissement passaient de 0,6 milliard de dollars des Etats-Unis à 1,8 milliard au cours de cette période. L'accroissement des frais d'amortissement versés aux institutions financières privées (qui a été de 34,9 p. 100 par an au cours de cette période) est vraisemblablement dû à la récente montée en flèche des prêts bancaires aux pays en développement, qui consistent généralement en prêts assortis d'échéances et de délais de grâce plus brefs. En fait, le service total de la dette des pays africains en développement a presque triplé en termes absolus entre 1970 (0,9 milliard de dollars des Etats-Unis) et 1976 (2,8 milliards de dollars des Etats-Unis), soit un accroissement annuel moyen de 22,2 p. 100.

Le tableau IV.F-5 indique les paiements au titre du service de la dette extérieure publique, en pourcentage des exportations totales de biens et de services (non facteurs) pour chaque pays africain en développement au cours de la période 1970-1978. Ce taux de service de la dette, qui permet de juger de l'importance du problème de l'amortissement, a présenté de fortes fluctuations dans la plupart du pays au cours de la période considérée, mais il a beaucoup augmenté dans des pays tels que l'Algérie, le Gabon, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal, le Tchad, le Togo, le Zaïre et la Zambie. Pour l'ensemble des pays africains en développement, ce taux est passé de 6,3 p. 100 en 1970 à 9,5 p. 100 en 1978, ce qui signifie qu'environ 9,5 p. 100 des recettes totales d'exportation des pays africains en développement en 1978 ont dû être réservés au service de la dette. Vu la tendance croissante vers des apports aux



pays africains en développement de ressources extérieures privées assorties de conditions rigoureuses et le faible taux de croissance des exportations, le service total de la dette représente forcément une proportion importante des exportations et a pour effet d'accroître la différence entre les apports bruts et les apports nets de capitaux. Ces relations nécessiteront un examen nouveau et attentif des conditions dans lesquelles les apports de ressources étrangères sont offerts aux pays africains.

**Tableau IV.F.6** Versements au titre du service de la dette extérieure publique des pays africains, en pourcentage des exportations de biens et services, 1970-1978

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Algérie	3,2	5,8	11,8	12,8	13,5	8,8	13,0	15,5	20,9
Bénin	2,2	4,0	3,3	1,9	4,8	3,6	2,7	2,4	6,4
Botswana	2,7	2,2	2,8	2,6	2,7	3,1	1,5	1,9	2,5
Burundi	2,3	2,6	6,6	2,7	2,7	5,8	4,6	2,8	3,2
République centrafricaine ;	3,2	3,0	1,4	4,4	4,8	7,4	2,0	4,5	2,5
Tchad	2,9	8,5	5,0	3,3	3,1	5,5	3,9	9,4	13,0
Comores	...	0,1	0,0	2,1	1,1	4,6	5,7	7,0	10,8
Congo	8,4	8,2	8,7	8,1	6,5	12,1	8,3	10,4	7,2
Egypte	28,7	28,8	31,1	40,2	21,7	22,5	18,5	24,1	22,2
Ethiopie	11,3	10,3	8,7	6,4	5,4	7,4	6,7	6,5	7,5
Gabon	5,5	7,2	7,1	14,1	4,1	5,5	6,7	9,5	20,5
Gambie	0,7	0,9	1,0	1,1	0,8	0,6	0,6	0,5	0,8
Ghana	4,9	7,1	3,2	3,6	3,7	5,8	6,2	3,5	4,4
Guinée	28,7	29,2	31,1	29,9	16,8	14,8	15,0	19,0	17,4
Côte d'Ivoire	6,7	7,6	8,1	7,2	7,9	8,8	8,8	10,4	14,1
Kenya	5,5	8,1	6,0	5,5	4,6	4,3	5,7	4,6	8,3
Lesotho	9,6	6,7	3,8	3,2	2,1	2,4	4,4	3,3	1,9
Libéria	7,2	6,6	6,1	5,3	4,9	5,5	4,4	6,0	5,4
Madagascar	3,5	4,3	3,5	5,3	3,6	3,4	3,9	3,2	3,2
Malawi	7,0	7,7	7,4	7,4	7,6	7,7	7,3	5,2	8,7
Mali	1,8	1,2	1,3	5,8	2,3	2,4	2,8	4,5	7,1
Mauritanie	3,2	3,6	10,2	9,0	6,6	20,7	37,8	22,4	17,0
Maurice	3,7	4,2	1,6	1,3	0,8	1,6	1,0	1,6	2,4
Maroc	7,7	10,2	9,5	8,3	5,5	5,7	7,1	10,8	18,7
Niger	3,8	3,0	2,6	2,0	2,8	4,5	4,5	3,8	2,9
Nigéria	4,1	3,0	2,8	4,0	1,7	2,7	3,4	0,8	1,2
Rwanda	1,3	1,8	2,1	0,2	0,8	0,7	0,8	0,9	1,4

Tableau IV.F.6 Versements au titre du service de la dette extérieure publique des pays africains, en pourcentage des exportations de biens et services, 1970-1978 (suite)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Sénégal	2,4	5,0	3,9	8,0	5,5	5,5	5,7	8,3	14,9
Sierra Leone	10,0	7,3	8,0	8,6	8,4	10,2	15,3	9,8	16,0
Somalie	2,0	2,3	2,9	3,6	4,2	3,4	2,6	3,9	3,7
Soudan	10,3	12,9	13,8	11,9	14,2	21,7	14,1	7,6	9,4
Swaziland	4,7	5,2	10,1	9,5	2,3	1,6	0,8	0,9	1,6
Togo	2,9	2,9	6,4	6,7	3,4	9,7	6,3	11,1	15,2
Tunisie	17,1	14,8	15,2	10,6	6,5	6,7	7,1	9,3	12,3
Ouganda	3,2	4,0	4,0	8,3	4,5	3,7	2,9	3,0	2,2
République-Unie du Cameroun	3,1	4,4	4,8	4,7	4,3	5,3	5,8	6,6	7,7
République-Unie de Tanzanie	7,3	8,1	13,4	8,6	6,6	7,4	6,6	7,2	7,4
Haute-Volta	3,9	3,7	2,9	3,3	2,9	3,6	2,4	3,4	3,8
Zaïre	4,4	4,9	8,0	8,2	11,1	15,0	11,8	19,1	31,3
Zambie	4,5	10,0	12,9	30,1	7,1	10,1	10,1	18,6	20,8
Ensemble des pays africains en développement	6,3	6,8	7,4	7,3	5,6	7,1	7,0	7,6	9,5

Source : Banque mondiale, Rapport annuel, 1978, 1980.



## F. Commerce extérieur et balance des paiements

### Evolution du commerce mondial

Le commerce mondial aux prix courants a augmenté à un taux annuel moyen de 20,3 p. 100 entre 1970 et 1979. En termes de volume, le taux annuel d'expansion n'a été que de 5,9 p. 100, ce qui indique que le taux annuel moyen d'accroissement des prix des exportations et importations a été de 13,6 p. 100.

Entre 1970 et 1979 les prix du commerce extérieur ont augmenté à un taux annuel moyen de 9,8 p. 100, contre 16,7 p. 100 pendant la période 1975-1979. En termes de volume, le taux annuel moyen de croissance a été de 5,1 p. 100 entre 1970 et 1975, et s'est élevé ensuite à une moyenne de 6,9 p. 100 pendant la seconde moitié de la décennie. En termes de valeur, le commerce mondial s'est accru de 22,7 p. 100 et de 17,3 p. 100 pendant la première et la seconde moitié de la décennie respectivement.

En 1979, l'expansion du commerce mondial a été de 5,3 p. 100 en termes de quantité et de 25,6 p. 100 aux prix courants. La hausse des prix des exportations et importations a été d'environ 19,3 p. 100. En termes de volume, l'expansion du commerce mondial a donc été inférieure au chiffre annuel moyen pour la période 1975-1979, alors que le taux d'accroissement des prix a été supérieur à la moyenne.

Le pétrole, qui était une matière première ordinaire au début de la décennie, a revêtu une importance cruciale dans le commerce mondial au cours de ces dernières années. Les prix du pétrole ont augmenté d'environ 30 p. 100 par an entre 1970 et 1979, tandis que le volume des exportations de pétrole n'augmentait qu'à la cadence annuelle moyenne de 0,5 p. 100.

Le tableau IV.F.1 fournit certains chiffres importants relatifs au commerce des pays industriels, des pays en développement exportateurs et non-exportateurs de pétrole, ainsi que du monde entier.

De brusques modifications des parts relatives du commerce mondial ont été déterminées par l'évolution des prix du pétrole. Si la part des pays industriels est tombée de 77,1 p. 100 en 1970 à 71,8 p. 100 en 1975, avec une légère remontée jusqu'à 72,1 en 1979, la part des pays exportateurs de pétrole est passée de 5 p. 100 en 1970 à 11 p. 100 en 1977, avec un léger fléchissement en 1979, année pour laquelle cette part a été de 10,1 p. 100. La part des pays en développement non-exportateurs de pétrole a représenté environ 17 p. 100 du commerce mondial de 1970 à 1979 et est demeurée stable.

Tableau IV.F.1. Commerce extérieur, par régions, en 1970 et en 1975-1979 (Les valeurs sont exprimées en milliards de dollars des Etats-Unis; pour les indices, 1970 = 100)

Zone	Poste	1970	1975	1976	1977	1978	1979
<u>Monde</u>	Valeur des importations	296,3	814,1	923,4	1 062,5	1 234,0	1 542,3
	Valeur des exportations	282,2	796,6	906,9	1 030,8	1 193,8	1 507,2
	Indice du volume des importations	100,0	127,0	144,0	152,0	160,0	168,0
	Indice du volume des exportations	100,0	129,0	144,0	151,0	158,0	167,0
	Indice de la valeur unitaire des importations	100,0	215,0	217,0	236,0	260,0	310,0
	Indice de la valeur unitaire des exportations	100,0	218,0	223,0	242,0	268,0	320,0
	Indice des termes de l'échange	100,0	90,0	90,0	88,0	90,0	88,0
<u>Pays indus- triels</u>	Valeur des importations	226,0	587,9	678,4	769,7	890,9	1 141,6
	Valeur des exportations	220,0	568,5	632,9	718,5	861,7	1 056,6
	Indice du volume des importations	100,0	122,0	140,0	144,0	152,0	163,0
	Indice du volume des exportations	100,0	135,0	149,0	157,0	167,0	177,0
	Indice de la valeur unitaire des importations	100,0	213,0	215,0	236,0	260,0	309,0
	Indice de la valeur unitaire des exportations	100,0	191,0	193,0	208,0	235,0	271,0
	Indice des termes de l'échange	100,0	90,0	90,0	88,0	90,0	88,0
<u>Expor- tateurs de pé- trole</u>	Valeur des importations	10,8	51,3	62,5	84,3	98,2	100,3
	Valeur des exportations	18,4	109,8	132,9	145,9	142,1	207,3
	Indice du volume des importations a/	100,0	213,0	260,0	331,0	351,0	302,0
	Indice du volume des exportations	100,0	95,0	108,0	108,0	105,0	105,0
	Indice de la valeur unitaire des importations	...	...	...	...	...	...
	Indice de la valeur unitaire des exportations	...	...	...	...	...	...
	Indice des termes de l'échange	...	...	...	...	...	...



Tableau IV.F 1. Commerce extérieur, par régions, en 1970 et en 1975-1979 (Les valeurs sont exprimées en milliards de dollars des Etats-Unis; pour les indices, 1970 = 100) (suite)

Zone	Poste	1970	1975	1976	1977	1978	1979
	Indice de la valeur unitaire des exportations	100,0	629,0	667,0	736,0	736,0	1 069,0
	Indice des termes de l'échange a/	100,0	282,0	299,0	311,0	284,0	347,0
<u>Pays non-produc- teurs de pétrole</u>	Valeur des importations	55,4	168,7	174,5	199,2	233,1	286,2
	Valeur des exportations	43,2	113,0	132,9	157,1	178,1	226,2
	Indice du volume des importations	100,0	137,0	141,0	161,0	162,0	168,0
	Indice du volume des exportations	100,0	141,0	159,0	162,0	177,0	195,0
	Indice de la valeur unitaire des importations	100,0	225,0	223,0	236,0	259,0	308,0 b/
	Indice de la valeur unitaire des exportations	100,0	185,0	194,0	225,0	233,0	268,0 b/
	Indice des termes de l'échange	100,0	83,0	87,0	95,0	90,0	87,0

Source : D'après les chiffres indiqués par le FMI dans Statistiques financières internationales, septembre 1975, août 1976, décembre 1977 et août 1980.

a/ Sur la base de l'indice de la valeur des importations des pays en développement non-producteurs de pétrole.

b/ Chiffre incorporant certaines estimations.

Les pays industriels ont accusé un déficit commercial pour toutes les années de 1975 à 1979, et notamment un important déficit s'élevant à 85 milliards de dollars des Etats-Unis en 1979. Les pays exportateurs de pétrole ont accru leur excédent commercial, qui a atteint 107 milliards de dollars des Etats-Unis en 1979 par suite de la hausse des prix du pétrole.

Les pays en développement non-exportateurs de pétrole ont accusé un déficit commercial de 12,2 milliards de dollars des Etats-Unis en 1970, déficit qui est passé à 55,7 milliards en 1975 et à un chiffre maximum de 60 milliards en 1979.

En prenant 1970 comme année de base, en 1977, les termes de l'échange ont atteint 311 en faveur des pays exportateurs de pétrole, pour retomber à 284 en 1978, mais pour remonter à 347 en 1979. Les estimations pour la première moitié de 1980 montrent une augmentation importante à 470 et les termes de l'échange effectifs des pays exportateurs de pétrole sont peut-être plus élevés encore, par suite des derniers événements. Les termes de l'échange des pays industriels, qui s'élevaient à 100 en 1970 se sont établis à 90 pendant les trois années 1975, 1976 et 1978 et sont tombés à 88 en 1979, chiffre qui sera vraisemblablement maintenu en 1980. Dans les pays en développement non-exportateurs de pétrole, les termes de l'échange ont accusé le faible niveau de 83 en 1975, et sont remontés à 95 en 1977 pour retomber à 87 en 1979.

Dans les pays industriels, le volume des exportations a augmenté de 6, p. 100 en 1979, tandis que le volume des importations gagnait 7,2 p. 100. Pour l'ensemble des pays exportateurs de pétrole on n'a enregistré aucun changement dans le volume des exportations, mais une chute de 14 p. 100 des importations, tandis que dans les pays non-exportateurs de pétrole les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 10,2 et de 3,7 p. 100 entre 1978 et 1979. Entre 1970 et 1979, le volume des exportations a augmenté de 6,5 p. 100 par an dans les pays industriels, contre 7,7 et 0,5 p. 100 pour les pays non-exportateurs et exportateurs de pétrole respectivement. L'accroissement annuel moyen du volume des importations pour la période 1970-1979 a été de 13,1 p. 100 pour les pays exportateurs de pétrole, de 5,9 p. 100 pour les pays en développement non-exportateurs de pétrole et de 5,5 p. 100 pour les pays industriels.

Plusieurs facteurs de l'économie mondiale (par exemple, le faible taux de croissance de la production, les politiques anti-inflationnistes, le chômage, les facteurs tenant à la balance des paiements, l'adoption de politiques d'investissement plus circonspectes par certains pays exportateurs de pétrole) semblent indiquer que les perspectives à court terme du commerce mondial seront vraisemblablement moins favorables qu'en 1979.

#### Le commerce extérieur des pays africains en développement

Les principaux chiffres du commerce de la région qui sont indiqués au tableau IV.F.2 montrent que les exportations totales des pays africains en développement ont augmenté de 19,3 milliards de dollars des Etats-Unis, passant de 47,3 milliards de dollars en 1978 à 66,6 milliards en 1979. La valeur des exportations de la région a augmenté en moyenne plus de 20 p. 100 par an entre 1970 et 1979, chiffre presque égal à celui de la croissance des exportations mondiales. Les importations n'ont augmenté que de 626 millions de dollars des Etats-Unis, passant de 58,6 milliards de dollars en 1978 à 59,2 milliards en 1979 aux prix courants. La croissance annuelle



moyenne des importations des pays africains en développement dans leur ensemble a été de 20,5 p. 100 entre 1970 et 1979, ce qui est légèrement supérieur à la croissance moyenne des importations mondiales au cours de la même période. Le solde de l'excédent commercial de l'Afrique dans son ensemble a atteint le montant de 7,4 milliards de dollars des Etats-Unis en 1979, alors qu'on avait enregistré l'année précédente un déficit de 11,2 milliards de dollars.

La hausse du prix du pétrole en 1979 a été la cause principale de l'accroissement des recettes d'exportation et de l'amélioration de la balance commerciale. En 1979, les exportations des pays africains exportateurs de pétrole ont augmenté de 15,5 milliards de dollars, passant de 27,5 milliards de dollars des Etats-Unis en 1978 à 43 milliards en 1979, tandis que les importations de ces pays accusaient un léger gain d'environ 800 millions de dollars, pour passer de 26,9 milliards de dollars en 1978 à 27,7 milliards en 1979. Cette année-là, la balance commerciale des pays africains exportateurs de pétrole a donc présenté un excédent important, s'élevant à 15,2 milliards de dollars des Etats-Unis. La part des principaux pays africains exportateurs de pétrole, qui représentait 37 p. 100 des exportations totales des pays africains en développement en 1970 a atteint 64,5 p. 100 en 1979.

Les pays africains non-exportateurs de pétrole ont accru leurs recettes d'exportations de 3,8 milliards de dollars, de sorte que ces recettes, qui étaient de 19,8 milliards de dollars en 1978, se sont élevées à 23,6 milliards en 1979. Sous la forte pression de la pénurie de devises, les importations de ces pays n'ont atteint que 31,4 milliards de dollars des Etats-Unis en 1979, c'est-à-dire un peu moins qu'en 1978. Le déficit commercial est tombé du niveau record de 11,8 milliards de dollars enregistré en 1978 à 7,8 milliards de dollars en 1979. Le déficit de la balance commerciale des pays africains non-exportateurs de pétrole a été élevé pendant toutes les années de 1975 à 1979, alors qu'il avait été modéré pendant la période 1970-1974.

Les pays africains exportateurs de pétrole ont accru le volume de leurs exportations de plus de 4 p. 100 en 1979, bien que jusqu'en 1976 il ait été chaque année inférieur au chiffre de 1970. La valeur unitaire des exportations de ce groupe de pays a augmenté d'environ 51 p. 100 de 1978 à 1979. Le volume des importations des pays africains exportateurs de pétrole a perdu 13 p. 100 de 1978 à 1979. Les termes de l'échange de ce groupe de pays ont marqué une amélioration en 1979 par rapport à l'année précédente et ont culminé à 298 (1970 = 100). Dans les pays africains non-exportateurs de pétrole, le volume des exportations a augmenté de 2 p. 100 et celui des importations est tombé de 16 p. 100 de 1978 à 1979. La valeur unitaire des exportations des pays non-exportateurs de pétrole a augmenté d'environ 18 p. 100 de 1978 à 1979. Les termes de l'échange se sont légèrement détériorés au cours de la même période, passant de 87 à 86 p. 100 (1970 = 100).

**Tableau IV.F-2. Exportations et importations des pays africains en développement,**  
**en 1970 et 1975-1979 (les valeurs sont exprimées en millions de dollars des Etats-**  
**Unis, pour les indices, 1970 = 100)**

Commerce extérieur	1970	1975	1976	1977	1978	1979 a/
<u>Valeur des échanges</u>						
<u>Pays africains en développement</u>						
Exportations	12 701	34 382	41 068	48 090	47 301	66 629
Importations	11 078	38 612	39 306	48 938	58 559	59 185
Solde	+1 623	-4 230	+1 762	-848	-11 258	7 444
<u>Exportateurs de pétrole b/</u>						
Exportations	4 749	19 452	24 727	28 812	27 466	42 990
Importations	2 951	16 036	17 266	22 718	26 923	27 748
Solde	+1 798	+3 416	+7 461	+6 094	+543	+15 242
<u>Pays non-exportateurs de pétrole</u>						
Exportations	7 952	14 930	16 341	19 278	19 835	23 639
Importations	8 127	22 576	22 040	26 220	31 636	31 437
Solde	- 175	-7 646	-5 699	-6 942	-11 801	-7 798
<u>Indices</u>						
<u>Pays africains en développement</u>						
Valeur unitaire des exportations	100	310	327	369	369	510
Volume des exportations	100	87	99	103	101	103
Valeur unitaire des importations c/	100	223	223	236	259	308
Volume des importations	100	156	159	187	204	173
Termes de l'échange	100	139	147	156	142	166
<u>Exportateurs de pétrole b/</u>						
Valeur unitaire des exportations	100	517	557	624	608	918
Volume des exportations	100	79	94	97	95	99
Valeur unitaire des importations c/	100	223	223	236	259	308
Volume des importations	100	244	262	326	352	305
Termes de l'échange	100	232	250	264	235	298



**Tableau IV.F.2. Exportations et importations des pays africains en développement, en 1970 et 1975-1979 (les valeurs sont exprimées en millions de dollars des Etats-Unis, pour les indices, 1970 = 100) (suite)**

Commerce extérieur	1970	1975	1976	1977	1978	1979 <sup>a/</sup>
<b>Pays non exportateurs de pétrole</b>						
Valeur unitaire des exportations	100	187	189	217	226	266
Volume des exportations	100	100	109	112	110	112
Valeur unitaire des importations <sup>c/</sup>	100	223	223	236	259	308
Volume des importations	100	125	122	137	150	126
Termes de l'échange	100	84	88	92	87	86

Source : D'après les chiffres indiqués par le FMI, dans statistiques financières internationales, août 1976, décembre 1977, août 1980. Les estimations de la CEA des indices de valeur, des valeurs unitaires et des termes de l'échange sont fondées sur les données disponibles à la CEA.

a/ Estimations.

b/ Algérie, Gabon, Jamahiriya arabe libyenne et Nigéria.

c/ Valeur unitaire des importations de tous les pays en développement non-exportateurs de pétrole indiquée dans les sources du FMI susmentionnées.

Le volume des exportations de l'ensemble des pays africains en développement a augmenté d'environ 2 p. 100 en 1979, pendant que le volume des importations de la région diminuait de 15 p. 100. La valeur unitaire des exportations et des termes de l'échange s'est accrue de 38 et de 17 p. 100 respectivement entre 1978 et 1979.

La part de l'Afrique, tant dans les exportations que les importations, a diminué pendant les années 70 par rapport au monde en développement dans son ensemble, ainsi que pour les sous-régions composées des pays en développement exportateurs et non-exportateurs de pétrole. La tendance au fléchissement des exportations des pays africains non-exportateurs de pétrole par rapport à celles des pays en développement exportateurs de pétrole dans leur ensemble est indiquée au tableau IV.F.3.

**Tableau IV.F.3. Part de l'Afrique dans le commerce d'exportation des pays en développement non-exportateurs de pétrole (les valeurs sont exprimées en milliards de dollars des Etats-Unis)**

Part par régions	1970	1975	1976	1977	1978	1979
Pays africains non-exportateurs de pétrole	8,0	14,9	16,3	19,3	19,8	23,6
Pays en développement non-exportateurs de pétrole	43,2	113,0	132,9	157,1	178,1	226,2
Part de l'Afrique (pourcentage)	18,5	13,2	12,3	12,3	11,1	10,4

Source : Tableau IV.F.1 et tableau IV.F.2.

Toutefois, les exportations de la région ont été nettement concentrées et leur degré de concentration s'est intensifié, 12 pays seulement représentant 80,2 p. 100 de l'ensemble des exportations en 1978, et leur part s'est élevée à 83,5 p. 100 en 1979. Les chiffres du commerce des principaux produits de base de ces 12 pays figurent au tableau IV.F-4. Le rôle du pétrole dans le commerce d'exportation de l'Afrique est manifestement plus important que dans les exportations globales du monde en développement. La part de ces 12 pays dans le commerce d'importation total des pays africains est inférieure à la part de ces pays dans les exportations totales des pays africains en développement. De plus, la part de ces pays est tombée de 77,8 p. 100 en 1977 à 75,4 p. 100 en 1979. Cette divergence entre la part des exportations et celle des importations explique l'accroissement du déficit commercial des pays les moins développés et des autres pays africains non-exportateurs de pétrole.

Par rapport au commerce total de la région, le commerce intra-africain a continué à être caractérisé par des niveaux très bas et par une tendance au fléchissement. Il est tombé de 5,6 p. 100 des exportations totales de l'Afrique en 1975 à 3,8 p. 100 en 1979.

Diverses activités ont été menées au cours de la période considérée afin d'inverser cette tendance. En Afrique centrale, la Banque centrale du Zaïre et la Banque centrale des Etats de l'Afrique centrale, qui couvre la République Centre africaine, le Tchad, le Congo, le Gabon et la République Unie du Cameroun, ont signé, au début de 1979 un accord d'établissement d'une chambre de compensation de l'Afrique centrale.

En Afrique orientale et australe, le Groupe intergouvernemental de négociation pour l'établissement d'une zone commerciale préférentielle pour les Etats de la sous-région a adopté un protocole d'accord sur les questions de compensation et de paiement. Le Groupe a aussi mené à bien les négociations relatives à un projet de traité comprenant 12 protocoles (y compris le protocole sur les questions de compensation et de paiement qui seront soumis aux gouvernements. Des efforts sont également déployés pour la création d'une Banque de développement pour la sous-région; tel que souhaité par le projet de traité.



Tableau IV.F.4. Exportations et importations des 12 principaux pays exportateurs de l'Afrique en développement, 1975-1979 (en millions de dollars des Etats-Unis)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	Principal produit d'exportation
<b>Exportations</b>							
Algérie	1 009	4 691	5 201	5 928	6 347	8 198	Pétrole brut
Egypte	762	1 402	1 522	1 708	1 737	1 840	Coton
Gabon	121	943	1 135	1 343	1 107	1 729	Pétrole brut
Ghana	458	807	828	962	1 000 <sup>a/</sup>	900 <sup>a/</sup>	Cacao
Côte d'Ivoire	469	1 181	1 631	2 157	2 322	2 514	Café
Kenya	305	647	825	1 194	1 023	1 090	Café
Jamahiriya arabe libyenne	2 357	6 042	8 306	9 761	9 503	15 236	Pétrole brut
Maroc	488	1 543	1 261	1 302	1 508	1 873	Phosphates
Nigéria	1 240	7 776	10 085	11 780	10 509	17 827	Pétrole brut
Tunisie	182	856	788	929	1 126	1 766	Pétrole brut
Zaïre	742	865	904	988	925	1 323	Cuivre
Zambie	1 001	810	1 036	893	817	1 370 <sup>a/</sup>	Cuivre
Total	9 134	27 563	33 522	38 945	37 924 <sup>b/</sup>	55 666 <sup>b/</sup>	
Proportion des exportations de la région (pourcentage)	71,9	80,2	81,6	81,0	80,2	83,5	
<b>Importations</b>							
Algérie	1 257	6 008	5 339	7 125	8 530	8 100	
Egypte	786	3 934	3 807	4 816	6 727	3 837	
Gabon	80	445	502	716	617	569	
Ghana	411	791	842	1 023	1 000 <sup>a/</sup>	900 <sup>a/</sup>	
Côte d'Ivoire	388	1 127	1 296	1 756	2 326	2 491	
Kenya	442	987	972	1 285	1 711	1 637	
Jamahiriya arabe libyenne	555	3 542	3 212	3 782	4 603	8 238	
Maroc	686	2 567	2 618	3 199	2 970	3 678	
Nigéria	1 059	6 041	8 213	11 095	13 173	10 841	
Tunisie	306	1 424	1 529	1 825	2 138	2 830	
Zaïre	533	905	668	609	589	597	
Zambie	552	1 138	798	828	748	920 <sup>a/</sup>	
Total	7 055	28 909	29 796	38 059	45 132 <sup>b/</sup>	44 638 <sup>b/</sup>	
Proportion des importations de la région (pourcentage)	63,7	74,9	75,8	77,8	77,1	75,4	

Source : FMI, Statistiques financières internationales, vol. XVIII, n°8 (août 1975), vol. XXXIII, n°8 (août 1980), sauf pour les estimations de la CEA.

a/ Estimations indiquant seulement un ordre de grandeur.

b/ Chiffre incorporant certaines estimations.

Le "Plan d'action de Lagos" accorde une attention toute particulière à l'expansion du commerce intra-africain grâce à la mise en oeuvre d'un programme très complet de coopération économique à long terme entre les pays africains, en vue de répondre à leurs besoins dans les domaines des denrées alimentaires et des matières premières agricoles, des minéraux, de l'industrie, des transports et communications, de la science et de la technique, de la formation de la main-d'oeuvre, etc.. Il prévoit aussi des zones commerciales préférentielles, qui seraient constituées avant la fin de 1984, et l'élimination des barrières non tarifaires pour la fin de 1984.

Au cours d'une réunion tenue à Addis-Abeba en 1979 on a accepté le principe de la création d'un système global de préférences commerciales (SGPC) et l'on a souligné que dans ce domaine les mesures prioritaires à prendre consisteraient à renforcer, créer et coordonner dans le cadre du SGPC les arrangements préférentiels conclus aux niveaux sous-régional et régional.

La région africaine continue à accuser un déficit global dans son commerce avec les autres pays en développement, déficit qui a augmenté en termes absolus depuis 1979, pour atteindre 790 millions de dollars des Etats-Unis (voir tableau IV.F.5). D'autre part, l'Afrique demeure essentiellement un exportateur de produits primaires et le déficit commercial constant montre que l'Afrique est la moins développée des régions en développement en dépit du fait que son commerce avec les autres régions en développement a représenté 12,45 p. 100 de ses échanges totaux en 1979, alors que le commerce intra-africain s'élevait à 2,52 p. 100.

Les chiffres indiqués pour l'évolution du commerce de l'Afrique (Tableaux IV.F.5 et 6) sont fondés sur les données fournies par le Bureau de statistique des Nations Unies, qui diffèrent quelque peu des chiffres correspondants donnés par le FMI. La part des pays en développement dans l'ensemble des exportations des pays africains est passée de 77,9 p. 100 en 1975 à 84,5 p. 100 en 1979, alors que les parts des autres groupes de pays (pays en développement exportateurs et non-exportateurs de pétrole, pays à économie planifiée) ont diminué. L'une des principales raisons pour lesquelles les exportations des pays africains ont vu s'accroître leur dépendance à l'égard des économies développées depuis 1975 est que la structure des exportations des pays africains repose sur un petit nombre de produits primaires.

Tableau IV.F.5. Commerce de l'Afrique avec les autres régions en développement (en millions de dollars des Etats-Unis f.o.b.)

Région	Exportations à destination de				Importations en provenance de			
	1976	1977	1978	1979	1976	1977	1978	1979
Pays d'Asie en développement	941	986	994	1 287	3 260	3 631	4 193	4 701
Moyen-Orient	593	636	651	814	1 659	1 519	1 762	2 234
Autres pays d'Asie	348	350	343	373	1 601	2 112	2 431	2 467
Pays d'Amérique en développement	2 906	3 563	3 099	4 213	1 013	1 346	1 419	1 593
Lafta	641	613	574	778	644	890	889	933
Pays d'Océanie en développement	2	4	3	3	0	0	0	0
Tous pays en développement à économie de marché	5 561	6 599	5 932	7 868	5 985	7 073	7 448	8 658

Source : Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies, juillet 1980.

Note : Les chiffres du commerce africain ne comprennent pas ceux du Zimbabwe.



La valeur des exportations de l'Afrique à destination des pays à économie planifiée a diminué depuis 1975, principalement parce que l'Algérie, l'Egypte et le Nigéria ont réduit leurs exportations à destination de l'URSS. Les parts des pays à économie développée, des pays en développement et des pays à économie planifiée dans les importations de l'Afrique sont demeurées stables de 1975 à 1979, aux niveaux respectifs de 80, 14 et 6 p. 100. Entre 1970 et 1975, on a enregistré une diminution de la part des importations de l'Afrique en provenance des pays à économie planifiée. Mais ce fléchissement a été compensé par l'accroissement de la part des importations en provenance des économies développées. La tendance du commerce extérieur de l'Afrique est indiquée dans le tableau IV.F.6.

Tableau IV.F.6. Exportations, par destination, et importations par provenance, des pays africains en développement en 1970 et en 1975-1979 (en milliards de dollars des Etats-Unis)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979
<u>Exportations à destination de</u>						
Monde a/	12,3	34,0	41,4	47,8	44,1	63,2
Pays développés à économie de marché	10,1	26,5	33,5	39,0	36,2	53,4
Pays de l'OPEP	1,2	0,6	0,4	0,4	0,5	0,7
Autres pays en développement		4,4	5,2	6,2	5,4	7,2
Pays à économie planifiée	0,9	2,3	1,9	1,8	1,7	1,7
Pays africains en développement	0,7	1,9	1,7	2,0	1,8	2,4

Indices de la valeur des exportations (1970 = 100)

Monde	100	276	337	389	359	434
Pays développés à économie de marché	100	262	332	386	358	529
Pays en développement	100	417	467	567	492	658
Pays à économie planifiée	100	256	211	200	189	189
Pays africains en développement	100	271	243	286	257	343

Importations en provenances de

Monde b/	12,0	41,0	42,6	52,5	57,5	62,8
Pays développés à économie de marché	9,2	32,5	34,2	42,3	46,2	50,0
Pays de l'OPEP	1,5	1,9	1,8	1,8	1,8	2,4
Autres pays en développement		4,2	4,2	5,3	5,7	6,3
Pays à économie planifiée	1,2	2,5	2,5	3,1	3,8	4,8

Tableau IV.F.6. Exportations, par destinations, et importations par provenance, des pays africains en développement en 1970 et en 1975-1979 (en milliards de dollars des Etats-Unis) (suite)

	1970	1975	1976	1977	1978	1979
Indices de la valeur des importations (1970 = 100)						
Monde	100	342	355	438	479	523
Pays développés à économie de marché	100	271	285	353	385	417
Pays en développement	100	407	400	473	500	580
Pays à économie planifiée	100	208	208	258	317	342

Source : Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies, vol. XXVII, n°6, juin 1973, vol. XXXIV, n°7, juillet 1980.

a/ Les totaux indiqués comprennent des catégories spéciales d'exportations dont la destination n'a pas pu être déterminée.

b/ La somme des termes ne correspond pas nécessairement au total indiqué, parce qu'il s'agit de chiffres ronds.

Comme l'indique le tableau IV.F.7, on a enregistré une augmentation des prix de gros de la plupart des principaux produits d'exportation de la région, y compris de ceux du pétrole brut. Toutefois, les prix de certains produits de base, tels que le cacao, l'arachide, le thé, le riz et le minerai de manganèse, ont été moins élevés en 1979 qu'en 1973. De janvier à juin 1980, les prix de gros de la majorité des produits d'exportation importants des pays africains ont accusé une nouvelle augmentation. En 1980, les prix du pétrole brut, du café, du cuivre, du coton et des phosphates bruts ont été supérieurs aux prix de 1979, mais les prix du cacao et de l'arachide ont subi un nouveau fléchissement. On prévoit que la valeur des exportations des pays africains non-exportateurs de pétrole seront vraisemblablement plus élevés et que les recettes d'exportation des pays exportateurs de pétrole seront sensiblement plus élevées en 1980 qu'en 1979. Les chiffres pertinents figurent au tableau IV.F.8.

Tableau IV.F.7/ Prix de gros de certains produits de base de 1975 à 1980

	Exportations							
	1975	e/ 1970	1975	1976	1977	1978	1979	Janvier- juin 1980
Pétrole brut f/	19 735	12,1	100	105,7	116,5	117,0	164,7	264,6
Café (tous les cafés - New York)	1 224	69,7	100	195,9	316,1	213,9	233,9	238,1
Fèves de cacao a/	1 176	48,9	100	160,7	309,4	244,4	229,4	205,1



Tableau IV.F.7. Prix de gros de certains produits de base de 1975 à 1980 (suite)

	Exportations								
	1975 e/	1970	1975	1976	1977	1978	1979	janvier- juin 1980	
Cuivre a/	1 164	114,9	100	113,9	106,4	110,6	161,0 <sup>d/</sup>	188,7	
Coton b/	929	51,4	100	125,8	124,8	121,3	131,7	144,2	
Roches phosphatées a/	1 171	16,4	100	53,3	45,7	43,2	49,1	64,8	
Bois et bois d'œuvre a/	458	56,0	100	101,0	92,6	122,2	203,7	222,4	
Minerai de fer a/	553	66,8	100	96,4	94,7	85,0	102,8	112,5	
Sucre b/	528	27,8	100	57,3	44,1	48,6	59,0	98,7	
Arachide et huile d'arachide b/	350	48,4	100	92,0	112,9	135,8	116,8	96,9	
Thé (prix moyen des enchères à Londres)	132	79,5	100	112,0	194,0	159,1	157,0	166,9	
Diamants c/	256	...	100	116,0	127,0	...	...	...	
Agrumes c/	183	...	100	112,0	111,0	130,0	...	...	
Tabac a/	92	77,7	100	101,9	110,9	119,5	129,8	135,6	
Cobalt c/	104	...	100	150,0	145,0	...	...	...	
Vin c/	151	...	100	198,0	109,0	...	...	...	
Cacoutchouc (toutes origines - New York)	104	70,6	100	132,4	139,1	167,2	214,7	246,7	
Minerai de manganèse a/	111	39,5	100	105,2	107,4	103,1	100,0	100,0	
Noix et amandes de palme a/	169	53,1	100	103,0	141,7	157,9	197,0	160,0	
Huile de noix et amandes de palme a/									
Huile d'olive c/	101	...	100	65,0	64,0	64,0	...	...	
Riz b/	70	42,5	100	71,9	77,3	98,3	91,6	116,4	
Graines de sésame c/	78	...	100	92,0	94,0	108,0	...	...	
Sisal a/	91	26,2	100	80,8	88,4	84,4	121,7	148,2	
Etain (toutes origines - Londres)	60	39,5	100	111,5	157,5	187,4	225,5	251,2	
Zinc a/	70	39,8	100	95,5	79,5	79,4	99,8	100,0	
Bananes a/	42	67,9	100	105,6	111,1	117,0	132,9	158,3	
Plomb a/	38	73,8	100	109,2	150,1	159,8	291,6	238,7	

Source : D'après les statistiques disponibles à la CEA et FMI, Statistiques financières internationales, vol. XXX, n° 12, décembre 1977, vol. XXXIII, n° 8 août 1980.

- a/ D'après une seule cotation.  
b/ D'après plus d'une cotation.  
o/ Prix moyen effectivement payé pour les exportations.  
d/ Chiffre comportant un élément d'estimation.  
e/ Valeur des exportations des pays africains en développement (en millions de dollars des Etats-Unis).  
f/ D'après plus d'une cotation sauf pour 1970.

Tableau IV.F.8. Indices FMI et CEA des prix de gros et des prix à l'exportation, 1975-1980

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	Premier semestre
Prix de gros, FMI a/	57,4	100	112,2	135,1	128,8	149,4	165,6
Prix de gros, CEA b/	52,8	100	118,4	151,5	133,3	152,3	160,6
Valeur unitaire des exportations c/	53,5	100	101,0	116,0	120,9	142,2	...

Sources: D'après les chiffres disponibles à la CEA et FMI, Statistiques financières internationales, Vol. XXX, n° 12, décembre 1977; Vol. XXXIII, n° 8, août 1980.

a/ Indice de 30 produits de base, à l'exclusion du pétrole brut.

b/ Indice de 27 produits de base, à l'exclusion du pétrole brut, pondéré par rapport à la valeur des exportations en 1975.

c/ Exportations des pays africains en développement non-exportateurs de pétrole.

#### Balance des paiements

On trouvera certains renseignements et estimations concernant la balance des paiements des pays africains en développement dans le tableau IV.F.9, d'une part pour les principaux pays exportateurs de pétrole et, d'autre part, pour les pays non-exportateurs de pétrole.

On constatera qu'en 1975 les principaux pays exportateurs de pétrole ont accusé un déficit de 1,5 milliard de dollars des Etats-Unis sur le compte des biens et services, et un excédent de 1,3 milliard de dollars en 1976. En 1977, cet excédent est brusquement tombé à 0,4 milliard de dollars. En 1978, on a enregistré dans les quatre principaux pays africains exportateurs de pétrole un déficit record de 4,8 milliards de dollars des Etats-Unis, mais cette situation s'est nettement inversée en 1979, année pour laquelle l'excédent en compte courant s'est élevé à 7,4 milliards de dollars, principalement par suite de la hausse du prix réel du pétrole et de la modification du volume des importations. Cette évolution, qui a été accompagnée d'apports nets de capitaux pendant toutes les années en question, a permis d'accumuler des réserves en 1976 et 1977 et de les accroître d'une façon substantielle en 1979.



Dans les pays africains non-exportateurs de pétrole, on a constaté un important déficit du compte biens et services pendant toutes les années mentionnées dans le tableau. En 1979 le déficit a été d'environ 10,7 milliards de dollars des Etats-Unis, contre 10 milliards en 1978 et 8,5 milliards en 1975. En 1979, le déficit a été couvert par des entrées nettes de transferts privés s'élevant à 0,6 milliard de dollars des Etats-Unis, de dons et transferts publics d'un montant de 2,4 milliards et d'un apport net de capitaux totalisant 7,5 milliards, ainsi que d'une réduction des réserves de ce groupe de pays.

Tableau IV.F.9. Balance des paiements des pays africains en développement, en 1970 et en 1975-1979 (en milliards de dollars des Etats-Unis)

Principaux pays exportateurs de pétrole b/	1970	1975	1976	1977	1978	1979 a/
Biens et services (nets)	3	-1 520	1 304	407	-4 752	7 351
Transferts privés (nets)	218	-26	-53	-802	-580	-702
Dons et transferts publics (nets)	-46	-150	-109	-85	-86	-176
Capitaux (nets)	562	509	633	1 139	3 628	2 340
Réserves et postes analogues	-714	1 650	-1 341	-657	2 462	-6 162
Erreurs et omissions	-23	-465	-434	-5	-672	-2 649
<u>Pays en développement non- exportateurs de pétrole</u>						
Biens et services (nets)	-1 594	-8 543	-7 116	-7 837	-10 023	-10 705
Transferts privés (nets)	-228	271	190	218	479	639
Dons et transferts publics (nets)	990	1 700	1 900	2 120	2 125	2 416
Capitaux (nets)	232	6 596 <sup>c/</sup>	5 481 <sup>c/</sup>	6 081 <sup>c/</sup>	7 014 <sup>c/</sup>	7 463 <sup>c/</sup>
Réserves et postes analogues	-314	746	356	-483	632	81
Erreurs et omissions	-86	-770	-811	-99	-227	-106

Sources : FMI, Statistiques financières internationales, Vol. XXX, n° 12, décembre 1977, et Vol. XXXIII, n° 8, août 1980; FMI, Perspectives économiques mondiales mai 1980; et estimations de la CEA pour les pays et les années non considérés dans les sources précitées.

a/ Estimations approximatives seulement.

b/ Algérie, Gabon, Jamahiriya arabe libyenne et Nigéria.

c/ Y compris les prêts destinés à la balance des paiements.

Les pays africains non-exportateurs de pétrole ont continué à dépendre dans une très large mesure de dons et transferts publics et d'importants apports nets de capitaux, et selon les estimations du FMI (Perspectives économiques mondiales, mai 1980), il est à prévoir que le déficit en compte courant des pays non-exportateurs de pétrole augmentera en 1980, et le scénario pour les années 80 s'annonce sous un jour vraiment très peu favorable.



## G. Tendances et structures du développement social en Afrique

### 1. Introduction

L'étude des conditions économiques et sociales en Afrique en 1978/1979 <sup>1/</sup> comportait notamment un examen de la croissance économique, de l'emploi, de la répartition des revenus et du paupérisme de masse dans les pays d'Afrique en développement. Après avoir passé en revue les faits nouveaux survenus dans le domaine économique dans la région de la CEA au cours des deux dernières décennies, l'étude s'interrogeait sur le concept de justice sociale et de répartition des revenus et exposait des analyses détaillées de la répartition de ces revenus et des estimations du paupérisme dans la région de la CEA, ainsi que certaines questions politiques primordiales. Elle faisait ensuite le point des approches à la justice sociale élaborées dans le cadre de la famille des Nations Unies et des méthodes suivies dans les plans nationaux de développement d'un grand nombre de pays membres de la CEA, pour favoriser l'emploi et éliminer le paupérisme de masse.

L'étude des conditions économiques et sociales en Afrique en 1976/1977 <sup>2/</sup> présentait un tableau général des problèmes de l'enseignement et de l'emploi dans la région africaine. Cette étude examinait les interactions entre la scolarisation et le marché du travail et accordait une attention particulière au système des examens et aux rétro-effets de ce système sur les programmes et la structure de la scolarisation au niveau élémentaire, ainsi que sur les relations existant entre les avantages potentiels sur le marché du travail et les aptitudes théoriques des demandeurs d'emploi. Elle présentait aussi un certain nombre d'études spécifiques sur l'expérience acquise en Afrique en matière d'options politiques, telles que l'expansion de l'enseignement non officiel, sur la limitation des inscriptions aux échelons post-primaires dans le système officiel, sur les nouveaux systèmes d'enseignement "fondamental" au niveau primaire, sur les programmes de formation professionnelle au niveau secondaire, sur les modifications du régime des examens, sur les réformes de programme de toutes sortes, sur les plans de service national, sur la libéralisation des critères de recrutement et sur les politiques en matière de revenus.

Dans l'analyse succincte présentée ici, on s'efforcera d'examiner brièvement un certain nombre de questions, à savoir les questions de santé, de développement des ressources humaines, de paupérisme en milieu urbain et de logement, de condition de la femme, du chômage des jeunes et des problèmes que posent les personnes réfugiées et les personnes handicapées.

Pendant les années 50, le colonialisme a été battu en brèche sur tous les fronts par les nationalismes naissants qui menaçaient les systèmes politiques en place et les économies traditionnelles, aussi bien que le tissu même de la société. Pendant les années 60, la ferveur nationaliste s'est trouvée exprimée de façon concrète par l'octroi de l'indépendance à un grand nombre de pays d'Afrique. Malheureusement, l'accession à l'indépendance n'a pas permis d'atteindre rapidement la vie de bien-être promise par les précurseurs du nationalisme car les années 70, ont été marquées par un grand nombre de problèmes économiques et sociaux graves.

---

1/ E/CN.14/743, première partie, 10 mars 1980.

2/ E/CN.14/690, première partie, 1978.

Les gouvernements se sont attribués le rôle principal dans la progression du développement économique planifié pendant la période qui a fait suite à l'indépendance des pays d'Afrique et les ressources financières, aussi bien que les ressources en main-d'oeuvre et les ressources naturelles du continent ont été lourdement grevées. Suscitée par les multiples problèmes qui se posaient dans le continent africain, une réunion de représentants des gouvernements s'est tenue à Monrovia en 1979 et a été suivie d'une réunion de chefs d'Etat ou de gouvernement tenue à Lagos. Ces réunions ont permis de convenir d'un Plan d'action fixant expressément pour objectif a) de parvenir à l'autosuffisance en matière de production de denrées alimentaires par l'adaptation de techniques appropriées à la production, au stockage, à la protection et à la distribution des produits de l'agriculture; b) d'augmenter la part de l'Afrique à la production industrielle mondiale grâce aux efforts individuels des différents pays et à une coopération au niveau sous-régional; c) de mieux utiliser les ressources humaines de l'Afrique; d) de développer les moyens de transport et de communication du continent africain; e) d'adapter la science et la technique à tous les domaines du développement économique; f) de protéger l'environnement; et g) d'assurer une participation plus importante des femmes aux efforts de développement <sup>1/</sup>. Les incidences sur le plan social des options ainsi prises par les gouvernements africains posent un défi évident à la réalisation des objectifs économiques fixés.

## 2. La situation sociale en Afrique

La situation sociale des pays d'Afrique n'apparaît pas immédiatement à l'examen des seuls chiffres du PNB. On pourra évaluer les réalisations et les lacunes des années 70 et analyser les perspectives des années 80 en se reportant aux indicateurs principaux examinés ci-après.

### a) Santé

Les Etats africains livrent une bataille incessante contre la malnutrition, la maladie et la mauvaise santé. Les statistiques montrent qu'en 1978, la densité médicale dans les pays d'Afrique en développement était globalement d'un médecin pour 6 500 habitants. Il s'agit là d'une nette amélioration par rapport aux chiffres de 1970, qui étaient d'un médecin pour 10 000 habitants. Toutefois, il existe de très importantes différences entre les sous-régions et entre les différents pays pris individuellement. En 1978, la proportion était de moins de 2 000 personnes par médecin en Egypte, en Jamahiriya arabe libyenne et à Maurice seulement. Elle était de plus de 10 000 personnes par médecin au Maroc et au Soudan, en Afrique du Nord, dans 13 pays d'Afrique de l'ouest, dans 8 pays d'Afrique du Centre et dans 10 pays d'Afrique de l'Est. Les chiffres relatifs au Bénin, à la Haute-Volta, au Mali et au Niger en Afrique de l'Ouest; au Burundi, à la Guinée équatoriale, au Rwanda et au Tchad en Afrique du Centre; à l'Ethiopie et au Malawi en Afrique de l'Est, sont particulièrement élevés : dans chacun de ces pays, on trouve plus de 30 000 habitants par médecin.

---

<sup>1/</sup> Document E/CN.14/781, Plan d'action relatif à l'application de la Stratégie de Monrovia au développement économique de l'Afrique.



Si l'on tient compte des niveaux peu élevés du revenu par habitant et des réserves abondantes de main-d'oeuvre non qualifiée, on devrait s'attendre à ce que les pays africains, dont les ressources financières sont limitées et qui doivent assurer à leurs services médicaux la plus large dispersion possible, accordent la priorité aux mesures préventives plutôt qu'aux mesures curatives dans leurs programmes sanitaires, et recourent à des techniques faisant appel à une forte intensité de travail plutôt qu'à une forte intensité de capital. Contrairement à cette attente, il est typique des systèmes sanitaires d'Afrique qu'ils s'adressent à une élite urbaine peu nombreuse, mettent l'accent sur la médecine curative plutôt que sur la médecine préventive et préfèrent privilégier les techniques de construction à forte intensité de capital et exigeant des médecins hautement qualifiés, plutôt que de simples dispensaires dotés d'un petit nombre de médecins et d'auxiliaires médicaux nombreux. On s'efforce cependant de remédier à cette situation. De récentes déclarations officielles concernant la politique à suivre en matière de santé mettent l'accent sur des services de santé préventifs plutôt que sur des services de santé curatifs, et les programmes formulés, en plus de l'approvisionnement en eau salubre, couvrent la construction de réseaux d'égout, les campagnes de vaccination, l'éducation en matière de santé et des campagnes ayant pour objet de rendre les populations plus conscientes de l'intérêt que présente une nutrition satisfaisante.

Parmi les tendances positives, il faut citer le fait que la formation du personnel infirmier et du personnel paramédical de niveau moyen est maintenant assurée à grande échelle, de façon à pouvoir atteindre les populations rurales. Cependant, en dépit de ces efforts, les populations rurales doivent se déplacer sur de longues distances avant de parvenir à un poste sanitaire et l'on ne dispose pas d'ambulances pour les cas d'urgence.

La politique suivie en matière sanitaire accorde aussi une importance plus grande à la planification de la famille et l'on assure des soins de plus en plus importants aux nourrissons et aux mères de façon à diminuer les taux de mortalité. Si le taux général de mortalité accuse en Afrique un fléchissement, les taux de natalité restent élevés et, de ce fait, le continent africain traverse une période d'explosion démographique. Cette situation se traduit par une proportion élevée de femmes, ce qui implique un grand nombre de personnes à charge et ce qui limite la capacité de production de richesse des effectifs de la main-d'oeuvre.

D'après les recommandations adoptées par la troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales qui s'est tenue à Addis Abeba en octobre 1980, les gouvernements devraient en priorité formuler, élaborer et mettre en oeuvre des politiques démographiques et familiales adaptées aux réalités dans leurs propres pays, de manière à réduire progressivement la proportion des personnes à charge, à établir un équilibre entre la population et les ressources et à libérer les femmes du fardeau de grossesses trop nombreuses, ce qui leur permettrait de participer effectivement aux efforts généraux de développement.

Les gouvernements devraient aussi organiser et renforcer leurs structures sanitaires nationales, améliorer l'état de santé des communautés en assurant des soins de santé primaires tels qu'ils ont été définis par la Conférence d'Alma Ata, qui a fixé comme objectif "La santé pour tous en l'an 2000", et accorder une attention toute particulière

aux groupes les plus exposés, à savoir les mères et les enfants, en mettant l'accent sur la surveillance pré-natale et post-natale des mères, sur la préparation à la vie familiale et sur une procréation responsable, de manière à **permettre aux parents** de prendre des décisions mûrement pesées sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent et peuvent se permettre d'avoir ainsi que sur l'enseignement en matière de nutrition et notamment en ce qui concerne les besoins des enfants à cet égard.

b) Développement des ressources humaines - enseignement

Les dépenses consacrées à l'enseignement et à la formation, à l'amélioration de la santé et à la recherche contribuent à la productivité en élevant la qualité de la population et sont une source permanente de profits pour l'avenir. L'enseignement absorbe la proportion la plus forte de la plupart des dépenses renouvelables des gouvernements africains, occupe le temps et les activités de la majorité des adultes et des enfants et porte la charge psychologique la plus forte en matière d'aspirations au développement.

Des chiffres empiriques montrent que le taux d'analphabétisme est très élevé en Afrique. D'après le rapport des Nations Unies sur la situation sociale dans le monde, près de 70 p. 100 en moyenne de la population africaine sont illettrés, contre une moyenne voisine de 5 p. 100 dans les régions les plus développées. Une main-d'oeuvre alphabète assimile mieux les connaissances et peut donc contribuer plus efficacement à la productivité et à la croissance économique d'une nation qu'une main-d'oeuvre analphabète. Les gouvernements africains doivent donc consentir un effort massif pour éliminer l'analphabétisme.

Plus de 50 p. 100 de l'ensemble des dépenses consacrées à l'enseignement en Afrique et près de 10 p. 100 des dépenses renouvelables de l'Etat sont allouées à l'enseignement primaire. Néanmoins, comme il ressort du tableau IV.G.1, les taux de scolarisation primaire de l'Afrique sont parmi les plus faibles du monde, bien que, d'après des données plus récentes, ils aient atteint 60 p. 100 en 1977.

Tableau IV.G.1. Taux de scolarisation mondiaux : 1972-1973 (en pourcentages d'enfants remplissant les conditions requises)

Région	Enseignement primaire	Ecole secondaire	Enseignement supérieur
Amérique du Nord	98	92	44,5
Europe et URSS	97	64	16,7
Océanie	95	60	15
Amérique latine	75	35	5
Asie	55	30	4,7
Afrique	40	15	13

Source : Michael P. Todaro, Economics for a Developing World (Les mécanismes économiques d'un monde en développement), Longman, Londres, 1977, p. 258.



Parmi les problèmes fondamentaux qui expliquent pourquoi l'enseignement primaire n'est souvent pas en harmonie avec les besoins réels de la société, il faut citer :

- a) Le fait que plus de 70 p. 100 des enfants d'Afrique vivent dans des régions rurales et vont à l'école dans ces mêmes régions;
- b) Le fait que plus de 80 p. 100 de ces enfants passent probablement leur temps à gagner leur vie, soit directement en travaillant la terre, soit parce qu'ils occupent un emploi rétribué de travailleurs non qualifiés en régions rurales. Cependant, les écoles primaires ne consacrent que très peu de temps pour donner à ces élèves les connaissances, les aptitudes et les idées neuves qui leur seraient indispensables pour travailler avec efficacité dans le milieu rural qui est le leur (par exemple, pratiques et gestion d'exploitation agricole, hygiène, nutrition, développement communautaire, etc.);
- c) Le fait que les écoles primaires s'efforcent systématiquement de préparer les élèves à l'enseignement secondaire et placent au premier rang des priorités leur instruction élémentaire et l'enseignement du calcul et des langues étrangères. En outre, cette formation est dispensée par des procédés de récitation et de répétition, au lieu d'**habituer** les intéressés à réfléchir et à résoudre les problèmes qui se posent, ce qui répondrait mieux à leur activité post-scolaire.

Les programmes d'enseignement, aussi bien au premier qu'au deuxième niveaux, sont fortement orientés vers les **lettres et dépourvus des composantes professionnelles** et techniques, ce qui fait que les enfants quittent l'école après n'avoir acquis que des aptitudes pratiques médiocres ou nulles. Comme le montre le tableau IV.G.2, la proportion élève / maître dans le cycle secondaire est extrêmement élevée en Afrique et le pourcentage des filles est inférieur à ce qu'il devrait être dans une société où, comme on le verra à la section 2 b) ci-après, des efforts considérables devraient être entrepris pour améliorer la condition de la femme.

Tableau IV.G.2. Proportions relatives à l'enseignement dans le cycle secondaire - Comparaisons entre l'Afrique, d'une part, et les régions les plus développées ou les moins développées, d'autre part

Région	Taux de scolarisation		Proportion Elèves/Maître
	Garçon	Fille	
Ensemble du monde	55	46	50
Pays les plus développés	84	85	27
Pays les moins développés	42	28	63
<u>Afrique</u>	39	24	111
septentrionale	42	23	-
de l'Ouest	29	16	-
de l'Est	33	20	-
du Centre	52	26	-
australe	74	70	-

Source : Population Reference Bureau Inc. World's Children Data Sheet 1979.

En outre, le nombre total d'élèves inscrits dans le cycle secondaire en Afrique n'est pas élevé. Qui plus est, les élèves du cycle secondaire, qui ne sont pas tous acceptés dans l'enseignement du troisième niveau, viennent souvent grossir les rangs de la main-d'oeuvre rurale ou urbaine en chômage ou sous-employée.

La plupart des universités africaines ont été conçues, dans leur structure et leur enseignement, sur le modèle d'institutions plus anciennes des sociétés industrialisées et "l'excellence" continue à être définie par comparaison avec les normes académiques internationales plutôt que d'après la contribution apportée au développement national. De ce dernier point de vue, il faudrait peut-être dans l'immédiat mettre l'accent sur la formation professionnelle et technique et sur l'éducation des adultes, plutôt que sur l'expansion poussée d'un système d'enseignement académique.

Le développement de l'enseignement a été extrêmement rapide, la prépondérance étant donnée à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur. Les taux de progression annuels de la scolarisation depuis 1970 se sont établis à 7,2 p. 100 pour l'enseignement primaire, à 9,8 p. 100 pour l'enseignement secondaire et à 11,1 p. 100 pour l'enseignement supérieur. Récemment, les gouvernements ont éprouvé des difficultés de plus en plus grandes pour continuer à assurer le financement du budget de l'enseignement et maintenir les taux de progression des années précédentes. Des estimations très approximatives indiquent qu'en 1978 il y avait dans les pays d'Afrique en développement 50 millions environ d'élèves inscrits dans l'enseignement primaire et 9,5 millions d'étudiants dans les écoles secondaires. A ces chiffres s'ajoutent 900 000 étudiants dans l'enseignement supérieur.

La troisième Conférence des ministres africains des affaires sociales, qui s'est réunie à Addis-Abeba en octobre 1980, a recommandé aux gouvernements :

- a) de mobiliser toutes les ressources disponibles, matérielles et humaines, pour éliminer l'analphabétisme chez les adultes dans les plus brefs délais possibles;
- b) de préparer des manuels de lecture et de les mettre à la disposition des néo-alphabètes par le truchement de mécanismes tels que les bibliothèques et les centres communautaires. Ces manuels devraient traiter des problèmes de la vie courante et impartir les connaissances et les aptitudes souhaitables sur des matières telles que la santé, la vie familiale, la production, etc.;
- c) de redoubler d'efforts pour assurer à tous les enfants, des possibilités d'enseignement **universelles**, sans distinction de sexe, de religion, d'affiliation ethnique ou de lieu de résidence;
- d) de s'efforcer tout particulièrement de réformer les programmes des premier et deuxième cycles d'enseignement, de manière à accentuer leurs aspects professionnels et techniques et à mieux les adapter et à la situation **et aux besoins locaux**;
- e) de créer un mécanisme d'orientation qui permettra de diriger les enfants et les jeunes gens vers des voies professionnelles conformes à leurs intérêts et à leurs aptitudes;



f) d'accorder plus d'importance, dans l'enseignement supérieur, à la science et à la technique;

g) de donner l'importance qui lui revient à l'enseignement de l'histoire, de la culture et de la civilisation africaines, de telle sorte que les jeunes Africains continuent à ressentir un attachement aux valeurs africaines authentiques et trouvent ainsi un meilleur terrain de compréhension et d'entente mutuelles.

c) Paupérisme et logement urbains

La pauvreté se manifestant sous de multiples aspects, il est devenu très difficile de fixer un seuil de pauvreté ou d'appliquer des normes minimales pour la mesurer. Il s'ensuit que les normes de pauvreté applicables à certains pays ne le sont pas à d'autres.

La rapidité de l'urbanisation, de l'industrialisation et du relèvement des normes de vie en Afrique ont provoqué l'apparition d'un certain nombre de problèmes aigus tels que le surpeuplement urbain, les difficultés de circulation, l'insuffisance des conditions de logement, une répartition défectueuse de l'infrastructure et des installations d'enseignement, des menaces à la santé telles que la malnutrition et la contamination de l'approvisionnement en eau, ainsi que l'impossibilité d'accès aux services sociaux.

Dans le contexte africain, certains font valoir que la rapidité de la croissance urbaine et le sous-emploi urbain sont avant tout un problème politique plutôt qu'économique, étant donné que les migrants nouvellement arrivés dans les zones urbaines se sentent déracinés, isolés, déçus et frustrés et, par voie de conséquence, constituent un risque éventuel de troubles sociaux et ultérieurement, politiques.

Quoi qu'il en soit, ce problème, fût-ce pour des raisons d'ordre social seulement, exige qu'on y remédie d'urgence. Des apports massifs de fonds, d'origine nationale aussi bien que d'origine internationale, seront indispensables et continueront à l'être, compte tenu de la projection des niveaux de croissance de la population dans l'avenir prévisible, pour atténuer la situation misérable des colonies de squatters et assurer dans des conditions satisfaisantes des logements, une infrastructure, des services de toutes natures et des possibilités d'emploi dans les villes d'Afrique. Le problème d'ailleurs n'est pas essentiellement un problème purement urbain. Sa solution définitive exige non seulement des mesures telles que celles décrites plus haut, mais encore une planification de la répartition de la population et une décentralisation à l'échelle nationale des installations industrielles et autres.

d) La condition de la femme

On considère souvent comme un fait acquis la division du travail qui a lié le rôle biologique de la femme dans la reproduction à sa responsabilité sociale de nourrir et d'éduquer les générations futures. Cependant, les femmes représentent la majorité des populations dans le monde en développement et si on les tient à l'écart des secteurs de pointe de la production commerciale, on provoque une stagnation des salaires auxquels les ouvriers peuvent prétendre dans les industries marginalement productives et dans les services.

La situation de subordination dans laquelle se trouvent les femmes est évidente dans les trois secteurs décrits ci-après. En tant que ménagères et mères de famille, elles sont subordonnées aux hommes sur la scène domestique, susceptibles de répudiation sans indemnisation, et privées des moyens d'organiser leurs heures de travail ou de disposer librement de leurs revenus. Elles sont aussi en situation de subordination dans les emplois où la ségrégation des sexes s'accompagne de salaires discriminatoires et il peut arriver que les travailleurs hommes, craignant de perdre les services que les femmes leur assurent par ailleurs et redoutant la concurrence **qu'elles créent** sur le marché du travail, fassent cause commune avec les employeurs pour favoriser l'exclusion des femmes de certains emplois ou pour permettre la mise en place pour elles de barèmes de salaires plus faibles. En tant que travailleurs, les femmes sont généralement exclues des échelons les plus élevés de la gestion dans les entreprises privées ou dans les entreprises d'Etat et ne peuvent échapper aux prises de décision contrôlées par des élites d'hommes qui déterminent les **attributions** de capitaux privés ou publics et qui ont souvent tendance à accorder une priorité faible aux besoins sociaux.

Les valeurs traditionnelles, les attitudes sociales et les tabous portent atteinte aux droits des femmes et les relèguent dans des occupations peu prisées. Pour remédier à cette situation, les gouvernements africains et les établissements d'enseignement doivent s'efforcer de modifier les attitudes actuelles à l'égard de la place qu'occupent les femmes dans la société et prendre des mesures concrètes pour changer cette situation. En particulier, ils doivent intensifier leurs efforts en vue d'instituer l'égalité des chances entre les sexes en matière d'enseignement et prendre des mesures immédiates pour abolir les politiques et les pratiques discriminatoires de jure et de facto en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail. Du fait que les mariages précoces et les maternités chez les adolescentes se traduisent par une vaste **gamme d'incapacités sociales, physiques et psychologiques**, il faudrait élever sensiblement l'âge légal du mariage et prévoir pour les jeunes gens des zones urbaines aussi bien que des zones rurales des services de préparation à la vie familiale et des services connexes.

Pour valoriser la qualité de leur contribution au développement et améliorer leur productivité, il faudrait donner aux femmes des possibilités d'enseignement de type non institutionnel dans des domaines tels que l'agriculture, l'élevage, **l'économie domestique**, etc.. Les gouvernements devraient mettre en place un réseau de crèches, de garderies, etc., pour que les femmes puissent s'adonner à des occupations rétribuées dans le secteur structuré.

Pour permettre aux femmes de participer pleinement aux activités de développement, il conviendrait d'alléger leurs tâches ménagères en leur donnant la possibilité d'apprendre à utiliser des appareils techniquement adaptés pour faciliter leurs travaux domestiques; un certain pourcentage de postes d'organismes permanents et de services de planification et d'exécution devraient leur être réservés.

#### e) Chômage des jeunes

Le chômage des jeunes donne lieu à de graves problèmes aussi bien pour les jeunes eux-mêmes que pour la société en général. Indépendamment du fait qu'il est à l'origine de problèmes tels que la délinquance, la toxicomanie et l'alcoolisme, il représente un gaspillage préoccupant de ressources humaines. Les jeunes qui abandonnent le système scolaire n'ont pas acquis les aptitudes qui leur permettraient d'entreprendre des activités productives et la plupart des économies africaines n'ont pas la capacité de former et de déployer à grande échelle ces jeunes dans des emplois productifs.



La Conférence des ministres des affaires sociales qui s'est tenue en 1980 a proposé aux gouvernements africains de créer un réseau de moyens de formation professionnelle pour préparer les jeunes gens et les jeunes filles qui ont cessé de fréquenter l'école à des emplois productifs dans des secteurs appropriés de l'économie nationale, et pour ménager aux jeunes gens et jeunes filles qui ont quitté l'école prématurément la possibilité de poursuivre leur éducation grâce à des cours du soir dans les zones urbaines ou à des cours par correspondance pour ceux d'entre eux qui vivent et travaillent dans des régions éloignées; les gouvernements africains devraient aussi étudier la possibilité de mettre sur pied des programmes nationaux en faveur de la jeunesse, lorsqu'il n'en existe pas, ou de renforcer les programmes qui existent déjà de manière à mobiliser l'énergie des jeunes gens et des jeunes filles au profit du développement.

f) Les problèmes de réfugiés

On répète inlassablement que la politique est la cause principale de l'existence des réfugiés. Cette affirmation est certes vraie, mais le problème que posent les réfugiés n'en conserve pas moins une incidence sociale indiscutable.

Lorsqu'un réfugié arrive dans un pays d'accueil, il est généralement dépourvu de tout, ayant dû laisser sur place ses outils, son bétail et ses autres biens; il ne lui reste plus que ses connaissances techniques. Il est généralement disposé à accepter ce qu'on lui offre et ayant été déraciné, il a rompu avec ses traditions qui, dans certains cas, avaient pu l'empêcher d'appliquer des méthodes nouvelles.

D'autre part, les réfugiés représentent un exode de main-d'oeuvre pour le pays d'origine et un fardeau pour le pays d'accueil. Etant donné que ce sont généralement les personnes en bonne santé et ambitieuses qui prennent la décision radicale d'abandonner le pays de leur naissance, la perte que subit ce pays, en termes de ressources humaines, peut être considérable. Inversement, comme la plupart des pays d'Afrique souffrent de chômage et de sous-emploi, de nouvelles arrivées inattendues peuvent aggraver encore les problèmes qui se posent déjà. Les Etats membres sont donc priés instamment :

a) d'intensifier leurs efforts pour atténuer les conditions économiques, sociales et autres qui peuvent contribuer à amplifier le phénomène des réfugiés et des personnes déplacées;

b) d'intensifier les efforts faits collectivement pour contraindre les régimes racistes et expansionnistes à apporter des modifications radicales dans la politique qu'ils poursuivent à l'égard des populations africaines et de mettre fin immédiatement à toute agression contre leurs voisins, en particulier contre les Etats de première ligne en Afrique australe;

c) de prêter assistance aux Etats de première ligne, conformément aux décisions pertinentes de l'OUA afin qu'ils puissent effectivement s'acquitter des responsabilités qui leur incombent à l'égard des mouvements de libération nationale et assurer des soins satisfaisants aux victimes du régime d'apartheid;

d) de reconnaître le caractère pacifique et humanitaire de l'octroi de l'asile politique et de se conformer strictement aux dispositions de l'article 3 de la Convention de l'OUA.

g) Les problèmes des handicapés

Les handicapés représentent une proportion importante de la population de l'Afrique; on estime que dans ce continent plus de 45 millions de personnes souffrent d'une infirmité sous une forme ou une autre. Les préjugés populaires renforcés par les superstitions sur les causes de l'invalidité ont pour effet de reléguer les handicapés sur les voies de garage du secteur social et économique. L'expérience a montré que la plupart des invalidités peuvent être évitées et que la réadaptation par la chirurgie ou l'ergothérapie peut permettre aux intéressés de jouer un rôle satisfaisant en tant que membres productifs de la société, capables de subvenir à leurs propres besoins, mais les efforts déployés dans ces domaines ne reçoivent en général qu'une faible priorité. Les handicapés restent donc, dans l'ensemble, un fardeau pour la société qui, en même temps, se trouve privée de la contribution qu'ils pourraient lui apporter. L'Afrique devrait donc, d'après les recommandations formulées à l'occasion du séminaire régional de l'Année internationale des handicapés, accorder une attention particulière aux mesures concertées qu'il convient de prendre dans le domaine de la lutte contre l'invalidité et en faveur de la réadaptation des handicapés. Les gouvernements doivent se préoccuper tout particulièrement de la prévention de certaines formes d'invalidité, en particulier de celles qui proviennent de négligences sur le plan social. Les ouvertures de crédits budgétaires consenties au titre de mesures préventives ou de mesures curatives doivent être considérées comme un placement **propice** au développement des ressources humaines. Etant donné que l'un des facteurs communs à la plupart des cas d'invalidité est la négligence, sur le plan social, qui découle de l'ignorance des victimes, de leurs familles et de la communauté en général, les Etats doivent s'efforcer d'éliminer cette ignorance à l'aide de programmes d'éducation de masse faisant appel à des moyens de communication imaginatifs. Un certain traitement préférentiel devrait être consenti aux handicapés pour leur permettre d'accéder plus facilement aux services sociaux et de s'intégrer à leur communauté. Pour atteindre les populations des régions rurales qui sont souvent les plus négligées, les services socio-médicaux devraient être décentralisés et élargis aux régions dans lesquelles ils n'existent pas encore et il conviendrait de constituer des unités mobiles disposant de moyens de transport appropriés et adaptées aux possibilités du pays.

Des réformes d'ordre législatif et administratif s'imposent d'urgence pour mettre les institutions nationales en harmonie avec les deux déclarations de l'Assemblée générale sur les droits des handicapés et sur les droits du déficient mental et il y aurait lieu de créer des organisations non gouvernementales à l'intention des handicapés, afin qu'ils puissent effectivement participer à la planification et à l'application des activités qui les intéressent directement.

3. Conclusion

Les problèmes fondamentaux que posent le paupérisme généralisé, les inégalités de plus en plus grandes, la croissance rapide de la population et l'augmentation du nombre des chômeurs ont tous pour cause première la stagnation de la vie économique dans les régions rurales où vivent la majorité (70-80 p. 100) des populations de l'Afrique.

Le développement rural, qui dépend essentiellement de l'augmentation de la productivité des petits exploitants agricoles, signifie bien plus encore. Il met en jeu l'amélioration des niveaux de vie, notamment des revenus, de l'emploi, de l'enseignement,



de la santé et de la nutrition, du logement et d'un grand nombre d'autres services sociaux en même temps qu'il implique une diminution des inégalités de la répartition des revenus en régions rurales et du déséquilibre qui existe dans les revenus et les possibilités économiques entre les régions urbaines et les régions rurales. Le développement rural exige aussi une transformation des institutions rurales qui contrôlent la production (par exemple, les banques, les organismes de prêt, les distributeurs de semences et d'engrais, etc.), des services officiels de soutien (services de vulgarisation technique et services péri-scolaires, établissements publics de crédit, installations de stockage et de commercialisation, transports ruraux et routes de desserte, etc.), ainsi que des politiques officielles de fixation des prix en ce qui concerne aussi bien les apports que la production.

A moins que les gouvernements africains ne consentent d'importants efforts pour améliorer leurs conditions de vie pendant les années 80, il est vraisemblable que se perpétuera la situation actuelle, caractérisée par des niveaux de vie qui persistent à rester faibles et proches de la pauvreté absolue, par des revenus individuels faibles, des taux peu élevés de croissance économique, un chômage important, des niveaux de consommation médiocres, des services de santé laissant à désirer, des taux de mortalité et des taux de natalité élevés, des problèmes de réfugiés, une vulnérabilité aux économies étrangères et une situation de dépendance à l'égard de ces économies, et une liberté de choix restreinte entre les variables qui permettent de répondre aux besoins de l'homme. L'amélioration de la qualité du facteur humain est tout aussi essentielle que les investissements en biens matériels et les progrès de la connaissance et la diffusion d'idées et d'objectifs nouveaux sont indispensables pour rattraper le retard de l'économie et susciter les aptitudes et les motivations qui sont les plus favorables au succès de l'économie. S'il est exact que des investissements en biens matériels puissent de façon indirecte atténuer dans une certaine mesure le retard pris par l'économie, la méthode la plus directe et la plus décisive consiste à consentir des investissements dans les ressources humaines qui sont à la fois le moyen et la fin du développement.

## H. Tendances et politiques démographiques

### 1. Introduction

Pendant le troisième quart du vingtième siècle, un intérêt croissant s'est porté sur la relation qui existe entre les tendances démographiques et le développement socio-économique. Sur la base des diverses conceptions analytiques des rapports entre l'accroissement de la population et le développement socio-économique, on estimait que l'accroissement des revenus devait entraîner un taux plus élevé de croissance démographique et que tant que l'accroissement de la population est plus rapide que celui des revenus, le revenu par habitant diminue et se fixe à un niveau d'équilibre forcément peu élevé. Bien que les hypothèses sur lesquelles reposaient les divers modèles proposés à cette époque aient été critiquées, elles ont rappelé aux économistes le rôle du facteur démographique en tant que variable influant sur la politique à suivre; elles ont rendu les responsables du développement conscients de l'importance des taux d'accroissement ainsi que du chiffre absolu des populations; elles ont contribué de façon sensible à faire accepter la thèse selon laquelle les taux extrêmement élevés d'accroissement démographique exacerbent les problèmes que pose le développement. Toutefois, au fil des années, les recherches démographiques ont démontré que c'est la fécondité qui constitue la composante critique de cette croissance rapide du chiffre de la population totale.

L'idée que des taux rapides d'accroissement de la population risquent de compromettre la réalisation des objectifs du développement national n'est pas très largement acceptée dans la région africaine. On n'accorde nulle part une priorité élevée au contrôle des naissances. La politique officielle vise l'accélération de la cadence de la croissance nationale plutôt que les dispositions à prévoir en faveur d'une population croissante, quoique l'urbanisation de plus en plus rapide que l'on constate dans les différents pays africains pose des problèmes concernant la fourniture de logements, d'installations sanitaires et d'autres services essentiels. Cette attitude adoptée par les gouvernements africains résulte d'une connaissance insuffisante des indicateurs démographiques et socio-économiques pertinents.

Il a été noté qu'avant l'accès à l'indépendance, sauf dans quelques rares pays africains, les renseignements relatifs à la population étaient fondés sur des estimations peu fiables. Une grande partie des maigres données disponibles à cette époque concernant les caractéristiques démographiques des pays africains provenaient de dénombrements coloniaux destinés à évaluer l'importance de la main-d'œuvre disponible et le nombre des personnes imposables dans l'économie. Il ne fait donc pas s'étonner si, lors de l'accès à l'indépendance dans les années 60, nombre de ces pays ont procédé à des enquêtes par sondage afin d'obtenir des indices démographiques acceptables pour pouvoir planifier leurs économies. Néanmoins, les données démographiques dont on dispose en Afrique restent rares, insuffisantes et inexactes.

Le programme africain de recensement a commencé en 1971 par fournir une assistance à certains pays africains qui n'avaient pas pu participer aux recensements de 1970, faute d'expérience et de ressources financières. Au départ, 22 pays ont bénéficié de cette aide fournie par l'Organisation des Nations Unies par l'entremise des services consultatifs régionaux du secrétariat de la CEA qui se sont occupés de secteurs tels que la cartographie, l'organisation du recensement, le traitement des informations, les sondages et les statistiques démographiques. Grâce à la bonne exécution de ce programme, les renseignements relatifs à la situation démographique des pays africains ont été considérablement améliorés au cours des années 70.



On se souviendra qu'à sa huitième session, tenue en 1973, la Conférence des statisticiens africains avait recommandé, pour donner suite au programme africain de recensement, d'entreprendre un programme de services d'enquête sur les ménages africains (PSEME) en vue de rassembler des données intégrées de caractères démographique, social et économique. A la Conférence mondiale sur la population (tenue à Budapest en 1974) il a été recommandé que tous les pays établissent sur une base permanente les services requis pour procéder à des enquêtes par sondage sur les ménages et élaborent un plan à long terme pour la collecte continue de statistiques sur diverses variables démographiques ainsi que sur les variables socio-économiques connexes. Parmi les plus importantes de ces études, on peut citer l'Enquête mondiale sur la fécondité (EMF), à laquelle 11 pays africains ont participé à ce jour.

Le présent chapitre a pour objet essentiel de considérer les niveaux, les caractéristiques, les facteurs déterminants et les tendances des composantes de l'accroissement démographique en Afrique, tels qu'on peut les évaluer sur la base de toutes les sources susmentionnées pour les années 60 et 70, en vue d'établir ensuite des projections jusqu'à l'an 2000. La question que nous allons étudier est celle de savoir si, à la lumière des connaissances actuelles relatives aux politiques démographiques de ces pays, il existe une possibilité d'effectuer une percée permettant de ralentir les taux d'accroissement démographique enregistrés dans ces pays au cours des années 70.

## 2. Accroissement et répartition de la population

D'après les estimations dont on dispose, la population de l'Afrique est passée de 275 millions d'habitants en 1960 à 470 millions en 1980 et sera d'environ 828 millions d'habitants en l'an 2000. (Tableau IV.H.1). Par rapport aux estimations correspondantes pour le monde entier, la part de la population de l'Afrique était de 9,1 p. 100 en 1960, de 10,6 p. 100 en 1980 et atteindra 13,4 p. 100 en l'an 2000.

Pour ce qui est des taux d'accroissement, la population de l'Afrique a augmenté plus rapidement que celle de l'ensemble du monde en développement de 1955 à 1960 et de 1975 à 1980, et l'on prévoit qu'elle continuera à augmenter à une cadence plus rapide que celle de l'ensemble du monde en développement pendant la période 1995-2000. En revanche, c'est en Afrique que le taux d'urbanisation a été le moins élevé par rapport à l'ensemble du monde en développement (tableau IV.H.3). Partant d'un niveau inférieur à 20 p. 100 en 1960, le continent africain avait un taux d'urbanisation inférieur à 30 p. 100 en 1980, et en l'an 2000, date à laquelle on estime que plus de la moitié de la population du monde habitera dans des agglomérations urbaines, l'estimation correspondante pour l'Afrique sera toujours inférieure aux prévisions pour le monde en développement (tableau IV.H.3). En d'autres termes, la majeure partie de la population de l'Afrique vivait dans des zones rurales pendant la période 1960-1980 et il en sera encore de même en l'an 2000.

Dans les cinq sous-régions, les estimations disponibles montrent qu'il existe une dispersion considérable dans les dimensions totales des populations, leurs taux d'accroissement et les niveaux d'urbanisation. D'après les faits connus, il semble que ce déséquilibre ira croissant pour ce qui est de l'importance des populations des cinq sous-régions au cours des années 60, 80 et 2000. Face aux sous-régions du

Nord, du Centre et du Sud, les parts de la population du continent dans les deux autres sous-régions (à savoir, celles de l'Ouest et de l'Est) augmenteront pendant les quatre décennies de 1960 à 2000. Etant donné que ces deux sous-régions contiennent le plus grand nombre de pays, par comparaison avec les trois autres petites sous-régions, on comprend pourquoi la tendance générale des proportions de l'accroissement démographique par sous-régions s'accroîtra. En termes de taux d'accroissement, en 1980 les différences observées en 1960 entre les sous-régions s'étaient amenuisées, mais accuseront une nette reprise d'ici l'an 2000 (tableau IV.H.1). Par contre, les divergences sensibles constatées entre les niveaux d'urbanisation des sous-régions selon les estimations pour 1960 avaient diminué d'environ 34 p. 100 en 1980 et ce fléchissement (soit 34 p. 100) se maintiendra d'ici l'an 2000. Ces différents taux de croissance démographique et d'urbanisation expliquent ensemble la disparité de la répartition que l'on constate dans nombre de pays du continent et dans les sous-régions en fonction du chiffre de leur population pour la période 1960-2000. (Tableau IV.H.5).

### 3. Composantes de l'accroissement démographique

Une question pertinente qui se pose maintenant est celle de savoir quelles sont les composantes des différences estimatives existant en Afrique et dans ses diverses sous-régions pendant la période 1960-2000 pour ce qui est des caractéristiques susmentionnées, à savoir, la dimension des populations, leurs taux d'accroissement et les taux d'urbanisation.

Les estimations disponibles (tableau IV.H.2 et 3) indiquent que vers 1960 le continent africain présentait les chiffres estimatifs les plus élevés pour le taux brut de natalité (TBN), le taux brut de mortalité (TBM) et le taux de mortalité infantile (TMI), ainsi que la plus brève espérance de vie à la naissance, par rapport au monde entier de même que par rapport à l'ensemble des nations en développement. Dans ses cinq sous-régions, on constate des différences considérables dans les composantes de l'accroissement de la population. Vers 1960, les estimations indiquaient que les pays situés dans chacune des cinq sous-régions accusaient une plus grande homogénéité pour les niveaux du TBN que pour ceux du TBM. Dans la sous-région du Nord, le TBN variait entre 44,0 p. 100 (Egypte) et 50,8 (Algérie) pendant la période 1955-1960 1/. Les chiffres correspondants pour les autres sous-régions étaient les suivants : sous-région de l'Ouest, 41,3 p. 100 (Guinée-Bissau) et 52,4 (Niger); Centre : 32,7 (Gabon) et 49,5 (Angola); Est : 43,8 (Maurice) et 53,0 (Malawi); Sud : 39,2 (Afrique du Sud) et 49,7 (Botswana). Pour le TBM, les fourchettes étaient les suivantes : Nord : 19,9 (Egypte et Libye) et 25,0 (Soudan); Ouest : 15,5 (Cap Vert) et 33,1 (Guinée-Bissau); Centre : 24,7 (Zaire) et 31,9 (Angola); Est : 11,1 (Maurice) et 29,1 (Ethiopie); Sud : 16,0 (Afrique du Sud) et 28,4 (Swaziland).

Les hypothèses émises par le passé sur les causes de ces différences de fécondité entre les sous-régions de l'Afrique vers les années 60 ont eu tendance à faire entrer en ligne de compte toute une kyrielle de facteurs, notamment les différences dans les attitudes et le comportement traditionnel concernant le mariage et la natalité, ainsi que des facteurs culturels et mésologiques affectant la fréquence de la stérilité, la sous-fécondité, la mortalité intra-utérine et foetale,

1/ Tendances de la population mondiale et perspectives par pays, 1950-2000; Rapport résumé sur l'évaluation de 1978 (Nations Unies, 1979), (ST/ESA/SER.R/33).



une vie de dur labeur, le déclin de la polygamie, la réduction de la mortalité, le nomadisme, l'incidence de l'instabilité maritale, les maladies vénériennes, l'absence de partenaires maritaux, etc.

Contrairement à ce qui se passe dans le cas de la fécondité, les généralisations concernant les différences de mortalité constatées entre les sous-régions africaines vers les années 60 sont manifestement hasardeuses à cause de la grande diversité que présentent ces sous-régions en fait de climat, culture, technologie, niveau de développement économique et autres facteurs affectant la santé. Ces facteurs comprennent notamment le caractère dispersé des établissements humains, ainsi que l'insuffisance des réseaux et services de transports et communications, qui entrave la mise en place de services de santé, notamment parmi les populations nomades et semi-nomades de la sous-région du Nord. D'autre part, dans les zones à forte densité de population, les difficultés économiques liées à la pression démographique sur les terres disponibles font qu'il est difficile d'assurer des conditions sanitaires satisfaisantes. De graves problèmes sanitaires se posent aussi dans les villes tentaculaires. Le problème du progrès sanitaire des communautés urbaines est également aggravé par l'instabilité de la population urbaine. Le système de la main-d'œuvre migratoire et sa variante "d'urbanisation temporaire" dans certaines parties des sous-régions du Nord, de l'Ouest, de l'Est et du Sud exercent des effets néfastes sur la population en perturbant l'équilibre démographique des zones dont elle est originaire. Tous ces éléments, et d'autres facteurs encore, expliquent les différences de mortalité estimatives constatées dans les diverses sous-régions vers les années 60.

S'agissant des composantes de la croissance de la population estimées pour la période des années 70, les niveaux du TBN pour chaque pays étaient encore assez homogènes dans les cinq sous-régions. Les facteurs déterminant les disparités sous-régionales des deux taux démographiques vers les années 60 étaient manifestement encore actifs vers les années 70, quoique peut-être avec une intensité moindre. En revanche, les niveaux du TBM des pays des cinq sous-régions étaient encore très hétérogènes pendant les années 60.

On prévoit que pendant le lustre de 1995-2000 les niveaux du TBN et du TBM des diverses sous-régions présenteront des différences bien plus marquées qu'en 1955-1960 et 1975-1980. Toutefois, comme il s'agit de prévisions estimatives, on ne peut déduire de ces taux démographiques les tendances qui s'appliqueront au continent tout entier, aux sous-régions ou aux différents pays, parce qu'elles sont fondées sur l'hypothèse que le TBR enregistré dans ces pays vers 1975 restera constant pendant la période 1980-1985. Il accuserait ensuite un fléchissement pendant une période de transition, à la fin de laquelle il atteindrait le niveau unitaire de remplacement. Ipso facto, il en va de même des suppositions relatives à l'espérance de vie à la naissance et du niveau estimatif d'urbanisation vers 1975.

#### 4. Effets de la fonction de croissance démographique sur la pyramide des âges

Par suite de l'interaction de la fécondité et de la mortalité, la pyramide des âges en Afrique et dans ses sous-régions restera jeune pendant les deux décennies (de 1960 à 1980) et le demeurera jusqu'en l'an 2000. Alors qu'en 1960 le pourcentage combiné de la population âgée de 0 à 14 ans ou âgée de 65 ans ou plus totalisait environ 46 p. 100 pour toute l'Afrique, il a atteint 48 p. 100 en 1980, et en l'an 2000 il ne sera retombé qu'au niveau de 46 p. 100. Les estimations correspondantes pour le monde entier sont respectivement de 42, 41 et 38 p. 100, contre 45, 43 et 39 p. 100 pour les nations moins développées. En d'autres termes, alors que dans le monde entier et dans les pays en développement la proportion de la population inactive accusera vraisemblablement un certain déclin pendant les quatre décennies de 1960 à l'an 2000, en Afrique elle paraît devoir se stabiliser au niveau de 47 p. 100 (tableau IV.H.4).

La persistance du caractère très jeune de la population africaine aura des effets très importants, car il en résultera que l'entretien des personnes à charge constituera un fardeau très lourd. Pour toute l'Afrique, les valeurs estimatives de ce fardeau s'établissent à 87, 92 et 84 pour 1960, 1980 et 2000 respectivement. Les estimations correspondantes pour le monde entier sont 73, 69 et 61, contre 81, 76 et 64 pour les pays en développement. Ce fardeau persistant que représentent les personnes à charge signifie que jusqu'à la fin de ce siècle, le nombre de bouches que l'Afrique aura à nourrir augmentera toujours plus vite que le nombre de travailleurs susceptibles de participer aux activités de production.

Le caractère jeune de la population africaine et le taux élevé de dépendance qui s'ensuit ressortent également des estimations de l'âge moyen, qui sont respectivement de 18, 18 et 19 ans pour les périodes commençant en 1960, 1980 et 2000, contre des estimations correspondantes de 23, 23 et 25 ans pour le monde entier et de 20, 20 et 23 ans pour les pays en développement. Dans les cinq sous-régions, le pourcentage de la population inactive, le taux de dépendance et l'âge moyen n'ont pas accusé de différence marquée pendant la période de 1960 à 1980. Mais on prévoit qu'à partir de l'an 2000 ces trois indicateurs du caractère jeune de la population accuseront des différences sensibles entre les sous-régions africaines, peut-être en raison des hypothèses sur lesquelles reposent implicitement les prévisions estimatives.

On trouvera un examen détaillé des corollaires de l'existence d'une pyramide des âges à forte composante jeune pour chacun de ces paramètres dans un ouvrage récent qui concerne non seulement l'Afrique, mais aussi l'ensemble des populations caractérisées par une structure d'âge analogue <sup>15/</sup>. Il convient de noter ici que les problèmes posés par la structure démographique observée ou prévue en Afrique n'affectent pas seulement le taux de dépendance, mais ont également des incidences financières sur les programmes d'éducation, d'emploi, de logement et d'urbanisme

---

<sup>15/</sup> Rapid population growth: consequences and policy implications (John Hopkins Press, 1971), chapitres 1, 3, 4, 6-17.



ainsi que sur d'autres programmes connexes d'organisation sociale, incidences que nous ne saurions analyser dans le présent chapitre. Il suffit de retenir ici que les problèmes de développement socio-économique auxquels l'Afrique doit faire face sont rendus plus complexes encore par sa structure démographique jeune.

## 5. Perspectives et politiques futures

Nous avons fait observer plus haut que les tendances des composantes de la croissance démographique ne peuvent se déduire des séries du taux démographique, à cause des hypothèses sur lesquelles repose la plus critique des deux composantes, à savoir la fécondité. Malgré la difficulté qu'on éprouve à faire des déductions concernant ces tendances, certains facteurs doivent retenir l'attention. La population de tous les pays et sous-régions et du continent africain tout entier sera toujours en état de croissance rapide en l'an 2000. En raison de cette évolution, les densités démographiques augmenteront, de même que les niveaux d'urbanisation. Toutefois, la répartition de la population dans les sous-régions observée vers les années 60 et 70 conservera la même physionomie. Par contre, on prévoit que d'ici l'an 2000 l'homogénéité des niveaux du TBN parmi les sous-régions aura disparu. Comme le TBN, les deux séries de taux démographiques présenteront alors une forte hétérogénéité entre les régions. Pour spéculer sur ce que pourrait être une politique démographique idéale pour ces pays qui soit compatible avec les prévisions relatives à ces indicateurs démographiques pendant le dernier quart du siècle, il faut tout d'abord considérer dans leur ensemble les idées et les politiques actuelles des gouvernements concernant les niveaux de fécondité dans ces pays.

Sur la base des informations les plus récentes dont on disposait lors de la rédaction de la présente étude, sur les 43 pays pour lesquelles on possède des données pertinentes, quelque 22 pays (soit 51 p. 100) ne manifestent aucun désir d'influer sur le niveau de fécondité actuel. En revanche, 12 p. 100 de ces pays estiment que ce niveau est trop élevé, tandis que 7 p. 100 pensent qu'il est trop bas. Alors que seulement 2 p. 100 des pays considèrent que le niveau actuel doit être maintenu, environ 7 p. 100 souhaitent qu'il s'élève. Seuls 21 p. 100 expriment le désir de voir s'abaisser le niveau actuel de fécondité.

Parmi les 22 pays qui ne préconisent aucune intervention visant à modifier le niveau actuel de fécondité, 7 ont des taux estimatifs d'accroissement annuel d'au moins 3 p. 100 pour la période 1980-1985, et dans les 15 autres pays le taux correspondant d'accroissement annuel est de l'ordre de 2,5 à 2,9 p. 100. Parmi les trois pays qui sont d'avis que leur taux de fécondité actuel est trop bas, le Cameroun a un taux estimatif de croissance annuelle de 2,4 p. 100 pour 1980-1985, la République centrafricaine un taux de 2,5 p. 100 et la Côte d'Ivoire un taux de 3,1 p. 100. Bien que ces taux d'accroissement soient des projections et non des estimations fondées sur des faits observés, il semble que les idées et les politiques actuelles des gouvernements n'aient que peu ou pas de rapport avec les réalités démographiques actuelles.

Nous avons évoqué plus haut dans le présent chapitre les secteurs prioritaires des politiques gouvernementales en matière d'accroissement démographique dans les différents pays africains. Il est pertinent de noter ici que ces pays considèrent que l'objectif le plus important est de réduire les taux de mortalité et de morbidité. Pour ce qui est de la fécondité, ces pays pensent que les métamorphoses socio-économiques résultant du développement auront finalement pour effet de réduire les taux de fécondité. L'attention de ces pays est également axée sur des programmes de développement intégré des zones rurales et urbaines pour endiguer l'exode sans cesse croissant des populations rurales vers les zones urbaines. Ce qui importe ici, c'est que cette stratégie d'omission ou de commission, pour nécessaire qu'elle soit, ne contient pas assez d'éléments propres aux politiques démographiques requises dans ces pays, considérant les observations susmentionnées concernant leurs niveaux de fécondité et de mortalité, leurs taux d'accroissement démographique et le taux de dépendance. La question à étudier est donc celle-ci : quelles autres politiques faut-il appliquer pour influencer les variables démographiques dans ces pays ?

Dans une étude récente, il a été noté que parmi les facteurs clés qui expliquent les disparités spatiales et sous-régionales qu'accusent les niveaux de fécondité dans les pays africains, il faut inclure la réduction du TMI et de l'agriculture de subsistance, la répartition plus égalitaire des revenus, ainsi que les progrès de l'alphabétisme et de l'urbanisation <sup>1/</sup>. Pour ce qui est de la mortalité, une récente étude a également révélé qu'avec l'accroissement du pourcentage de la population exerçant des emplois industriels urbains dans ces pays, on peut s'attendre à une réduction correspondante du taux de mortalité <sup>2/</sup>. A part l'urbanisation, la répartition plus égalitaire des revenus, accompagnée des progrès de l'alphabétisation, contribuera aussi à réduire de façon sensible les niveaux du TBM. Etant donné que la mortalité infantile est liée de manière positive et significative au TBM, l'un des principaux moyens d'assurer une nouvelle réduction des niveaux du TBM dans ces pays consiste à adopter des politiques socio-économiques destinées à amener un abaissement marqué du taux de mortalité infantile.

## 6. Résumé

Les faits examinés dans le présent chapitre montrent que si les recherches actuelles ont révélé que la fécondité est la composante la plus critique qui détermine l'accroissement rapide de la population observée dans les pays en développement, il reste encore aux pays africains à prendre des mesures de contrôle des naissances. Les estimations disponibles indiquent pourtant que la population de ces pays s'accroît à un rythme plus rapide qu'en tout autre endroit du monde. En même temps, nous avons également mis l'accent sur le problème que pose la prévision des tendances des composantes de cet accroissement. La détermination de la meilleure stratégie possible pour maîtriser ces taux d'accroissement est donc

<sup>1/</sup> "Analyse de régression des facteurs affectant les taux différentiels spatiaux et sous-régionaux de la fécondité en Afrique", document présenté à la réunion du Groupe d'experts de la CEA sur les niveaux, caractéristiques et tendances de la fécondité et de la mortalité en Afrique et leurs incidences sur les politiques à suivre" (Monrovia, 26 novembre - 1 décembre 1979).

<sup>2/</sup> "Les taux différentiels de mortalité et leurs corrélations en Afrique", document présenté à la réunion de l'OMS sur les facteurs déterminants et les conséquences socio-économiques de la mortalité (Mexico 19-25 juin 1979).



vraiment une tâche difficile. Les facteurs socio-économiques mentionnés ici comme susceptibles d'influer sur les deux composantes critiques de cet accroissement ne constituent pas les seuls recours possibles, mais certes les conditions préalables minimales d'une politique démographique efficace dans ces pays.

**Tableau IV.H.1. Chiffres estimatifs de la population au milieu de l'année et des taux d'accroissement démographique en Afrique et dans ses sous-régions, 1960-2000**

Régions	Chiffres estimatifs de la population au milieu de l'année (en millions d'habitants)			Taux annuel d'accroissement (en p. 100)		
	1960	1980	2000	1955 à 1960	1975 à 1980	1995 à 2000
Monde	3 026,5(100,0)	4 415,0(100,0)	6 199,4(100,0)	1,8	1,8	1,6
Nations en développement	2 081,6 (69,0)	3 284,3 (74,4)	4 927,0 (79,5)	2,3	2,2	1,8
Afrique	274,6 (9,1)	469,4 (10,6)	828,1 (13,4)	2,4	2,9	2,6
Afrique septentrionale	65,2 (23,7)a/	108,7 (23,2)a/	183,7 (22,2)a/	2,3	2,9	2,3
Afrique occidentale	78,7 (28,7)a/	141,0 (30,0)a/	261,4 (31,6)a/	2,6	3,1	3,0
Afrique centrale	34,5 (12,6)a/	53,1 (11,3)a/	86,3 (10,4)a/	1,9	2,6	2,1
Afrique orientale	76,5 (27,9)a/	133,6 (28,5)a/	242,8 (29,3)a/	2,4	2,9	2,9
Afrique méridionale	19,6 (7,1)a/	33,0 (7,0)a/	54,0 (6,5)a/	2,3	2,8	2,2

**Sources :** La population mondiale et sa composition par pays selon le sexe et l'âge : 1950-2000. Estimation démographique évaluée en 1978 (Nations Unies : ESA/P/WP.65, 2 janvier 1980); Tendances et perspectives de la population mondiale par pays, de 1950 à l'an 2000 : Rapport résumé sur l'évaluation de 1978 (Nations Unies, ST/ESA/SER.R/33, New York, 1979).

a/ Exprimé en pourcentages du chiffre relatif à l'Afrique tout entière.

**Tableau IV.H.2. Taux démographiques estimatifs de l'Afrique et de ses sous-régions, 1960-2000**

Régions	Taux brut de natalité (en p. 1 000 de la population)			Taux brut de mortalité (en p. 1 000 de la population)		
	1955 à 1960	1975 à 1980	1995 à 2000	1955 à 1960	1975 à 1980	1995 à 2000
Monde	35,3	28,9	23,8	16,1	11,3	8,7
Nations en développement	41,6	33,6	26,2	19,3	12,2	8,3
Afrique	48,0	46,0	36,9	24,6	17,1	10,6
Afrique septentrionale	46,7	42,6	31,5	21,5	13,9	8,4

Tableau IV.H.2. Taux démographiques estimatifs de l'Afrique et de ses sous-régions, 1960-2000 (suite)

Régions	Taux brut de natalité (en p. 1 000 de la population)			Taux brut de mortalité (en p. 1 000 de la population)		
	1955 à 1960	1975 à 1980	1995 à 2000	1955 à 1960	1975 à 1980	1995 à 2000
Afrique occiden- tale	50,8	49,0	41,0	27,0	18,8	11,6
Afrique centrale	46,6	45,1	33,3	27,1	19,6	12,0
Afrique orientale	48,8	47,6	39,8	25,5	18,3	11,4
Afrique méridio- nale	39,9	38,6	28,9	17,0	11,0	7,1

Source : Tendances et perspectives de la population mondiale par pays, de 1950 à l'an 2000 : Rapport résumé sur l'évaluation de 1978 (Nations Unies, ST/ESA/SER.R/33), New York, 1979.

Tableau IV.H.3. Chiffres estimatifs de l'espérance de vie à la naissance, du taux de mortalité infantile et des niveaux d'urbanisation en Afrique et dans ses sous-régions, 1960-2000

Régions	Espérance de vie à la naissance (nombre d'années), pour les deux sexes			Taux de morta- lité infantile des enfants nés vivants		Pourcentage de la population urbaine		
	1955 à 1960	1975 à 1980	1995 à 2000	1968	1975	1960	1980	2000
Monde	50,3	57,5	64,5	-	-	33,9	41,3	51,3
Nations en déve- loppement	45,9	55,2	63,1	-	-	22,0	30,8	43,8
Afrique	39,9	48,8	57,9	137	145	18,1	28,8	42,5
Afrique septen- trionale	44,1	53,9	62,7	133	135	29,8	43,8	58,3
Afrique occiden- tale	37,0	46,3	56,0	163	151	13,5	22,3	35,9
Afrique centrale	37,1	45,1	55,0	143	171	18,1	34,4	51,6
Afrique orientale	38,7	47,2	56,6	133	135	7,5	17,1	17,6
Afrique méridio- nale	49,9	58,9	66,7	111	131	41,7	46,5	57,9

Source : Voir tableau IV.H.2.



Tableau IV.H.4. Chiffres estimatifs de la composition par âge (par grands groupes d'âges) en Afrique et dans ses sous-régions, 1960-2000

Régions	Années/Grands groupes d'âges (en p. 100)								
	1960			1980			2000		
	0-14	15-64	65 et plus	0-14	15-64	65 et plus	0-14	15-64	65 et plus
Monde	37,1	57,7	5,2	35,1	59,1	5,8	31,6	62,0	6,4
Nations en développement	41,0	55,3	3,7	39,2	56,9	3,9	34,2	61,2	4,6
Afrique	43,4	53,6	3,0	44,9	52,1	3,0	42,3	54,4	3,3
Afrique septentrionale	43,3	53,5	3,2	43,3	53,4	3,3	38,4	57,8	3,8
Afrique occidentale	44,5	52,9	2,6	46,4	51,0	2,6	45,1	52,1	2,8
Afrique centrale	42,0	54,7	3,3	43,5	53,3	3,2	40,0	56,4	3,6
Afrique orientale	43,8	53,4	2,8	45,7	51,4	2,9	44,3	52,7	3,0
Afrique méridionale	40,8	55,0	4,2	42,1	53,8	4,1	37,1	58,3	4,6

Source : Voir tableau IV.H.2.

Tableau IV.H.5. Répartition du nombre de pays en fonction de la dimension de leur population en Afrique et dans ses sous-régions, 1960-2000

Régions	Nombre de pays/Dimension de la population (en millions)											
	Moins de 5 millions			De 5 à 14 millions			De 15 à 34 millions			35 millions ou plus		
	1960	1980	2000	1960	1980	2000	1960	1980	2000	1960	1980	2000
Afrique	36	30	21	9	16	21	3	8	7	2	2	7
Afrique septentrionale	2	2	1	3	1	2	1	3	1	-	1	3
Afrique occidentale	14	9	6	1	7	9	-	-	1	1	1	1
Afrique centrale	6	6	5	1	2	3	1	1	-	-	-	1
Afrique orientale	9	9	6	5	6	6	15	3	5	-	-	1
Afrique méridionale	5	4	3	4	-	1	-	1	-	1	-	1

Source : Voir tableau IV.H.2.

## I. Infrastructure des transports et des communications

### 1. Introduction

Aux termes de sa résolution 291 (XIII) du 26 février 1977, la quatrième réunion de la Conférence des ministres de la CEA a recommandé à la communauté internationale de proclamer une Décennie des transports et des communications en Afrique portant sur les années 1978-1988. Par la suite, conformément à la recommandation contenue dans la résolution 2097 (LXIII) adoptée par le Conseil économique et social le 29 juillet 1977, l'Assemblée générale, aux termes de sa résolution 32/160 du 19 décembre 1977, a fait sienne la recommandation formulée par la Commission économique pour l'Afrique et a proclamé la Décennie. Ces différentes résolutions recommandaient une stratégie globale pour le développement des transports et des communications dans l'ensemble de la région en insistant sur les problèmes d'harmonisation, de coordination, de modernisation et de développement, et recommandaient en outre de mobiliser à l'échelon international les moyens techniques et financiers nécessaires à cette fin.

La Décennie a pour objectifs d'assurer l'indépendance, l'autonomie collective et la coopération internationale entre les pays d'Afrique, dans tous les domaines et pour tous les modes de transport et de communications :

- a) en favorisant la mise en place d'une infrastructure intégrée des transports et des communications, de manière à intensifier le commerce intra-africain;
- b) en renforçant la coordination entre les divers systèmes de transport et en les améliorant;
- c) en désenclavant les pays sans littoral et les régions isolées d'Afrique;
- d) en harmonisant les différentes réglementations nationales de manière à aplanir les obstacles matériels ou autres qui s'opposent au mouvement des personnes et des marchandises et en normalisant les réseaux et le matériel d'exploitation, ainsi que la recherche et la diffusion en ce qui concerne les technologies adaptées à l'Afrique;
- e) en assurant la promotion de l'industrie africaine pour ce qui est du matériel et de l'équipement de transport et de communications et à cette fin, de mobiliser les moyens techniques et financiers pendant la Décennie, de manière à assurer la modernisation et le développement de l'infrastructure des transports et des communications en Afrique.

Le programme de la CEA, dans le cadre de cette stratégie de base, englobe les secteurs partiels ci-après : a) transports routiers; b) transports maritimes; c) transports aériens; d) transports ferroviaires; e) transports multimodaux; f) transports par pipelines; et g) communications, y compris les télécommunications, la radio, la télévision et les services postaux.

### 2. Transports routiers

Le réseau routier africain est principalement composé de routes en cailloux et de routes en terre battue. Sur les unes comme sur les autres, la circulation est entravée par des obstacles matériels ou autres qui s'opposent à la libre circulation des personnes et des marchandises et entraînent des retards qui s'accompagnent de frais de transport élevés. Il existe très peu de routes carrossables en toute



saison qui permettraient de circuler toute l'année entre tous les pays africains. L'infrastructure est insuffisante et l'état général du réseau des routes à revêtement en dur, aussi bien que des autres routes n'est pas satisfaisant dans la plupart des pays, les travaux d'entretien étant médiocres, insuffisants et irréguliers, en partie du fait que les moyens financiers, l'équipement, ainsi que le nombre et la compétence des techniciens, ne sont pas satisfaisants.

Le programme relatif aux cinq grandes routes transafricaines lancé par la CEA pour relier les unes aux autres les principales régions du continent - route transafricaine Mombasa-Lagos; route trans-sahélienne Dakar-N'Djamena; route ouest-africaine Lagos-Nouakchott; route est-africaine Le Caire-Gaborone et route trans-saharienne Alger-Lagos - fait maintenant partie intégrante des activités de la Décennie. Ces routes représentent approximativement 31 519 kilomètres pour le réseau principal et 43 066 kilomètres pour le réseau secondaire, et intéressent 41 pays africains environ. En outre, on étudie la réalisation de quatre grands axes routiers qui constitueraient un réseau routier principal couvrant l'ensemble du continent. Il s'agit des axes Biera-Lobito; Tripoli-Windhoek Massawa-N'Djamena et Nouakchott-Le Caire. Tout pays qui ne serait pas desservi par l'un de ces grands axes routiers serait rattaché au réseau par des routes de desserte répondant à des normes satisfaisantes.

La longueur totale des 84 liaisons routières inter-Etats est estimée à environ 104 300 kilomètres, dont 45 600 km (44 p. 100) bitumées, 16 900 km (16 p. 100) en cailloux, et 81 830 km (40 p. 100) partiellement améliorés ou constitués par des pistes de terre non améliorées.

Le Programme relatif à l'infrastructure routière est conçu de manière à faciliter le transit entre pays sur les liaisons qui existent déjà grâce à une simplification des formalités de frontières, à l'adoption d'accords bilatéraux réciproques concernant les mouvements de véhicules, à un contrôle strict des péages illégaux et à un entretien satisfaisant de l'infrastructure. Le programme permettra aussi d'harmoniser et de normaliser les différents codes de réglementation nationaux, la signalisation routière et les limites de charge à l'essieu. Des moyens de formation appropriés, nationaux et multinationaux, seront donc créés en nombre suffisant pour faire face au besoin urgent en matière de personnel qualifié à tous les niveaux de la planification, de la construction, de l'entretien et de l'administration des routes et des transports routiers, en même temps que sera développé le potentiel national des différents pays en matière de planification, de construction et d'entretien des voies de communication rurales.

### 3. Transports maritimes

La région africaine comprend 50 pays indépendants, dont sept, le Cap-Vert, les Comores, la Guinée équatoriale, Madagascar, Maurice, Sao-Tomé-et-Principe et les Seychelles, sont des pays insulaires et treize n'ont aucun accès direct à la mer. Neuf de ces pays se trouvent sur le littoral est-africain et dix-huit sur la côte occidentale. Cinq des pays sans littoral la Haute-Volta, le Mali, le Niger, la République centrafricaine et le Tchad utilisent des ports de la côte occidentale, tandis que sept autres, le Burundi, le Malawi, l'Ouganda, le Rwanda, le Swaziland et le Zimbabwe, se servent de ports de la côte orientale, le Zaïre et la Zambie utilisant des ports situés sur l'une ou l'autre de ces deux côtes. Le Botswana et le Lesotho sont desservis par des ports d'Afrique du Sud.

Environ 95 p. 100 du commerce international de l'Afrique est acheminé par voie maritime. Sur ce pourcentage, 97,5 p. 100 est transporté par des navires étrangers, ce qui ne laisse que 2,5 p. 100 pour les navires africains. Les statistiques générales révèlent aussi que l'Afrique ne possède que 0,7 p. 100 du tonnage mondial total de la flotte marchande, alors que sa participation au trafic commercial maritime de l'ensemble du monde s'établissait à 13,7 p. 100 en 1975. En 1978, la flotte marchande africaine de haute mer représentait environ 6 millions de tonnes de port en lourd, réparties en 298 unités sur un tonnage mondial total de 641 millions tonnes de port en lourd ou, en ce qui concerne les pays en développement, 51 millions de tonnes de port en lourd.

Les conférences maritimes non africaines se sont partagées le continent entre elles et exercent des pouvoirs de quasi-monopole dans la fixation des tarifs applicables au fret pour différents produits et définissent les conditions de transport unilatéralement sans consulter les chargeurs ou les pays africains comme il conviendrait qu'elles le fassent. La CNUCED a élaboré un code de conduite des conférences maritimes qui doit permettre aux pays en développement de transporter chacun au moyen de leurs propres navires 40 p. 100 de leur fret d'importation ou d'exportation, le reste étant laissé à des pays tiers, mais elle se heurte à une forte opposition des pays maritimes industrialisés. L'Afrique, comme les autres pays en développement, doit se constituer une capacité de transports maritimes satisfaisante et a besoin d'un personnel qualifié et expérimenté, aussi bien de techniciens que de gestionnaires, pour exploiter et gérer ses transports maritimes.

La plupart des compagnies maritimes des pays d'Afrique situés au sud du Sahara sont d'importance relativement faible et n'exploitent que de un à cinq navires au maximum. Etant donné leur faible importance et les moyens financiers limités dont elles disposent, et compte tenu des méthodes que suivent les conférences maritimes concurrentes, leurs modalités de gestion sont généralement très simples et privées le plus souvent des spécialistes et des gestionnaires au courant des questions de navigation maritime. Il est donc évident que la plupart soient financièrement déficitaires et ne puissent subsister que grâce à des subventions nationales. En outre, il n'existe dans la région qu'un petit nombre de services satisfaisants de formation des techniciens et des cadres spécialisés dans la gestion et l'exploitation des transports maritimes; de ce fait, les compagnies de transport éprouvent des difficultés à former ou à recruter en Afrique un personnel qualifié et compétent. Il est maintenant évident que seule une collaboration entre armateurs africains en matière d'achat de navires et de formation du personnel, en même temps qu'un groupement du fret et une coordination des horaires leur permettront de sauvegarder et, en définitif, d'améliorer la situation.

Le littoral africain abrite plus de 80 ports maritimes dont 49 environ sont des grands ports internationaux. Seuls quelques-uns de ces ports sont gérés et exploités avec efficacité tandis que la plupart souffrent d'insuffisances graves dans un aspect au moins de leur fonctionnement. Les ports énumérés ci-après desservent des pays enclavés ou semi-enclavés.

- En Afrique de l'Ouest : Dakar, Abidjan, Lomé, Cotonou et Port Harcourt qui desservent la Haute-Volta, le Mali, le Niger, et le Tchad;
- En Afrique du Centre : Douala, Pointe Noire et Lobito, qui desservent la République centrafricaine, le Zaïre et la Zambie;



- En Afrique de l'Est : Mombasa, Dar es-Salaam, Nacala, Beira et Maputo, qui desservent le Botswana, le Malawi, l'Ouganda, le Rwanda, le Swaziland et la Zambie, ainsi que la région est du Zaïre.

Les mesures prévues pour améliorer les transports maritimes en Afrique pendant la Décennie des transports et des communications sont les suivantes : développement et amélioration des ports africains et de leur gestion; surveillance attentive des besoins des pays les moins développés et des pays privés de littoral en ce qui concerne les questions maritimes; création de centres régionaux et sous-régionaux de formation en matière de transport maritime; création de compagnies de navigation régionales et sous-régionales pour tirer profit des économies d'échelle, etc; encouragement au développement de compagnies de navigation nationales ou régionales et action dissuasive contre les pratiques d'immatriculation libre; adoption des conventions maritimes internationales négociées sous les auspices de la CNUCED et de l'OMCI, et contrôle et prévention de la pollution des mers.

#### 4. Transports aériens

En 1977, les transports aériens africains ne représentaient que 5 p. 100 et 3,3 p. 100 seulement du trafic international passagers et fret, respectivement. Les politiques protectionnistes suivies par la plupart des Etats africains se concrétisent par leur répugnance à accorder des droits de trafic aérien de caractère purement commercial (droits que comporte la "cinquième liberté" de l'air ou droit de cabotage, c'est-à-dire possibilité d'escales intermédiaires), si ce n'est d'une manière très restrictive par voie d'accords bilatéraux entre deux Etats. Cette pratique, conçue essentiellement au profit des lignes aériennes nationales, a pour contrepartie d'intensifier l'activité des lignes les plus bénéficiaires à forte intensité de trafic, telles que l'axe Nord-Sud, au détriment des nouvelles lignes Est-Ouest, qui devraient être développées d'urgence et dont les compagnies aériennes refusent de prendre la responsabilité en raison des pertes probables à prévoir en début d'exploitation.

L'African Airlines Association (AFRAA) (Association des lignes aériennes africaines) s'efforce d'aboutir à des accords de mise en commun des moyens d'action existant en matière de trafic, d'entretien, et de formation et d'échange des ressources humaines entre les lignes nationales africaines, tandis que l'African Civil Aviation Commission (AFCAC) (Commission africaine de l'aviation civile - CAFAC) s'est fixé un objectif semblable, encourage la constitution de compagnies aériennes multinationales, et s'efforce de normaliser les installations dans les aéroports et d'améliorer les systèmes de navigation aérienne en Afrique. A l'heure actuelle, le déploiement des lignes qui desservent l'Afrique est extrêmement médiocre, ce qui se traduit par le fait que la plupart des pays d'Afrique sont reliés quotidiennement à l'Europe, à l'Asie, au Moyen-Orient et à l'Amérique du Nord, tandis qu'il n'existe que quelques liaisons hebdomadaires irrégulières entre la plupart des pays africains. Les pays sans littoral qui n'ont pas de lignes aériennes nationales propres pâtissent le plus du caractère erratique des correspondances aériennes. Jusqu'ici, moins de 50 p. 100 des installations de navigation aérienne et autres qui doivent être mises en place en Afrique en vertu de la réglementation de l'OACI, ont été construites.

Plusieurs groupes de mesures sont envisagés ou à l'étude pour améliorer les transports aériens en Afrique pendant la Décennie, notamment les suivantes :

- a) Promouvoir une utilisation plus rationnelle, par les pays d'Afrique, des installations et des services de transport aériens par un regroupement du trafic et la mise en commun de l'équipement; mise en commun ou création, simultanément ou séparément, de centres de formation de l'installations de réparation et d'entretien; normalisation des critères de formation et de l'octroi de brevets professionnels; libéralisation des droits d'exploitation entre Etats africains; mise en place et exploitation en commun des installations de navigation aérienne, le cas échéant;
- b) encourager la création de compagnies aériennes multinationales;
- c) harmoniser dans la mesure du possible les services aériens nationaux, intra-africains et internationaux; et
- d) développer les services de fret et les services postaux aériens intra-africains.

##### 5. Transports ferroviaires

Les pays africains, sauf onze d'entre eux (Burundi, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Lesotho, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Somali et Tchad) sont équipés de voies ferrées dont la plupart ont été construites il y a fort longtemps pour permettre le déroulement d'activités propres à des enclaves déterminées ou à titre d'appoint au réseau des transports de surface.

La densité du réseau ferroviaire africain est extrêmement faible : pour une superficie totale de 29 millions de kilomètres carrés, il n'existe que 80 706 kilomètres de voies ferrées, soit une densité moyenne d'environ 2,78 km de voies ferrées pour 1 000 kilomètres carrés. Le réseau ferroviaire est composé de plusieurs réseaux nationaux indépendants, courts, à écartements de voie différents et de spécifications techniques diverses, ce qui fait que peu d'entre eux sont raccordés les uns aux autres.

On trouve dans l'ensemble du réseau africain neuf écartements de voies différents, mais trois seulement sont répandus : l'écartement européen normal de 1,435 m (11 743 km, soit 14,5 p. 100 du réseau); l'écartement normal africain de 1,067 m (49 473 km, soit environ 61,3 p. 100 du réseau) et l'écartement de 1 m (15 473 km, soit 19,2 p. 100). L'écartement européen normal est celui qu'on trouve en Afrique du Nord (Maroc et Egypte), tandis que l'écartement normal de l'Union of African Railways (UAR) est utilisé presque partout en Afrique (Ghana, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Zaïre et Zambie) et l'écartement métrique équipe la plupart des réseaux de l'Afrique de l'Ouest (République-Unie du Cameroun, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Mali, Haute-Volta, Guinée), ainsi que les trois pays d'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie).

Du point de vue technique, l'adoption de l'écartement à 1,067 m pour l'ensemble du réseau africain faciliterait l'interconnexion du système. A l'heure actuelle, seul le réseau d'Afrique australe (1,067 m) est bien coordonné, mais étant donné que le même écartement se retrouve sur la ligne Tazara, il est possible de raccorder le réseau d'Afrique australe au réseau d'Afrique de l'Est, ce qui regrouperait en un réseau unique le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe.



Vingt-trois des 38 réseaux ont maintenant adopté l'écartement standard de 1,067 m et les réseaux construits avec un écartement différent, y compris les réseaux d'enclave ou les réseaux d'exploitation minière, sont extrêmement dispersés dans la région. Cependant, étant donné que les différences d'écartement sont faibles, il serait possible de raccorder les uns aux autres, sans que se posent des problèmes d'ordre technique difficiles, les réseaux situés au sud du Sahara. On utilise sur le réseau ferroviaire africain deux systèmes de freinage principaux : le frein à vide du réseau d'Afrique du Nord, et le frein à air comprimé des réseaux de l'ouest, du centre et de l'est de l'Afrique. Exception faite pour la ligne Congo-Océan, tous les réseaux peuvent utiliser un matériel roulant conçu pour l'écartement normal de l'Union of African Railways (1,067 m).

Six mille cinq cents kilomètres seulement des 80 706 kilomètres qui constituent le réseau ferroviaire africain, soit 8 p. 100, sont électrifiés, et cette électrification est limitée aux secteurs urbains et suburbains, à forte densité de trafic, de cinq réseaux seulement, à savoir : les réseaux d'Afrique du Sud, d'Algérie, d'Egypte, du Maroc et du Zaïre. La vitesse sur la plupart des voies ferrées africaines, sauf en Afrique du Nord, est extrêmement faible, et les convois circulent à une moyenne qui s'établit à 40 et à 30 km à l'heure pour les trains de voyageurs et les trains de marchandises respectivement, ce qui se traduit par une faible utilisation du matériel roulant et des marges bénéficiaires minimes. Le fait que la charge autorisée à l'essieu et la vitesse maximum permise soient faibles, découle non pas uniquement de l'insuffisance de la puissance motrice disponible, mais du mauvais tracé vertical et horizontal de la plupart des voies ferrées africaines.

Pour faire face à l'intensification du trafic, les chemins de fer africains jugent nécessaires :

- a) de rénover les voies; de modifier les tracés, de façon à éviter les courbes brusques et les déclivités accentuées; de renouveler l'équipement des voies; de souder les rails pour éviter l'usure du matériel roulant; de moderniser les systèmes de signalisation;
- b) de préparer des programmes et de créer des centres de formation pour le perfectionnement du personnel de gestion et de planification;
- c) de normaliser l'équipement et d'harmoniser les réglementations et les pratiques;
- d) de créer des points d'échange du trafic entre réseaux ferroviaires voisins et des points d'échange avec d'autres modes de transport;
- e) de prolonger les lignes existantes pour desservir les pays sans littoral ou d'autres régions éloignées et pour assurer les raccordements avec d'autres réseaux ferrés;
- f) de construire un réseau ferroviaire transafricain.

## 6. Transports fluviaux et lacustres

La plupart des grands fleuves et des grands lacs qui se prêteraient à la navigation sont de caractère international, car ils traversent plusieurs pays ou en sont limitrophes. Tout aménagement d'envergure des fleuves et des lacs pour quelque usage que ce soit, et notamment pour les transports, risque de modifier le cubage total des eaux et l'utilisation qui en est faite en aval et doit donc reposer sur un programme établi d'un commun accord par les pays intéressés.

Les principaux fleuves et lacs pour lesquels se justifierait une priorité pendant la période considérée sont : a) Fleuves : Nil, Niger, Gambie, Zambèze, Volta, Mano et Congo/Zaire; et b) Lacs : Tchad, Tanganyika, Malawi, Victoria, Kivu et Kariba. Il convient d'intervenir à la fois au niveau national et au niveau sous-régional et en ce qui concerne les cours d'eau et les lacs qui dépendent déjà d'une autorité de gestion permanente, les Etats membres auront besoin d'une aide pour renforcer la coopération et l'exploitation en commun des possibilités qu'offrent ces fleuves et ces lacs, et pour développer des installations et des services de transport sur les voies navigables.

#### 7. Transports par pipelines

L'utilisation des pipelines en tant que mode de transport n'est pas courante en Afrique, bien qu'il existe des pipelines en Algérie, en Egypte, au Kenya, en Jamahiriya arabe libyenne, au Maroc, en Tunisie et au Zaire. Les pipelines, comparés aux autres modes de transport, se révèlent économiques et efficaces pour le transport par voie de terre sur de grandes distances de très grandes quantités de liquides, de boues et de gaz.

Etant donné le prix déjà élevé et en hausse constante des combustibles (pétrole) et les efforts considérables consentis pour la prospection et l'extraction du pétrole en Afrique, les perspectives offertes par les transports par oléoduc sont excellentes et ceux-ci doivent être activement encouragés.

#### 8. Télécommunications, radiodiffusion et services postaux

Les principales lacunes des services nationaux de communication, en particulier dans les pays de la région située au sud du Sahara, sont l'insuffisance des moyens matériels, la pénurie de personnel qualifié et l'absence de capacité de fabrication du matériel.

Les obstacles à une expansion satisfaisante des systèmes nationaux de communication, indépendamment des imperfections de gestion, sont l'insuffisance des ressources et des moyens de financement qui s'expliquent par le degré de priorité relativement faible que les organismes nationaux de planification attribuent généralement au développement des réseaux de communications, notamment en ce qui concerne les services de radiodiffusion et les services postaux. On estime que l'investissement moyen qu'un pays doit consentir (dans l'hypothèse où il dispose du personnel qualifié nécessaire, y compris de cadres compétents) pour assurer une croissance rapide permettant d'atteindre un niveau correspondant aux normes internationales moyennes, exprimée en pourcentage du PIB, est de l'ordre de 1 ou 2 p. 100, alors qu'à l'heure actuelle, cet investissement est inférieur à un vingtième de un p. 100, en moyenne.

Dans les activités qu'ils consacrent au développement du secteur des télécommunications, un grand nombre de pays de la région se préoccupent à l'heure actuelle, de la construction d'un ensemble de circuits primaires et notamment de réseaux qui constituent le réseau panafricain de télécommunications (PANAFTEL). On s'efforce aussi d'améliorer et de développer les réseaux locaux et les systèmes de commutation existants, ce qui devrait permettre de rendre plus satisfaisante la pénétration téléphonique insuffisante à l'heure actuelle, car elle ne dessert que de 0,1 à 6,5 p. 100 de la population contre 14,5 p. 100 pour la moyenne mondiale.



L'UNESCO, l'UPU, l'UIT et la CEA sont toutes prêtes, sur demande, à apporter leur concours à la réévaluation des plans nationaux actuels, à donner des conseils en matière d'amélioration et de mise en oeuvre, à fournir les moyens de réaliser les projets du plan régional de développement des communications de la Décennie, à se charger de missions sur place pour faciliter la préparation des plans nationaux dans les trois principaux secteurs partiels des communications et à apporter leurs conseils sur les questions de mise en oeuvre. Toutefois, l'objectif principal doit rester l'interconnection des réseaux nationaux de télécommunication; il s'agit donc de mener à bien l'achèvement du réseau panafricain des télécommunications, de telle sorte qu'à la fin de la Décennie, les abonnés puissent disposer en Afrique de communications directes et automatiques. Cela suppose, pour que les services offerts soient d'un niveau élevé et satisfaisant, que les réseaux africains de télécommunications, aussi bien nationaux que régionaux, fonctionnent correctement et soient entretenus comme il convient.

On a prévu pour la Décennie des transports et des communications les activités définies ci-après :

a) Télécommunications

- Amélioration, expansion et interconnection des réseaux nationaux;
- Raccordement des capitales des pays africains au réseau de télécommunications et harmonisation des systèmes tarifaires et des procédures de comptabilité internationale en Afrique;
- Développement de l'industrie des télécommunications et de l'électronique en Afrique et, notamment, mesures qui permettraient de répondre aux besoins en main-d'oeuvre, à tous les niveaux de compétences (cet aspect intéresse aussi le développement des services de radio et de télévision);

b) Services postaux

- Développement de l'infrastructure des services postaux, aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales, mise en place de services de poste ruraux mobiles et de centres de transit multinationaux et adoption de mesures permettant de répondre aux besoins en main-d'oeuvre pendant la Décennie;

c) Services de radiodiffusion et de télévision

- Amélioration et développement de l'infrastructure de la radio et de la télévision en vue d'appuyer les efforts de développement économique et social, en particulier dans les communautés rurales, et notamment possibilités d'échange de programmes et mise au point d'un système multinational de communications par satellite.

## SECTION II

### LA SITUATION ENERGETIQUE MONDIALE DANS UNE PERSPECTIVE AFRICAINE

#### I. INTRODUCTION

La hausse du prix du pétrole n'explique peut-être pas à elle seule l'ensemble des problèmes de l'économie et du développement en Afrique à l'heure actuelle, mais elle en est assurément l'une des causes principales. Certes, nombre de ces problèmes sont l'effet des politiques coloniales et se posaient avant l'indépendance. Il faut aussi blamer en partie les gouvernements nationaux pour un certain manque de scrupules. Cependant, de quelque manière qu'on les explique, ces problèmes prennent des proportions alarmantes, qui se manifestent par la lenteur de la croissance (pauvreté), l'inflation, des difficultés de balance des paiements, etc.. Dès le début des années 70, des efforts résolus ont été déployés pour redresser la situation en attirant une aide internationale supplémentaire et en renforçant la coopération régionale et multirégionale. On se promettait de grands avantages de la nouvelle structure que l'on voulait donner au système économique mondial du point de vue commercial, financier et technologique, de manière à promouvoir les buts stratégiques à long terme des pays en développement, y compris ceux d'Afrique. Or, avant que les pays développés et en développement aient pu s'entendre pleinement sur les implications précises de ce projet, l'économie mondiale a connu une légère récession. La relance a été rapide, mais en 1972 la conjoncture a changé : il y a eu une forte inflation dans plusieurs pays et les prix des céréales et des biens d'équipement ont beaucoup augmenté. Déjà le système monétaire s'était affaibli quand, en août 1971, le lien entre le dollar et l'or a été rompu. En 1973, le système de Bretton Woods s'est trouvé presque totalement en déroute et l'on avait cessé d'appliquer un grand nombre des règles qui avaient été établies après la guerre pour contrôler le taux des changes. Les principaux pays développés devaient faire face simultanément à des problèmes d'inflation, de chômage et de balance des paiements et leurs contraintes internes ralentissaient le commerce international.

Les problèmes de l'énergie n'auraient donc pas pu surgir à un moment plus préjudiciable pour le monde et pour l'Afrique en particulier. Lors du "quadruplement" du prix du pétrole brut en 1973-1974 et après les hausses ultérieures de 1978-1980, l'économie mondiale a subi un choc grave et la situation déjà précaire de l'Afrique en développement s'est aggravée. Le groupe de l'OPEP s'est trouvé pourvu d'excédents financiers considérables qu'il ne pouvait pas investir immédiatement sur le plan interne à cause de sa capacité d'absorption limitée, tandis que les pays importateurs de pétrole, développés ou en développement, ont vu leur balance des paiements se détériorer brusquement. Les effets ont été graves dans les pays industrialisés et, se combinant avec les répercussions d'autres hausses des prix et de la récession mondiale, ils l'ont été plus encore dans certaines parties du monde en développement. Les pays africains non exportateurs de pétrole ont compté parmi les plus gravement atteints à la fois directement, à cause de l'augmentation de leurs dépenses pétrolières, et indirectement à la suite des complications déclenchées sur le marché des produits (matières premières et produits finis) et sur celui de la monnaie.

Bien que les pays développés et un nombre limité de pays en développement se soient adaptés à la nouvelle situation et soient parvenus à maintenir l'élan de leur croissance et leur demande d'importations, les années qui se sont écoulées depuis 1974 ont été



marquées par un ralentissement accentué dans de nombreux pays en développement. Ce phénomène s'est manifesté de la façon la plus claire dans les pays les moins développés d'Afrique qui, avec des exportations stationnaires et une croissance seulement marginale de leur revenu par habitant, ont épuisé l'élan de leur développement et achevé la décennie surchargée de paiements à effectuer et de dettes.

On prévoit à l'avenir une énergie encore plus coûteuse et l'on ne compte guère sur des découvertes de pétrole importantes. Or au même moment la demande de pétrole augmente, dans les pays africains non exportateurs de pétrole, à un rythme très rapide et très supérieur au taux de croissance de leur PIB. De fortes pressions incitent ces pays à augmenter leur consommation d'énergie commerciale : l'industrialisation, la croissance démographique, l'urbanisation, la modernisation de l'agriculture, le développement des moyens de transport, l'augmentation du niveau des revenus et la rareté des combustibles traditionnels comme le bois de chauffage et les déchets agricoles. Si l'on considère le potentiel des ressources énergétiques qui devront satisfaire cette demande plus considérable, il s'en faut de beaucoup que les perspectives soient rassurantes. Outre les problèmes de l'énergie et les bouleversements macroéconomiques qui en résultent, les pays en développement, surtout ceux de l'Afrique subsaharienne, affrontent le problème de plus en plus grave de l'alimentation. La production des denrées alimentaires dans l'ensemble des pays en développement s'est accrue de près de 2,5 p. 100 par an de 1950 à 1975, mais la demande correspondante a augmenté de nettement plus de 3 p. 100 par an avec la croissance des revenus et de la population. Par suite, les pays en développement ont rapidement augmenté leurs importations de céréales, qui sont passées de 20 millions de tonnes en 1960-1961 à plus de 50 millions de tonnes au début des années 70 et à près de 80 millions en 1978-1979. La situation dans les pays africains en développement non exportateurs de pétrole est encore plus grave. Dans la conjoncture présente et tant que l'assistance reste à son niveau actuel, les exportations de ces pays peuvent très difficilement payer à la fois leurs importations de pétrole et de denrées alimentaires. Dans les pays africains les moins développés, les dépenses d'alimentation ont même dépassé les dépenses pétrolières pendant toute la décennie. Il convient aussi de relever que le taux de croissance agricole de l'ensemble de l'Afrique en développement non exportatrice de pétrole a été beaucoup plus faible que le taux de croissance démographique pendant les deux dernières décennies.

De tels faits ont eu des répercussions graves sur le fonctionnement du système économique international. Etant donné la structure de la production et la composition du commerce des économies africaines en développement non exportatrices de pétrole, ces répercussions ont été pour elles presque désastreuses. Parmi les conditions essentielles du fonctionnement régulier du système économique mondial, figure l'équilibre des produits et des prix ainsi que de leur répartition géographique, car tel est bien l'objet essentiel du dialogue Nord-Sud, et l'évolution des prix pétroliers a entraîné de grands décalages à cet égard. L'un des facteurs de déséquilibre les plus graves dans les économies des pays africains en développement à l'heure actuelle est la transformation des rapports entre les prix du pétrole, des manufactures et des exportations de produits primaires autres que le pétrole. Il faut établir un équilibre triangulaire si l'on veut sauvegarder un minimum de stabilité dans l'ordre économique international et même une croissance simplement nominale dans les pays en développement. Toute tentative d'évaluation de l'incidence du prix du pétrole sur les économies en développement de façon générale et sur celles

d'Afrique en particulier doit être précédée d'un examen du problème dans une perspective plus vaste. Plus précisément, les pays développés exportent leurs produits manufacturés dans les pays de l'OPEP dont ils importent le pétrole, tandis que les pays de l'OPEP dépendent surtout, pour les produits de consommation et les biens d'équipement, des pays développés où ils investissent en même temps l'essentiel de leur revenu excédentaire. Il existe donc un mécanisme créateur d'équilibre qui, à long terme, permet aux pays développés d'absorber le choc de la hausse du prix du pétrole. En revanche, les pays africains en développement non exportateurs de pétrole exportent très peu à destination des pays de l'OPEP et doivent donc payer leur pétrole avec les revenus des produits exportés dans les pays développés. Or, dès avant la hausse du prix du pétrole, la faiblesse de la structure productive des pays en développement, surtout africains, en ce qui concerne les produits primaires, ainsi que leurs besoins grandissants de produits de consommation et d'équipement et de denrées alimentaires importées, rendaient la balance de leur commerce avec les pays développés de plus en plus difficile à équilibrer. En plus de ce déficit de leur commerce avec les pays développés, ils sont maintenant en déficit dans leurs relations avec les Etats membres de l'OPEP. De plus, la facture de leurs importations en provenance des pays développés augmente aussi à cause de la hausse des prix des produits manufacturés de ces pays. Jusqu'ici les pays de l'OPEP n'ont pas transféré une fraction appréciable de leur revenu excédentaire pour favoriser la formation de capital dans les pays en développement.

Les pays de l'OCDE ont absorbé progressivement, au cours des années 1973 à 1978, la hausse du prix du pétrole survenue en 1973-1974 : ils ont accru leurs exportations, augmenté le prix de leurs articles manufacturés et réduit la production pour que la demande de pétrole diminue. Les pays de l'OPEP ont réagi en augmentant une nouvelle fois les prix du pétrole en 1978 et les effets de cette hausse n'ont pas encore été absorbés.

L'excédent accumulé par les pays de l'OPEP revient en grande partie dans les pays développés, sous forme d'investissements à court ou à long terme. A la longue, la balance des paiements ne pose donc aucun problème fondamental qui entrave l'activité économique des pays développés, bien que leurs perspectives économiques d'ensemble se ressentent de la désorganisation intermittente des termes de l'échange ainsi que de l'inflation.

En revanche, pour les pays en développement en général et ceux d'Afrique en particulier, les conséquences sont désastreuses, car aucun flux à double sens d'exportations et d'importations ne les relie aux pays de l'OPEP et ils ne peuvent donc pas établir l'équilibre à long terme en vendant des produits et en transférant des excédents financiers. De plus, c'est sur les deux fronts à la fois qu'ils perdent la bataille pour l'équilibre de leurs exportations et de leurs importations. D'une part leur déficit avec les pays de l'OPEP s'accroît fortement, car ils ne peuvent pas payer le pétrole plus coûteux par des exportations correspondantes, que les pays de l'OPEP désirent, mais que les pays en développement surtout africains ne produisent pas. D'autre part, la hausse des prix des produits manufacturés atteint aussi les pays africains qui en importent des pays développés, tandis que la demande de leurs propres produits reste stationnaire ou même diminue et se comporte de toute manière avec assez d'élasticité par rapport aux prix. Leur déficit vis-à-vis des pays développés continue donc aussi à augmenter.

Sous le double effet de la hausse des prix du pétrole et des produits manufacturés, le taux de croissance de la consommation par habitant dans les pays africains non exportateurs de pétrole a diminué et parfois la consommation même a diminué, malgré son niveau



déjà faible, ce qui abaisse d'autant le niveau de vie matériel de la population. Le taux de la formation de capital financée par des sources intérieures s'amenuise rapidement et, comme on prévoit que les conditions de l'assistance seront de plus en plus défavorables, il faut renvoyer à l'échéance incertaine d'un avenir dont l'éloignement semble inacceptable la date à laquelle les pays africains en développement non exportateurs de pétrole peuvent espérer atteindre l'objectif vital, qu'ils se sont assigné, de l'autosuffisance dans la croissance. La communauté internationale doit donc trouver une solution à cette attaque sur deux fronts contre le déficit commercial dont les pays africains subissent les effets de plus en plus graves.

Cependant, on ne proposera pas ici de moyens de résoudre le problème de l'énergie ou d'autres connexes. On insistera plutôt sur des solutions déjà mises en pratique ou qui ont été proposées par des institutions et organismes divers. On tentera aussi d'examiner les systèmes complexes de politique interne peu nombreux entre lesquels les pays africains en développement non exportateurs de pétrole peuvent choisir.

Au chapitre II on présente le problème du pétrole dans un cadre international, on examine l'incidence de la situation énergétique sur l'économie mondiale et on évalue les perspectives d'avenir en matière d'énergie. Au chapitre III, on discute de l'incidence de cette situation sur les pays africains non exportateurs de pétrole et des ressources énergétiques existantes et virtuelles de l'Afrique, tandis qu'au chapitre IV on expose les politiques recommandées et les solutions proposées qui sont à l'examen.

## II. LE PROBLEME DU PETROLE DANS LE CADRE INTERNATIONAL

### A. Le prix nominal du pétrole brut et le prix réel 1/

De 1950 à 1970, le prix nominal du pétrole brut a diminué à un taux annuel moyen d'environ 1 à 2 p. 100; en termes réels, c'est-à-dire si l'on divise le prix nominal du pétrole brut par le prix d'exportation des produits manufacturés de l'OCDE, cette diminution a été plus importante et s'est chiffrée aux alentours de 3 ou 4 p. 100 par an.

Le pétrole bon marché a été l'un des facteurs de la croissance accélérée de la production réelle qui a marqué les deux premières décennies de l'après-guerre. Il a eu cependant aussi des effets collatéraux, notamment l'intensité de capital, l'utilisation de techniques et de dosages des facteurs inappropriés dans les pays en développement, ainsi que la lenteur de la mise en exploitation des sources d'énergie de remplacement. Alors que les besoins énergétiques s'accroissaient rapidement le charbon a été largement remplacé par le pétrole et de nombreux pays sont devenus de plus en plus tributaires des importations de pétrole en provenance des pays de l'OPEP.

L'ère des bas prix pétroliers a pris fin au cours des années 70; le prix nominal moyen à la production du pétrole brut est passé d'environ 2 dollars des Etats-Unis le baril en 1970 à près de 31 dollars en mai 1980, soit un prix 15,5 fois supérieur, ce qui représente un taux d'augmentation moyen d'environ 31,5 p. 100 par an, ou de près de 15,7 p. 100 par an en termes réels aux prix de 1980. Si l'on prend 1950 comme année de base, la hausse des prix du pétrole brut en termes réels s'est chiffrée à environ 4,3 p. 100 par an, ou 9,6 p. 100 en valeur nominale, et la hausse des prix du pétrole brut pendant les années 70 a donc plus que réparé la détérioration des termes de l'échange du pétrole qui s'était produite de 1950 à 1970. La hausse des prix du pétrole brut au cours des années 70 est surtout intervenue pendant deux périodes : en 1973-1974, les prix ont quadruplé et en 1978-1980 ils ont plus que doublé. Les effets immédiats de la première hausse ont été aggravés par des réductions de la production et des embargos imposés en 1973 et 1974. Entre 1974 et 1978, les prix du pétrole brut sont restés en grande partie inchangés, malgré l'apparition d'un système de fixation des prix à deux degrés.

Les prix du pétrole au stade final de la consommation ont augmenté beaucoup moins fortement que les prix du pétrole brut payés aux producteurs, car d'importants éléments de valeur ajoutée et de fiscalité, qui s'appliquaient aux produits et non à leur valeur, sont restés inchangés. La réaction de la demande des consommateurs de produits finis en présence de la hausse du prix du pétrole s'est ainsi trouvée limitée. Cependant, ces dernières années, on a constaté, dans les pays développés, une tendance à reporter la hausse du prix du pétrole brut sur le consommateur et, bien que cet ajustement du prix final ne soit encore ni total ni automatique, on commence à mettre en oeuvre des mesures de conservation du pétrole. La même tendance se manifeste dans de nombreux pays en développement d'Afrique.

---

1/ Perspectives économiques de l'OCDE, 27 juillet 1980, p. 130.



Depuis 1973, la consommation d'énergie dans les pays de l'OCDE qui, pendant les années 50 et au début des années 70, correspondait au taux de croissance du PIB en termes réels, s'est accrue à un taux plus faible, qui atteste une importante économie d'énergie.

B. L'incidence de la hausse des prix du pétrole sur l'économie mondiale

La forte hausse du prix du pétrole survenue pendant les années 70 représente une grave détérioration des termes de l'échange pour les pays importateurs de pétrole et un gain appréciable pour les pays exportateurs de pétrole. Pour l'ensemble de la région de l'OCDE la perte due aux termes de l'échange est estimée à environ 4 p. 100 du FNB. Pour les pays africains en développement non exportateurs de pétrole, la perte est aussi égale à environ 4 p. 100 du PIB. Comme l'élasticité de la demande de pétrole par rapport aux prix est faible à court terme, l'augmentation nette du coût des importations de pétrole a été importante, bien que la demande totale de pétrole ait diminué par suite de la réduction concomitante de la croissance du FNB. En réalité, les pays importateurs de pétrole ont dû affronter deux effets de la hausse des prix de ce produit : a) une perte immédiate de revenu réel, égale à l'augmentation du coût du pétrole et transférée aux pays exportateurs de pétrole; b) un effet de déflation résultant de l'augmentation des transferts à l'étranger nécessités par la hausse du prix du pétrole. Comme les revenus pétroliers plus importants des pays exportateurs de pétrole ne sont pas immédiatement et intégralement dépensés ou recyclés, il y a une perte de production. En présence de la montée en flèche du déficit de leur balance des paiements, de nombreux pays ont eu recours à des mesures de déflation et à des restrictions.

"La perte totale de revenu réel découle à la fois de la dégradation des termes de l'échange et de la diminution de la production. En principe, le premier effet, à savoir la dégradation des termes de l'échange, est facile à calculer, puisqu'elle équivaut à l'augmentation du montant des importations nettes de pétrole. A long terme, l'intensification des économies d'énergie et le développement de la production d'origine intérieure peuvent permettre de réduire cet effet.

"L'ampleur du deuxième effet, à savoir la perte de production, qui ampute encore le niveau réel, est moins facile à quantifier dans la mesure où elle dépend de la réaction, dans chaque pays, des agents économiques face au renchérissement du pétrole. La perte initiale de revenu est connue et il est possible d'évaluer la réduction connexe de la demande due au fait que l'OPEP ne réemploie pas immédiatement toutes ses recettes. On sait qu'une telle influence extérieure sur la demande peut se répercuter avec un effet amplifié sur la production au bout d'un certain temps. Cependant, l'expérience de 1973-1974 a démontré que d'autres phénomènes compensatoires peuvent sensiblement modifier l'échéance et même l'ampleur finale de l'effet déflationniste du renchérissement du pétrole. En effet, les agents économiques peuvent réagir à la perte de revenu de caractère secondaire qui suit la réduction de la demande en empruntant afin de maintenir le niveau des dépenses. La mesure dans laquelle le comportement des agents économiques peut se modifier est en partie imprévisible" 2/.

---

2/ Perspectives économiques de l'OCDE, 27 juillet 1980, p. 137.

Quand les prix du pétrole ont quadruplé en 1973-1974, les dépenses d'importation de pétrole nettes des pays de l'OCDE sont passées d'environ 35 milliards de dollars des Etats-Unis en 1973 à plus de 100 milliards en 1974. Avant cette forte hausse des produits pétroliers, un ralentissement s'était produit dans l'activité économique de ce groupe de pays, qui avaient atteint un taux annuel de 8,5 p. 100 pendant la première moitié de 1973. Pour contrecarrer l'inflation accélérée et la hausse des prix pétroliers, on a pris des mesures restrictives et limitatives qui, s'ajoutant à cette situation, ont abouti à la récession la plus grave de la période de l'après-guerre. Pendant un an et demi, du début de 1974 au milieu de 1975, le PIB a diminué sans interruption, tandis que l'inflation atteignait un taux à deux chiffres. Il est difficile de dire quelle part de cette diminution du PIB était due à la seule hausse du prix du pétrole. Il serait assurément inéquitable d'imputer aux pays exportateurs de pétrole l'entière responsabilité de la récession. Il s'est produit en même temps une importante diminution des dépenses d'investissement et des stocks et une augmentation considérable des salaires et de l'épargne, tandis que la consommation était dans le marasme. Cependant, la forte augmentation des dépenses pétrolières des pays de l'OCDE en chiffres nets n'a pas manqué d'aggraver le déficit de leurs balances des paiements et d'encourager leurs politiques restrictives.

Comme on l'a déjà indiqué, la hausse du prix du pétrole a été progressivement absorbée et la reprise est résultée de l'augmentation de la consommation privée, de la diminution du taux de l'épargne, de la reconstitution des stocks et des mesures d'expansion discrétionnaires adoptées par de nombreux pays de l'OCDE.

Quand les prix du pétrole importé ont augmenté de 130 p. 100 entre la fin de 1978 et juin 1980, les dépenses d'importation de pétrole des pays de l'OCDE en chiffres nets sont passées d'environ 140 milliards de dollars des Etats-Unis en 1978 à un chiffre annuel d'environ 290 milliards au printemps de 1980. Comme celle de 1973, la hausse des prix pétroliers de 1979 et du début de 1980 s'est produite à un moment où la croissance des pays de l'OCDE se ralentissait après une période de taux de croissance modérés en 1976 et 1978.

Selon l'analyse de l'OCDE 3/ l'effet déflateur (ou la perte de production) subi par l'économie de l'OCDE tient au fait que les revenus pétroliers plus considérables n'ont pas été redépensés immédiatement et intégralement par les pays de l'OPEP, ni empruntés et dépensés par d'autres. Il convient de rappeler que la perte totale de revenu réel est une combinaison de la perte due aux termes de l'échange et de la perte de production.

Quant à savoir si les termes de l'échange se sont modifiés au détriment des pays développés, cela dépend de l'année de base que l'on choisit : il y a une perte si l'on prend 1970 comme année de base, mais il y a un gain si l'on remonte, pour l'année de base, jusqu'à la décennie de 1940. Les prix des produits manufacturés exportés par l'OCDE augmentent à la longue et les termes de l'échange leur deviennent plus favorables à long terme.

Le tableau I.2.1 indique les revenus et les excédents de caisse (courants et cumulatifs) de l'OPEP pour 1973-1980. Près de 230,1 milliards de dollars des Etats-Unis sur le montant total de 231 milliards des excédents de caisse cumulatifs de l'OPEP pour la



période de 1973 à 1979 ont été investis aux Etats-Unis d'Amérique, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans d'autres pays et organisations internationales. En d'autres termes, tous les excédents de trésorerie ont été investis presque au même moment et pour un montant presque identique. Il importe aussi de relever que, sur cet excédent cumulatif total de 231 milliards de dollars, une somme de 103,4 milliards de dollars soit 44,8 p. 100 a été investie dans les deux pays désignés ci-dessus. On n'a pas de données sur les investissements dans les pays africains en développement et notamment dans les pays africains en développement non exportateurs de pétrole.

Tableau I.2.1. Revenus et excédents de caisse de l'OPEP, 1973-1980 (en milliards de dollars des Etats-Unis)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 b/
Exportations	42	116	107	132	145	146	212	306
Importations	21	39	58	68	84	104	102	138
Services et transferts (nets)	-14	-17	-22	-28	-32	-37	-43	-54
Excédents	8	59	27	36	29	5	67	114
Excédents cumulatifs		67	94	130	159	164	231	345
Estimation des excédents de caisse								
Investissement des excédents :		57,0	35,2	37,2	33,5	13,4	53,8	
Etats-Unis d'Amérique		11,6	9,5	12,0	9,1	1,3	8,9	
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord		21,0	4,3	4,5	3,8	-1,8	17,2	
Autres pays		20,9	17,4	18,7	20,3	13,8	28,1	
Organisations internationales		3,5	4,0	2,0	0,3	0,1	-0,4	
Investissements cumulatifs		57,0	92,2	129,4	162,9	176,3	230,1	

Sources : Bank of England Quartely Bulletin and Federal Reserve Bulletin.

a/ Evaluations.

b/ Prévisions.

Ces excédents de caisse ont été presque tous investis dans des banques et des avoirs en capital à l'intérieur de la zone de l'OCDE, dont un tiers sur les marchés d'Euro-monnaie. Certains de ces fonds ont été prêtés à des pays africains en développement non exportateurs de pétrole à des taux d'intérêt élevés. Sur la base de l'expérience

passée, il semble que le recyclage de ces sommes considérables puisse continuer à l'avenir pour les pays de l'OCDE. Pour les pays en développement, les perspectives sont sombres, à cause de la lenteur avec laquelle les pays exportateurs de pétrole et les pays développés y transfèrent ou recyclent une partie de leurs excédents au profit des activités de développement. De plus, l'endettement extérieur de plus en plus grand qui grève ainsi les pays en développement compromet leur aptitude à emprunter auprès des banques.

En conclusion, s'il s'agit de la perte de production subie parce que les revenus pétroliers plus considérables ne sont pas redépensés immédiatement et intégralement par les pays de l'OPEP, ni empruntés et dépensés par d'autres, l'effet subi par les pays de l'OCDE a été vraiment négligeable. C'est pourquoi la perte de revenu réel (c'est-à-dire la combinaison de la perte due aux termes de l'échange et de la perte de production) est évaluée à 4 p. 100 du PNB des pays de l'OCDE.

### C. L'avenir de l'énergie commerciale dans le monde

Il convient de se référer aux projections de la Banque mondiale <sup>4/</sup> relatives à la demande et à l'offre futures d'énergie primaire (charbon et lignite, pétrole brut, gaz naturel et gaz naturel liquide, électricité d'origine hydraulique ou nucléaire, le tout exprimé en nombre de barils par jour d'équivalent de pétrole); selon ces projections, si l'on prend 1976 comme année de base, la production mondiale totale s'accroîtra, jusqu'en 1990, à un taux moyen de 3,8 p. 100 par an, tandis que la consommation croîtra à un taux moyen de 4,1 p. 100 par an (tableau I.2.2). Les taux correspondants pour la période de 1960 à 1976 étaient de 4,5 p. 100 tant pour la production que pour la consommation. L'équilibre de la balance internationale de l'énergie primaire sera donc difficile, avec une demande supérieure à l'offre et par conséquent une hausse des prix.

A l'évidence, les projections dépendent des hypothèses formulées au sujet des facteurs qui influent sur l'offre et la demande par exemple la croissance économique, les ressources disponibles, les prix, la réaction de la demande et de l'offre en cas de modification des revenus et des prix, les éléments liés à la politique et à l'environnement et les mesures de conservation. Parmi les hypothèses principales, on suppose notamment que les prix de l'énergie en termes réels resteront constants et que le PIB total des pays en développement considérés comme un groupe s'accroîtra en termes réels de 5,2 p. 100 par an de 1975 à 1985 et de 5,6 p. 100 par an de 1985 à 1990. On suppose que le PIB des pays industrialisés croîtra à un taux moyen de 4,2 p. 100 par an pendant les années 80. On prévoit que la croissance de la consommation d'énergie dans les pays en développement, qui est tombée à une moyenne annuelle d'environ 5 p. 100 pendant les années 1973-1976, atteindra 6,1 p. 100 par an pendant la période 1976-1990, tandis que la production croîtra de 4,8 p. 100 par an. Le taux de croissance plus élevé que l'on prévoit pour la consommation d'énergie dans les pays en développement s'explique par le taux de croissance plus élevé que doit atteindre leur production intérieure en termes réels par comparaison avec celle des pays industrialisés. D'autre part, on prévoit que leur consommation d'électricité s'accroîtra plus rapidement et la part de la consommation totale d'énergie qui correspond à leur groupe, après être passée de 16 p. 100 en 1960 à 25 p. 100 en 1976, continuera à croître à l'avenir. De plus, on suppose que l'énergie commerciale remplacera de plus en plus l'énergie traditionnelle.

On prévoit donc que la part de la consommation totale d'énergie dans le développement passera de 13,8 p. 100 en 1976 à 25 p. 100 en 1990. Les pays en développement dans leur ensemble auront donc besoin d'énergie plus considérables.

Note : Par é  
liqui

des "pays en  
l'Iran, l'Ir

Source  
Proviennem

\* Taux de  
à 1976 (1)  
d'importa

Part de l'A  
développem

Total

Banques et  
Economies à  
centrale  
Exportateurs  
excédents

Chiffre n  
importateu  
Pays indust

Chiffre n

Chiffre n

Chiffre n

Chiffre n

Chiffre n

Chiffre n

Chiffre n

Chiffre n

Chiffre n



# Balances commerciales mondiales de l'énergie primaire de 1960 à 1990

	Millions de barils par jour d'équivalent de pétrole (MBD)						Taux de croissance annuel moyen en %					
	1976			1990			1960-1976			1976-1990		
	Production MBD	Consommation % du total	Production % du total	Consommation % du total	Production MBD	Consommation % du total	Production	Consommation	Production	Consommation	Production	Consommation
appément a/ ur les pays de pétrole)	26,5	20,9	16,8	13,2	51,3	23,9	38,4	17,3	6,7	4,8	6,1	6,1
ur les pays de pétrole)	(20,0)	(15,8)	(4,2)	(3,3)	(32,8)	(15,3)	(9,9)	(4,5)	(7,2)	(3,6)	(6,3)	(6,3)
usés	(6,5)	(5,1)	(12,6)	(9,9)	(18,5)	(8,6)	(28,5)	(12,8)	(5,2)	(7,8)	(6,0)	(6,0)
e pétrole à	46,5	36,6	69,8	54,9	70,7	33,1	109,7	49,5	2,6	3,0	3,3	3,3
ceptaux	16,1	12,7	0,8	0,6	25,5	11,9	2,3	1,0	10,7	3,3	7,8	7,8
anification	37,9	29,8	34,4	27,1	66,7	31,1	64,3	29,0	4,4	4,1	4,6	4,6
ers	nd.	-	5,3	4,2	nd.	-	7,0	3,2				
que en	127,0	100,0	127,1	100,0	214,2	100,0	221,7	100,0	4,5	3,8	4,1	4,1
issance de 1960	7,2	5,7	2,2	1,7	45,6*	8,6	4,7**	5,3	14,1	14,1*	5,5*	5,5**
de la ten-										1,2	6,4	6,4
e)												

\*\* Taux de croissance de 1970 à 1978 (deuxième modèle)

Banque mondiale, World Development Report, 1979, août 1979, p. 35. Les chiffres donnés pour les pays en développement document des Nations Unies World Energy Supplies (plusieurs numéros).

comme dans tout le présent rapport, seuls les membres de l'OPEP à excédents de capitaux ne figurent pas dans le groupe "développement". Les balances énergétiques des autres membres de l'OPEP, l'Algérie, l'Équateur, le Gabon, l'Indonésie, le Nigeria et le Venezuela sont donc incluses dans celles des pays en développement.

nergie primaire il faut entendre ici le charbon et la lignite, le pétrole brut, le gaz naturel et le gaz naturel et l'électricité d'origine hydraulique et nucléaire, en barils par jour d'équivalent de pétrole.

Ces projections, limitées comme elles le sont par les hypothèses sur lesquelles elles reposent, présentent l'utilité d'illustrer l'ordre de grandeur général des problèmes à affronter et les changements de politique nécessaires. Si l'on fait des efforts soutenus pour accroître la production d'énergie tant pétrolière que non pétrolière et limiter la demande grâce à des mesures de conservation et de fixation des prix, la hausse des prix réels de l'énergie pendant la prochaine décennie pourra être endiguée. Compte tenu du taux de l'inflation mondiale et de la hausse du prix des produits manufacturés dans les pays industrialisés, la hausse des prix de l'énergie sera plus forte à prix courants qu'en termes réels. Il y a évidemment d'autres facteurs, notamment l'utilisation des produits de remplacement du pétrole, en particulier le charbon et l'énergie nucléaire et les huiles de schiste, les sables goudronneux et l'énergie solaire; cependant, ces trois dernières sources ne figurent pas dans les projections de la Banque mondiale.

Il ne faut pas sous-estimer l'effet des mesures de conservation. La hausse brusque et importante des prix de l'énergie a eu pour effet d'encourager non seulement la conservation, mais aussi la prospection et le développement des produits de remplacement du pétrole. Avant la hausse de 1973, la consommation d'énergie dans les pays industrialisés s'est accrue à peu près au même taux que le PIB, mais de 1973 à 1979 l'utilisation de l'énergie dans les pays de l'OCDE a augmenté de 7 p. 100 tandis que le PIB en termes réels s'est accru de près de 17 p. 100, ce qui correspond à une diminution d'environ 9 p. 100 de l'utilisation de l'énergie par unité du PIB. Selon les projections de la Banque mondiale, l'élasticité de la consommation par rapport à la croissance du PIB, qui, pendant les années 1960-1976, se chiffrait à 1,14 pour les pays en développement, 0,84 pour les pays industrialisés, 1,19 pour les pays exportateurs de pétrole à capitaux excédentaires et 0,63 pour les économies à planification centrale, s'est abaissée à 1,1 pour les pays en développement et 0,79 pour les pays industrialisés, tandis qu'elle atteint 1,56 pour les pays pétroliers à capitaux excédentaires et 1,10 pour les économies à planification centrale.

La production et la consommation de l'énergie primaire commerciale sont réparties inégalement entre les pays en développement et les pays industrialisés (voir tableau I.2.2). En 1976 les pays en développement, y compris les exportateurs de pétrole à excédents de capitaux, représentaient 33,6 p. 100 de la production mondiale et seulement 13,8 p. 100 de la consommation mondiale; les pays importateurs nets de pétrole représentaient 5,1 p. 100 de la production mondiale et 9,9 p. 100 de la consommation, contre 28,5 et 3,9 p. 100 respectivement dans le groupe des pays exportateurs nets de pétrole.

Les pays industrialisés représentent 36,6 p. 100 de la production mondiale et 54,9 p. 100 de la consommation, contre 29,8 et 27,1 p. 100 respectivement dans le groupe des économies à planification centrale. Si l'on considère l'ensemble des pays développés, le total se chiffre à environ 66,4 p. 100 de la production mondiale et 82 p. 100 de la consommation mondiale. Comme la population des pays industrialisés ne représentait, en 1976, que 16,2 p. 100 de la population mondiale alors que celle des pays en développement en représentait 52,2 p. 100 il semble qu'à cette date la consommation par habitant des pays industrialisés ait été de 13 à 14 fois supérieure et la production par habitant 3,5 fois supérieure aux chiffres correspondants des pays en développement.

La part des pays africains en développement dans la production mondiale se chiffre à environ 5,7 p. 100 et leur part de la consommation mondiale à 1,7 p. 100. Comme la part des pays africains dans la population mondiale se chiffre à près de 9,5 p. 100,



il est évident que la production et la consommation par habitant dans les pays africains en développement sont inférieures à la moyenne du groupe des pays développés, soit environ 98 p. 100 pour la production par habitant et 90 p. 100 pour la consommation par habitant.

On donnera, au chapitre III, un profil des besoins extérieurs d'énergie primaire prévus pour l'Afrique, avec des estimations provisoires des investissements nécessaires dans le domaine de l'énergie primaire en 1990.

### III. LE PROBLEME DU PETROLE ET L'AFRIQUE

#### A. L'incidence des prix pétroliers sur les pays africains non exportateurs de pétrole

Il convient de préciser que la diminution du revenu réel des pays africains en développement non exportateurs de pétrole qui résulte de la hausse des prix pétroliers est évaluée à environ 4 p. 100 de leur PIB. Compte tenu de leur faible revenu par habitant, il y a là un fait plus grave que l'évaluation correspondante qui a été faite pour le groupe de l'OCDE. D'une part, il faut payer cette diminution en devises étrangères qui sont déjà extrêmement rares et dont dépend la formation de capital fixe. D'autre part quand il faut compenser la hausse des prix pétroliers à l'aide des exportations, la tâche est immense par rapport à celle des pays de l'OCDE, car dans les pays africains en développement la gamme des produits est limitée, on produit surtout des biens de consommation destinés à l'usage local et les biens d'équipement qui permettent la formation de capital, ainsi que certains produits de consommation essentiels, doivent être importés et payés en devises étrangères.

L'effet direct de la hausse des prix pétroliers sur les pays africains en développement non exportateurs de pétrole a été considérable. Leurs dépenses d'importation de pétrole sont passées de 0,8 milliard de dollars des Etats-Unis en 1973 à environ 7,4 milliards de dollars en 1980, soit un taux d'accroissement annuel moyen d'environ 37 p. 100. En proportion du montant total des revenus des exportations, les dépenses d'achats pétroliers sont passées d'environ 8,2 p. 100 en 1973 à 29,2 p. 100 en 1980; à cette date elles représentaient 25,5 p. 100 des dépenses d'importation totales, 5,1 p. 100 du PIB et 27,4 p. 100 de la formation de capital fixe contre 7,8 p. 100 en 1973 (voir tableau I.2.3).

On peut illustrer de façon encore plus frappante la situation des pays dont il s'agit : si l'on ajoute les dépenses d'importation de denrées alimentaires aux dépenses d'importation de pétrole, les deux postes pris ensemble représentent 53 p. 100 des revenus des exportations de ces pays. Si l'on tient compte en outre du service de la dette publique extérieure non amortie des pays en développement africains non exportateurs de pétrole, qui est évalué à près de 2 milliards de dollars des Etats-Unis par an, la proportion atteint environ 61 p. 100.

De 1973 à 1980, les dépenses d'importation de pétrole se sont accrues d'environ 6,6 milliards de dollars des Etats-Unis, les dépenses d'importation de denrées alimentaires de 4,1 milliards et le service de la dette publique extérieure d'environ 0,5 milliard, soit une augmentation totale d'environ 11,2 milliards. Pendant la même période, le flux total constaté des ressources à destination des pays africains en développement non exportateurs de pétrole s'est accru à peu près de la même somme, soit 11,4 milliards de dollars.

Tous les changements indiqués ci-dessus se répercutent sur la balance des paiements des pays africains en développement non exportateurs de pétrole (tableau I.2.4). Après avoir été légèrement excédentaire en 1973 et 1974, la balance commerciale est devenue par la suite nettement déficitaire. Le déficit du compte des opérations courantes, qui se chiffrait à 1,9 milliard de dollars des Etats-Unis en 1973, est monté en flèche à 8,5



milliards de dollars en 1979 et l'on prévoit un déficit de 10,1 milliards pour 1980. Le montant net des transferts du secteur public et des entrées de capitaux, tel qu'il ressort des statistiques de la balance des paiements, est passé de 2,4 milliards de dollars en 1973 à 8,7 milliards en 1980. S'il est vrai que ce flux a aidé à financer les déficits croissants, la diminution de la part des transferts nets du secteur public qui sont en général consentis à des conditions avantageuses, et l'augmentation de la part des entrées nettes de capitaux le plus souvent aux conditions rigoureuses du marché, suscitent les plus vives inquiétudes. La part des transferts publics nets est tombée de 46 p. 100 en 1973 à seulement 28,7 p. 100 en 1979 et 1980. Comme ils ne reçoivent pas assez de devises étrangères du dehors, les pays africains en développement non exportateurs de pétrole ont dû faire appel à leurs propres réserves de change, qui sont limitées, afin de subvenir à leurs dépenses pétrolières.

**Tableau I.2.3 : Dépenses d'importations de pétrole et de denrées alimentaires des pays en développement africains non exportateurs de pétrole. (en milliards de dollars des Etats-Unis)**

	1973	1974	1978	1979	1980
Dépenses d'importation de pétrole	0,8	2,0	2,9	4,5 a/	7,4 a/
Exportations (marchandises)	9,8	14,1	18,2	21,7	25,3 b/
Importations (marchandises)	14,0	16,0	21,0	24,3	29,0
PIB	64,3	77,2	132,4	138,7	145,3 b/
Formation de capital fixe	10,2	12,9	26,4	26,7	27,0 b/
<b>Dépenses d'importation de pétrole en pourcentage :</b>					
des exportations	8,2	14,2	15,9	20,7	29,2
des importations	5,7	12,5	13,8	18,5	25,5
du PIB	1,2	2,6	2,2	3,2	5,1
de la formation de capital fixe	7,8	15,5	11,0	16,9	27,4
Dépenses d'importation de denrées alimentaires	1,9	3,5	4,2	5,0	6,0
<b>En pourcentage :</b>					
des exportations	19,4	24,8	23,1	23,0	23,7
des importations	13,6	21,9	20,0	20,6	20,7
du PIB	3,0	4,5	3,2	3,6	4,1
de la formation de capital fixe	18,6	27,1	15,9	18,7	22,2

Sources : CEA, Division des statistiques et FMI, World Economic Outlook, mai 1980.

a/ Estimations fondées sur les prix du pétrole en 1979 et 1980 et le volume des importations de pétrole de l'année 1980 avec une augmentation fixée à 3,4 p. 100 par an, c'est-à-dire égale à la tendance pour la période de 1970 à 1978.

b/ Extrapolation sur la base de la croissance de 1978-1979.

Le tableau I.2.5 indique le montant net du flux des ressources vers les pays en développement africains non exportateurs de pétrole. Il y a des écarts importants entre ce flux tel qu'il figure dans les évaluations de leurs balances des paiements et tel que l'OCDE le présente. Certes, les dates, les définitions, les éléments constitutifs des calculs peuvent comporter certaines différences, mais ici l'écart est assez grand pour mériter un examen dans une étude ultérieure. Selon l'OCDE, de 1970 à 1978, le flux net est passé de 2,2 milliards de dollars des Etats-Unis à 14,2 milliards, soit un taux de croissance moyen d'environ 26 p. 100 par an en prix courants et environ 10 p. 100 en prix constants. Il est inquiétant que les entrées de fonds publics en provenance des pays de l'OPEP et des institutions multilatérales arabes et de l'OPEP vers les pays africains non exportateurs de pétrole aient systématiquement diminué en prix courants depuis 1975. Pour les pays africains non exportateurs de pétrole autres que l'Egypte, les entrées de fonds publics sont tombées du chiffre record de 871 millions de dollars des Etats-Unis, atteint en 1974, à 728 millions en 1978. En prix constants, si l'on suppose un taux d'inflation d'environ 15 p. 100 par an, cette diminution représente près de 20 p. 100 par an. Ces dernières années, les transferts du secteur public ont financé moins de 10 p. 100 des dépenses courantes d'importation de pétrole.

L'incidence directe de la deuxième hausse des prix pétroliers sur les pays en développement africains non exportateurs de pétrole sera probablement beaucoup plus grave que ne l'a été celle de la première hausse : on prévoit que leurs dépenses d'importation de pétrole augmenteront de 2,9 milliards de dollars des Etats-Unis contre une augmentation de 1,2 milliard en 1973 et 1974. Leurs efforts pour faire face à cette augmentation seront d'autant plus difficiles qu'en 1980 la production des denrées alimentaires a beaucoup souffert de la sécheresse dans les parties Ouest, Centrale et Est de l'Afrique et que les exportations africaines se sont ressenties de la croissance très lente de la production des pays de l'OCDE et de la moindre capacité d'absorption des pays de l'OPEP. La dette publique extérieure des pays africains en développement non exportateurs de pétrole s'est accrue rapidement pendant les années 70, pour atteindre environ 32 milliards de dollars en 1979, et l'on prévoit qu'elle atteindra 36 ou 37 milliards en 1980 5/. Ces dernières années, de nombreux pays africains ont dû affronter de graves problèmes de service de la dette, qui limiteront leur aptitude future à obtenir des ressources supplémentaires sur les marchés mondiaux.

Alors que les pays de l'OCDE ont pu s'adapter assez vite à des déficits plus lourds, les pays africains en développement non exportateurs de pétrole n'ont pas été en mesure de le faire. Les pays de l'OCDE ont réussi en prenant des mesures de conservation des ressources énergétiques, en investissant davantage dans la production et la consommation de l'énergie et en accroissant leurs exportations à l'étranger, surtout vers les pays exportateurs de pétrole, et ils seront évidemment en mesure de continuer à effectuer de tels ajustements de façon ordonnée et progressive, grâce à leurs immenses ressources technologiques et financières. En revanche, pour les pays africains en développement non exportateurs de pétrole, l'adaptation aux récentes hausses des prix sera sans doute lente et extrêmement difficile comme par le passé. Non seulement l'augmentation des dépenses pétrolières dépasse celle de 1973-1974, mais la plupart de ces pays s'efforcent en même temps d'atteindre des taux de croissance de la production réelle plus élevés en développant la formation de capital fixe. Cela rend difficile la situation de leur balance des paiements, d'autant plus qu'ils doivent financer un déficit. De même, la hausse rapide de l'ensemble des prix a entraîné d'importantes augmentations de salaires et des déficits



budgétaires de plus en plus lourds. Compte tenu de l'inflation accélérée et de la chute des prix d'exportation, les recettes susceptibles d'être obtenues par l'impôt perçu principalement sur les produits exportés et importés deviennent tout à fait limitées.

Tableau I.2.4. Pays africains en développement non exportateurs de pétrole : état sommaire de la balance des paiements, 1973-1980 a/ (en milliards de dollars des Etats-Unis)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<b>Afrique (sauf l'Afrique du Sud)</b>								
Exportations (f.o.b.)	9,8	14,1	13,3	14,9	17,3	18,2	21,7	25,3
Importations (f.o.b.)	-9,2	-14,0	-16,0	-16,3	-18,6	-21,0	-24,3	-29,0
Balance commerciale	0,5	0,1	-2,7	-1,4	-1,4	-2,6	-2,0	-2,7
Services et transferts du secteur privé (nets)	-2,4	-3,4	-3,9	-4,7	-5,0	-5,5	-5,8	-6,6
Balance du compte des opérations courantes	-1,9	-3,2	-6,5	-6,1	-6,4	-8,3	-8,5	-10,1
Transferts du secteur public (nets)	1,1	1,4	1,7	1,9	2,1	2,1	2,4	2,5
Capitaux (nets) b/	1,3	2,1	4,2	4,1	4,8	5,7	6,0	6,2
Solde général	0,5	0,3	-0,6	-0,1	0,5	-0,5	-0,1	-1,4

Source : World Economic Outlook, Etude du personnel du Fonds monétaire international, Washington D.C., mai 1980.

a/ Pour les classements par pays, voir le texte d'introduction de l'Annexe C.

b/ Y compris les allocations de droits de tirage spéciaux.

Les difficultés budgétaires et celles de la balance des paiements rendent très difficiles les investissements qui permettraient de produire et d'utiliser les sources énergétiques de remplacement mentionnées au chapitre II, qui sont énormes. Cependant, certains pays en développement africains non exportateurs de pétrole font de leur mieux pour accroître leur capacité de production hydro-électrique. De nombreux pays s'efforcent aussi de porter les prix pétroliers au niveau des marchés mondiaux, ce qui est une condition nécessaire du succès des mesures de conservation. Cependant, ils doivent surmonter divers obstacles importants et notamment la surévaluation de leurs monnaies, qu'ils ne peuvent pas dévaluer par crainte des tendances inflationnistes auxquelles ils s'exposeraient. Il est cependant indispensable de poursuivre les efforts conservatoires dans le domaine de l'utilisation du pétrole en augmentant les prix. De plus, dans les pays africains en développement non exportateurs de pétrole, l'industrie et les transports sont les principaux consommateurs d'énergie et il est donc impossible de réduire la consommation sans restreindre ces activités. Les pays dont il s'agit doivent donc résoudre de graves problèmes pour s'adapter de façon ordonnée à l'augmentation du coût des importations de pétrole.

Dans son exposé intitulé L'énergie et l'économie mondiale : perspectives à moyen terme 6/, M. I. de Larosière, Directeur général du Fonds monétaire international, a fait observer avec raison : "Devant l'ampleur des besoins de financement et la complexité du problème d'ajustement auquel font face de nombreux pays, nous sommes appelés à relever plusieurs défis : i) celui de contribuer à fournir les volumes et les types de ressources dont nos pays membres pourront avoir besoin dans les années à venir; ii) celui d'aider ces pays à exécuter les programmes d'ajustement qui font progresser leur économie dans la bonne voie et au rythme qui leur convient; iii) celui de faciliter, pour les pays excédentaires, la solution des problèmes que leur pose la gestion de leurs réserves dans un système de taux flottants".

"Le Fonds est prêt à jouer un rôle de plus en plus actif dans ces domaines. La nature des rôles, indissociables, que le Fonds jouera, dans les années à venir, dans le financement et l'ajustement, fait encore l'objet de discussions et n'est pas pleinement définie. Mais certains aspects essentiels de ce double rôle apparaissent déjà clairement. Tout d'abord, étant donné l'importance à la fois des déficits courants et des difficultés qui peuvent surgir dans l'intermédiation privée, le Fonds doit pouvoir, lorsque c'est nécessaire, prêter des montants plus importants qu'il ne le faisait dans le passé. Par ailleurs, les problèmes structurels auxquels font face nombre de pays peuvent exiger que l'ajustement s'étende sur une période plus longue que celle qui était habituellement prévue dans le cadre des programmes antérieurs du Fonds. En outre, les programmes du Fonds doivent, dans la pratique, tenir compte de la situation particulière de chacun des pays membres, ainsi que le préconisent les directives actuelles du Fonds en matière de conditionnalité".

Des ressources sont nécessaires de toute urgence si l'on veut aider les pays en développement africains non exportateurs de pétrole à réaliser de façon ordonnée les ajustements de structure indispensables, y compris les investissements dans le domaine de l'énergie. Pour résoudre les problèmes de structure qu'ils affrontent, ils doivent évidemment obtenir beaucoup plus que dans le passé, pour des périodes beaucoup plus longues et à des conditions beaucoup plus souples. Bien que l'on reconnaisse largement les éléments essentiels du processus d'adaptation, l'esprit d'arrangement qui pourrait permettre d'appliquer une politique efficace afin de remédier à la situation des pays en développement non exportateurs de pétrole semble faire défaut dans les organisations et les pays donateurs. Les organisations financières internationales pourraient apporter une contribution importante en consentant aux pays en développement des conditions d'emprunt beaucoup moins rigoureuses et en mettant à leur disposition une part plus importante des fonds excédentaires qui affluent en retour des pays de l'OPEP.

---

6/ FMI, Bulletin, 9 juin 1980.



Tableau I.25. Montant total net des apports financiers reçus par les pays africains en développement non exportateurs de pétrole, 1970-1978 (en milliards de dollars des Etats-Unis)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
APD bilatérale provenant des pays du CAD	1 428	1 709	1 874	2 168	2 051	2 717	2 925	3 516	4 652
APD provenant d'organisations multilatérales *					824	1 186	1 411	2 279	2 590
Divers	794	1 169	961	1 112	3 058	6 970	5 342	6 461	6 926
Montant total des apports financiers connus	2 222	2 878	2 835	3 280	5 933	10 873	9 678	12 256	14 168
Dont : montant total officiel des ressources provenant des pays de l'OPEP et des organisations multilatérales arabes et de l'OPEP					1 730	3 796	2 466	2 707	2 007
dont :									
- Recettes nettes de l'Egypte					859	2 930	1 555	1 935	1 279
- Autres pays africains					871	858	911	772	728

Sources : OCDE, Comité d'aide au développement, Development Co-operation, 1974 Review, Paris, 1974, Statistical Annex, pp. 262-267; 1978 Review, Paris, 1978, pp. 230-271; et 1979 Review, Paris, 1979, pp. 240-279.

\* De 1970 à 1973 il n'y a eu qu'un seul chiffre pour l'APD des pays du CAD et celle des organisations multilatérales. On ne faisait aucune distinction entre les deux postes.

B. Les ressources énergétiques, l'utilisation de l'énergie et les perspectives d'avenir dans les pays africains en développement

1. Les ressources d'énergie naturelle

La part de l'Afrique dans les réserves connues d'énergie naturelle, définie comme l'énergie commerciale faisant l'objet d'un commerce international, représente selon les évaluations environ 8,6 p. 100 des réserves connues de pétrole dans le monde, 8,5 p. 100 des réserves connues de gaz et 0,03 p. 100 des réserves mondiales d'huile lourde, 3,1 p. 100 des réserves mondiales de schistes bitumineux, 1,1 p. 100 des ressources géologiques de charbon dans le monde et 1 p. 100 des réserves mondiales de charbon techniquement et économiquement susceptibles d'exploitation. La part de l'Afrique dans le potentiel hydro-électrique mondial est importante, soit environ 19,2 p. 100 <sup>7/</sup>, dont on ne capte actuellement qu'une faible partie. Les pays africains en développement possèdent aussi près de 25 p. 100 des ressources mondiales d'uranium.

Ces ressources, pour modestes qu'elles soient sur un continent où vivent 9,5 p. 100 de la population mondiale, ne sont pas réparties également entre les grandes zones du continent, ni entre les pays. Les nappes de pétrole se situent surtout en Afrique du Nord, les ressources hydrauliques en Afrique centrale, le potentiel géothermique tout le long des fossés d'Afrique orientale et les gisements de charbon dans les régions du sud et du sud-est. D'autre part, l'Afrique occidentale semble être la région la moins bien pourvue en ressources d'énergie commerciale. Seuls les minerais radioactifs paraissent mieux répartis, bien que les plus grandes réserves se trouvent en Afrique australe.

L'Afrique possède des réserves appréciables de sources d'énergie de remplacement ou renouvelables : c'est elle le seul continent qui s'étende de part et d'autre de l'Equateur et elle bénéficie pendant toute l'année d'un ensoleillement en général intense et dont la durée est considérable au-dessus du 8° de latitude Nord et au-dessous du 8° de latitude Sud. L'énergie éolienne, bien qu'elle ne soit pas susceptible d'exploitation dans toutes les régions du continent, pourrait rendre de grands services au moins à titre d'appoint sinon de source énergétique permanente. Les ressources constituées par les combustibles ligneux sont surtout situées dans les zones de l'Equateur et des Tropiques. Les ressources géothermiques exploitables se trouvent le long de la totalité de la grande fosse orientale d'Afrique et dans d'autres régions où une activité volcanique s'est manifestée à une date récente. Pour les pays africains du littoral, l'énergie du gradient thermique des mers tropicales pourrait constituer une source utile d'énergie d'appoint. L'énergie que peuvent produire la barre de sable le long de la totalité de la côte occidentale de l'Afrique par l'intermédiaire du déferlement de la mer, les courants et les marées permettrait aussi de subvenir en partie aux besoins et, en cas de nécessité, l'Afrique pourrait aussi exploiter des sources d'hydrocarbures non traditionnelles <sup>8/</sup>.

---

<sup>7/</sup> Banque mondiale, Energy in Developing Countries, Rapport no. 3076, juillet 1980, Annexe 1, p. 4 et 5.

<sup>8/</sup> OUA/CEA "Possibility of Co-operation in the Field of Energy in Africa", document préparé pour la réunion conjointe des experts africains en matière d'énergie de l'OUA et de la CEA, Addis-Abeba, 24-28 mars 1980, pp. 4 et 5.



Une étude récente de la Banque mondiale 9/ contient un classement de 46 pays africains en développement selon la part qui correspond à leurs importations nettes de pétrole dans leur demande d'énergie commerciale : il en ressort que sept pays seulement, à savoir l'Algérie, l'Angola, le Congo, le Gabon, la Jamahiriya arabe libyenne, le Nigéria et le Zaïre, sont des exportateurs nets de pétrole. Pour l'un des pays, le Zimbabwe, les importations nettes de pétrole représentent 25 p. 100 ou moins de la demande totale d'énergie; le Botswana, le Mozambique et la Zambie importent entre 51 et 75 p. 100 de leurs besoins d'énergie commerciale, tandis que les 31 autres pays, soit 85 p. 100 du nombre total des pays en développement africains qui figurent dans l'étude de la Banque mondiale, importent plus de 75 et jusqu'à 100 p. 100 de l'énergie commerciale dont ils ont besoin. Ce qui est plus grave, c'est que sur ces 31 pays africains en développement, qui dépendent en grande partie ou en totalité des importations d'énergie commerciale, 28 ont ou risquent d'avoir du mal à subvenir à leurs besoins de bois de chauffage. Ce sont les Etats suivants : Bénin, Cap-Vert, Comores, Ethiopie, Gambie, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Sao-Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo. Sur ces 28 pays, 17 comptent parmi les pays les moins développés et ne disposent que de ressources financières limitées alors qu'ils sont en grande partie ou entièrement tributaires de leurs importations nettes d'énergie commerciale pour satisfaire leur demande interne. Ce sont le Bénin, le Cap-Vert, les Comores, l'Ethiopie, la Gambie, la Guinée, la Haute-Volta, le Lesotho, le Mali, le Niger, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, la Somalie, le Soudan et le Tchad. Quatre autres pays africains en développement membres de la CEA qui ne figurent pas dans le classement de la Banque mondiale se trouvent dans des situations diverses en ce qui concerne l'importance relative que doivent atteindre les importations nettes de pétrole pour satisfaire la demande interne d'énergie commerciale : ce sont Djibouti, l'Egypte, les Seychelles et la Tunisie.

## 2. L'énergie primaire disponible et son utilisation

Comme l'indique le tableau I.2.6, dans les pays en développement africains, la production d'énergie primaire, autrement dit de charbon et de lignite, de pétrole brut, de gaz naturel et de gaz naturel liquide, ainsi que d'électricité hydraulique ou nucléaire, est passée de seulement 0,46 million de barils par jour d'équivalent de pétrole en 1950 (dont 89 p. 100 de charbon et de lignite et seulement 11 p. 100 de pétrole brut et de gaz naturel liquide) à 0,88 million de barils en 1960 (dont 67,8 p. 100 de charbon et de lignite et 31 p. 100 de pétrole brut et de gaz naturel liquide). En 1960, le 1,2 p. 100 restant de la production d'énergie primaire était constitué par l'énergie hydro-électrique.

Pendant les années 60, la production d'énergie primaire s'est beaucoup accrue et elle a atteint, en 1970, 6 800 000 barils par jour d'équivalent de pétrole, dont 5 890 000 (soit 86,7 p. 100) de pétrole brut et de gaz naturel liquide, tandis que la production de charbon et de lignite s'est lentement accrue jusqu'à 800 000 barils par jour et que la part à laquelle elle correspondait dans la production totale a sensiblement diminué et est tombée à 11,8 p. 100. En 1978, la production s'est accrue jusqu'à

9/ Banque mondiale, Energy in the Developing Countries, Rapport no. 3076, juillet 1980, p. 5, tableau 2.

7 480 000 barils par jour, le pétrole brut a légèrement diminué, n'atteignant plus que 5 740 000 barils par jour (76,9 p. 100 du total), et la production de charbon et de lignite s'est accrue pour atteindre 1 280 000 barils par jour, soit 17,2 p. 100 du total. La production de gaz naturel et d'électricité hydraulique ou nucléaire s'est accrue : ces catégories prises ensemble ont atteint 5,9 p. 100 du total.

A l'évidence, donc, la structure de la production s'est transformée de façon radicale pendant les années 50 et le pétrole brut y a pris la première place. Une tendance contraire s'est manifestée pendant les années 70 : les activités productives se sont progressivement orientées vers le charbon et la lignite et l'énergie hydro-électrique, probablement à cause des mouvements des prix pétroliers et de la politique restrictive des producteurs de pétrole.

Un autre phénomène important a été l'accélération du taux moyen de croissance annuelle de la production totale : il est passé de 6,7 p. 100 pendant les années 50 à 22,7 p. 100 pendant les années 60, puis il a sensiblement fléchi pendant les années 70 et il est tombé à seulement 1,2 p. 100. Cette diminution a pour cause exclusive la baisse de la production du pétrole brut et du gaz naturel liquide. Les taux de croissance des autres sources d'énergie, y compris le charbon et la lignite, le gaz naturel et l'électricité d'origine hydraulique ou nucléaire, se sont nettement accélérés. Les écarts importants qui apparaissent entre l'évolution de la production à moyen terme (depuis 1970) et à long terme (depuis 1960) rendent extrêmement risquée l'extrapolation des tendances passées (les prévisions) que l'on va tenter dans la section suivante.

Les taux moyens de croissance annuelle des importations ont suivi une évolution semblable pendant la même période et sont passés de 5,2 p. 100 dans les années 50 à 6,6 p. 100 en 1960, pour retomber à 3,5 p. 100 dans les années 70.

D'importantes modifications de structure se sont aussi produites dans la consommation d'énergie primaire des pays en développement africains. La part des combustibles solides (charbon et lignite), qui correspondait aux deux tiers de la consommation pendant les années 50 et au début des années 60, est tombée, en 1978, à un peu moins de la moitié de la consommation totale. La part des combustibles liquides (pétrole brut et gaz naturel liquide), qui correspondait à environ un tiers dans les années 50, est passée à plus de 44 p. 100 en 1978, tandis que la part du gaz naturel et de l'énergie hydro-électrique pris ensemble atteignait 8,2 p. 100.

Le taux moyen de croissance annuelle de la consommation totale d'énergie primaire dans les pays en développement africains, qui se situait aux environs de 5,3 p. 100 dans les années 50, est tombé à 4,7 p. 100 au cours des années 60, puis s'est accéléré pour atteindre 6,4 p. 100 pendant les années 70, avec un chiffre moyen de 5,5 p. 100 par an pour la période de 1960 à 1976. L'élasticité de l'accroissement de la consommation par rapport à la croissance du PIB en termes réels, qui était de 1 dans les années 60, est passée à 1,33 dans les années 70, avec une moyenne de 1,2 pour la période de 1960 à 1976.

L'élasticité de la consommation d'énergie primaire par rapport au PI(N)B dans les pays en développement africains, qui est considérable par rapport à celles des pays industrialisés, soit 0,8, et de l'ensemble des pays en développement, soit 1,1, résulte du



Tableau I.2.6. Energie commerciale : ressources et utilisations dans les pays africains en développement de 1950 à 1978 (quantités en millions de barils par jour d'équivalent de pétrole)

	1950				1960				1970				1978			
	Taux de croissance annuel moyen 1950-1960		Taux de croissance annuel moyen 1960-1970		Taux de croissance annuel moyen 1970-1978		Taux de croissance annuel moyen 1960-1976		Taux de croissance annuel moyen 1970-1978		Taux de croissance annuel moyen 1960-1976		Taux de croissance annuel moyen 1970-1978		Taux de croissance annuel moyen 1960-1976	
	MBD	% du total	MBD	% du total	MBD	% du total	MBD	% du total	MBD	% du total	MBD	% du total	MBD	% du total	MBD	% du total
<b>Production totale</b>	0,46	100,0	0,88	100,0	6,7	100,0	6,80	100,0	22,7	100,0	7,48	100,0	1,2	100,0	14,1	100,0
Charbon et lignite	0,41	89,1	0,59	67,8	3,8	56,7	0,80	11,8	3,2	47,2	1,28	18,7	6,0	85,7	4,2	58,9
Pétrole brut et gaz naturel liquide	0,05	10,9	0,27	31,0	16,7	248,8	5,89	86,7	35,6	156,8	5,74	76,9	-0,3	3,8	20,8	288,9
Gaz naturel	-	-	-	-	-	-	0,06	0,9	15,8	69,4	0,36	4,8	25,1	100,0	17,6	200,0
Electricité hydraulique et nucléaire	-	-	0,01	1,2	-	-	0,04	0,6	7,2	31,6	0,08	1,1	9,1	11,3	9,0	100,0
Importations	0,23	49,9	0,41	46,5	5,2	76,9	0,76	11,6	6,6	94,2	1,00	13,5	3,5	47,2	5,4	75,0
Ressources totales utilisables	0,69	149,9	1,29	146,3	6,4	93,2	7,56	87,8	19,4	281,6	8,48	111,9	1,5	217,2	11,3	175,0
Consommation totale	0,56	100,0	0,94	100,0	5,3	100,0	1,48	100,0	4,7	100,0	2,44	100,0	6,4	100,0	5,5	100,0
Combustibles solides	0,38	67,9	0,59	62,8	4,3	81,1	0,80	54,8	3,3	70,2	1,16	47,5	4,8	87,5	3,9	70,9
Combustibles liquides	0,18	32,1	0,34	36,2	6,5	118,9	0,60	41,1	5,9	125,8	1,08	44,3	7,6	132,5	6,9	125,1
Gaz naturel	-	-	-	-	-	-	0,02	1,4	-	-	0,12	4,9	25,1	44,3	-	80,9
Electricité hydraulique et nucléaire	-	-	0,01	1,0	-	-	0,04	2,7	7,2	15,2	0,08	3,3	9,0	132,5	9,0	160,9
Exportations y compris les "bunkers"	0,12	21,9	0,34	36,2	11,0	207,5	5,98	41,1	33,0	730,0	5,86	73,0	-0,2	3,8	19,5	339,9
Saldo de la consommation et des exportations	0,68	125,9	1,28	146,3	-	-	7,46	86,7	-	-	8,30	100,0	-	-	-	-
Croissance apparente	+0,01	+0,1	+0,01	+0,1	-	-	+0,10	+1,1	-	-	+0,18	+2,2	-	-	-	-
Utilisation totale	0,69	129,9	1,29	146,3	6,4	93,2	7,56	87,8	19,4	281,6	8,48	111,9	1,5	217,2	11,3	175,0

volume de la consommation d'énergie par habitant des pays en développement africains, qui est évaluée à 280 kg, tandis que la moyenne atteint 1 411 kg pour le monde entier, 4 326 kg pour les pays industrialisés et 305 kg pour l'ensemble des pays en développement. Cette situation semble appelée à se prolonger.

Le volume des exportations d'énergie primaire des pays en développement africains, dont le taux de croissance moyen se chiffrait à 11 p. 100 par an pendant les années 50 et s'est accéléré jusqu'à 33 p. 100 au cours des années 60, est passé à un solde négatif correspondant à un taux de -0,2 p. 100 par an pendant les années 70. Si l'on envisage la quantité totale d'énergie primaire disponible ou utilisée en 1978, les importations y représentent environ 11,8 p. 100 et les exportations 69,1 p. 100. La consommation intérieure correspond donc à près de 30,9 p. 100 de la production totale d'énergie primaire dans les pays en développement africains.

### 3. Les perspectives dans le domaine de l'énergie 10/ et les investissements préliminaires indispensables

Les données relatives aux pays africains en développement qui figurent au tableau I.2.2 indiquent que, pendant les années 1960-1976, la production d'énergie primaire de l'ensemble de ces pays s'est accrue à un taux annuel moyen de 14,1 p. 100, tandis que la consommation s'est accrue de 5,5 p. 100. Les extrapolations provisoires de ces taux de croissance, que le secrétariat de la CEA a faites pour la période 1976-1980, semblent suggérer, suivant un premier modèle de caractère historique, qu'en 1990 la production atteindra 45,6 millions de barils par jour d'équivalent de pétrole, soit environ 21,3 p. 100 de la production mondiale prévue. Un tel résultat suppose évidemment d'importantes découvertes de pétrole pendant cette période, car il serait irréalisable dans les limites actuelles des ressources connues. D'autre part, la consommation des pays en développement africains atteindrait, selon les prévisions, 4,7 millions de barils par jour (contre 2,3 millions en 1976), soit 2,1 p. 100 de la production mondiale prévue. Suivant ce modèle, la consommation s'accroîtra de 2,5 millions de barils par jour.

Le modèle indiqué ci-dessus appelle de sérieuses réserves. S'il est vrai que le taux de croissance moyen a été de 14,1 p. 100 par an pendant les années 1960-1976, le taux de croissance de la production d'énergie dans les pays en développement africains, comme l'indique le tableau I.2.1, est tombé à seulement 1,2 p. 100 par an pendant les années 70. De plus, les taux de croissance de la consommation, qui se sont chiffrés à 5,5 p. 100 pendant la période 1960-1976 mais à 6,4 p. 100 par an de 1970 à 1978, donnent une élasticité de la consommation par rapport à la croissance du PIB de 1,17 pour 1960-1976, mais de 1,33 pour les années 70.

10/ Une récente étude de la CEA intitulée "Perspectives of the African Region in the 1980s and Policy Implications" (document E/CN.14/PSD.1/7, du 27 janvier 1980, Addis-Abeba) établit les projections des besoins énergétiques de l'Afrique en développement pour les années 80 à partir d'hypothèses différentes. Une tendance de caractère historique projetée, pour le secteur de l'énergie, des taux de croissance de 5,9 et 6,1 p. 100 pour les périodes 1980-1985 et 1985-1990 avec une croissance plus rapide pour les exportateurs de pétrole. L'ensemble de la région africaine doit s'assigner comme but une croissance de 8 p. 100 pour l'énergie pendant les années 80. Un modèle planifié ayant comme objectif une croissance de 7 p. 100 du PIB prévoit des taux de croissance de 7,8 et 8 p. 100 dans le secteur de l'énergie pour ces deux périodes respectivement.



Un deuxième modèle fondé sur l'extrapolation des tendances à court terme depuis 1970 a donc été proposé. Il prédit que la production des pays africains en développement atteindra 8,6 millions de barils par jour d'équivalent de pétrole en 1990 si la production croît à un taux moyen de 1,2 p. 100 par an, alors que la consommation atteindra 5,3 millions de barils, soit une augmentation de 3,1 millions de barils par jour. A ce taux modeste de croissance de la production et avec un taux d'accroissement annuel de la consommation plus élevé (6,4 p. 100), la production des pays en développement africains dans leur ensemble dépassera la consommation de 3,3 millions de barils par jour, alors qu'en 1976 l'excédent se chiffrait à 5 millions de barils. Il en résulterait une diminution de 3 p. 100 par an du taux de croissance des exportations d'énergie primaire jusqu'en 1990.

A l'évidence, un taux de croissance moyen de la consommation de 6,4 p. 100 par an avec une élasticité de la consommation de 1,33 par rapport au PIB suppose un taux de croissance moyen du PIB de 4,8 p. 100 par an, c'est-à-dire celui qui a été atteint par les pays en développement africains pendant la période 1970-1978. Si l'on suppose un taux de croissance du PIB de 6 p. 100, avec une élasticité de 1,33, la demande d'énergie primaire croîtra de 7,98 p. 100 par an et atteindra 6,4 millions de barils par jour d'équivalent de pétrole en 1990, soit une augmentation de 5,2 millions de barils par rapport à 1976; si l'on suppose une élasticité de 1,1 le rythme de croissance de la demande tombera à 6,6 p. 100. Dans cette hypothèse, la consommation atteindra, en 1990, 5,4 millions de barils par jour, soit une augmentation de 3,2 millions de barils par jour par rapport au chiffre de 1976. Ainsi, de 1976 à 1990, l'augmentation de la consommation des pays en développement africains atteindra un chiffre qui se situera entre 2,2 millions de barils par jour selon le premier modèle, 3,1 millions de barils suivant le deuxième et 3,2 millions de barils suivant le troisième.

Le montant des investissements nécessaires pour chaque baril par jour d'équivalent de pétrole de capacité installée varie d'une région à l'autre, d'un pays à l'autre et même selon le domaine envisagé. Selon les évaluations de la Banque mondiale <sup>11/</sup> le coût s'échelonne entre 7 000 et 8 000 dollars des Etats-Unis par baril par jour de capacité installée aux prix constants de 1977. Si l'on suppose que le coût moyen de la production d'un baril par jour de capacité installée soit de 7 500 dollars des Etats-Unis, le montant total des investissements nécessaires en 1990 atteindra un chiffre qui se situera entre 18 milliards 750 millions de dollars selon le premier modèle, 23 milliards 25 millions de dollars selon le deuxième et 24 milliards de dollars selon le troisième. Les investissements annuels pendant la période de 14 ans devraient donc être de 1 milliard 340 millions, 1 milliard 660 millions et 1 milliard 710 millions de dollars des Etats-Unis respectivement. Toutes ces estimations provisoires sont faites aux prix constants de 1977.

Selon le modèle de la tendance historique, l'évaluation provisoire des besoins d'investissements énergétiques des pays africains en développement non exportateurs de pétrole se situera entre 10 et 12 milliards de dollars des Etats-Unis, tandis que les besoins d'investissements annuels s'échelonneront entre 700 millions et 1 milliard de dollars aux prix constants de 1980. Si l'on se fonde sur le modèle de la tendance à court terme (1970-1978) le montant total des investissements nécessaires se situera entre 14 et 16 milliards et entre 1 et 1,2 milliard de dollars des Etats-Unis aux prix constants de 1980. Ces chiffres indiquent l'immensité des investissements qui sont nécessaires pour atteindre ne serait-ce que l'autosuffisance dans le domaine de l'énergie.

<sup>11/</sup> BIRD, Petroleum and Gas in Non-OPEC Developing Countries: 1976-1985, document de travail du personnel de la Banque mondiale, no. 289, avril 1978, p. 6.

#### IV. SOLUTIONS ET PROPOSITIONS EN COURS D'EXAMEN

##### A. Introduction

Il ressort clairement de l'analyse qui précède que la hausse des prix pétroliers a eu pour cause l'augmentation importante et continue de la consommation, surtout dans les pays industrialisés. Bien que la production soit allée de pair avec la consommation dans le passé, on prévoit que le marché futur de l'énergie sera étroit, avec une hausse inévitable des prix. Il n'est pas douteux que le pétrole à bon marché d'avant 1973, s'il a contribué à la croissance dans l'ensemble du monde, ait aussi encouragé le gaspillage et l'intensité de capital, tandis qu'il décourageait la conservation et le recours à des sources d'énergie de remplacement. Logiquement, la hausse des prix du pétrole s'accorde mieux avec les transformations nécessaires. Il est donc inéquitable de reprocher aux pays exportateurs de pétrole d'avoir augmenté les prix en tenant compte de l'offre et de la demande mondiales, tant présentes que futures.

Néanmoins, pendant la période d'adaptation, la hausse importante des prix pétroliers s'est gravement répercutée sur les économies des pays en développement non exportateurs de pétrole. Leur balance des paiements s'est sensiblement détériorée et, comme ils manquent de plus en plus de denrées alimentaires, les ressources nécessaires à la formation de capital fixe sont soumises à des limitations rigoureuses et ils affrontent l'avenir dans des conditions peu encourageantes. On prévoit aussi que leur production agricole déjà en régression souffrira encore davantage des restrictions de combustible et d'énergie qui sont maintenant largement appliquées dans ces pays. Les pays développés se sont adaptés assez vite en accroissant leurs exportations, en limitant leurs importations et en prenant des mesures de conservation : s'ils l'ont pu, c'est à cause de la souplesse et des ressources de leurs économies et parce qu'ils ont réussi à mobiliser les ressources excédentaires des pays de l'OPEP ainsi qu'à utiliser les débouchés créés par les besoins de développement de ceux-ci. Pour les pays en développement non exportateurs de pétrole, l'adaptation sera un processus beaucoup plus long, plus complexe et plus ardu : elle nécessitera la substitution des importations, la croissance des exportations dans un monde où le commerce se trouve soumis à des restrictions croissantes et le développement de sources d'énergie de remplacement, solutions qui sont toutes très coûteuses à mettre en oeuvre. Comme l'indiquent les estimations provisoires, l'autosuffisance énergétique à elle seule constitue déjà une entreprise impossible sans une assistance extérieure importante.

Le montant du financement dont les pays africains non exportateurs de pétrole ont besoin est énorme. Des fonds considérables sont nécessaires non seulement pour financer la formation de capital dont dépend la substitution des importations, y compris celles de pétrole et d'autres formes d'énergie, mais aussi pour favoriser l'exportation des produits et des services, afin d'acquérir les devises étrangères qui permettent d'importer les biens d'équipement et les principaux produits de consommation. Pendant la période d'adaptation il faudra se procurer de façon régulière d'importants appoints pour la balance des paiements si l'on veut que le processus se déroule sans heurts et sans entraîner de perturbations excessives dans la croissance.

Bien que l'on ait déterminé les éléments constitutifs essentiels du processus d'adaptation, la complexité du problème exige de nouvelles recherches et de nouvelles mesures et le plus tôt sera le mieux, car tout retard supplémentaire risquerait de mener à la catastrophe. Il est extrêmement difficile, sinon impossible, d'esquisser d'un trait de



plume une "solution" universelle du problème de l'énergie qui soit acceptable et durable et ne suscite pas de nouveaux conflits. En dehors des aspects techniques et économiques ardues d'une telle entreprise, il y a les intérêts authentiques et parfois en conflit des exportateurs et des importateurs d'énergie. Bien que nombre de questions connexes comme la conservation des sources d'énergie, le développement de nouvelles sources, la technologie, la recherche et le développement, le financement, etc., aient fait l'objet d'amples recherches, aucun accord ne s'est encore dégagé sur la manière de résoudre l'ensemble du problème. Pour l'instant, on se préoccupe surtout des moyens de limiter les répercussions défavorables de la hausse des prix pétroliers sur l'économie mondiale et, en particulier, sur les pays en développement et les pays les moins développés. On estime cependant qu'une solution durable n'est possible qu'à long terme et nécessitera notamment une adaptation qualitative et quantitative de la structure et de l'ampleur futures de l'offre et de la demande d'énergie dans le monde entier, ainsi qu'une adaptation du fonctionnement du système économique international à la situation d'après 1973, caractérisée par les coûts et prix élevés et croissants des produits, y compris l'énergie. Ce n'est qu'ainsi que le système international deviendrait moins sensible à la hausse future des prix.

Comme on l'a indiqué ci-dessus, les hausses des prix pétroliers ont entraîné, d'une part, des excédents massifs de la balance des paiements du groupe de l'OPEP et, d'autre part, des déficits énormes des importateurs de pétrole, tant développés qu'en développement. La balance des paiements de ces derniers ne peut s'adapter rapidement que grâce au recyclage, à leur profit, des excédents accumulés par les premiers. Le marché des capitaux privés s'est chargé en partie de cette tâche. Les institutions du marché des capitaux s'acquittent de trois fonctions essentielles dans le processus de recyclage : a) fournir des crédits supplémentaires; b) utiliser l'influence liée à ces crédits pour encourager les pays en déficit pétrolier à adopter des mesures d'adaptation interne appropriées; c) améliorer la position de ces pays du point de vue du crédit pour leur assurer un accès ininterrompu aux marchés internationaux des capitaux privés. Les possibilités financières de ces institutions se sont sensiblement accrues depuis 1973 et la communauté mondiale exerce sur elles de fortes pressions pour qu'elles résolvent les problèmes des balances des paiements et les autres problèmes de structure plus fondamentaux qui résultent de la situation énergétique.

La communauté mondiale, y compris la Banque mondiale, le FMI et l'OPEP, a maintenant pris conscience des besoins d'adaptation à court et à long terme de ces pays : soutenir une balance des paiements qui faiblit sans cesse, maintenir la croissance et rendre possible la solution des problèmes de structure. A cette fin, les organismes susnommés ont récemment commencé à réexaminer sérieusement leurs pratiques et conditions traditionnelles de prêt, afin de les rendre plus propices à une adaptation et à une croissance ordonnées. Ces efforts et propositions tendant à résoudre les problèmes posés par la hausse des prix de l'énergie sont décrits ci-dessous.

#### B. La conception du FMI

Traditionnellement, l'objectif principal des activités du Fonds monétaire consiste à fournir une assistance, sur demande, afin de remédier aux déséquilibres monétaires et fiscaux internes et externes des Etats membres. Quand il aborde le problème de l'énergie, le Fonds monétaire cherche à atténuer les effets de la hausse des prix pétroliers sur les

balances des paiements, surtout sur celles des pays non exportateurs de pétrole en développement ou comptant parmi les moins favorisés. Le FMI a établi trois systèmes de financement, à savoir le mécanisme pétrolier, le Compte de subvention et le Fonds fiduciaire; les deux premiers étaient spécialement destinés à faciliter la solution des problèmes de balance des paiements qui se posaient aux pays de ce groupe. Cependant, l'ampleur des ressources fournies et de l'assistance effectivement dispensée dans le cadre de ces systèmes, malgré leurs conditions extrêmement favorables, est restée très inférieure aux besoins.

### 1. Le mécanisme pétrolier

Le mécanisme pétrolier a été établi par le FMI en juin 1974 et il a été ultérieurement élargi et développé en 1975 pour aider les Etats membres à faire face aux effets initiaux de la hausse des coûts du pétrole et des produits pétroliers. Les ressources fournies à ce titre s'ajoutent à l'assistance que les pays membres peuvent recevoir d'autres activités du Fonds et elles sont empruntées à cette fin auprès de pays exportateurs de pétrole et de pays industrialisés ayant une balance des paiements suffisamment forte. Toute demande était examinée individuellement et les Etats dont émanaient les demandes étaient censés régler leur politique sur la manière dont le Fonds concevait l'ajustement de la balance des paiements, c'est-à-dire surtout dans une perspective à court ou à moyen terme. Dans le système de 1974, l'aide fournie se limitait à l'augmentation des dépenses pétrolières de l'Etat membre par rapport à 1972, moins 10 p. 100 de ses ressources à la fin de 1973, ajustées en fonction de la variabilité des exportations et sous la réserve que la somme mise à la disposition de l'Etat membre ne devait pas dépasser 75 p. 100 de sa quote-part. En 1975, certaines modifications ont été apportées au système afin de prévoir un prix du pétrole plus élevé et d'adapter la période de base.

Les sommes perçues annuellement sur les opérations effectuées au titre du système de 1974 étaient progressives : 6 7/8 p. 100 pour les trois premières années, 7 p. 100 pour la quatrième année et 7 1/8 p. 100 du début de la cinquième année à la fin de la septième, avec 0,5 p. 100 payable au moment du tirage à titre de commission.

Le mécanisme pétrolier de 1975 différait à plusieurs égards de celui de 1974 et tenait notamment un plus grand compte de la quote-part de l'Etat membre pour déterminer sa part d'assistance, qui ne devait en aucun cas dépasser 125 p. 100 de sa quote-part ou 85 p. 100 de l'augmentation évaluée de ses dépenses d'importation de pétrole, la limite étant fixée au moindre de ces deux chiffres. Ainsi l'aide fournie a-t-elle été soumise à de nouvelles restrictions, limitations et conditions.

Selon le nouvel arrangement, l'Etat membre était tenu d'exposer quelle politique il entendait suivre pour résoudre à moyen terme les problèmes de sa balance des paiements et le FMI appréciait l'opportunité de cette politique. De plus, l'Etat membre devait indiquer les mesures prises ou envisagées pour assurer la conservation du pétrole ou exploiter des sources d'énergie de remplacement compte tenu de la situation économique. Cependant ces mesures n'étaient pas soumises à l'examen du Fonds.

La condition interdisant aux pays membres d'établir ou de renforcer des mesures commerciales restrictives a été elle aussi abandonnée. Les intérêts des tirages effectués au titre du système de 1975 ont été augmentés et portés à 7 5/8 p. 100 par an pour les trois premières années, 7 3/4 p. 100 pour la quatrième année et 7 7/8 p. 100 de la cinquième et la septième année.



Le montant total des sommes empruntées au titre des aides pétrolières de 1974 et 1975 s'est élevé à 6 902,4 millions de DTS dont 37 p. 100 ont été utilisés par 45 pays en développement, y compris 21 pays africains, dont la part représentait le chiffre modeste de 496,2 millions de DTS, soit seulement 7,2 p. 100 du total. Sur les 17 prêteurs, 7 étaient membres de l'OPEP; ils ont fourni 4 995,5 millions de DTS, soit 72,4 p. 100 du total des ressources, dont presque la moitié provenaient de la seule Arabie Saoudite.

Malgré leur ampleur modeste, les aides pétrolières ont pris fin prématurément en mars 1976.

## 2. Le Compte de subvention

C'est le 1er août 1975 que le FMI a établi ce compte, financé par des emprunts qui avaient été contractés auprès de ses membres, pour aider les plus atteints d'entre eux à faire face au coût de l'utilisation du mécanisme pétrolier de 1975. Trente-neuf membres du Fonds, choisis sur la liste des pays les plus gravement atteints, qui avait été établie par l'ONU, se sont vu retenir comme susceptibles de bénéficier de ce système. Le projet a pour but de réduire d'environ 5 p. 100 par an le taux réel des intérêts dus au titre de l'aide financière de 1975. Etant donné que le coût moyen de l'utilisation de cette aide se chiffre à 7,7 p. 100 par an, le coût réel d'utilisation se trouve ainsi réduit à 2,7 p. 100 par an. A la fin de 1980, 24 pays, dont 14 pays africains, avaient profité du compte.

## 3. Le Fonds fiduciaire

Ce système a été établi par le FMI en mai 1976, alors que l'on venait, en mars de cette année, de mettre fin au mécanisme pétrolier; il avait pour but d'apporter une aide supplémentaire pour équilibrer, à des conditions très favorables, la balance des paiements de pays en développement membres du Fonds, qui pouvaient y prétendre et qui se qualifiaient pour l'assistance en exécutant des programmes d'ajustement de leur balance des paiements. Les ressources du Fonds fiduciaire se composaient du produit de la vente de 25 millions d'onces de l'or du Fonds, à laquelle il avait été procédé au profit des pays en développement. Une partie de ce produit a été distribuée directement aux 104 pays en développement éligibles à cet effet et le reste, avec d'autres revenus du Fonds, a été affecté à des prêts favorables. L'exécution du projet a été divisée en deux périodes de deux ans, de juillet 1976 à juin 1978 et de juillet 1978 à juin 1980. Le chiffre total des sommes versées au titre de ce programme n'a atteint que 4,6 milliards de dollars des Etats-Unis, dont 1,3 milliard ont été distribués directement aux 104 membres en développement, dans des proportions correspondant à leurs quotes-parts respectives en qualité de membres à la date du 31 août 1975. Le 31 juillet 1980, 49 des 59 membres éligibles à cet effet s'étaient qualifiés pour des prêts favorables, consentis à un intérêt de 0,5 p. 100 par an, payable par échéances semestrielles en dix versements semestriels de six à dix ans à compter de la date du décaissement de la somme prêtée. Il convient de relever qu'à leurs conditions actuelles les prêts du Fonds fiduciaire comportent finalement un élément de subvention de l'ordre de 50 p. 100.

## C. La solution de la Banque mondiale

Depuis quelques temps la Banque mondiale tient un plus grand compte des besoins d'adaptation structurelle des pays en développement, surtout de ceux d'entre eux qui sont les plus pauvres. Pour subvenir à ces besoins, la Banque a institué, il y a quelques mois, un système de prêts d'adaptation structurelle auquel elle a provisoirement affecté de 600 à 800 millions de dollars des Etats-Unis pour l'année financière 1981. On compte que cette somme sera doublée en 1982 ou 1983 et peut-être encore accrue par la suite.

Selon la Banque 12/, l'un des éléments essentiels du processus d'adaptation des pays en développement non exportateurs de pétrole consiste à doubler leur production interne d'énergie de 1980 à 1990, ce qui devrait réduire de 50 milliards de dollars des Etats-Unis le déficit énergétique de 280 milliards prévu pour 1990. Pour atteindre cet objectif, la Banque a demandé instamment aux gouvernements d'adopter un ensemble de principes directeurs dans leur économie et leur développement et notamment des mesures de fixation des prix, d'encouragement et d'investissement de manière à mettre davantage l'accent sur la production interne d'énergie.

La Banque évalue à 185 milliards de dollars des Etats-Unis à prix constants le montant total des investissements nécessaires au développement énergétique des pays en développement importateurs de pétrole pour la période 1981-1985, alors, que, pendant les cinq dernières années, les investissements énergétiques de ces mêmes pays se sont chiffrés à 80 milliards de dollars. Sur la somme prévue, la Banque devra fournir environ 25 milliards, surtout afin de financer des besoins comportant des aléas assez importants, pour lesquels on aurait du mal à trouver des fonds.

La Banque envisage actuellement de créer une filiale indépendante chargée des problèmes de l'énergie, en réponse à la demande qui lui a été faite à cet effet lors de la récente Conférence au sommet économique de Venise et des réunions des ministres de l'OPEP, qui ont recommandé des mesures pour aider les pays en développement à exploiter leurs ressources énergétiques; la filiale contribuerait à cet effort à la fois comme source directe de financement et comme catalyseur d'autres fonds publics et privés.

D. Quelques solutions proposées par M. Mohammed Yeganeh 13/

Comme l'a justement déclaré M. Yeganeh, ancien Président du Fonds spécial de l'OPEP, la coopération entre les divers groupes de pays et dans divers domaines est à la fois une condition nécessaire du processus d'adaptation dans les pays en développement non exportateurs de pétrole et un instrument pour mettre en oeuvre leurs possibilités. Pour être pleinement efficace, elle devra s'accompagner de nouvelles orientations de principe, de la détermination des domaines de coopération plus intense, de la conclusion d'arrangements pratiques, de la création de l'infrastructure indispensable, de mesures d'encouragement, etc.. M. Yeganeh propose quatre types de coopération: a) une coopération plus ample entre les membres de l'OPEP, les organisations financières internationales et les autres pays en développement; b) une coopération plus intense en matière d'expansion commerciale entre les principaux pays producteurs et non producteurs de pétrole et parmi ces derniers; c) une coopération dans le domaine de l'énergie; et d) une coopération en matière de développement économique et d'investissements.

1. La coopération financière plus ample

M. Yeganeh propose les aménagements suivants:

12/ McNamara R. Address to the Board of Governors, septembre 1980, Washington D.C.

13/ Mohammed Yeganeh, Balance of Payments Outlook of the Developing Countries: Consideration of International Action and Financial Cooperation among Developing Countries with a view to Improving the Adjustment Process (document CNUCED/FIN/18, 10 juin 1980).



- Une opération de sauvetage urgente pour équilibrer les balances des paiements pendant les deux ou trois prochaines années sous la forme de subventions et de prêts très favorables que consentirait, par exemple, un Fonds de l'OPEP agrandi, pourvu que ces ressources soient mobilisées et décaissées rapidement;
- Le développement des prêts des membres de l'OPEP à tous les pays en développement non exportateurs de pétrole, sous la forme d'appoints pour la balance des paiements, de prêts destinés à des programmes et de fonds pour financer des projets surtout dans le secteur de l'énergie, éventuellement par l'intermédiaire d'une banque créée par l'OPEP;
- L'élargissement de l'assise financière des organisations financières internationales et régionales existantes ou projetées et l'augmentation des sommes qu'elles peuvent prêter;
- L'appui apporté par les pays de l'OPEP, sous forme de prêts, au Fonds commun pour les produits proposés par la CNUCED.

## 2. La coopération commerciale

Il est demandé d'accroître la coopération en vue de développer le commerce entre les pays membres de l'OPEP et les pays en développement non exportateurs de pétrole et à cette fin d'éliminer les barrières commerciales, d'établir un système préférentiel mondial dans le domaine commercial et d'organiser des services commerciaux.

## 3. La coopération dans le domaine de l'énergie

Des accords de coopération tant à court terme qu'à long terme sont nécessaires dans ce domaine :

- Court terme : Les pays de l'OPEP doivent continuer à appliquer des mesures qui garantissent aux pays en développement non exportateurs de pétrole des approvisionnements pétroliers suffisants aux prix officiels de l'OPEP, même en temps de pénurie;
- Long terme : Outre les mesures de conservation que doivent prendre les pays en développement non exportateurs de pétrole et pour leur permettre d'exploiter et d'utiliser les différentes catégories de sources énergétiques locales dont ils disposent, ils ont besoin d'une assistance des pays de l'OPEP sous la forme de capitaux de risque pour des travaux de prospection, d'investissements dans des entreprises communes, de services d'assistance technique, etc..

## 4. La coopération en matière de développement économique et d'investissements

Les méthodes qui peuvent permettre aux pays en développement non exportateurs de pétrole et aux pays de l'OPEP de se compléter mutuellement dans leurs efforts pour atteindre l'indépendance économique et réduire leur dépendance anormale à l'égard des nations développées doivent être étudiées et mises en oeuvre. Il faut donc tirer parti de la diversité

économique de ces pays, de leurs ressources existantes, ainsi que de l'échelle et de la composition de leur commerce : ainsi les pays exportateurs de pétrole pourront-ils compléter les efforts des pays en développement non exportateurs de pétrole tout en diversifiant leurs propres investissements; les pays en développement non exportateurs de pétrole pourront aussi plus facilement développer leur capacité productive dans divers secteurs et satisfaire, outre leurs besoins, une part de plus en plus grande des besoins de denrées alimentaires et de produits semi-finis ou industriels des pays exportateurs de pétrole, donc réduire leur propre déficit commercial à l'égard de ceux-ci.

#### E. Conclusion

On peut conclure que si les solutions retenues ou proposées pour redresser la situation sont constructives et méritent d'être bien accueillies, il n'en reste pas moins nécessaire d'obtenir de la communauté internationale une assistance de dimensions énormes si l'on veut que les pays africains en développement non exportateurs de pétrole, surtout les moins développés, aient le moindre espoir de s'adapter et de maintenir l'élan de leur croissance. Evidemment, leurs gouvernements nationaux ont un rôle spécial à jouer à cet égard, d'abord pour combler le déficit des denrées alimentaires, maintenant aussi grave que celui des achats pétroliers, ensuite pour améliorer, sans délai, la mobilisation et l'utilisation des ressources et la gestion économique. Il importe en particulier, à cet égard, d'appliquer intégralement le Plan d'action de Lagos, surtout en matière alimentaire et énergétique, pour éviter que de nombreuses économies africaines ne s'effondrent pendant les prochaines années. L'Afrique est bien pourvue de ressources et les perspectives de développement à long terme qui s'ouvrent à elle sont illimitées : elle a besoin avant toute autre chose, de plans d'urgence pour un an ou deux et de la volonté de les mettre résolument en oeuvre.



V. RESUME

La situation énergétique mondiale dans une perspective africaine

La conjoncture économique défavorable n'aurait pas pu venir à un moment plus mal choisi pour le monde et pour l'Afrique. Les pays africains venaient à peine de commencer à restructurer leurs économies et leurs sociétés pour satisfaire leurs aspirations d'Etats indépendants, quand ils ont dû affronter un nouveau problème, celui de vivre dans une conjoncture économique internationale détériorée et qui se transformait rapidement. Les années 70 ont commencé sous le signe d'un surcroît de restrictions commerciales et d'une assistance accordée à des conditions plus rigoureuses et, en 1973, le système déjà faible de Bretton Woods se trouvait presque en pleine déroute. Le "quadruplement" des prix du pétrole en 1973-1974 et les hausses ultérieures de 1978-1980 ont mis fin à l'ère du pétrole bon marché dont le monde avait tiré parti pendant les deux décennies précédentes ou peu s'en faut. En termes de besoins énergétiques, cette situation a coïncidé avec une période pendant laquelle les besoins d'énergie des pays africains augmentaient à un rythme accéléré, car il s'agissait de développer les moyens de transport et les industries, de moderniser l'agriculture et de satisfaire d'autres besoins de développement de leurs populations en expansion rapide.

L'augmentation des prix du pétrole a eu une incidence grave sur les économies des pays africains en développement non exportateurs de pétrole en grande partie à cause de la structure du commerce international et de la modification des relations dans le système international des prix des produits. Les pays développés importent du pétrole du groupe de l'OPEP et ceux-ci dépendent principalement des premiers à la fois pour l'achat des biens d'équipement et des produits de consommation et pour l'investissement de leurs capitaux. D'autre part, les pays non exportateurs de pétrole vendent la plupart de leurs exportations dans les pays développés, dont ils importent les produits manufacturés, alors qu'ils exportent très peu dans les pays de l'OPEP dont ils sont tributaires pour le pétrole. La modification des relations entre les prix du pétrole, des produits manufacturés et des produits primaires autres que le pétrole a désorganisé encore davantage une situation commerciale déjà déséquilibrée. Les pays développés affrontent des difficultés de balance des paiements à court terme, mais dans l'Afrique en développement non exportatrice de pétrole, le problème consiste surtout à adapter les structures à une situation économique mondiale extrêmement défavorable.

La hausse en flèche des prix du pétrole pendant les années 70 représente un gain considérable lié aux termes de l'échange pour les exportateurs de pétrole et, corrélativement, une perte considérable pour les pays importateurs de pétrole. Pour le groupe de l'OCDE, la perte est évaluée à 4 p. 100 du PIB, qui comprend une perte de revenu réel égale en principe à l'augmentation du coût du pétrole et un effet de déflation résultant de l'augmentation des transferts dont bénéficie le groupe de l'OPEP à la suite de la hausse du prix du pétrole. Comme ces fonds ne sont pas immédiatement redépensés par l'OPEP, il y a une perte de production. Pour faire face à d'énormes déficits de balance des paiements, de nombreux pays ont eu recours à des mesures de déflation.

Quand les prix du pétrole ont quadruplé en 1973-1974, les dépenses d'importation des pays de l'OCDE sont passées de 35 milliards de dollars des Etats-Unis en 1973 à 100 milliards en 1974. Auparavant, la croissance du PIB de ces mêmes pays avait commencé à s'amenuiser et l'inflation s'était fortement accentuée. Les mesures de restriction et de limitation qui ont été ensuite imposées, s'ajoutant à la diminution des investissements et du stockage, de l'épargne et de la consommation, ont abouti à la récession la plus grave de la période d'après-guerre. Lors des hausses des prix ultérieures de 1978-1980, les dépenses d'importations pétrolières de l'OCDE ont encore augmenté pour atteindre 140 milliards en 1978 et 290 milliards au printemps de 1980. Comme celle de 1973, ces nouvelles hausses se sont produites à une époque où la croissance des pays intéressés fléchissait après une période de progrès modérés en 1976 et 1978.

Au cours des années 70, le groupe de l'OPEP a accumulé d'énormes excédents, dont le montant cumulé atteignait 231 milliards de dollars des Etats-Unis en 1979 et, selon les projections, doit atteindre 345 milliards de dollars à la fin de 1980. Sur le total de 1979, environ 230,1 milliards ont été investis dans un nombre restreint de pays occidentaux, dont près de la moitié au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et aux Etats-Unis d'Amérique. Bien que l'on ne possède pas de données, il est clair qu'une fraction, seulement de ces fonds a été recyclée dans les pays en développement et en particulier dans les pays africains en développement non exportateurs de pétrole.

Selon les projections de la Banque mondiale, la production totale d'énergie dans le monde s'accroîtra à un taux moyen de 3,8 p. 100 par an et atteindra 214,2 millions de barils par jour d'équivalent de pétrole en 1990, alors que, pendant la même période, la consommation s'accroîtra de 4,1 p. 100 par an et atteindra 221,7 millions de barils. On prévoit donc que la balance internationale de l'énergie primaire sera étroite.

La production et la consommation d'énergie primaire commerciale sont inégalement réparties entre les pays développés et en développement. En 1976, les pays industrialisés avaient à leur compte 36,6 p. 100 de la production mondiale et 54,9 p. 100 de la consommation, contre 29,8 et 27,1 p. 100 respectivement pour les économies à planification centrale et 33,6 et 18 p. 100 respectivement pour les pays en développement. La consommation par habitant dans les pays industrialisés était à peu près 13 ou 14 fois supérieure à celle des pays développés et leur production par habitant 3,5 fois supérieure. En 1976, la part de l'Afrique en développement dans la production mondiale représentait environ 5,7 p. 100 et sa part dans la consommation mondiale environ 1,7 p. 100, ces deux chiffres étant inférieurs à ceux de l'ensemble des pays en développement.

La perte de revenu réel que les pays africains en développement non exportateurs de pétrole ont subie du fait de la hausse des prix pétroliers atteint environ, selon les estimations, 4 p. 100 de leur PIB, mais compte tenu de leur faible revenu par habitant cette situation est plus grave pour eux que pour l'OCDE. L'incidence directe de la hausse des prix pétroliers sur ces pays a été importante. Le montant total de leurs dépenses d'importations est passé de 0,8 milliard de dollars des Etats-Unis en 1973 à environ 7,4 milliards en 1980, tandis que le pourcentage des revenus des exportations auxquels correspondaient ces sommes passait de 8,2 à 29,2 p. 100, au préjudice de la balance des paiements. Le déficit de la balance des opérations courantes, qui se chiffrait à 1,9 milliard de dollars des Etats-Unis en 1973, est passé à 8,5 milliards en 1979 et la projection pour 1980 est un déficit de 10,1 milliards de dollars. Le montant net des transferts du secteur public et des entrées de capitaux est passé de 2,4 milliards de dollars des Etats-Unis à 8,7 milliards de dollars pendant la même période. Cependant, les conditions de ces entrées de capitaux sont devenues de plus en plus rigoureuses et, même avec cette augmentation appréciable, les pays africains en développement non exportateurs de pétrole ont été obligés de faire appel à leurs modestes réserves de change pour payer leurs importations de pétrole.



Si les pays de l'OCDE ont pu s'adapter assez vite à l'aggravation du déficit, les pays africains en développement non exportateurs de pétrole n'ont pas été en mesure de le faire. La réussite des pays du premier groupe a eu pour causes la conservation énergétique, l'augmentation des investissements dans le domaine de la production et de la consommation de l'énergie et les progrès des exportations, surtout à destination du groupe de l'OPEP; or, ces pays pourront continuer à agir de même à l'avenir, grâce à leur immenses ressources technologiques et financières. L'adaptation des pays africains en développement non exportateurs de pétrole aux récentes hausses des prix risque d'être lente et extrêmement difficile, comme elle l'a été dans le passé. Non seulement l'augmentation des dépenses pétrolières est plus importante que la première fois (on prévoit 2,9 milliards de dollars des Etats-Unis contre 1,2 milliard en 1973 et 1974), mais la plupart des pays dont il s'agit s'efforcent actuellement d'atteindre un taux de croissance plus élevé en augmentant la formation de capital et cet objectif devient de moins en moins accessible avec l'inflation sans cesse plus galopante et la chute des prix d'exportation. Leurs difficultés budgétaires et celles de leur balance des paiements ne leur permettent guère d'obtenir les sommes énormes qu'ils ont besoin d'investir dans la production et l'utilisation des sources d'énergie traditionnelles ou de remplacement pour s'adapter à la nouvelle situation.

En ce qui concerne les projections relatives à la production et à la consommation de l'énergie en 1990, un modèle fondé sur la tendance historique de 1960 à 1976 indique que la production, compte tenu des nouvelles possibilités, se chiffrerait à 45,6 millions de barils par jour d'équivalent de pétrole et que la consommation atteindrait 4,7 millions de barils par jour contre 2,2 millions en 1960. Un deuxième modèle, fondé sur l'extrapolation de la tendance à court terme depuis 1970 projette, pour 1990, une consommation de 5,3 millions de barils par jour d'équivalent de pétrole. Si l'on fixe comme objectif une croissance de 6 p. 100 du PIB, la consommation de pétrole atteindra 5,4 millions de barils par jour d'équivalent de pétrole pendant cette période.

Sur la base des modèles indiqués ci-dessus, les investissements nécessaires pendant les années 80 pour donner une capacité supplémentaire à l'ensemble de l'Afrique en développement sont estimés provisoirement à 18,75 milliards de dollars des Etats-Unis, 23,25 milliards de dollars des Etats-Unis et milliards de dollars des Etats-Unis respectivement aux prix constants de 1977. En moyenne, les investissements nécessaires aux pays africains sont provisoirement estimés à une somme comprise entre 10 et 16 milliards de dollars des Etats-Unis aux prix constants de 1980. Ce groupe de pays aurait donc besoin d'une somme comprise entre 700 millions de dollars des Etats-Unis et 1,2 milliard de dollars des Etats-Unis par an aux prix constants de 1980, pour effectuer les investissements supplémentaires dont dépend la croissance nécessaire du secteur de l'énergie.

De fait, le financement nécessaire aux pays en développement africains non exportateurs de pétrole pour mener à bien leur processus d'adaptation est énorme. Outre les sommes requises pour les investissements énergétiques, ils ont besoin de fonds importants, non seulement pour financer la formation de capital dont dépend la substitution des importations, mais aussi pour favoriser les exportations de produits et de services et acquérir ainsi les devises étrangères qui seules permettent d'importer des biens d'équipement et des produits de consommation essentiels. Pendant la période d'adaptation, il faudra se procurer de façon régulière et à long terme d'importants appoints pour la balance des paiements si l'on veut que le processus se déroule sans heurts et sans entraîner de perturbations indues dans la croissance.

La communauté mondiale, y compris la Banque mondiale, le FMI et l'OPEP, se rend maintenant compte des besoins d'adaptation à court et à long terme de ces pays. On réexamine actuellement les politiques et pratiques en matière de prêts pour tenir compte des besoins à court et à long terme et il a été demandé instamment aux gouvernements nationaux d'adopter des principes appropriés dans leur processus d'adaptation. Etant donné cependant que les dépenses d'importation de denrées alimentaires et de pétrole, ainsi que le service de la dette extérieure, représentent plus de 60 p. 100 des revenus des exportations, les gouvernements des pays africains en développement non exportateurs de pétrole doivent évidemment prendre leurs décisions avec une marge réduite de souplesse et de liberté pour effectuer un ajustement comme la situation l'exige. En réalité, ils se trouvent engagés d'ores et déjà dans un cercle vicieux, dont ils auront du mal à sortir s'ils ne reçoivent une assistance immédiate et d'une ampleur sans précédent.



la communauté mondiale, y compris la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, ne prend  
maintenant compte des besoins d'adaptation à court et à long terme de ces pays. On  
examine actuellement les politiques de politiques en matière de prêts pour tenir compte  
des besoins à court et à long terme et il a été décidé d'instaurer une gouvernance  
nationale d'adoption des pratiques appropriées dans leur processus d'adaptation. Avant d'adopter  
cependant que les dépenses d'importation de biens alimentaires et de pétrole, ainsi que  
la dette extérieure, représentent plus de 60 p. 100 des revenus des États.  
tation. Les gouvernements des pays africains et asiatiques ont développé des stratégies de pétrole  
doivent également prendre leurs décisions avec une marge réduite de souplesse et de liberté  
pour effectuer un ajustement comme la situation l'exige. En réalité, ils se trouvent  
engagés d'un côté et dans un cercle vicieux, dont ils auront du mal à sortir s'ils ne  
reçoivent une assistance immédiate et d'une manière plus pressante.